



"rebellions" de José Ortéga

prix : 4,50 f - étranger : 5,25 f

L'ESPAGNE

vue de l'intérieur

numéro spécial
décembre 1964

démocratie nouvelle





c'est Renault qu'il vous faut

RENAULT

régie nationale des usines Renault

pour faire de « démocratie nouvelle »
une très grande revue
participez tous à notre

GRAND CONCOURS D'ABONNEMENTS

simple et facile

TOUS LES CONCURRENTS AURONT UN PRIX



pour 250 abonnements annuels réglés
une voiture « **RENAULT 4 L** »
robuste, maniable, confortable, économique
qui vous conduira partout en toute sécurité

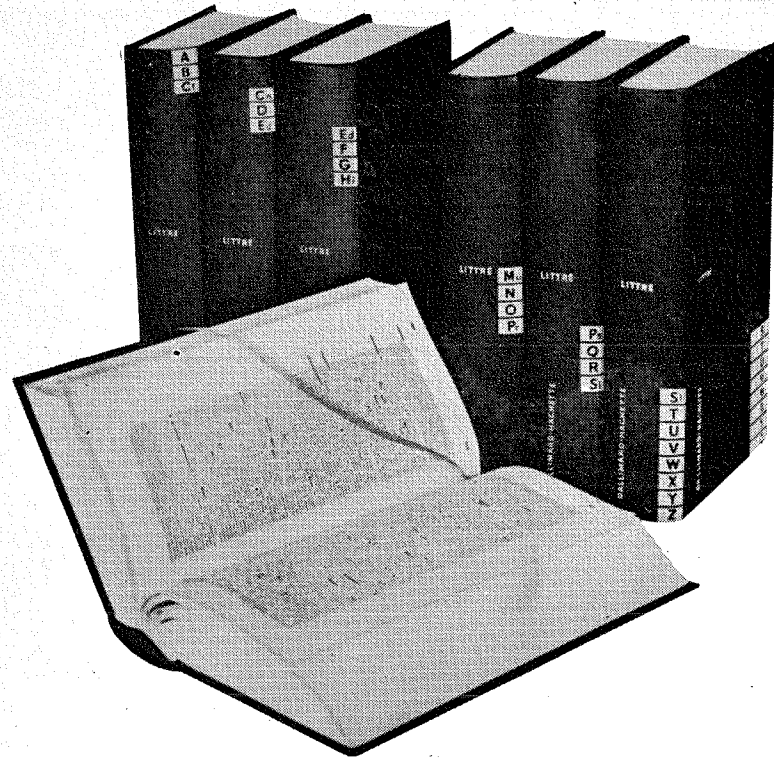


pour 150 abonnements annuels réglés
un séjour de 15 jours pour deux personnes
en **TCHÉCOSLOVAQUIE**

(voyage avion Paris-Paris — séjour à Prague et dans une
station de repos, circuit touristique à travers la Bohême)



voir le règlement du concours et la liste des prix page 144



LITTRÉ

offre exceptionnelle aux lecteurs et abonnés de démocratie nouvelle

Pour 38,30 F seulement par mois (12 versements) ou 406 F au comptant (1 ou 3 mensualités sans frais) t.t.c., recevez, immédiatement, franco à domicile, LE LITTRÉ, le meilleur dictionnaire de la Langue Française, nouvelle édition intégrale, la seule conforme et complète en 7 tomes (14 x 27) tous parus. 14.000 pages de texte. Reliure élégante et solide, pleine toile, présentation moderne et pratique, primée à la première Exposition Triennale des Arts Français (Musée du Louvre).

Cette nouvelle édition du célèbre dictionnaire de la Langue Française est adoptée par l'Académie Française et les grandes Bibliothèques Universitaires.

Prix préférentiel garanti également pour toute mise à jour ultérieure.

l'opinion de l'académie française

« J'emporte votre Littré à l'Académie pour « copier » comme font les mauvais élèves que j'y représente. »

Jean Cocteau

« Littré est le compagnon de ma vie. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire. »

Georges Duhamel

« Une édition qui se présente dans des conditions vraiment très élégantes. Je vous en félicite bien sincèrement. »

Maurice Garçon

« Un cadeau royal et précieux. »

François Mauriac

bulletin de souscription à adresser à démocratie nouvelle, 8 cité d'hauteville, paris X^e

EDITIONS CLASSIQUES ET CONTEMPORAINES

Veuillez m'adresser, immédiatement, franco domicile, le LITTRÉ INTÉGRAL en 7 volumes, que je réglerai après livraison :

- 38,30 F par mois (12 versements) ou
- 406 F au comptant (en 1 ou 3 mensualités) (1)

NOM, Prénoms

Adresse à

N° de C.C.P. ou bancaire

(1) Rayer la mention inutile.

Signature :



DUBONNET

avant-propos

Ce numéro voudrait être un hommage à l'Espagne en lutte, aux « fils d'une patrie belle et triste comme un rêve de pierre et de soleil », que chante le poète, à ceux qui, au long des vingt-cinq années « d'une époque amère comme le marc de l'histoire » n'ont pas désespéré, à ceux qui n'ont pas connu le passé perdu avec la défaite, mais qui apprennent à « aimer avec haine et colère le présent perdu ». Grâce à eux tous une Espagne nouvelle naît, sous nos yeux, qui fait craquer le vieux carcan franquiste.

La préparation même de ce « spécial » a été symbolique. Depuis des mois nous avons prévenu des amis de toute l'Espagne, et de toutes tendances de l'opposition, de notre intention. Et bientôt les articles sont venus, écrits par des communistes, des socialistes, des catholiques, envoyés de Madrid, de Bilbao, de Valence, de Cadix, de Burgos. Des différences d'appréciation, parfois même des contradictions en résultent. Nous les avons soigneusement respectées, désireux seulement de souligner les accords profonds sur l'essentiel, tout en mettant en lumière les traits fondamentaux de l'analyse des communistes espagnols.

Que soient remerciés ici tous nos collaborateurs bénévoles, connus ou anonymes, nos traducteurs qui ont fourni un travail considérable et ingrat, en un temps record, le peintre Ortega à qui nous devons la couverture et qui nous a aidés à réaliser les pages d'art graphique consacrées à son ami Agustin Ibarrola (les dédicaces de la page 104 sont un hommage au peintre emprisonné à Burgos de Rafaël Alberti, Marcos Ana, Angela Grimau, Renato Guttuso, J. Alvarez del Vayo), le photographe André Castel qui nous a donné ses vues de paysages, les éditions Ruèdo Iberico qui nous ont permis de reproduire plusieurs documents du recueil « Espana hoy ».

d. n.

librairie espagnole 72, rue de Seine - Paris .6^e - Odé. 56-26

*livres anciens et modernes de langue espagnole
tous ouvrages en langue française sur l'Espagne
et l'Amérique latine disques de musique espagnole*

démocratie nouvelle

revue mensuelle de politique mondiale - décembre 1964

L'ESPAGNE vue de l'intérieur

santiago carillo	6	quelques aspects de la situation d'aujourd'hui
juan gomez	12	un miracle économique ?
inaki goitia	19	pays basque, conscience ouvrière et nationalisme
x.x.x.	27	une enquête sur les jeunes de galice
l.l.	37	dans la campagne andalouse
x.x.x.	41	migrations et émigration
emilio moreno	45	déséquilibres régionaux et stratégie du capital monopoliste
claudio juarez	59	structures politico-juridiques du franquisme
josé osuna	63	les grandes familles
pablo de talleria	71	catholiques et vie politique
carlos alvarez	81	la parole, personne ne nous la retire
bias de otero	82	poèmes
gabriel celaya	83	poème
x.x.x.	83	l'affaire carlos alvarez
x.x.x.	87	le procès sandoval
antonio mije	89	sur quelques particularités des luttes ouvrières
x.x.x.	93	la bataille des métaux madrilènes
x.x.x.	98	données sur le niveau de vie
x.x.x.	101	budgets ouvriers dans la capitale
art graphique	104	agustin ibarrola
x.x.x.	113	manifestation anti-américaine à madrid
x.x.x.	115	l'étonnant renouveau culturel
x.x.x.	125	misère de l'enseignement
x.x.x.	127	quand les étudiants occupent l'université
x.x.x.	128	des instituteurs parlent
jacques duclos	130	les chantages du général
r. palme-dutt	133	les premiers pas d'harold wilson
chroniques	140	congo, italie, soudan

maquette : jean-pierre lecoindre

quelques aspects de la situation d'aujourd'hui

santiago carillo

La situation espagnole est aujourd'hui caractérisée — c'est là un de ses traits originaux — par l'épuisement du régime fasciste instauré, après une sanglante guerre civile, par l'oligarchie financière et terrienne. Après 25 ans de dictature terroriste, le franquisme est miné par ses contradictions internes et la reconstitution, lente, mais sûre, des forces révolutionnaires et démocratiques.

Le régime franquiste échappa à la déroute de ses compères nazi et fasciste; avec l'aide de l'impérialisme américain et d'autres pays impérialistes, il a réussi à durer jusqu'à aujourd'hui. Mais peu nombreux sont actuellement ceux qui se font encore des illusions sur ses possibilités de survie. Il est entré dans une phase de décomposition avancée qui se terminera indubitablement par sa disparition.

A cet égard les déclarations du comte de Motrico au « Figaro » sont significatives. Il ne faut pas oublier que l'ex-ambassadeur d'Espagne à Paris, « cette personnalité non-conformiste du monde politique espagnol », aux dires de Guillem-Brúlon, est un des premiers conseillers nationaux de la Phalange, qui a occupé diverses charges publiques importantes pendant ces 25 ans, et qui est membre au moins de 15 conseils d'administration de grandes entreprises capitalistes. Qu'avec ces antécédents il ait pu déclarer que le climat actuel en Espagne est à la rénovation et au changement; que « le franquisme est un système adapté à un chapitre exceptionnel de notre histoire »; et qu'il ait admis la nécessité d'un dialogue avec les forces de l'« opposition classique » — quoique ce concept reste assez confus — pour débattre des règles du futur jeu politique, confirme jusqu'à quel point la crise du franquisme est avancée: les classes dominantes sont conscientes de ce qu'elles ne peuvent plus continuer à gouverner par les mêmes moyens, que ces moyens ont été « exceptionnels » et par conséquent anormaux; qu'il faut alier vers une normalisation politique.

Au sein des classes dominantes, on discute vivement aujourd'hui de la façon de sortir du borbier; et cette discussion apparaît dans la presse, à la radio et à la télévision: même les ministres de Franco y participent.

Le capital monopoliste est donc conscient de la nécessité de changements, mais ses représentants politiques veulent un type de changement auquel il serait possible d'appliquer le dicton français: « Plus ça change, plus c'est la même chose ».

Solis, ministre, secrétaire de la Phalange, défend une espèce de « réorganisation » du « Mouvement national », qui ferait entrer d'une façon quelconque les courants de droite de l'opposition à l'intérieur du régime.

D'autres, (parmi eux Motrico) semblent s'orienter vers l'adaptation en Espagne d'un schéma « libéral », vers l'organisation de la vie politique espagnole sur la base d'un jeu électoral entre une démocratie-chrétienne et une social-démocratie de droite, qui polariseraient l'opinion publique.

Par malheur pour Solis, ce ne sont pas ses visites aux gaullistes de Paris ou aux revanchards de Bonn qui peuvent assurer le miracle de ressusciter le « Mouvement National », lequel n'est plus aujourd'hui qu'un cadavre qui empeste la scène politique espagnole. Actuellement, nul ne peut prendre au sérieux l'idée de « réorganiser » le « Mouvement ».

le rêve libéral

Quant au schéma « libéral », on ne peut lui refuser certains aspects séduisants. Comme il serait bon pour l'oligarchie monopoliste de pouvoir, du jour au lendemain, se détacher de ce qui commence à être le « cauchemar franquiste », et de se retrouver avec un système politique semblable à celui de l'Allemagne fédérale ou du Royaume Uni!

Mais un système politique de ce genre ne se crée pas par le seul désir de tel ou tel homme ou groupe, il a besoin de certaines bases économique-sociales. Le libéralisme anglais est le produit de plusieurs siècles d'une révolution bourgeoise, d'une révolution industrielle, d'un vaste empire colonial. Le système fédéral allemand a surgi après la défaite de l'hitlérisme, événement extraordinaire.

Qu'il existe en Espagne une large influence catholique et une large influence marxiste est une chose; c'en est une autre, fort distincte, que d'exprimer cette large influence catholique en un unique parti démocrate-chrétien, et la large influence marxiste en un parti social-démocrate de droite. L'opinion catholique est traversée par les courants les plus divers, qui vont de « l'intégrisme » aux positions socialisantes, sans oublier au moins trois importants courants nationalistes en Catalogne, au Pays basque et en Galice. L'influence marxiste tient pour une bonne part à l'existence d'un des partis communistes les plus forts d'Europe, le nôtre. En outre, il existe dans le pays d'autres courants bourgeois et petits-bourgeois, qui ne sont ni catholiques, ni marxistes, et dont, a priori, il ne faut pas sous-estimer l'influence.

Comment simplifier cette réalité complexe, qui a ses racines et son fondement dans les structures sociales et dans l'histoire nationale, jusqu'au point extrême proposé par le schéma « libéral »? Plus d'une fois, nous avons dit que, dans les conditions de l'Espagne, ce schéma exige une sorte de « quadrature du cercle ». La vérité, c'est qu'il n'y a pas encore eu un libéral, aussi talentueux soit-il, capable d'expliquer comment on peut parvenir à ce résultat.

autonomie ou faiblesse ?

Cependant, les contradictions fondamentales qui provoquent la crise du régime actuel s'aggravent. L'une d'entre elles est liée à l'accentuation du déséquilibre entre le développement économique espagnol (retardé par le fascisme) et le développement économique européen et mondial, à une époque où la tendance à l'internationalisation des forces productives et des marchés, brise les barrières autarciques et place les pays non développés ou peu développés devant des options politico-sociales décisives, révolutionnaires, pour rattraper leur retard.

Par exemple, certaines « initiatives » de la politique extérieure franquiste, comme les accords économiques avec Cuba, les tentatives d'établissement de relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. et d'ouverture vers l'Est, ont été considérées par quelques commentateurs comme un signe de « solidité » et « d'autonomie » du régime. C'est là à notre avis une déformation de la réalité. Le fait est que les produits espagnols rencontrent de plus en plus de difficulté pour entrer en concurrence sur le marché capitaliste mondial; que certaines industries fondamentales traversent une crise plus ou moins aiguë; et que les secteurs capitalistes affectés ont imposé la recherche de nouveaux marchés, quels qu'ils soient. Ce n'est pas là un signe de solidité économique, mais la confirmation de ce déséquilibre entre le développement économique espagnol et le développement capitaliste européen et occidental. En définitive, c'est un symptôme de faiblesse.

En ce qui concerne l'« autonomie », le régime (et surtout l'Espagne) ont dû payer un énorme prix à l'impérialisme américain en échange de ces « initiatives » de politique

extérieure. L'accord avec Cuba a eu comme contre-partie la livraison de la base de Rota aux sous-marins américains armés de Polaris et plus tard l'octroi de Palos de Moguer, d'où partit Christophe Colomb pour découvrir l'Amérique, aux troupes américaines pour qu'elles y effectuent leur manœuvre de débarquement la plus importante depuis la seconde guerre mondiale. Et entre temps, la C.I.A. faisait mitrailler un bateau espagnol qui se rendait à Cuba, assassinant plusieurs des membres de son équipage, et le gouvernement de Franco devait encaisser l'affront, en baissant la tête.

Pendant une période le capital monopoliste espagnol a regardé vers le Marché commun européen comme vers un havre de salut. Il y eut même de nombreux éléments de la moyenne et de la petite bourgeoisie qui voyaient le Marché commun comme une sorte de loterie, comme le retour — impossible, hélas! — au « bon vieux temps » du libre-échange, d'un libre-échange qui allait permettre de vendre sans nécessité d'acheter; qui allait abattre les barrières douanières des autres sans toucher aux nôtres. Aujourd'hui, ces illusions se sont estompées en grande partie.

Mais le problème essentiel reste entier: l'inéluctable nécessité d'assurer le développement économique à des rythmes rapides; les rythmes actuels, y compris ceux-là mêmes de cette période appelée avec optimisme « période d'apogée », accentuent la distance, le déséquilibre entre le développement européen et occidental — sans parler de celui des pays socialistes — et le développement espagnol.

La possibilité de parvenir à assurer ce développement rapide est liée à un profond changement politico-social qui amène les masses travailleuses à se sentir directement intéressées au développement; à le considérer comme leur chose propre, à consentir, même s'il le faut, à des sacrifices pour y parvenir et pour que l'Espagne puisse recevoir les contributions les plus diverses à ce développement sans compromettre son indépendance nationale. Ce qui devient de plus en plus évident en tous cas, c'est qu'il est absolument impossible de réaliser ce développement sous la dictature fasciste.

caractères du capital monopoliste espagnol

Les caractéristiques du capital monopoliste espagnol aggravent considérablement la contradiction entre les formes sociales de production et les formes privées d'appropriation du produit social. L'Espagne connaît un système de capital monopoliste d'Etat hautement articulé, beaucoup plus articulé que celui d'autres pays plus développés. Mais cette organisation élevée des superstructures monopolistes s'appuie sur une base économique et technique très faible, très en retard. Les auteurs de l'actuel « plan de développement » ont donné de ce retard une caractéristique qui n'est en rien exagérée: « basse proportion de la population active par rapport à la population totale »; « pourcentage élevé de la population active occupée dans l'agriculture »; « basse productivité du système économique », liée à « la prolifération de petites entreprises de dimensions inférieures aux minima d'un point de vue technique et économique », à « l'atomisation de notre secteur industriel, avec, comme conséquence, la difficulté d'atteindre des niveaux de production acceptables »; « la vétusté des installations industrielles, du matériel fixe et roulant des chemins de fer, du tracé et du revêtement des routes »; le caractère « extensif » et non « intensif » du marché « dans de grandes zones du pays »; la « structure rudimentaire » du commerce extérieur basé sur la vente d'« aliments et de matières premières vers un groupe très réduit de marchés », etc., etc...

Ce « décalage » entre la base économique et les superstructures monopolistes accentue le caractère parasitaire du capital monopoliste espagnol, oppose avec plus d'acuité le petit groupe de privilégiés monopolistes aux couches non-monopolistes de la ville et de la campagne. Il détermine aussi de sérieuses contradictions au sein même de l'oligarchie monopoliste entre les groupes liés aux secteurs fondamentaux de l'industrie espagnole et les groupes qui se réclament du « néo-capitalisme ».

Sur ce point, il convient de tenir compte d'une autre caractéristique du développement monopoliste espagnol: l'alliance et même la fusion de l'oligarchie financière avec l'aristocratie terrienne, facteur essentiel de l'équilibre et de la survivance du pouvoir des classes dominantes espagnoles. Dans d'autres pays le développement monopoliste moderne s'est réalisé après que la révolution bourgeoise ait, parfois par la « voie prussienne », éliminé depuis de longues années les survivances féodales. En Espagne, le capitalisme monopoliste d'Etat et les survivances féodales coexistent, et celles-ci constituent un terrible poids mort pour tout développement.

Le dernier dénombrement agraire montre que 52.000 propriétaires — sur 5.562.000 personnes qui composent la population active à la campagne — possèdent 55,5 % des terres cultivables, c'est-à-dire qu'il subsiste un véritable monopole de la terre aux mains d'une petite minorité de grands propriétaires fonciers. Aucun pays développé n'offre un tableau comparable.

Au cours des dernières années, on a assisté à un certain développement capitaliste à la campagne; cependant, ce développement reste bien loin du niveau occidental et il continuera à l'être, comme le reconnaît en Espagne toute personne qui a tant soit peu de bon sens, aussi longtemps que subsisteront les structures agraires actuelles. La nécessité de transformer ces structures est admise par tout le monde, mais l'oligarchie monopoliste est incapable de réaliser ces transformations. Et cela est en train de devenir un thème favori des humoristes. Le caricaturiste de « A.B.C. » — journal lié sans conteste aux grands propriétaires fonciers — représentait un père de famille en conversation avec son jeune fils, et lui disant: « Et quand tu seras plus grand et que tu auras des enfants, n'oublie pas de leur expliquer qu'il faut modifier les structures agraires ».

Il est évident que seul un changement profond, qui éloignera du pouvoir politique l'oligarchie financière et celle de la grande propriété foncière, pourra s'attaquer à cette question fondamentale, sans la solution de laquelle on ne peut parler sérieusement d'une « ouverture » économique espagnole.

le « néo-capitalisme »...

Les caractéristiques du système social espagnol font que les groupes de l'oligarchie qui se dénomment eux-mêmes « européenistes », ne vont pas au-delà d'un pseudo-libéralisme, ce que les plus audacieux d'entre eux appellent une « révolution par en haut ». Ils prolongent à l'époque actuelle l'impuissance déjà classique de la haute bourgeoisie espagnole, qui ne fut jamais démocratique par crainte du peuple et de la classe ouvrière, et par sentiment de sa propre faiblesse qui la conduisit, non pas à la destruction des entraves féodales, mais au compromis avec l'aristocratie des latifundia. Les représentants les plus avancés de cette bourgeoisie furent des partisans du « despotisme éclairé », de la « révolution par en haut », sans le peuple, à mille coudées du peuple, et ils furent ainsi toujours battus par les groupes les plus réactionnaires.

Ce qu'on a appelé le « néo-capitalisme » apparaît comme une imitation de ces timides réformateurs bourgeois, et seule la prise en charge du développement espagnol par l'impérialisme étranger — ce qui rencontrerait de sérieuses résistances et entraînerait la perte complète de l'indépendance — pourrait lui offrir une occasion favorable.

En regard nous nous trouvons devant un processus considérable de reconstitution des forces ouvrières et démocratiques; évolution facilitée par la politique de réconciliation nationale, qui a ouvert le chemin à l'union des deux infanteries qui se heurtèrent en 1936-39, et à celle de leurs descendants, union directement engagée contre le régime franquiste.

...et le nouveau mouvement ouvrier

Un des traits fondamentaux de cette reconstitution est le nouveau mouvement ouvrier, le mouvement des commissions ouvrières, qui s'est imposé aux Asturies et au Pays basque, s'est étendu à la métallurgie de Madrid, à d'autres centres miniers et métallurgiques du pays, et qui commence à prendre de l'importance à Barcelone, dans diverses industries. Ce nouveau mouvement ouvrier est l'organisateur des grandes grèves et des importantes manifestations de la dernière période et il a porté un coup décisif aux syndicats verticaux dont l'échec n'est même plus nié, in petto, par les bonzes de ces syndicats eux-mêmes.

Ses caractères sont fort originaux. Il ne s'agit pas d'une organisation clandestine, puisqu'elle agit à la lumière du jour, avec des centaines de militants connus des masses et aussi du gouvernement; elle ne peut pas non plus être considérée comme une organisation légale, puisque dans les lois actuelles rien de semblable n'est prévu. Elle s'appuie sur les commissions d'entreprise élues par les travailleurs, comme organes permanents, liées à leur tour aux commissions locales ou provinciales qui coordonnent tout le mouvement, et qui interviennent publiquement. Beaucoup d'entreprises ont reconnu les commissions ouvrières; elles traitent directement avec elles; quelques-unes se sont vues poussées à accorder même un local à la Commission à l'intérieur de l'entreprise. Le mouvement a réussi à organiser, dans certains cas, de véritables assemblées ouvrières, qui ne sont pas légales, mais proprement imposées par les masses. Il a obligé les syndicats verticaux eux-mêmes à convoquer des réunions de représentants authentiques des ouvriers, où les pontifes sont conspués et perdent toute autorité, où l'on parle avec une grande clarté.

C'est-à-dire que le nouveau mouvement ouvrier impose, dans la pratique, malgré les lois fascistes, des formes d'organisation et de démocratie ouvrière qui sont un moment fort important dans la lutte pour la démocratie.

La lutte ouvrière a arraché des concessions économiques très substantielles qui mettent en question tout le plan de développement, toute la politique de la dictature et de l'oligarchie. Mais le plus caractéristique est que le mouvement lie la lutte économique à la lutte politique pour les libertés; il soumet maintenant ouvertement des revendications comme le droit de grève — imposé par lui dans la pratique —, la liberté syndicale, la liberté pour les emprisonnés, la non-intervention de la police dans la lutte sociale. Lors de la manifestation du 1^{er} mai à Bilbao, les masses ont crié ouvertement dans la rue les mots d'ordre les plus nobles: « Liberté », « Démocratie », « Amnistie », « A bas la dictature »!

La tendance à la transformation des commissions ouvrières en forme d'organisation unitaire des travailleurs dans tout le pays est claire. Et la force du mouvement est démontrée par le fait qu'il existe des entreprises qui essaient de créer, de leur propre initiative, des commissions ouvrières composées de leurs inconditionnels, pour devancer l'initiative ouvrière. Elle est surtout confirmée par des déclarations récentes du ministre Solís, qui annonce que va être autorisée la création de « Conseils ouvriers », dans les entreprises, et que l'on va donner aux travailleurs la possibilité de tenir leurs assemblées à l'intérieur de celles-ci.

Ce que fera ou ne fera pas le gouvernement en ce sens, nous le verrons; mais, pour le moment, il est évident que Solís cherche surtout à enfermer ce mouvement indépendant, de classe, dans les cadres « légaux », pour essayer de le canaliser. Et il est évident également que, avec ou sans « Conseils ouvriers » et assemblées légales, le nouveau mouvement ouvrier continuera à se développer et à se transformer de plus en plus en une force politico-économique de masse de première importance.

Dans le mouvement étudiant se développent des formes d'action qui ont une grande ressemblance avec le nouveau mouvement ouvrier, et qui ont mis dans une situation de crise grave le syndicat universitaire officiel.

A la campagne ces formes d'opposition sont encore peu développées quant à leur organisation, je veux parler des paysans et non des ouvriers agricoles, chez lesquels le progrès est également rapide, mais il faut espérer que l'exemple des travailleurs de la ville s'étendra bientôt également à ceux des champs. Des formes semblables surgissent et se développent peu à peu dans les faubourgs urbains, au sujet des problèmes pressants de la salubrité, des loyers, de l'urbanisation, de l'enseignement, etc., etc.

les progrès de la lutte démocratique

Le mouvement d'opposition des commissions ouvrières, paysannes, populaires, d'étudiants, avec toute son originalité, avec son caractère de masse, peut se voir appelé à jouer un grand rôle dans l'instauration puis dans la consolidation de la démocratie espagnole. Il ne saurait être assimilé à aucun parti, à aucune tendance particulière: c'est un mouvement des masses. Nous, les communistes, qui avons été les premiers à pousser dans cette direction, l'impulsons et le développons fermement; mais d'autres tendances y participent également. Il reflète l'unité et la volonté du peuple de réaliser des changements politiques et sociaux. Sous son influence, divers groupes politiques d'opposition commencent à être actifs.

Un des aspects les plus caractéristiques de la situation est le renforcement de l'action pour les libertés démocratiques nationales en Catalogne, au Pays basque et, encore qu'avec moins de force, en Galice. Les problèmes nationaux de ces trois peuples sont une des composantes du caractère démocratique de cette étape de la lutte en Espagne.

En deux ans, depuis les grèves de 1962, le mouvement démocratique a fait de sérieux progrès en Espagne. Il faut dire que l'initiative est aujourd'hui entre les mains des forces démocratiques, entre les mains des masses; que toutes les concessions que l'oligarchie s'est vue obligée de faire, en les présentant comme un phénomène de « libéralisation », ont été arrachées pas à pas par la lutte des masses. Et il n'y a pas d'autre chemin que celui-là.

Pourtant un élément négatif persiste dans toute cette situation: alors que la position du régime se dégrade, alors que ceux-là mêmes qui lui sont le plus attachés s'interrogent, non sans crainte, sur ce qui va se passer si Franco disparaît, il n'est pas encore apparu une alternative démocratique concrète, basée sur une large coalition des forces antifranquistes, capable de polariser autour d'elle les énergies de tous les Espagnols démocrates et antifranquistes.

Pourquoi ce vide? Auparavant, il pouvait s'expliquer par la pression de l'impérialisme étranger, qui imposait une politique anticommuniste. Même si cette pression continue à s'exercer aujourd'hui, devant le développement du mouvement des masses dans le pays, on ne peut plus la considérer comme l'élément décisif. Il y a un facteur qui pèse beaucoup, c'est la faiblesse politique et organique des groupes d'opposition non-communistes, déterminée par leur passivité. Ces groupes ne se sentent pas en état de conclure une alliance d'égal à égal avec le parti communiste, et encore moins une alliance où ils pourraient imposer leur hégémonie comme ils le voudraient. S'ils se sentaient assez forts pour assurer celle-ci, ils auraient probablement déjà conclu l'alliance. Pourtant aujourd'hui le seul chemin réel pour leur propre renforcement n'est pas l'attente de la « révolution par en-haut », mais leur participation résolue à la lutte aux côtés des communistes.

Nous, nous ne sommes pas pessimistes; il viendra un moment où cette alliance se fera; où ce qui n'a pu se réaliser pendant de longues années se fera en quelques heures, et même précipitamment; tout dépend du mouvement des masses, de l'aggravation de la crise du régime. Quoique cela puisse paraître contradictoire, plus sera retardée l'apparition de cette alternative, plus, à l'intérieur de celle-ci, les forces bourgeoises non monopolistes auront de difficultés à faire venir l'eau à leur moulin.

un "miracle" économique ?

Juan Gomez

Le développement de la lutte des masses auquel nous assistons depuis deux ans, l'élévation considérable de son niveau et de ses exigences politiques et la décomposition du régime qui en a découlé (et dont les événements de ce printemps sont une preuve) se produisent non dans le cadre d'une récession, mais dans celui d'une phase d'expansion du cycle économique.

Nous ne pouvons donc être surpris de voir des éléments de l'oligarchie jouer la carte de la « libéralisation » et les forces du capitalisme international les appuyer ; ils profitent de tous les facteurs objectifs que leur offre la situation actuelle et de toute la confusion qui peut se créer autour d'eux pour essayer d'apporter, d'ouvrir une issue réactionnaire où le peuple, dans la mesure du possible, serait maintenu à l'écart.

d'abord mesurer le phénomène

Pour évaluer exactement l'importance de l'essor économique de ces dernières années en Espagne, il faut tenir compte, en premier lieu, de l'ampleur de la dépression causée par le plan de stabilisation, et, par conséquent, de ce qui n'est que rattrapage. En outre entrent en jeu d'autres facteurs non moins importants.

La dévaluation de la peseta de quelque 30 %, en 1959, et le phénomène économique-social de l'explosion touristique en Europe, ont provoqué un choc formidable dans notre pays. En quatre ans le tourisme a apporté à notre balance commerciale 1.873 millions de dollars (112.380.000 de pesetas). Il faudrait y ajouter l'argent envoyé par les émigrants et les investissements de capitaux étrangers.

Comme on dispose de devises, on éprouve un besoin urgent (comment pourrait-il en être autrement ?) de renouvellement de l'équipement industriel. Y compris dans le secteur des biens de consommation, des besoins historiquement arrivés à maturité (étant donné le niveau de revenu espagnol et sa répartition), et jusqu'alors insatisfaits (l'automobile pour ne citer qu'un exemple) ne pouvaient manquer de s'extérioriser.

Ce sont là quelques-uns des phénomènes qui permettent de replacer la phase actuelle de l'essor économique dans son juste contexte. Essayons maintenant d'en mesurer l'importance.

Prenons la production industrielle. Il y a en Espagne jusqu'à six indices officiels ; quatre concernent le volume global de la production, un autre le produit intérieur brut et le dernier, le revenu. Tous sont divergents et parfois contradictoires. Nous les citerons tous les six pour que personne ne puisse nous reprocher d'utiliser celui qui serait le plus favorable à notre argumentation.

Selon l'indice de l'Institut national de statistique (base 100 pour 1929-30-31), le rythme de croissance annuelle de la production industrielle entre 1958 et 1963 a été de 6,8 %.

Selon l'indice de l'Institut lui-même (« nouveau système »), base 100 = 1958, pour la période 1958-1961 (1) le rythme est de 6,7 %.

D'après le ministère de l'Industrie (base 100 pour 1953-1954), dont l'indice est utilisé également pour calculer le revenu national, pour la période 1958-1962 (2), le rythme a été de 7,6 %.

L'indice du service d'études du ministère du Commerce (base 100 pour 1958) donne pour la même période un rythme de 7 %.

Le produit intérieur brut, au coût des facteurs du secteur industriel, en prix constants de 1958 (calculés par la comptabilité nationale) a connu un rythme de croissance de 5,4 % pour la période 1958-1962.

Enfin il y a le revenu de l'industrie calculé par le ministère de l'Industrie. Dans son organe officiel « Economie industrielle » (février 1964), celui-ci faisait remarquer, en présentant les chiffres de 1963 : « L'amélioration des méthodes et des sources statistiques a pour conséquence des chiffres supérieurs qui, bien que plus exacts dans l'absolu, ne représentent pas une augmen-

(1) Derniers chiffres publiés. « Annuaire statistique espagnol », 1963, Madrid 1964.

(2) Derniers chiffres publiés. Il faut tenir compte du fait que le pourcentage d'augmentation de la production industrielle le plus élevé correspond à 1961, et qu'il diminue peu à peu au cours des années suivantes, ce qui fait que, pour des périodes plus courtes, le rythme annuel est plus élevé.

tation réelle sur les années précédentes ». Et il annonçait une révision de sa série. Et, d'après la série révisée publiée dans l'organe officiel du ministère du Commerce (« Information commerciale espagnole », avril 1964, page 46), le rythme de croissance annuelle cumulée à prix constants entre 1958 et 1963 a été de 3,76 %.

Or la production industrielle dans les pays du Marché commun a augmenté entre 1950 et 1961 à un rythme annuel cumulé de 7,7 % ; ce rythme a été, en Allemagne fédérale, de 9,3 % et, en Italie, de 8,9 % (1).

Dans les pays du camp socialiste, qui représentent déjà, ne l'oublions pas, plus de 38 % de la production industrielle mondiale, le rythme de croissance annuelle pour la période 1958-1962 a été de 13 % (2).

un retard qui s'accroît

En résumé, et malgré les difficultés que suscitent pour les comparaisons internationales les insuffisances de la statistique en Espagne, il est évident que, même pendant les années de « changement décisif » dans la production industrielle, nous avons continué à prendre du retard par rapport aux pays capitalistes développés et, cela va sans dire, par rapport aux pays socialistes.

Est-il besoin de rappeler encore ici que chaque pourcentage d'accroissement dans les pays très développés représente une masse de production et de revenu beaucoup plus considérable que dans les pays sous-développés et en voie de développement ? Quelqu'un peut-il ignorer que, pour que ces derniers puissent rattraper le retard qui les sépare des autres, il faut qu'ils maintiennent pendant une longue période des rythmes de développement considérablement plus élevés que ceux des pays avancés ?

Dans la production agricole, l'accroissement global en quatre ans, entre les récoltes de 1959-60 et celles de 1962-63, a été de 5,2 %, soit un taux annuel de 1,75 % (3). Par rapport à 1935 l'augmentation de la production agricole a été de 22,9 % ; comme la population a augmenté depuis de 29 %, la production par habitant est aujourd'hui inférieure de 4,78 % à celle d'il y a 27 ans (4).

Si nous considérons le revenu national, nous trouvons les chiffres suivants :

— d'après l'estimation calculée par la comptabilité nationale, l'accroissement annuel entre 1958 et 1962 aurait été de 5,05 % ;

— d'après l'estimation du Conseil économi-

que national pour la période 1958-1963 l'accroissement annuel serait seulement de 4,54 %.

Enfin il y a une grandeur macro-économique à laquelle se réfèrent avec une déféction toute particulière les apologistes du néo-capitalisme : le taux d'accumulation brute de capital par rapport au produit national brut.

Sans oublier que pour le développement, c'est l'utilisation du capital accumulé qui compte, plus que le volume, examinons aussi cette donnée. Sur onze pays (5), de 1954 à 1957, l'Espagne occupe dans ce domaine la cinquième place. En 1958, elle tombe à la sixième et en 1960, à la suite du plan de stabilisation, et avec un taux de 16,1 %, elle figure en dernière place.

Le redressement actuel a permis au capital monopoliste d'élever le taux d'accumulation jusqu'à 22 % en 1962 (selon la comptabilité nationale). Ce taux, comparé à celui de 1960 pour tous les autres pays, nous replacerait seulement à la sixième position, comme en 1958 et plus bas qu'entre 1954 et 1957. (Le pays qui nous a dépassé depuis 1958 est la Grèce, dont le taux d'accumulation a atteint en 1960 29,6 % (6).

En définitive donc, nous assistons, dans la dernière période, à une augmentation du rythme de croissance des grandeurs macro-économiques (nous ne pouvons ici analyser les différents secteurs — pourtant essentiels, comme les industries de base, sidérurgie, mines — et l'agriculture, dans son ensemble, y compris l'agriculture la plus capitaliste et celle des terres irriguées, surtout dans les zones de colonisation).

Mais si l'on tient compte de l'ensemble des circonstances dans lesquelles se produit cette augmentation, il convient moins de s'étonner de son importance ou de son caractère « décisif » que de se demander sérieusement pourquoi ces rythmes ne sont pas plus élevés.

Et, à cette question, il n'y a qu'une réponse, c'est que la structure économique de l'Espagne et tout le développement économique antérieur,

(1) Données du « Monthly Bulletin of statistics » de l'O.N.U.

(2) « Développement économique des pays socialistes » (résumé statistique). Supplément de la « Revue Internationale », Prague, novembre 1963.

(3) D'après l'indice élaboré par le secrétariat général technique du ministère de l'Agriculture, base 100 pour 1953/54-1954/55.

(4) Calculé d'après l'indice (base 100 1953/54) prolongé jusqu'en 1955 par la Banque de Bilbao 1961.

(5) Allemagne occidentale, Autriche, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hollande, Italie, Portugal, Turquie.

(6) Données empruntées à la conférence du ministre de l'Industrie, Gregorio Lopez Bravo à l'Institut d'Etudes supérieures de l'entreprise de Barcelone. Texte intégral : « Economía Industrial » VII-1964, page 6.

que cette structure a marqué de son sceau, freinent au plus haut point la croissance des forces productives.

C'est là le problème capital de l'Espagne.

le luxe et le reste

Les castes dominantes ont toujours vécu chez nous à un niveau qui n'a rien à envier à celui de leurs homologues dans d'autres pays. Il en est ainsi d'ailleurs partout où règne une distribution aussi injuste du revenu. « Caritas Diocesana », l'organisation de bienfaisance de l'Action catholique rappelait, en se fondant sur le nombre de personnes secourues par elle, qu'il y a dans le pays 4.181.086 indigents (13,84 % de la population espagnole), avec un déficit alimentaire par rapport à la norme de 600 calories par personne. Si l'on tient compte des autres carences — protéines, graisses, etc... — le chiffre s'élève à 5.159.898 (17,08 % de la population espagnole). En même temps, elle signalait que l'Espagne est le second pays au monde pour la consommation de luxe (1).

Quant à l'automobile, voyons, après cette esquisse, le fond du tableau :

— sur 54,8 % de la longueur totale des routes, la circulation oscille entre 0 et 100 véhicules par jour (2) ;

— en 1963 ont été immatriculés en Espagne 91.195 véhicules de tourisme (contre 1.200.000 en France). Ont cessé de circuler 2.106 (c'est aussi un symbole) et le parc total, au 31 décembre, s'élevait à 529.700 contre 8,5 millions en France) (3).

— en 1962 (nous ne disposons pas encore des données par province pour l'année dernière), dans huit provinces, on a immatriculé entre 1 et 5 automobiles; dans sept provinces, entre 6 et 10 et, dans un total de 21 provinces, moins de 20 automobiles (4) ;

— en 1963, il y avait en Espagne 1,7 véhicule de tourisme pour 100 habitants contre 8,2 en Italie, 15,1 en Allemagne occidentale, 17,3 en Grande-Bretagne, 19,4 en France et 22,4 en Suède (5).

Une autre donnée de l'Espagne réelle dans ce domaine du transport : sur un total de 1.845 stations de chemins de fer qui existent actuellement, 947 chargent moins d'un wagon par jour et 387, entre un et trois wagons. Et la mission de la Banque mondiale conseillait :

« Toutes les gares qui chargent en moyenne moins de quatre wagons par jour (les deux tiers du total) devraient faire l'objet d'une étude immédiate pour leur fermeture » (6).

Pour comprendre la réalité espagnole, il n'est pas sans intérêt de constater que l'enthousiasme pour l'intégration européenne qui existait il y a quelques années, a presque complètement disparu. Un homme comme José Larraz, promoteur dès 1949, au nom de l'oligarchie, de « l'eurospéisme » espagnol dit maintenant, dans une interview publiée par « Ya » du 5 avril 1964 :

« J'ai souvent entendu dire que l'Espagne pouvait « se remettre dans la course » en quelques années, en réformant ses structures et par de grands investissements de capital étranger, que l'on pourrait attirer par des subventions et des exemptions fiscales. Je pense que cette thèse ne résiste pas à la critique. Dans les secteurs qui seraient éliminés par une intégration pure et simple, il est peu probable que le capital étranger se fixe. Quant à ceux qui subsisteraient, je ne pense pas qu'une politique responsable accorderait des primes aux entreprises étrangères avec l'argent des Espagnols pour qu'elles viennent chez nous tirer profit d'une intégration imprudente (7)... Or pendant ce temps-là, les peuples européens ne vont-ils pas se mettre à l'ouvrage et s'améliorer en tout ? Il semble donc très difficile que la thèse de se « remettre dans la course » ait une efficacité pratique ».

Et un représentant typique de la bourgeoisie nationale catalane, Eduardo Tarragona, déclarait, de son côté, dans une interview au « Correo Catalan » du 22 mars 1964 :

« En Espagne, tout le monde était partisan de l'intégration dans un espace international ; les organismes et entités économiques espagnols, les industriels, les commerçants, les politiciens, par une étrange coïncidence disaient tous que nous étions en mesure d'affronter la concurrence, aussi bien pour la qualité que pour

(1) Cité par « Ya » du 11 mai 1963.

(2) Rapport de la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement, Madrid 1962, page 301.

(3) « Evolution de l'économie espagnole en 1963 », Bureau de Coordination et de programmation économique. Madrid 1964, p. 87 (à ceux qui s'étonneraient devant ces chiffres officiels, en se souvenant des numéros des immatriculations, rappelons que la numération est commune à tous les véhicules, que le parc total comprend 1.707.442 véhicules, mais que 916.821 d'entre eux sont des motos ou des scooters). Il faut aussi noter pour le trafic sur route, qu'il y a 1.168.334 charrettes (19 % de plus qu'en 1957. Encore un indice qui augmente !) dont 86 % ont encore des jantes métalliques. Source : « Transports par route ». Annexe au plan de développement, p. 68.

(4) Conseil supérieur de l'Industrie. Rapport annuel 1963 (Service des automobiles). Résumés finaux, non chiffrés.

(5) Chiffres européens de l'Union Routière Française. Le chiffre espagnol a été calculé par nous.

(6) Rapport de la Banque déjà citée, p. 270.

(7) Et c'est pourtant là ce que l'on est en train de faire; dans les secteurs en développement et dans les autres.

les prix... (A présent) il semble que l'on se soit convaincu que nos prix de production et de commercialisation ne sont pas compétitifs.

Par conséquent, nous pouvons affirmer que le temps a révélé à l'opinion un inconvénient qui était demeuré caché auparavant ».

la « clameur »

Que s'est-il passé ? En laissant de côté ce qu'il y a de dépit dans l'attitude de certains après les réticences politiques de Bruxelles, on peut penser que le simple déclenchement du processus de libéralisation des importations est en train de « mettre en effervescence » l'industrie existante, comme l'a dit Ullastres (1).

L'organe du ministère du Commerce « Informacion comercial espanola » a consacré son numéro d'avril dernier à répondre à la « clameur » — c'est le terme employé — soulevée par la libération du commerce extérieur. Il tire argument du « caractère graduel et limité de la libération des importations » et rappelle qu'auparavant on avait doté l'Espagne de tarifs qui « sont nettement différents de ceux des autres pays européens ». A travers tout le numéro, on sent percer une sourde irritation contre les industriels que l'on accuse de « regretter » une période « impossible à prolonger dans la décade 1960 ».

Le 23 juillet encore, la Chambre officielle d'industrie de Barcelone faisait paraître dans la « Vanguardia » le texte adressé au ministre du Commerce, qui s'élève contre toute réduction éventuelle des tarifs : « S'il y avait un moment peu propice pour parler de réduire ces droits, c'était bien celui-ci... » « en raison des répercussions extrêmement dangereuses que cela pourrait avoir aussi bien sur l'expansion des industries déjà existantes que sur les projets d'investissements industriels qui pourraient être en préparation ».

La vérité c'est que, ni dans la période d'exaltation européenne, ni en cette période de reflux, le « bourgeois espagnol » ne s'est sérieusement posé le problème « d'une politique à long terme » digne de ce nom. Le plan de développement lui-même en est la meilleure preuve. Personne, ni au gouvernement, ni dans les milieux économiques, n'a abordé la question capitale : dans quels secteurs allons-nous nous ouvrir une brèche pour pénétrer dans l'arène de la concurrence internationale et nous faire une place dans le monde des pays développés ?

Toutes les industries que l'on a créées dernièrement et que l'on projette travaillent dans la perspective de notre marché intérieur, que l'on



JULLIARD

DOLORES IBARRURI

mémoires de la Pasionaria

21 F

aspire à élargir grâce à une conjonction de conditions favorables. Et les investissements étrangers réalisés jusqu'à présent en Espagne reflètent la même orientation (2).

Il nous faut encore signaler les conséquences du phénomène de migration intérieur et extérieur sur un des principaux problèmes de l'Espagne : l'inégalité du développement régional.

De 1940 à 1950 trois provinces, représentant 6 % de la superficie nationale, ont vu diminuer en chiffres absolus leur population. De 1950 à 1960, ce furent 18 provinces, représentant 44,2 % du territoire, qui ont perdu non seulement la

(1) Discours à Bilbao. Texte dans le bulletin de I.C.E. du 12-3-64.

(2) Sur les 167 dossiers d'investissements de capital étranger réglés en 1963, un seulement atteignait 10 millions de dollars; quatre dépassaient 3 millions et 13, un million. Au contraire 85,50 % du total n'atteignaient pas 83.333 dollars (5 millions de pesetas). Cf « Les investissements étrangers en 1963 ». Bulletin hebdomadaire de l'I.C.E. — 19-3-64 — Ajoutons que, sur le montant total des investissements, 58,09 % sont destinés au secteur des services ! (Evolution de l'économie espagnole en 1963 déjà citée p. 24). Pourtant « d'ici 4 ans la plus grande partie de l'industrie espagnole se trouvera entre les mains du capital étranger ». (Ramon Tamames : « Structure économique de l'Espagne », deuxième édition, p. 787).

totalité de leur accroissement naturel, mais encore 3,72 % de la population qui y vivait au début de la décennie. Il faut y ajouter 22 autres provinces qui ont perdu 55,80 % de leur accroissement national. Bref 10 provinces seulement ont vu s'accroître leur population, tandis que 40 étaient en décadence relative ou absolue (1).

La contribution apportée par Ramon Perpina dans son étude sur l'Espagne périphérique et l'Espagne intérieure (2) et sa conclusion selon laquelle l'Espagne intérieure freine et ralentit le développement même de l'Espagne périphérique sont aujourd'hui classiques. Le tourisme et l'émigration sont en train d'aggraver à toute allure le problème déjà très sérieux de notre déséquilibre régional. L'Espagne périphérique rétrécit comme la peau de chagrin. Les zones intérieures des provinces côtières se dépeuplent à leur tour et entrent dans un processus de décadence accélérée.

Il est douloureux de constater que, face à la légèreté avec laquelle on aborde ces problèmes en Espagne, une équipe de journalistes français avertis, sous la direction d'Alain Mercier, dans une enquête publiée par « Le Monde » sous le titre : « Les soutiers de l'Europe » (3), ont émis sur nos problèmes un jugement plus avisé :

« En définitive, pour les pays pourvoyeurs d'émigrants, le bilan strictement économique de l'opération — quand il n'y a pas de postes de production vacants — semble assez mince. Il est même négatif dans l'immédiat lorsque, en favorisant une hausse des salaires agricoles, il entraîne une élévation des coûts de production souvent impossible à absorber. Il est bien vrai que les mandats envoyés depuis les pays riches permettent littéralement à des provinces entières de subsister, et, peut-être surtout, de découvrir qu'elles ont faim. Mais l'on ne résout pas pour autant les problèmes de ces régions.

Vidées, souvent définitivement, d'une fraction importante de leurs éléments jeunes et entreprenants, victimes de l'érosion humaine, elles sont condamnées à s'effriter. »

Pour résumer ces éléments incomplets et fragmentaires sur l'Espagne réelle, nous aurons recours à une source on ne peut plus officielle, le Commissariat au plan de développement lui-même.

D'après ses informations, la productivité en Espagne, par rapport à la moyenne d'un groupe de pays de l'O.C.D.E. est la suivante (4) :

— dans le secteur primaire (agriculture, silviculture, chasse et pêche) 33,3 %; l'Espagne figure à l'avant-dernière place des 15 pays envisagés;

— productivité dans l'industrie : 29,3 %; l'Espagne figure à la dernière place des 13 pays envisagés;

— dans les services publics : 42,3 %. Dernière place sur 11 pays;

— finalement dans le produit intérieur brut par habitant : 28,7 %; l'Espagne figure à la dernière place des 17 pays.

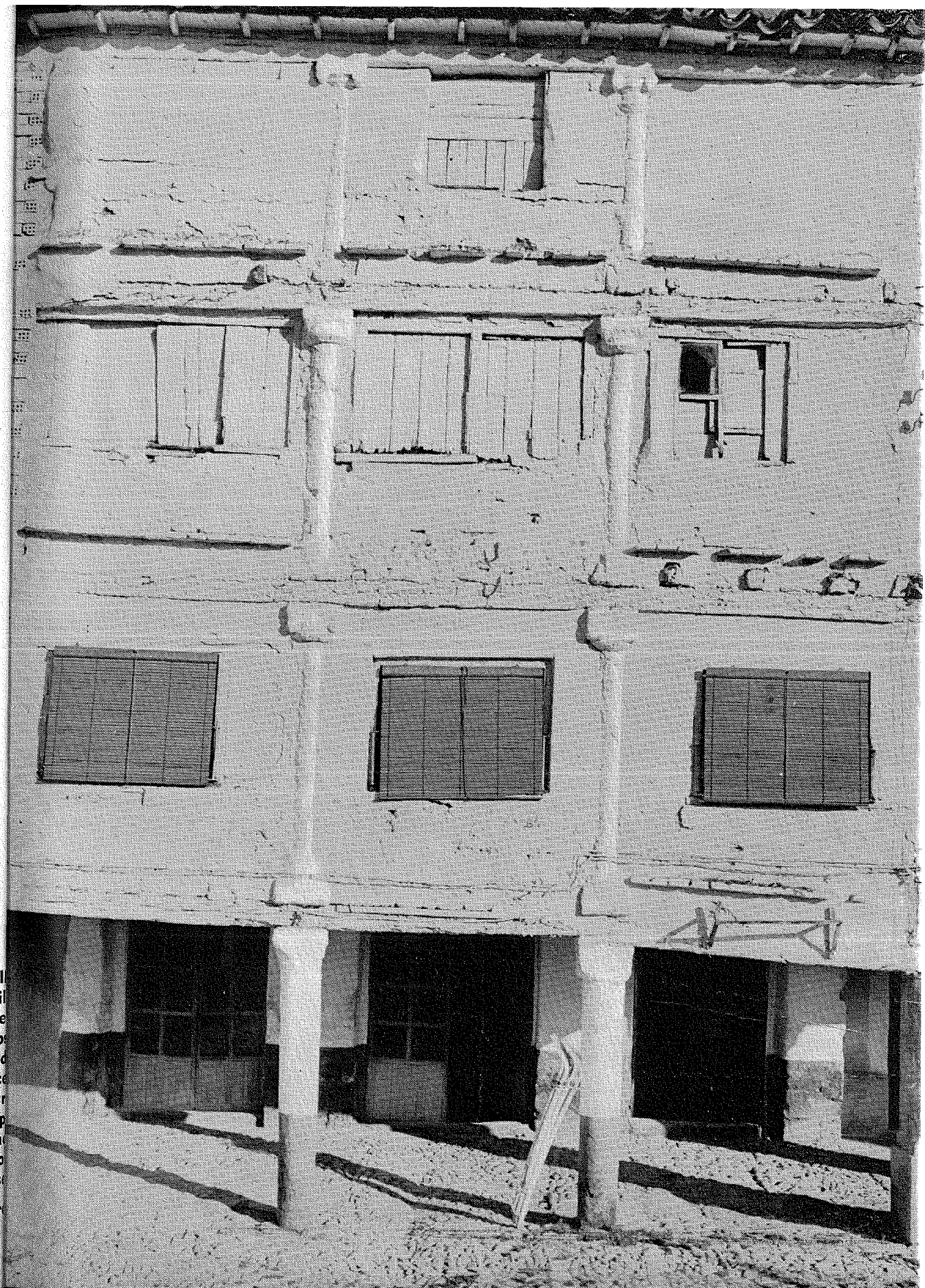
Pour caractériser le nœud de contradictions que le développement économique et social a peu à peu accumulés dans notre pays, disons que nous assisterons à l'affrontement entre, d'une part, la nécessité objective et subjective d'un développement rapide, capable de faire sortir le pays de son retard dans un court délai historique, et, d'autre part, l'existence d'une oligarchie, qui, avec sa voie réactionnaire et monopoliste, est incapable d'assurer ce développement.

Et la question devra être réglée au travers d'une grande activité des masses, d'une intense lutte de classes, par la conjonction de forces sociales et politiques qu'offre et qu'offrirait bien plus encore le pays lorsqu'on sera finalement parvenu à éliminer la dictature fasciste.

Telle est la véritable perspective révolutionnaire de l'Espagne.

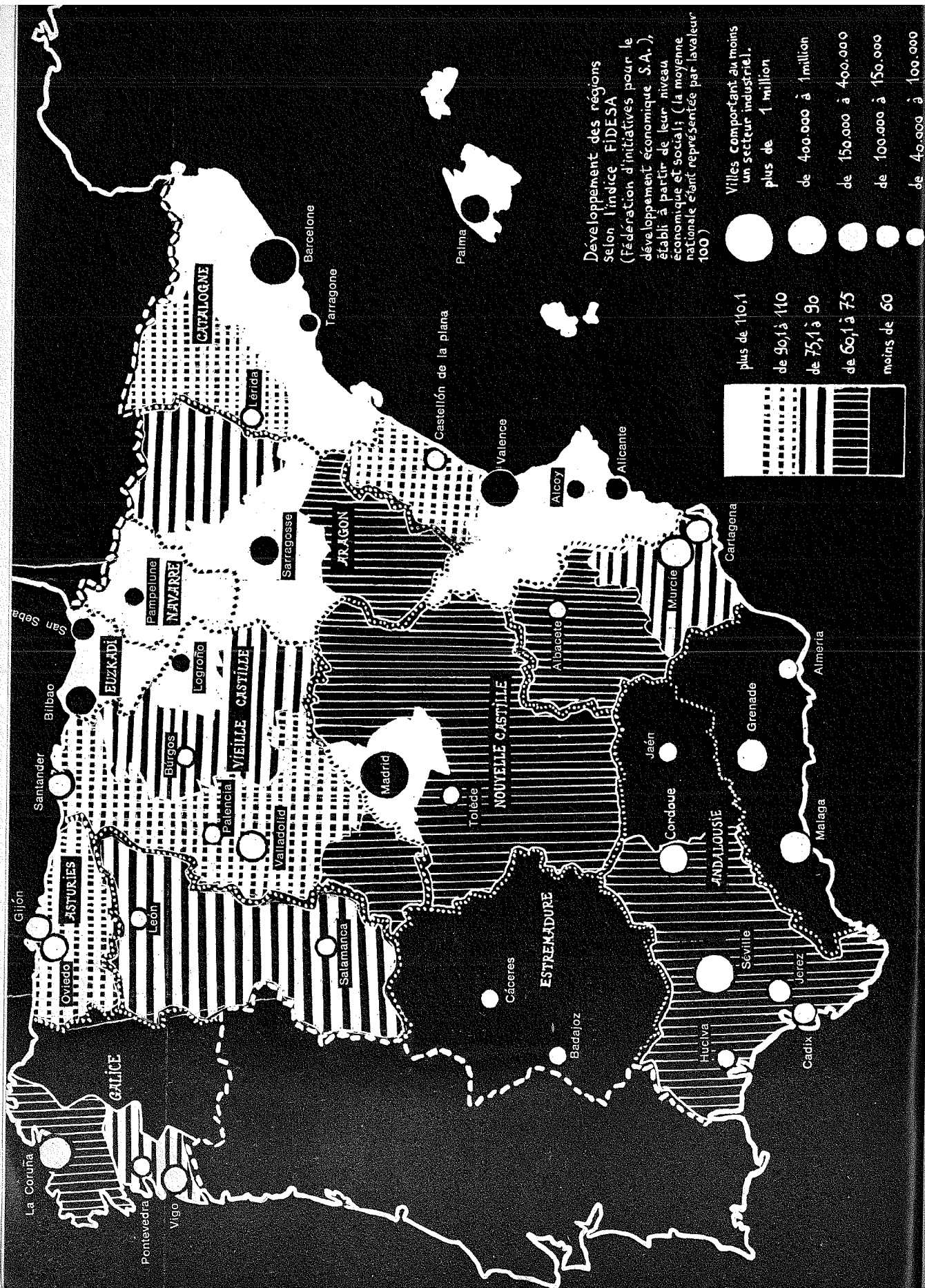
(1) Ramon Tamames. Œuvre citée p. 19-21.
(2) Voir ses livres : « De la structure économique et de l'économie hispanique » et « Corologia ».
(3) Numéros du 23 au 26 juin 1964.
(4) Productivité; annexe au plan de développement économique et social. Madrid 1964; informations prises dans le tableau C de l'Annexe.

**...car je suis fils d'une patrie belle
et triste comme un rêve de pierre et de soleil
d'une époque amère comme le marc de l'histoire
Cette terre et ce temps
qui passent par mes pieds
jusqu'à briser les os de ma dernière espérance
ils ne pourront, ah ! jamais ne pourront me vaincre
car ma main échappée
et serre une autre main d'homme
une main encore qui m'attachent à toi
ô mère immense**
Blas de Otero



PAYS BASQUE

conscience ouvrière et nationalisme



Au Pays basque, 1964 aura été l'année de la résistance. Les actions de l'Université, les gestes isolés des intellectuels et les arrêts de travail sporadiques, uniquement revendicatifs, parfois surprenants pour ceux-là mêmes qui y prenaient part, ont créé le climat qui a rendu possible les grèves des mineurs et des métallurgistes en 1962 et 1963, et la première participation des campagnes à des mouvements de lutte ouvrière, larges et résolus.

Ces grèves, cette prise de conscience collective, cette cohésion de la classe ouvrière, ont fait passer au premier plan des préoccupations nationales les problèmes posés par les travailleurs, avec une force telle qu'elle a provoqué, en un temps relativement court, beaucoup plus de changements dans la structure politique du système que ne l'avait fait la somme des pressions extérieures, du mécontentement universitaire, des discussions internes et des critiques individuelles des intellectuels. Et ceci, à son tour, a abouti, d'une part, à mettre sur la défensive la politique ouvrière du régime et, d'autre part, à créer un sentiment de force, de sécurité, qui a permis à des hommes dispersés d'accéder à la conscience de classe et d'unité des besoins et, partant, d'action; finalement, les grèves ont politisé la révolte, elles ont structuré une simple revendication économique concrète et l'ont transformée en un système d'exigences fondamentales; dans la pratique, elles ont rendu possible le premier mai à Bilbao et Saint-Sébastien, où des milliers d'ouvriers étaient dans la rue, unis, disciplinés et conscients de la signification de leur présence, pour exiger la liberté syndicale, le respect de leurs droits, leur participation à la vie nationale.

pour acclamer Franco

La réponse du gouvernement, sans aucun excès de violence immédiate et avec quelques arrestations presque sans conséquences, fut absolument inusitée: il accepta la lutte sur le terrain même où la classe ouvrière avait mis en œuvre son action. Franco vint à Bilbao le

19 juin. Des milliers d'hommes et de femmes avaient été mobilisés pour l'acclamer, amenés par des autobus et des camions spéciaux de Burgos, Valladolid, Santander et Saragosse. On vint même de Navarre, où, face aux revendications de la classe ouvrière, les carlistes, qui se sont montrés parfois si exigeants à l'égard du régime, s'unirent à lui comme ils le font aux moments jugés décisifs pour les intérêts profonds du système, manifestant ainsi leur loyauté envers le pouvoir de classe réel.

Ce fut en outre une journée chômée et payée, il y eut même des primes dans beaucoup d'usines. Bref la bourgeoisie, épouvantée par l'explosion du premier mai, s'unit un moment dans la peur, après avoir vu les ouvriers dans ses rues, précisément dans ses rues à elle, aux boutiques élégantes et aux clubs très réservés.

Franco réussit ainsi à riposter au premier mai. Mais la lutte engagée entre les deux forces, chaque jour plus nettement délimitées, que chaque action rendait plus conscientes, n'en était pas finie pour autant. Le dimanche 18 octobre, une nouvelle manifestation ouvrière, pacifique et décidée, préparée par l'arrêt du travail des usines de la Babcock Wilcox, s'affirmait à nouveau dans les principales rues de Bilbao.

Et, là encore, il n'y eut pas de violence. De très bonne heure, le centre de la ville fut cerné par la police et les quartiers plus éloignés par la Garde civile. Dans les principales rues de Bilbao, dans la Gran Via surtout, des patrouilles de la police armée demandaient leurs papiers à tous les passants. Ils confisquaient la carte d'identité de tous ceux qu'elle dénonçait comme étant ouvriers: ils devaient alors venir la reprendre le lendemain dans un commissariat quelconque, après que la police eut vérifié leurs antécédents; à noter qu'aucun passant non-ouvrier ne se vit retirer sa carte, même lorsqu'il avait été invité à ne pas former de groupes. Bientôt la quantité de jeeps et d'agents, en civil et en uniforme, qui remplissaient les rues, devint plus forte que celle des passants; les ouvriers reculèrent vers une rue parallèle à la Gran Via. Là aussi, la chaussée se remplît

rapidement de groupes d'ouvriers, et là aussi la police accourut: on pratiqua les premières arrestations, on confisqua à nouveau beaucoup de cartes d'identité tandis que les quartiers populaires étaient quadrillés par des camions de la Garde civile.

Et, en dépit de tout cela, une manifestation, pas très nombreuse, il est vrai, mais suffisante en tant que représentation, réussit à se regrouper, filtrant à travers les dizaines de contrôles, les centaines d'agents, les confidentes « semés » en masse parmi les ouvriers. Elle parcourut une partie du Bilbao résidentiel — la paix d'une place aux grands arbres mélancoliques, de rues calmes, sans circulation, proches du centre et surtout isolées de l'agitation citadine...

Une fois de plus, ils étaient sortis du ghetto, des ghettos de Sestao, Erandio, Baracaldo, des quartiers de Recalde, Santuchu, la Pena, Larasquitu, de Bilbao, et ils étaient sortis paisiblement, pour montrer que, même si on ne les voyait pas tous les jours dans le centre de la ville, ils existaient et ils exigeaient eux aussi de participer à la vie.

Là encore, il n'y a pas eu de procès, seulement des heures de commissariat; des amendes; un mois de prison pour ceux — c'est-à-dire tous — qui n'étaient pas en mesure de payer. Un mois de prison ou 25.000 pesetas. Le premier mois de leurs vies où ils gagnaient 25.000 pesetas.

Ce n'est pas un hasard si la première grève à laquelle le gouvernement ait eu à faire face se produisit à Bilbao, et si Bilbao et Saint-Sébastien sont les villes où le mécontentement se manifeste d'une façon plus aiguë, s'exprime d'une manière plus bruyante, plus décidée, plus active qu'ailleurs. Ici, pour la première fois on ne s'est plus contenté de « ne pas entrer » au travail, on est « sorti » dans la rue. Et il n'est pas impossible que ce soit ici que débute les grands mouvements ouvriers qui obligeront la bourgeoisie libérale, par peur plus que par conviction, à exercer de réelles pressions pour de premières solutions même si elles sont encore timides et à court terme.

Le Pays basque dispose en effet d'une importante classe ouvrière, toujours éloignée du régime, et il faut y compter avec l'importante présence du nationalisme. Ici, à la politique d'exploitation que les classes au pouvoir mènent contre le peuple espagnol dans toute la péninsule, s'ajoute une deuxième exploitation: celle que le régime exerce contre une zone qu'il considère comme pays occupé et où il s'est

attaqué à la langue, aux coutumes, aux manifestations ethniques de tout genre.

La bourgeoisie locale est faite de petits commerçants, de cadres, de techniciens et d'employés, la campagne est formée de petites propriétés qui, en réalité, seraient plutôt des communautés agricoles familiales que de vraies exploitations agricoles: c'est cela la moelle du nationalisme basque.

Son poids spécifique dans l'esprit de distanciation à l'égard du régime — pour ne pas dire d'opposition, puisque opposition supposerait un acte volontaire, positif, un pas en sens inverse — est incontestable. Le « climat » a été amplement démontré jusque par les conditions mêmes de la présence préparée de Franco en juin dernier. Sans parler du nombre insignifiant des recrues pour les organisations du Mouvement, lorsque celui-ci était encore vivant, de l'isolement non seulement politique mais même social dans lequel se sont presque toujours trouvés les représentants de l'Etat; de l'hostilité générale envers l'armée; de la hâte à supprimer la chemise bleue dans les cérémonies officielles, tandis que d'aucuns les portaient honteusement sous leurs manteaux dans les cérémonies politiques particulières de la Phalange; de l'omission, dans beaucoup de couvents, de l'exaltation des « martyrs »; ou du fait que ce fut la première région d'Espagne où, dans les concentrations, défilés et camps du Front de la Jeunesse, les « centuries » n'étaient que de 30 gars!

le rôle du curé

Dans la création et le maintien de ce climat, un rôle particulier a été et est joué par le clergé et, en particulier, le clergé rural.

Les villes, quantitativement, fournissent peu de clergé séculier. De ce fait, les places vacantes dans les paroisses populaires de Bilbao et de Saint-Sébastien ou Vitoria, ainsi que celles des agglomérations purement industrielles, sont occupées par des curés d'origine paysanne. Le mouvement nationaliste trouve ainsi un clergé loyal dans les grands centres urbains et ouvrier; et le mouvement ouvrier rencontre chez ces curés paysans des hommes qui, par leur origine et leur formation, sont plus près du peuple, plus disposés à comprendre et à se rapprocher de la classe ouvrière: n'oublions pas que, dans le monde rural d'où ils viennent, même les propriétaires de terres sont des travailleurs. Pour les curés qui ont toujours habité la ville, la relation patron-ouvrier est celle

de toujours, celle qu'ils n'ont cessé de connaître depuis qu'ils ont l'âge de raison. Mais pour ceux qui viennent de la campagne les différences auxquelles ils se heurtent dans leur nouvelle charge — la vie des travailleurs de leur paroisse — ont quelque chose de nouveau et de surprenant.

Dans ces conditions, il leur est plus facile d'arriver à comprendre, le soutien de quelques revendications clairement exposées et facilement vérifiables se réalise presque automatiquement, et ce clergé appuie bientôt la résistance de la classe ouvrière.

Il est vrai, en contre-partie que l'afflux de milliers de travailleurs en provenance de zones de sous-prolétariat industriel et paysan — Andalousie, Estrémadure — est un frein pour l'action. Et cela explique le décalage existant entre la prise de conscience de la classe ouvrière du Pays basque et son passage à un type d'actions collectives de plus grande envergure que les précédentes.

Les hommes qui arrivent, fuyant la misère, sont dans un état d'absolue dépossession. Pour eux le fait d'avoir un travail régulièrement rémunéré dans la zone des salaires les plus élevés d'Espagne, le fait d'avoir enfin un travail fixe et indépendant des conditions météorologiques, amène un refus absolu de participer à toute action, d'adopter toute position qui entraînent un risque.

Cependant, sur ces hommes qui viennent du Sud, d'une terre hostile, le clergé basque a bientôt une influence importante qui pousse à leur incorporation à la vie du pays le plus vite possible. C'est, pour une part, la raison du rôle que joue la J.O.C., de sa soudaine prépondérance. Quels que soient ses intérêts et ses limites plus ou moins étroites pour le futur, c'est la seule force qui puisse agir avec une certaine liberté, la seule qui puisse donner des inquiétudes, une formation et même un sentiment d'urgence à certains cercles ouvriers. Et à son tour, ceci provoque une orientation de plus en plus ouvriériste chez le clergé.

L'Arcadie et la millionnaire

Un curé basque de prestige, qui s'était vu reprocher ses idées, en public et en privé, écrivit ces mots à Pablo Gurpide, évêque de Bilbao: « Son Eminence ne comprend pas ma situation personnelle face à de nouveaux problèmes du diocèse, parce que, moi, je n'ai pas une mentalité de colonisé, tandis que son Eminence l'a »!

Petit à petit, cette position du clergé nationaliste déborde sur une partie de la bourgeoisie.

Il est certain que la situation a fait naître de nouvelles forces au sein du nationalisme basque, qu'elle a mené nombre de militants à se poser le problème des réalités sociales et économiques en marge des analyses qui sont habituelles au mouvement nationaliste; qu'elle leur a fait perdre la vision de peuple heureux, bucolique, tranquille et sans problèmes qu'était celle, faussée, d'une Arcadie basque, qui continue à être l'essence du nationalisme et qu'on ne peut plus défendre, aujourd'hui, quelle que soit la perspective économique ou historique choisie pour définir l'avenir du pays.

Le nationalisme basque n'est pas sans être incommodé par la coopération nécessaire entre les forces opposées à tout ce que le régime représente tant du point de vue politique qu'économique. Car il est, fondamentalement, un mouvement paternaliste, socialement parlant, fermement bourgeois et de conceptions politiques conservatrices. Celles-ci ont toujours été mises en avant et elles continuent à l'être malgré les efforts de l'ETA (Euzkadi ta Azkatasuna), le mouvement le plus moderne et le plus proche des réalités dont je parlais plus haut. L'ETA même a dénoncé cet état de choses dans son bulletin « Zutik » (n° 17, janvier 1964). Le texte vaut d'en être cité:

« Dona Concha Goiri, veuve Arostegui, est une très riche millionnaire. De plus, elle est, ou les gens le croient, « abertzale » (1). La Résistance basque, représentée par des membres de l'ETA, lui donna une chance de montrer son patriotisme en lui demandant sa collaboration économique. Résultat: elle a refusé. Les raisons: nous sommes à gauche, nous sommes en train de créer la lutte des classes en Euzkadi et elle ajoute (ce sont ses propres paroles): « je suis contre Franco pour l'affaire basque, mais quant à la question sociale il faut reconnaître qu'il est en tête de l'Europe ». Après cette explication — conclut le commentaire du journal — nous comprenons pourquoi elle a refusé de collaborer avec la Résistance. »

Ces réactions de classe, que l'ETA elle-même semble mal saisir, expliquent pourquoi, le 18 octobre, la bourgeoisie basque ne soutenait plus, ni par sa présence ni par sa propagande, la claire perspective qu'ouvrait la lutte ouvrière.

Les relations patrons-ouvriers continuent à être ce qu'elles étaient le 1^{er} avril 1939, dans la mesure où elles dépendent de la volonté de

(1) Résistant, patriote basque.

tur triumvir de l'équipe dont on dit qu'elle succédera à Franco, exige que « l'on renonce à lui », dans la dignité, et avec effet rétroactif de deux ans. Il ne veut pas de scandale, car — dirait Shakespeare — il est un honnête homme.

Tout ce qui est utile est clair et net, clair et honnête. La presse fait le silence. Ces jours, cette mentalité, tout cela est couronné par le susnommé Beltran, lorsque, pressé par ce final fracassant avec huit cents hommes à la rue sans grand avenir, ni espoirs immédiats, il déclare, olympien :

— Oui, et alors? Le jour où j'irai en bicyclette beaucoup d'autres iront à pied. Cela aussi n'est qu'une anecdote.

les groupes de pression... anonymes

Mais si les entreprises sont comme cela, c'est que tout l'appareil de l'Etat, toute la « forme » du pouvoir leur appartient. Un hebdomadaire « La hoja del lunes » de Bilbao publiait le 19 octobre — et seules des initiales figuraient au bas du texte — un bref article sous ce titre : « Les groupes de pression ». On y disait : « On parle en Espagne depuis longtemps des groupes de pression qui joueraient dans la pratique et en ce qui concerne la chose publique le rôle de partis politiques bien que d'une manière que nous pourrions appeler anonyme ou clandestine. Mais quelqu'un qui juge de bonne foi et croie en la sincérité de ceux qui ont entre leurs mains les responsabilités nationales se demande : qui sont ces groupes de pression? Qui sont ces gens? Sur quoi s'appuie le levier de leur pouvoir? Où sont ces forces obscures appelées groupes de pression? La réponse à ces questions serait intéressante. On y trouverait sans doute la clé de tous ces bons projets qui se perdent en chemin, de tous ces beaux desseins dont les réalisations n'ont rien de commun avec les ébauches? Peut-être ne saura-t-on jamais, comme dans les romans de Kafka, leur identité, mais nous savons tous qu'existe un front de pouvoir et d'intérêts qui fait obstacle à la marche ascendante des progrès nationaux ».

Que voici un fascinant mystère! Personne n'est responsable d'une manière tangible. Pas de torts économiques; pas de torts politiques; pas de torts individuels, pas de torts collectifs. Pour la majorité des gens, les choses ne vont pas bien, mais la faute en est à des groupes

anonymes ou clandestins. Personne ne sait qui ils sont, quelles sont leurs idéologies...

Est-ce que ce serait beaucoup s'avancer que de penser à ces 124 conseillers qui dominent la moitié du capital social des sociétés espagnoles? Ou, en d'autres termes, au 1 % de la population espagnole qui jouit de 30 % du revenu national si nous en croyons la revue du ministère du commerce « Information Comercial Espanola ». Ce ne doit pas être si difficile de les identifier et de décrire les intérêts pour le compte desquels ils agissent!

Et cependant ils existent, tout mystérieux qu'ils soient, ces groupes de pression et il existe aussi face à eux un peuple désarmé, fait de tous les autres, soit 31 millions — 124 individus! A quoi servent-ils donc tous ces instruments officiellement créés pour défendre les exploités?

L'instrument de défense fondamentale, ce sont les syndicats. L'organisation syndicale joue-t-elle son rôle face aux groupes? Solis, le ministre, qui est à la tête, répond que oui. Et depuis toujours. Il vient de faire à la télévision des déclarations importantes. Alors qu'on lui demandait si l'intégration de l'Espagne dans l'Europe exigerait un « mea culpa » de l'organisation syndicale, il répondit :

— Aucun « mea culpa », car, nous autres, dirigeants syndicaux, sommes pleinement satisfaits de tout ce que nous avons fait et en complet accord avec la doctrine. Quant à rendre le syndicat plus représentatif, nous avons fait de grands progrès. Depuis ces délégués désignés du doigt...

Voilà pourtant déjà un mea culpa. Mais ce n'est pas l'essentiel. L'essentiel, c'est plutôt ce qu'écrivait « Sindicalismo » — publication de phalangistes de toujours, respectueux du pouvoir politique, créateurs du syndicalisme phalangiste — dans son numéro d'octobre : « Le 30 septembre 1964, il semble que se soient réunis à la Maison des syndicats du Prado de Madrid, les délégués provinciaux des syndicats et les chefs de la Délégation nationale pour étudier la situation. Comme l'on sait, tous sont librement désignés par le ministre secrétaire général ».

« Maintenant — continue le dit ministre secrétaire général, José Solis, — nous préparons des Conseils de travailleurs et des Conseils de chefs d'entreprise, qui éliront leurs présidents et qui fonctionneront sur les plans locaux, provinciaux et nationaux avec comme organisme de coordination, le grand Conseil syndical. Cela sera mis en marche sous peu

et représentera un pas de plus vers le caractère représentatif dont on parle tant : la participation du peuple par l'intermédiaire des instruments qui lui permettront d'influer sur la politique espagnole »!

Il aura donc fallu 25 ans pour qu'on commence à penser à la possibilité de faire participer (« puisqu'on en parle tant ») les ouvriers à la vie espagnole! Et peut-on penser que si le peuple n'avait pas bougé le petit doigt, le régime se serait modifié « d'un petit doigt » lui aussi?

Mais poursuivons « Sindicalismo » : « Il nous faut à nouveau parler des délégués et cela parce que nous arrivent constamment des nouvelles de leur licenciement quand — et ils sont nombreux — ils tentent de faire leur devoir en défendant les travailleurs et en faisant front aux abus patronaux. Nous disions dans notre numéro 3 que la situation légale du représentant et du délégué d'entreprise est ridicule et que lancer des hommes dans une action représentative, un travail de défense et de direction de leurs compagnons de travail dans les conditions où le font les dirigeants syndicaux d'entreprise, est à peu près inconcevable... Demandez-le à ce bon camarade foutu à la porte de la « Cartonera del Jarama » ou aux délégués des Manufactures Métalliques Madrilénes ou à ceux de l'Union Espagnole des Explosifs... »

Solis affirmait :

— Les Congrès et réunions syndicaux doivent toujours parler non de rénovation mais plutôt de perfectionnement des syndicats. Le syndicat vertical non seulement n'est pas en crise, mais vers lui s'achemine, sans s'en rendre compte et même sans le vouloir, l'immense majorité des syndicats du monde ».

aucune influence

Le directeur de « Sindicalismo », phalangiste convaincu, Ceferino Maestu rappelle à Solis : « Pour leur part la section sociale, les travailleurs, n'ont aucune influence dans les structures du moment présent espagnol ».

C'est vers cela que tendent tous les syndicats du monde? Maestu écrit ensuite : « Les travailleurs n'ont pas de journaux, n'ont pas d'influence sociale, ni d'organisation politique qui les défende et les soutienne hors du monde du travail. Les syndicats ne sont pas entre leurs mains mais contrôlés et au service des patrons dans un grand nombre de cas ».

Et Solis parle à ces millions d'Espagnols qui déjà ont accès à la télévision. Et Solis,

parle, parle encore et parle toujours. De liberté, de droit, de syndicats. Et, à propos de l'enquête qui a eu lieu auprès des sections sociales (ouvrières) des syndicats concernant les contrats collectifs et leurs mille aspects, il déclare :

« — Pour l'organisation syndicale, c'est une obligation d'être en contact permanent avec le peuple et à travers cette enquête qui intéresse dix mille personnes dans les usines, ateliers et champs nous connaissons leurs pensées, la réalité, l'efficacité et le résultat, et quand cette législation sera perfectionnée, elle le sera en pleine connaissance de cause ».

Pourtant en Espagne tout un chacun connaît le destin, grotesque et tragique à la fois, de cette enquête. De toutes les enquêtes officielles et para-officielles.

Nous ne citerons à preuve qu'une information bien aseptique en raison de ses origines, « El correo catalan » du 16 août, relative à une enquête qui a eu lieu à Murcie : « Sur 7.000 questionnaires mis en circulation, 1.131 ont reçu une réponse valable. Il y eut beaucoup d'usines où l'on n'a même pas pu répartir les feuilles vertes et nombre d'ouvrières laissèrent entendre que pour leur fermer la bouche on les avait menacées de renvoi ».

Malgré tout et selon le même journal : « De la dite enquête, il ressort que 71,1 % des ouvriers ne sont pas inscrits sur les registres, 14 % travaillent 12 heures par jour; 8,2 % quatorze heures et certains, moins nombreux, 15 heures, 16, voire 18 heures. »

Bien. Puisque Solis voulait savoir la vérité, l'efficacité et les résultats de sa gestion, il est servi et sur un plateau.

Aujourd'hui le régime maintient sa continuité. Ou, pour mieux dire, il tente de la maintenir. Ce qui a changé, il n'en a pas eu l'initiative. Là où les liens se distendent, là où le pouvoir véritable a dû céder, là où les syndicalistes évoluent et se dédisent — et où certains syndicalistes se détachent de l'organisation qu'ils ont eux-mêmes créée — là où une partie des vainqueurs fait bande à part et lance au visage de ce régime, de ce pouvoir réel, de ces syndicats, leurs erreurs, leur immobilisme, leurs échecs, tout cela, c'est l'œuvre d'un peuple qui, repartant de zéro, prend forme, commence à voler de ses propres ailes. Le régime n'a pas changé, il n'a rien concédé. Les changements, réels, ont été obtenus douloureusement et à travers des combats

inaki goitia

une enquête sur les jeunes de galice

Le texte qui suit est extrait du journal « Le Phare de Vigo ». L'enquête s'est poursuivie plusieurs jours durant à partir du 31 juillet de cette année.

La Galice est constituée par quatre provinces administratives : la Corogne, Lugo, Orense et Pontevedra. Elles sont situées au nord-ouest de la péninsule, entre le Portugal et l'Atlantique, et constituent la plus grande partie de l'Espagne humide. La densité moyenne y est de 90 habitants au kilomètre carré avec de forts contrastes entre les côtes et l'intérieur montagneux. La pêche et l'agriculture y sont les principales activités ; ce sont aussi des régions fort en retard quant au revenu par habitant. Les quatre provinces de Galice sont au-dessous de la moyenne nationale et se situent : Pontevedra, au 30^e rang, Lugo au 40^e, la Corogne au 42^e et Orense au 49^e, sur les cinquante provinces qui forment l'Espagne.

il faut bien rester

Rosalino Pazos Jamas : 21 ans ; originaire de San Vicente de Meis dans la province de Pontevedra et y résidant. Sait lire et écrire. Ne connaît pas de langue étrangère. N'a jamais vu d'autre terre que les limites de sa paroisse (1). Est cependant allé de temps en temps à Cambados et à Pontevedra. Sa famille : père, mère et quatre frères, un en Angleterre et trois au Brésil. Fiancé (c'est sérieux). Expression aisée ; il a fallu lui expliquer le sens de telle ou telle question et surtout le pourquoi de l'enquête.

— Bon, ce que je pourrais vous dire...

Q. — Croyez-vous que, dans les hameaux de Galice, on bénéficie d'un minimum de commodités ? Je pense à la radio, la télévision, l'électricité...

— Telle commodité existe : électricité, radio. Mais ce n'est pas pareil qu'en ville.

Q. — Avez-vous pensé à émigrer ?

La terre y est divisée en de multiples petites — voire minuscules — propriétés auxquelles restent encore de nos jours attachés des droits seigneuriaux. C'est ainsi que dans la province de Pontevedra la superficie moyenne est de 2,97 hectares. Dans cette province 63.000 exploitations ont moins d'un hectare et sont, circonstance aggravante, fragmentées en 2.070.000 parcelles. On ne s'étonnera donc pas que la Galice soit une terre d'émigration depuis toujours. Ainsi, entre 1911 et 1957, plus d'un million de Galiciens ont quitté l'Espagne. Au cours de ces dernières années, la Galice a fourni 43,55 % des émigrants espagnols.

Un problème national se pose d'ailleurs en Galice où l'on parle une langue beaucoup plus proche du portugais que du castillan.

Nous laissons maintenant la parole au jeune reporter Pedro Antonio Rivas : les dialogues qu'il a eus avec les jeunes Galiciens sont reproduits in extenso.

— Qu'est-ce que c'est « émigrer » ?

Q. — S'en aller en Amérique, en France, en Allemagne.

— Non, je n'ai jamais pensé partir. Même si mes frères l'ont fait.

Q. — Vous ont-ils dit de partir ?

— Non, il faut bien que quelqu'un reste avec les vieux et s'occupe des terres.

Q. — Pourquoi sont-ils partis ?

— Parce que la terre ne suffisait pas pour tous et parce que la vie ici est très dure.

Q. — S'il y avait ici les commodités de la vie moderne, partiraient-ils ?

— Je crois qu'ils resteraient, mais encore faudrait-il qu'ils gagnent assez.

Q. — Quel est le problème le plus urgent à la campagne ?

— Les impôts. Il faut les supprimer au moins en Galice parce que la terre produit peu.

Q. — Que pensez-vous du remembrement ?

(1) On remarquera au fil des réponses que « paroisse » est compris dans ses deux sens : religieux et territorial.

— Ah, rassembler les terres? Ici c'est impossible, personne ne veut se séparer de ce qu'il a hérité.

Q. — Avez-vous des problèmes de type culturel, économique ou social?

— Je crois que nous autres paysans savons bien peu de ces choses.

Q. — Vous a-t-on appris quelque chose relatif à l'agriculture ou à l'élevage?

— Non, depuis que je suis gosse, je travaille aux champs.

Q. — Savez-vous quelque chose d'autre que ce que vous ont appris vos parents?

— Non.

Q. — Et sur le présent et l'avenir de la Galice?

— Rien non plus.

Q. — Que préférez-tu: parler galicien ou castillan?

— Je parle galicien parce que c'est la seule chose que je connaisse mais j'aimerais bien parler espagnol.

Q. — Le rôle de la paroisse dans ta vie?

— Je vais à la messe tous les dimanches. Rien d'autre, il n'y a rien d'autre.

Q. — Qu'est-ce à ton avis qu'une coopérative?

— Je ne sais pas.

Q. — Es-tu disposé à travailler en commun avec tes voisins?

— A égalité de conditions, oui, et si c'est pour que le travail soit plus rentable.

Q. — Préfères-tu ce que tu gagnes une bonne année avec la peur que ça ne se passe pas bien ou un salaire fixe?

— Un salaire fixe.

Q. — Sais-tu faire autre chose que le travail des champs?

— Non.

Q. — Aimerais-tu faire un autre métier?

— Pourquoi? Il faut que je continue à travailler les champs, sinon qui va le faire? Les vieux n'en peuvent plus, ils ne peuvent qu'aider.

ce qu'on voit sur la route

Dolores Solla Souto: 32 ans. Originnaire et habitant Alba (Pontevedra). Deux enfants. A de la famille en Amérique. Sait lire et écrire. Ne connaît pas de langues. Ne connaît rien d'autre que ce qu'on voit sur la route entre Alba et Pontevedra.

D'abord méfiante, répond ensuite très laconiquement aux questions dont il faut parfois lui expliquer le sens. Au moment de l'entretien, sous un soleil justicier, désherba le maïs.

Q. — Pensez-vous que votre niveau de vie s'améliorerait si vous aviez des machines, tracteurs, semoirs?

— Je crois que oui. Mais ça ne servirait à rien sur des lopins aussi petits que les miens.

Q. — Vous êtes pour le remembrement?

— Non.

Q. — Pourquoi?

— On me donnerait des terres qui vaudraient moins que les miennes.

Q. — Croyez-vous que les gens émigreraient s'il y avait l'électricité, la radio, le téléphone dans les villages?

— Les gens s'en vont parce qu'ils ne gagnent rien et la radio, l'électricité ne font pas payer les impôts.

Q. — Avez-vous pensé émigrer?

— Non, je ne pourrais même pas.

Q. — Pourquoi vos parents sont-ils partis?

— Parce qu'ici on était trop nombreux et qu'on ne gagnait pas assez.

Q. — Vous toute seule, gagnez-vous assez?

— Non.

Q. — Préférez-vous un salaire fixe?

— Oui.

Q. — Avez-vous une idée de la Galice, de sa langue, sa culture, son avenir?

— Non.

Q. — Parlez-vous galicien ou espagnol?

— Je ne sais pas. Je crois, les deux à la fois.

Q. — Vous a-t-on appris quelque chose sur l'agriculture et l'élevage?

— Non, à l'école, lire et écrire.

Q. — Savez-vous autre chose que ce que vous ont appris vos parents?

— Non.

Q. — Quel rôle joue l'Eglise dans votre vie?

— Je ne comprends pas.

Q. — Le curé organise-t-il des séances culturelles, des conférences...

— Non, rien de tout cela, il se limite aux problèmes de la religion.

Q. — Pensez-vous qu'un des problèmes est la dispersion géographique et qu'il faudrait regrouper les gens, ce qui rendrait la coopération plus facile?

— Non, je n'en sais rien. Je travaille tous les jours.

Q. — Que pensez-vous des coopératives?

— Je ne connais rien là-dessus.

Q. — Voulez-vous travailler en commun les terres avec vos voisins?

— Non, parce que c'est sûr qu'on serait cinq à travailler pour dix.

Q. — Alors que proposez-vous?

— Qu'on supprime les impôts et que l'Etat nous aide...

pour être couturière

Dolores Solla Solla: fille de la précédente. 14 ans. Etudie à l'école publique. Apprend aussi la couture. Les jours de congé aide sa mère aux travaux des champs.

Blonde, les yeux bleus. Comprend très bien toutes les questions. Ses idées diffèrent pas mal de celles de sa mère.

Q. — Penses-tu que le niveau de vie s'améliorerait avec des machines?

— Oui, bien sûr. Avec la houe on travaille beaucoup et on avance peu.

Q. — Que penses-tu du remembrement?

— J'y crois. On perd beaucoup de temps avec un pré par ci, une parcelle par là. Et puis avec des terres si petites un tracteur serait inutile.

Q. — Penses-tu qu'avec un minimum de confort, il y aurait autant d'émigrants?

— Je n'en sais rien. Tout cela existe à la ville mais pas à la campagne.

Q. — Pourquoi penses-tu que c'est comme cela? — Parce que nous ne sommes pas riches, nous n'avons pas d'argent.

Q. — Penses-tu parfois à émigrer?

— Non.

Q. — Travailleras-tu la terre?

— Non, je travaille pour être couturière et quand j'aurai mon C.A.P., c'est ce que je ferai.

Q. — As-tu une idée de la Galice, de son présent et de son avenir?

— Non, je ne sais rien là-dessus.

Q. — Quand tu parles, d'habitude, tu emploies le galicien ou l'espagnol?

— L'espagnol.

Q. — Tu n'aimes pas le galicien?

— Je ne sais pas, on ne me l'apprend pas. A l'école les livres sont en espagnol, la radio parle en espagnol, la télévision aussi...

Q. — Mais ta mère, elle, parle galicien?

— C'est parce qu'elle le connaît, moi pas.

Q. — On t'a appris quelque chose sur l'agriculture et l'élevage?

— Ma mère me dit comment il faut faire pour planter ou désherber le maïs.

Q. — Quelle influence a l'Eglise dans ta vie?

— Ça, alors, je n'en sais rien.

Q. — Crois-tu qu'il serait bien de travailler la terre entre voisins?

— Oui, ce serait bien. On s'aiderait les uns les autres.

Q. — Quel est le problème le plus urgent?

— Que quelqu'un nous aide à faire tout cela; nous sommes trop seuls.

dans mes moments libres

Luis Dominguez Rodriguez: 24 ans. Habite Meis. A sa mère et deux frères. Un cousin en Belgique. A fait son service militaire au Maroc espagnol. A travaillé quelque temps dans une usine de préfabriqués en ciment. Sait lire et écrire.

S'exprime assez facilement. Le service militaire fait au loin y est pour quelque chose. Comprend parfaitement toutes les questions posées, à midi, un jour de grande chaleur et alors qu'il fait la pause.

Q. — Après avoir habité une grande ville, même comme soldat, tu aimes vivre dans ce hameau?

— Eh bien oui, on ne peut pas faire autrement!

Q. — Si on te donnait la possibilité d'émigrer, tu partirais?

— Non.

Q. — As-tu pensé à le faire?

— Non.

Q. — Quel est le problème le plus urgent, ici, à la campagne?

— Rendre cela rentable. Mécaniser, supprimer les impôts, faire que l'Etat nous aide.

Q. — Pourquoi les gens s'en vont-ils?

— Parce qu'on gagne bien peu.

Q. — S'il y avait un minimum de commodités et des moyens techniques, les gens partiraient-ils?

— Non, je crois qu'ils ne partiraient pas.

Q. — Vous a-t-on appris quelque chose sur l'agriculture, savez-vous autre chose que ce que vous ont appris vos parents?

— Tout ce que je sais sur la campagne, c'est mes parents qui me l'ont appris.

Q. — C'est rentable pour vous de travailler à la campagne?

— Non, à la campagne, on ne gagne que pour vivre mal.

Q. — On vous a appris quelque chose, un métier pendant le service militaire?

— Non.

Q. — Pensez-vous rester ici?

— Oui, à peu près; je travaillerai bientôt dans une usine de préfabriqués. Dans mes moments libres, j'aiderai ma mère et mes frères aux champs.

Q. — Pourquoi abandonnes-tu la campagne?

— Je ne l'abandonne pas. C'est mieux d'avoir un salaire fixe, vingt-cinq pesetas pour dépenser le samedi. Avec ce qu'on gagne à la terre on ne peut même pas se payer le tabac. Moi je suis jeune et j'ai aussi le droit de vivre.

Q. — Crois-tu au remembrement comme un remède possible?

-- Rassembler les terres, amener les machines, ce serait bien. Mais ce ne sera jamais possible en Galice.

Q. — Pourquoi ?

— Personne n'aime lâcher une terre qu'il juge bonne et en prendre une autre qu'il croit pire.

Q. — Sais-tu ce qu'est une coopérative ?

— Oui, je le suppose. Ça doit être quelque chose comme « Tous pour un, un pour tous », n'est-ce pas ?

Q. — Oui, c'est à peu près cela. Tu serais prêt à travailler les terres avec tes voisins ?

— Oui.

Q. — Crois-tu que la population est trop dispersée ou bien répartie ?

— Ça, je n'en sais rien. Mais à ce que je vois ici, au village, c'est bien comme cela.

Q. — Dis-moi, as-tu une idée de la Galice, de sa langue ?

— Non.

Q. — Quand tu parles avec tes amis ou avec des gens que tu ne connais pas, tu parles en galicien ou en espagnol ?

— Les deux. Ça se mélange.

Q. — Lequel des deux préférerais-tu parler ?

— Les deux, à vrai dire, mais bien.

le galicien toujours

Jaime Rodriguez : Habite Meis. 22 ans. Sait lire et écrire. Alterne les travaux des champs avec une activité de bûcheron pour avoir un revenu fixe. A un cousin en France.

Homme plutôt timide ; cela se devine rien qu'à voir ses deux yeux très mobiles derrière les verres épais des lunettes. Il faut lui expliquer le pourquoi et le comment de plusieurs questions.

Q. — Le village t'offre-t-il tout ce qu'il faudrait pour un niveau de vie digne ?

— Non, bien sûr.

Q. — Est-ce que ce peut être un motif d'émigration ?

— Qu'est-ce que c'est « émigration » ?

Q. — Partir en Amérique, en France...

— Non, je crois que non. Le motif, c'est parce qu'on ne gagne pas assez en étant paysan.

Q. — As-tu pensé à émigrer ?

— Oui, en France.

Q. — Qu'est-ce que tu sais faire en dehors de la campagne ?

— Rien.

Q. — Que ferais-tu en France ?

— Je n'en sais trop rien. J'ai là-bas un cousin qui travaille dans une boucherie. Je suppose que je saurais faire quelque chose comme cela aussi.

Q. — Que ferais-tu si tu revenais riche ?

— Améliorer la maison, acheter un peu plus de terre, arranger cela.

Q. — Si on t'offrait toutes ces commodités modernes, le téléphone, la salle de bain, les machines, une auto, tu resterais ou tu partirais quand même ?

— Si tout cela voulait dire qu'on gagnerait davantage d'argent aux champs, je ne partirais pas.

Q. — Est-ce que tout ce que tu sais, ce sont tes parents qui te l'ont appris ?

— Je l'ai appris avec mes parents depuis que je suis petit.

Q. — Sais-tu quelque chose de la Galice, sa culture, sa langue ?

— Non, rien de tout cela.

Q. — Fais-tu autre chose que de travailler la terre ?

— Oui, je travaille parfois dans la montagne comme bûcheron ou dans une scierie. Il faut bien gagner quelque chose, pas vrai ?

Q. — Tu préfères un salaire ou une année de bonne récolte ?

— Un salaire fixe.

Q. — Travaillerais-tu la terre en commun avec tes voisins ?

— Oui.

Q. — Que penses-tu de ce que vous appelez « rassembler » les terres ?

— On nous dit que c'est la solution pour amener des machines mais les gens n'y croient pas.

Q. — D'habitude que préfères-tu parler, le castillan ou le galicien ?

— Le galicien toujours.

les machines sont chères

Manuel Peiteados Fandino : 21 ans. Habite Ribadumia. Sait lire et écrire. Un oncle en Amérique. Ne connaît pas l'étranger.

Il est midi. 35 au soleil. Il travaille dans un champ de maïs. Les pommettes saillantes. Un sourire aux lèvres. Affable et communicatif, il répond dès qu'il a saisi le sens de la question.

Q. — Travaillez-vous aux champs pour aider ou bien est-ce votre activité quotidienne ?

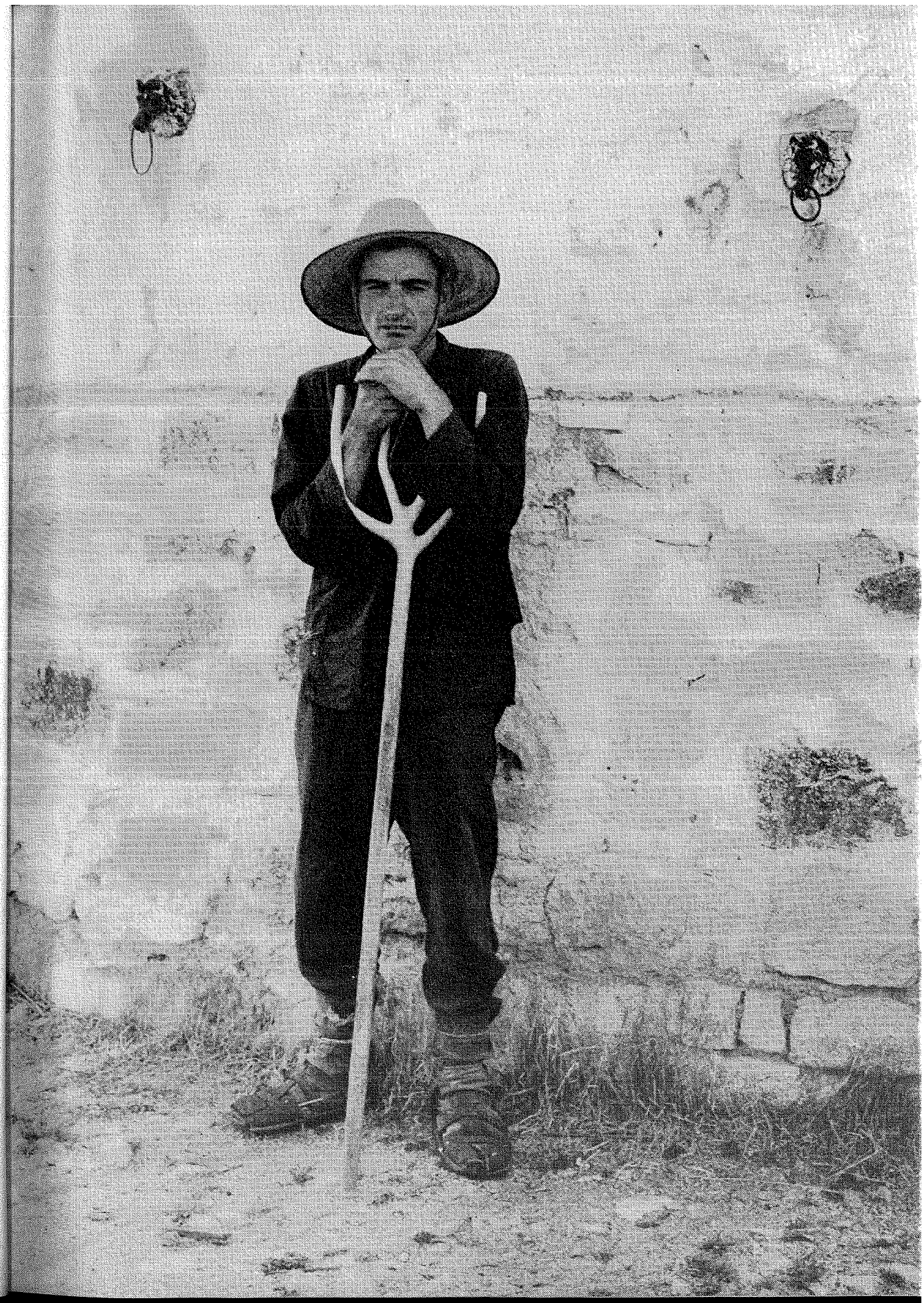
— Jusqu'à présent, c'est tout ce que je sais faire.

Q. — Quel bénéfice vous procure votre travail ?

— Bien peu. Ce que me donnent les parents une fois la récolte en grange.

Q. — Et que préférez-vous, un salaire fixe ou bien le revenu aléatoire d'une bonne récolte.

— Un salaire. Quand la récolte est bonne les bénéfices sont toujours subordonnés au prix de



nos produits. C'est ce prix qui défavorise toujours le paysan.

Q. — Alors, vous avez pensé émigrer ?

— Oui.

Q. — On vous a appris autre chose que le travail des champs ?

— Je me prépare à passer le permis de conduire; je voudrais être chauffeur.

Q. — Que feriez-vous en revenant après plusieurs années dans un autre pays ?

— Je n'en sais rien. D'abord émigrer, après il sera toujours temps d'y penser.

Q. — S'il y avait des machines, est-ce que ce serait la solution pour la campagne galicienne ?

— Pour la plupart d'entre nous, paysans, les machines sont très chères. On n'a pas d'argent pour en acheter, ni beaucoup de terres pour les utiliser.

les hommes s'en vont

Maria del Carmen Villaverde: 16 ans. Habite Marcon. Sait lire et écrire. Ne connaît aucun pays étranger.

Un soleil de plomb, une petite route. Nous ne sommes pas loin de Pontevedra; coiffure moderne. Elle parle peu, par monosyllabes.

Q. — Quel est le problème le plus grave de l'agriculture en Galice ?

Après la province maritime de Pontevedra, la région d'Orense, plus pauvre encore. L'enquête ici a été réalisée par Servando Ellacuriaga. Les questions ont été systématiquement dans l'ordre suivant :

1) Si en Galice on avait le minimum de confort moderne : électricité, téléphone, machines agricoles, etc., aimeriez-vous rester dans votre village ?

2) Quel est pour vous le problème numéro 1 à résoudre ?

3) La population est-elle bien répartie; plus concentrée, la coopération n'en serait-elle pas plus facile ?

4) Pensez-vous émigrer ? Connaissez-vous des émigrants ?

5) Que feriez-vous à votre retour d'émigration ?

6) Que savez-vous de la Galice, sa langue, sa culture ?

7) Que vous a-t-on appris sur l'agriculture ? Savez-vous quelque chose de plus que vos parents ?

8) Quel rôle joue l'Eglise dans votre vie ?

9) Que préférez-vous, une aléatoire bonne récolte ou un salaire fixe ?

10) Qu'est-ce qu'une coopérative ? Voudriez-vous travailler la terre en commun avec les voisins ?

bien sûr que je vais émigrer !

Aurelio Basalo Carnero: En dépit de l'air intellectuel que lui donnent des lunettes à grosse monture, il ne sait ni lire ni écrire. Il habite Laza, près de Verin et a 23 ans. Il s'y entend un peu en mécanique et en soudure.

— Les hommes s'en vont et nous les femmes nous restons.

Q. — Vous pensez partir aussi ?

— Non.

Q. — Alors ?

— J'étudie pour être couturière. Quand j'aurai mon C.A.P., je laisserai tomber la campagne.

Q. — Vous avez une solution pour l'émigration ?

— Oui, qu'ils reviennent...

Q. — On vous a appris quelque chose sur l'agriculture ?

— A l'école, j'ai appris à lire et à écrire. Le travail à la campagne, ce sont mes parents qui me l'ont enseigné.

Q. — Savez-vous ce qu'est une coopérative ?

— Non.

Q. — Et travailler la terre en commun ?

— Non plus.

Q. — Que pensez-vous de l'avenir de l'agriculture en Galice ?

— Un jour plus personne ne voudra travailler la terre. Il vaut mieux avoir un métier et un salaire. Les hommes préfèrent déjà travailler à la ville.

Q. — Que parles-tu le mieux, le galicien ou l'espagnol ?

— Les deux. Plutôt l'espagnol parce que nous sommes près de la ville.

Q. — Qu'est-ce que tu préfères parler ?

— Je n'en sais rien. Les deux indistinctement, mais je crois, assez mal.

— A partir du moment où je pourrais obtenir un salaire, pour moi ce serait parfait de rester à Laza, mais il n'y a rien pour y vivre et travailler.

— Les problèmes de chez moi ? L'école et l'eau. Je crois que c'est pareil dans pas mal de coins de Galice.

— Il faudrait de grands villages pour n'avoir pas à courir toujours pour acheter ou vendre. Si on se groupait on pourrait avoir des choses qui aujourd'hui sont impossibles.

— Bien sûr que je pense émigrer. Presque tous sont déjà partis: mariés, vieux garçons, garçons et fillés. Ils s'en vont pour gagner davantage et il y en a qui sont contents, d'autres non. On verra.

— Quand je reviendrai, si tout va bien, la première chose à faire c'est d'arranger la maison. Une bonne maison de paysans on peut avoir ça avec soixante-dix ou quatre-vingt mille pesetas. — J'aime les chansons, la langue et la rigolade (sic) de Galice et je crois que nous autres Galiciens ne sommes pas moins que les autres; mais nous n'avons pas la culture nécessaire. A part cela, comme les autres.

— Non, rien.

— Pour moi, l'Eglise, la paroisse, c'est pareil et les amis sont les amis.

— En ayant un peu d'argent pour vivre mieux, je préférerais la terre et le bétail plutôt qu'un salaire.

A Verin, ils ont fait une coopérative. Je ne sais pas trop ce que c'est. Moi, vous savez, quoi qu'on en dise, je préfère arranger mes affaires tout seul.

il y a trop d'analphabètes

José Vertolez Perez: 19 ans. Grand, sec. Habite Parada del Sil. Sa famille travaille la terre mais lui a conduit un camion sur un chantier de travaux publics.

— Avec un bon mode de vie et un salaire décent pour pouvoir économiser un peu, je resterais.

— Notre problème, ce doit être la culture, il y a trop d'analphabètes.

— Notre village est très grand mais très dispersé. Ce n'est pas bien; si on pouvait se rapprocher sans gêner personne ce serait formidable.

— J'ai plusieurs amis à l'étranger; moi, je m'en vais en Allemagne pour gagner un peu d'argent.

— Si je ramène de l'argent, je monterai un garage à Orense.

— J'aime la vie en Galice; nos filles me plaisent. Il faut parler galicien, car c'est comme cela que nous nous comprenons le mieux. Le temps aidant, on finira bien par mieux vivre ici mais en attendant...

— Tout ce que je sais, ce sont les parents qui me l'ont appris.

— Je crois qu'il n'y a aucune paroisse qui vaille la mienne.

— Je préfère un salaire fixe à partir du moment où il est suffisant pour vivre.

— Je ne sais pas ce qu'est une coopérative. Si on pouvait collaborer entre voisins, bien sûr que je le ferais à partir du moment où tout serait bien clair.

la galice est un bon pays

Raul Arsenio Dominguez Conde: 24 ans. Habite Villar de Santos. Depuis 12 ans il alterne les travaux des champs avec un emploi de manœuvre. Quand il est rentré du service militaire, il avait appris à conduire mais jusqu'à présent il est resté à la campagne; il veut émigrer et le fera. — Dans nos conditions je pense qu'il m'est impossible de rester au village.

— Je crois que le problème, c'est que chez nous il y a plus de pauvres que de riches et plus d'ignorants que de savants! L'assèchement de la lagune de Antela nous a créé un énorme problème parce qu'avec les travaux en cours nous n'avons plus d'eau et les récoltes sont ridicules. On ne produit rien par excès de sécheresse. On nous dit bien que c'est provisoire...

— Pour travailler, plus les maisons seront séparées, mieux cela vaudra. Bien sûr, pour mieux vivre, il vaudrait mieux de grands villages.

— Dans mon village, il ne reste plus que deux gars. Deux sont rentrés jeudi du régiment et ils se sont déjà fait inscrire pour travailler en Allemagne; les uns s'en vont parce que c'est nécessaire, d'autres pour connaître le monde. Je ne serais pas parti rien que pour de l'argent. — Si j'ai quelque chose, en revenant je monterai un petit garage; c'est ce qu'il y a de plus sûr, labourer la terre, plus jamais!

— La Galice est un bon pays, au moins pour ce que j'en connais. J'aime y vivre; bien sûr, je parle galicien, mais seulement au village. L'avenir? Il peut être bon ou mauvais, ça ne dépend pas que de nous.

— Hors de ma famille, personne ne m'a jamais rien appris.

— La religion nous unit beaucoup. La paroisse unit tous les garçons qui y sont nés.

— Ce qu'il y a de mieux, c'est un salaire fixe.

— Je ne sais pas ce qu'est une coopérative, je préfère travailler seul.

ramener un métier

Diotino Vila Iglesias: Un type celte très pur; né près d'Orense à Santa Cruz de Arrabaldo. S'y entend un peu en mécanique mais son fort c'est la vigne et le vin. Il est grand, blond, aux yeux bleus.



Mandanedo (Galice)

— Je resterais bien, mais ici on n'a rien !
 — Le problème, c'est l'argent. Je crois aussi qu'il y a un problème de culture ; les deux.
 — C'est mieux de vivre dans des maisons voisines, en villages, et plus c'est grand, mieux c'est, parce qu'ainsi on peut s'entraider.
 — La plupart de mes amis sont partis en France, en Suisse, en Allemagne. En général, ça ne se passe pas trop mal ; beaucoup sont partis à cause de l'argent et en ont rapporté ; d'autres sont partis pour apprendre et ils sont revenus plus savants.
 — Si j'apprends un métier d'électricien ou de mécanicien, je me mettrai à mon compte à Orense.
 — Bien qu'ici les salaires soient bas, j'aime la Galice et Orense plus que tout au monde bien que ma famille soit de Lugo. L'avenir ? Je ne sais pas. Je crois qu'avec le temps on vivra mieux parce que nous qui partons ramenons un métier.
 — J'ai appris à la maison, mais j'ai aussi suivi un cours de huit jours pour faire le vin, organisé par les syndicats. Après, bien malgré nous, nous n'avons pas pu mettre en pratique ce que nous avions appris, parce que nous n'avions pas les moyens d'acheter des cuves.

— Dans la paroisse, nous nous entraisons les uns les autres.
 — J'aimerais mieux une bonne exploitation agricole qu'un salaire fixe, mais ce n'est, bien sûr, pas stable...
 — La coopérative, c'est quelque chose de bien ; nous voulons en monter une, viticole. C'est formidable pour défendre les prix et la qualité, et puis l'union fait la force.

le capital est mal réparti

Luis Carril Martinez : Il s'est marié, il y a trois mois, à Bentraces ; boulanger ; il n'a que 24 ans bien qu'une calvitie très prononcée le vieillisse.
 — On était mieux ici, dans mon village, que nulle part ailleurs.
 — Le problème n'est pas seulement de culture : le capital est mal réparti et bien des gens ne possèdent rien.
 — Pour bien des raisons, on vivrait mieux dans des bourgs relativement grands.
 — Presque tout le monde est parti et ceux qui restent partiraient volontiers. Moi, je m'en vais ; ici on n'a pas d'argent, il n'y a aucun moyen d'en gagner.
 — Au retour, monter une boulangerie à mon compte à Bentraces.

— De tout ce que je connais, je préfère la Galice. Nous autres Galiciens sommes de bons travailleurs, mais quand on n'a rien on ne peut pas faire de miracles.

— Ce que je sais des champs, et ce n'est pas grand chose, c'est en voyant travailler les miens que je l'ai appris.

— La paroisse unit ceux qui en sont membres.

— Vivre avec un salaire. La campagne, plus jamais.

— Je ne sais pas ; un commerce ? Je préfère qu'il soit à moi.

Luisa Cormillon Dominguez : Se consacre aux travaux de la maison, les terres, le foyer. Elle est de la Bola ; grande, maigre, elle répond très rapidement :

— Dans ces conditions-là, j'aimerais bien rester ici. Mais je voudrais bien aussi « sortir » ; d'ailleurs je pars en Suisse.

— Ce qui manque, c'est l'argent ; s'il y en avait...

— Nous serions mieux chez nous, toutes unies. Et plus nous serions dans le village à nous entraider, mieux ça serait. Parce que, maintenant, quand il arrive quelque chose, chacun s'arrange de son côté.

— Nous sommes nombreuses à partir maintenant en Suisse. Celles qui ne partent pas, c'est parce qu'elles ne peuvent pas.

— Si je reviens, ce que je voudrais c'est arranger la maison. Si je suis en bonne santé après je repartirais. Rester ici, c'est fini.

— J'aime follement la Galice. Nous avons fait des excursions avec le curé, mais je n'aime pas marcher.

— Je suis allée à l'école, mais le travail de la terre, c'est avec les parents que je l'ai appris.

— C'est dans la paroisse que l'on est le plus unis.

— Je n'ai jamais eu un salaire fixe, mais c'est ce que je préférerais. A la campagne une mauvaise année, un animal qui meurt, et vous n'avez plus rien.

— Je ne sais pas. Oui, je travaillerais bien en commun avec les voisins.

Maria Benita Blanco Feijoo : 18 ans ; elle en paraît beaucoup moins. Elle est de Verin et travaille aux champs. Dix frères plus jeunes.

— Si on avait de quoi gagner je resterais ici.

— Ce qu'il faudrait, c'est une usine. On avait dit qu'il y aurait une papeterie, mais on n'a rien vu. Ce qu'il faudrait, c'est des salaires.

— Tous ensemble, unis, au village, nous serions mieux ; ce serait différent, je ne sais pas bien m'expliquer, mais j'en suis sûre.

— Beaucoup sont partis, mais j'ai encore des amis ici. Bien sûr, ils voudraient tous partir, mais les parents ne les laissent pas ; d'autres sont tenus par le service militaire ou parce qu'ils ont à s'occuper de la famille.

— J'aime la Galice, même si je la connais bien peu. Ses champs, ses usines, sa mer sont bien beaux. Avec un peu d'argent, ce serait ce qu'il y a de mieux au monde.

— Il y a des gens de l'agronomie qui sont venus par ici, mais seuls les hommes y sont allés ; ce que je sais, je le tiens de mes parents.

— La paroisse nous unit, c'est une bonne chose.

— Un salaire fixe. L'agriculture, cela rapporte parfois mais on peut aussi bien finir l'année crevée et sans rien.

— J'en ai entendu parler, mais je ne me rends pas bien compte. Je préfère être indépendante. On évite des histoires.

Nous pourrions poursuivre longtemps cette plainte monotone qui est celle de trois millions de Galiciens. Mais à quoi bon ? Le manque de terre, la misère, bien souvent la rage qui fait briser les machines. Le paysan galicien en est plus souvent au stade de la jacquerie que de la lutte révolutionnaire, mais si l'on va à Vigo, à La Corogne, à Saint-Jacques de Compostelle, dans les conserveries, le bâtiment, peu à peu le climat change, des idées nouvelles germent et se fraient un chemin, lentement, difficilement.

quelques données sur la province

Superficie totale de terres recensées : 2.411.449 hectares (1).
 Superficie de terres cultivées : 477.437 hectares.
 314.730 exploitations de moins de 5 hectares, couvrant un total de 553.451 hectares (1).
 Principales cultures :
 maïs : 152.000 ha dont 128.000 associés aux haricots ;
 seigle : 102.000 ha ;
 pommes de terre : 93.000 ha.
 Superficie consacrée aux fourrages : 275.654 ha.

Mécanisation :
 motoculteurs 93
 tracteurs 1.087
 moissonneuses 0
 batteuses 0
 moteurs 5 CV pour 100 hectares

(1) La plupart des terres sont des prairies naturelles, des pâturages et des bois, qui ne sont pas classés comme « cultivés », mais qui appartiennent à des exploitations agricoles.

dans la campagne andalouse

Le sud de l'Espagne vit de l'agriculture.

Il est banal de dire que le journalier andalou n'a pas eu une existence facile au cours des siècles derniers. Mal payé, soumis à des horaires fixés selon la volonté du patron, il a pu à grand peine satisfaire ses besoins, aux prises avec de multiples difficultés. A l'exception des années de l'après-guerre, il n'a jusqu'à maintenant évité l'indigence qu'en s'expatriant.

Le développement du machinisme a réduit de moitié les périodes de travail : ainsi la moyenne d'emploi annuelle par ouvrier est-elle descendue de 8 ou 10 mois à 3 1/2, et ceux qui arrivent à percevoir un salaire journalier pendant cinq mois ou plus sont extrêmement rares. De la cueillette du coton et des vendanges, qui s'achèvent au début du mois d'octobre, au sulfatage de la vigne, la population agricole est soumise à un chômage continu de sept mois, sans recevoir d'autre aide qu'un « secours ». Celui-ci peut consister en une petite somme d'argent ou, comme cela arrive d'ordinaire, en une certaine quantité de nourriture, que l'on distribue dans un bâtiment officiel : chaque jour les hommes y font la queue, on ne fait la distribution qu'à ceux qui viennent personnellement, la gamelle ou la casserole à la main. Outre l'humiliation, ce ne sont pas quelques pois-chiches qui permettront de payer le loyer, l'électricité (si on l'a) et de satisfaire les autres besoins.

Concrètement, au cours de l'hiver passé, 63-64, ce secours fut distribué sous forme de salaires journaliers de 60 pts, qui, pour des raisons inconnues, tombèrent bientôt à 36. Cette aide modeste fut supprimée alors que le chômage ne devait se terminer que plusieurs mois plus tard, et rétablie après que les ouvriers l'aient réclamée pendant 40 jours. En échange de ce « salaire », ils durent réaliser plusieurs travaux pour le compte de la commune.

Au mois de mai, les mêmes ouvriers, qui avaient enduré un très rude hiver, firent grève pendant un mois, mais n'obtinrent pas ce qu'ils demandaient, c'est-à-dire du travail pour toute l'année. Effrayés par l'ampleur que revêtait le problème de l'emploi et craignant que pareille révolte ne gagnât toute la province, les patrons en étroite accord avec les syndicats, préparèrent une convention collective qui, bien entendu, fut acceptée tacitement par les « représentants »

des ouvriers. Mais il y eut, entre l'accord et la signature, un changement de délégués et les nouveaux refusèrent de ratifier le texte imposé, en dépit des menaces. Cette convention, qui existe en droit, est boycottée en réalité par les ouvriers du secteur. Beaucoup font preuve d'un tel esprit de sacrifice et d'un tel sens de l'union qu'ils refusent les emplois permanents, bien qu'on leur ait proposé, dans l'intention de briser la résistance des autres, des primes sur le salaire.

La convention contient les dispositions suivantes : les ouvriers seront répartis selon le nombre d'hectares de chaque propriété, chaque propriétaire étant tenu de prévoir un certain nombre d'emplois permanents, l'autre contingent, le plus élevé naturellement, étant réservé aux emplois intermittents. Dans les deux cas, les ouvriers seront liés par un contrat de travail. Or, nous savons tous que la grève constitue un délit en Espagne. Aussi tout ouvrier lié par un contrat commet une infraction en ne répondant pas à la réquisition du patron, à moins que ce ne soit pour cause de maladie. En revanche, l'ouvrier temporaire n'est pas obligé de travailler quand on le lui demande. Le travailleur qui accepte un emploi intermittent reste lié par contrat à l'entreprise, mais celle-ci s'engage seulement à l'employer pendant cinq mois, et l'ouvrier est tenu de répondre à « toute convocation » (même dans le cas où il travaille ailleurs), si son patron a besoin de lui, ne serait-ce que pour un jour.

Outre cet inconvénient majeur, la proportion d'ouvriers figurant dans la catégorie des emplois permanents ne sera que de 15 %, celle des emplois intermittents n'en comprendra que 50 %. De toute évidence, il ne restera à l'ouvrier sans contrat d'autre issue que l'émigration.

Pour l'instant, le mot d'ordre de « tous ou personne » prévaut dans les trois domaines de la région, bien que leurs propriétaires emploient des ouvriers de Trebujena, Lebrija et de la montagne pour occuper les emplois vacants. Ces ouvriers réaliseront sans doute certains travaux, mais leur ignorance de la vigne tournera inévitablement au détriment de la production.

En dépit de la situation de la main-d'œuvre, qui n'a pas de quoi subsister, ce sont les propriétaires qui maintenant se plaignent de leur

sort. Leurs points de vue diffèrent sensiblement de celui de leurs employés, mais ils ont l'avantage de pouvoir les exposer au public dans la presse quotidienne, à la radio et par les autres moyens de diffusion; ils ont aussi la possibilité de se grouper librement pour entreprendre une action, tandis que l'ouvrier court le risque d'être arrêté pour le simple fait d'exiger, devant ses camarades, le salaire qui lui est dû, lorsque l'employeur prétend réduire la somme convenue, au moment de la paye.

L'exemple d'un hectare de blé...

Une récolte moyenne est de 1.375 à 1.925 litres par surface ensemencée de 64 ares 1/2. Quand elle ne dépasse pas 1.100 litres, on considère que l'année est catastrophique. La plupart des terres sont des terres de première catégorie; le rendement des terres de seconde catégorie est analogue. Il y a, dans les montagnes, des terres de troisième catégorie que personne, bien entendu, n'a essayé de faire fructifier.

Nombre de journées de travail	
Premier labour	0,8
Semille	0,2
Fumure	0,5
Sarclage	4,0
Moisson et battage	0,8
	6,3

Autres dépenses	
100 kg blé à 6 ptas	600
250 kg d'engrais à 2,20	550
140 kg de nitrate à 4 ptas	560
Frais de matériel (particulier)	500
Impôts	100
	2.310

6,3 journées de travail au prix de 120 ptas	756
Autres dépenses	2.310
Total des dépenses	3.066
40 « fanegas » (2.200 litres) de blé au prix de 6 ptas que verse à la livraison le Service national du blé rapportent	10.800

Recettes nettes par hectare de blé semé 7.734

Il y a dans ces calculs deux erreurs volontaires, puisque j'ai voulu indiquer un maximum de dépenses et un minimum de recettes.

1) Le salaire payé dans les fermes par journée de travail ne dépasse pas d'habitude 75 ptas, sauf pour le conducteur de tracteur;

2) On emploie souvent des femmes et des enfants — âgés de 10 à 16 ans — à qui l'on paie des salaires de 50 à 60 ptas.

C'est à ce taux aussi qu'on a travaillé cette année dans les vignes; et le cas s'est même présenté de pères réduits au chômage tandis que leurs fils travaillaient, car plus d'un patron a donné l'ordre à son contremaître de ne pas employer d'hommes dans son exploitation.

Le patron encaissera donc 6.978 ptas de plus que le total touché par l'ensemble des ouvriers (7.734 ptas de bénéfice pour 756 ptas de salaire payé).

...et celui d'un vignoble de 4.450 m² (1.000 ceps)

Nombre de journées de travail	
Cinq charrues qui remplacent les opérations manuelles	5
Sulfatage (moyenne de 7 opérations, ce qui constitue un maximum)	14
Taille	5
Emondage	2
Second émondage	2
Pose des échelas	1
Ramassage du bois mort	1
Fixation des échelas	1
Vendanges	10
	41

Autres dépenses	
Dépenses de matériel	1.000
21 kg de sulfate à 20 ptas	420
50 kg de soufre à 5 ptas	250
Impôts	300
	1.970

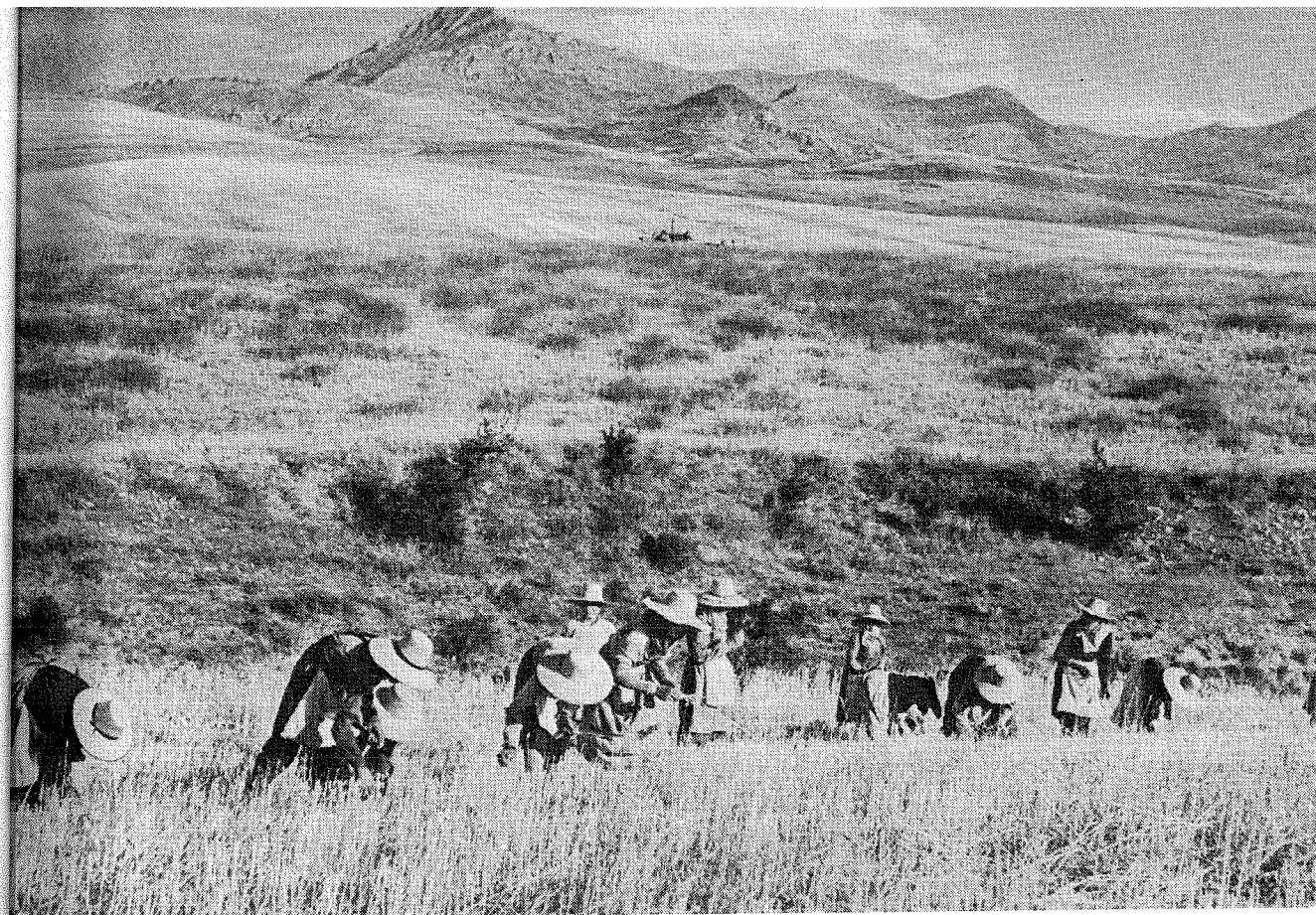
41 salaires journaliers à 120 ptas	4.920
	6.890

Dix charrettes de raisin, correspondant à 10 fûts de moût de 690 kg chacun (soit 6.900 kg), à raison de 3,75 ptas le kg au prix de vente: 25.875.

Pour cette surface cultivée, les recettes du propriétaire seront donc de 18.985 pesetas.

Nous constatons que, dans ce cas, le propriétaire réalisera un gain supérieur de 14.065 ptas à la somme que devront se partager les ouvriers.

Si nous ajoutons à ces chiffres le rapport de la transformation du fruit en vin, nous verrons



moisson en Andalousie

que le patron triple et même quadruple ses gains. Aujourd'hui les travaux de foulage s'effectuent aussi à la machine; ils exigent à peine une journée de travail par fût, alors qu'il en fallait quatre sur l'ancien pressoir, qui fonctionne parfois encore. Une fois que le moût est en cave, le prix de revient par tonneau vendu correspondra à une demi-journée de travail, la mise en fût s'effectue par pompage et non plus avec des cruches comme naguère.

Le prix du fût de vin, qui n'a pas achevé de fermenter et est destiné aux maisons d'exportation, est d'environ 35.000 ptas, ce fût quittant la cave du récoltant moins d'un an après la récolte.

on vend jusqu'à la sécurité sociale

Ainsi, presque complètement privé de rentrées d'argent, le travailleur est contraint de demander du crédit aux commerçants, en augmentant d'une manière générale de plus de 15 % le prix des marchandises. J'ai pu vérifier personnellement qu'une boîte de conserve achetée au comptant revenait trois fois moins cher que la même boîte de conserve achetée par un ouvrier à crédit.

Dans le domaine du logement, la situation est des plus pénibles. Les expulsions sont fréquentes, les gens n'ont pas de quoi payer leur loyer. Il devient de plus en plus difficile de trouver des logements à cause du grand nombre d'Américains qui, venant de la base de la Rota, s'installent dans tous les villages de la région. On prévoit d'ici l'an prochain (en 1965) l'arrivée de 10.000 familles supplémentaires provenant des forces américaines de la base de Naples (O.T.A.N.). La concentration des forces américaines à la Rota a entraîné la hausse des loyers; un logement convenable coûte 3.000 ptas par mois (le prix mensuel d'un appartement de luxe à Madrid) et on demande maintenant 1.000 ptas pour la moindre chambre. La Sécurité sociale n'existe pas pour les travailleurs temporaires, ils ne bénéficient pas du livret de l'ouvrier: aussi n'ont-ils droit à l'allocation-chômage et à d'autres prestations qu'en fonction des cotisations versées. Leur livret est une carte verte dont l'utilité dépend du nombre des timbres obtenus. Pour avoir droit aux soins médicaux les plus élémentaires, il faut avoir réuni un minimum de 120 timbres, correspondant à autant de journées de travail. Comme cela s'avère presque impossible, l'ouvrier qui reçoit les

éditions de moscou en espagnol

philosophie et politique

LENINE

Œuvres choisies en 3 volumes, « OBRAS ESCOJIDAS en tres Tomos », relié chaque volume 1.000 pages environ. **8,00 F**

LENINE

Sur le Mouvement ouvrier et communiste international, « Acerca del movimiento obrero y comunista internacional », relié 444 pages. **3,50 F**

MARX-ENGELS

Œuvres choisies en 2 volumes, « Obras escojidas », relié 1141 pages. Les 2 vol. **9,60 F**

MARX-ENGELS

La Révolution espagnole, « La Revolucion española », relié 242 pages. **3,00 F**

DEBORINE

La deuxième guerre mondiale, « Segunda guerra mundial », relié 646 pages. **7,50 F**

romans - nouvelles

CHOLOKHOV

Terres défrichées, « Campos roturados », 2 volumes **12,00 F**

AITMATOV

La ballade du premier instituteur, « Balada del primer maestro », nouvelle, 98 pages **1,00 F**

Romans, philosophie, histoire, sciences, documentation sur l'U.R.S.S. Catalogue sur simple demande

en vente chez votre libraire et aux **LIBRAIRIES DU GLOBE, 2, rue de Buci et 43, rue Vivienne, Paris**

timbres (et encore bien des patrons ne les donnent-ils que si l'ouvrier les lui réclame) les vend généralement pour une peseta chacun; ce sont d'autres patrons qui achètent ces timbres pour les distribuer — au syndicat ils valent trois pesetas — ou bien ce sont les ouvriers eux-mêmes lorsqu'ils en ont besoin. Ce trafic de timbres se déroule tous les soirs dans les bistrotts des villages andalous. Le fait d'être en possession d'un livret d'assurance exclut la possibilité d'obtenir la carte d'assistance municipale, qui fait bénéficier des soins à l'hôpital: l'ouvrier est ainsi privé de toute protection médicale. Aussi doit-il avoir souvent recours à la charité publique s'il veut préserver sa santé ou celle des membres de sa famille.

Telle est, dessinée à grands traits, la situation de la campagne andalouse. Il est des endroits dans la montagne, éloignés des routes et de la mer, où aujourd'hui encore on ne paie pas le salaire de base de 50 ptas, personne n'y a même entendu parler de cette hausse; et dans ces villages, plus nombreux qu'on ne pense, on ignore le terme « droit »; on se plie à toutes les exigences des « seigneurs ». C'est là que se constituent les équipes qui descendent au « périmètre », lorsque les patrons estiment que les gens natifs de la région ont des exigences trop grandes; ces équipes réunissent des hommes qui « ne savent pas ce qu'ils gagnent » et se contentent de percevoir la nourriture et le tabac quotidiens, sans parler à quiconque ni descendre au village, deux choses que le chef d'équipe a formellement interdites. Cette solution est bonne pour l'exploitation des grands domaines, mais mauvaise pour les vignes et pour les terres irriguées, car les gens de l'extérieur ne savent pas les cultiver.

L. L.

CADIX

Surface totale des terres : 647.395 hectares.
Surface des terres cultivées : 309.878 hectares.
Exploitations agricoles : 21.075, dont 15.000 de moins de 10 hectares et 486 de plus de 300 hectares.
533 propriétés agraires totalisent 306.840 hectares (données du cadastre de 1954),
0,5 pour 100 des exploitations totalisent 40 % environ des terres cultivées (d'après le recensement agricole de 1962). Sur l'ensemble des terres le pourcentage est souvent plus élevé du fait qu'une bonne partie des grandes propriétés n'est pas cultivée : terres consacrées à la chasse, à l'élevage de taureaux de combat et aux « loisirs » des gros propriétaires.
Indices de mécanisation pour 100 hectares cultivables.

tracteurs	2.352
motoculteurs	222
moissonneuses	168
batteuses à moteur	48
moteurs	45,1 CV

migrations et émigration

L'évolution espagnole la plus récente est déterminée avant tout par des phénomènes de migration : il y en a essentiellement deux, l'émigration intérieure, ou courants d'émigration de la campagne à la ville, des provinces sous-développées aux grandes zones de concentration urbaine et industrielle du pays; et, en second lieu, le courant ininterrompu de travailleurs qui vont vendre leur force de travail aux entreprises d'Allemagne, de France, de Belgique, de Suisse, etc... Si l'on ne comprend pas ces deux phénomènes, on ne peut comprendre la réalité espagnole contemporaine.

Si l'émigration extérieure implique une perturbation de l'équilibre démographique et une perte de force de travail pour la nation, les migrations intérieures reflètent et à leur tour aggravent les profonds déséquilibres régionaux.

de la campagne vers la ville

Dans la décade 1950-1960 les agglomérations de Barcelone et Madrid ont grandi dans des proportions extraordinaires; la première a augmenté de 21,7 % (1) et la seconde de 39,6 % (pour cette dernière le chiffre est quelque peu exagéré, car on a inclus dans l'augmentation les communes de la banlieue annexées à la ville).

Au Pays basque les provinces de Vizcaya et de Guipuzcoa (qui, avec Madrid et Barcelone, figurent en tête de la répartition par province du revenu national) ont enregistré entre 1950 et 1960 une augmentation démographique de 30,7 % pour une augmentation nationale moyenne de 8,8 %. En fait ces quatre provinces ont monopolisé la progression démographique pendant la décade 1950-1960.

Le phénomène caractéristique a été la fuite de la campagne vers la ville : 6.732 communes (plus des trois quarts de la totalité, représentant approximativement 22 % de la superficie nationale) ont enregistré des pertes de population égales ou supérieures à 10 %.

Voyons maintenant ce qui s'est passé entre 1961 et 1964.

Le processus de concentration à Barcelone, Madrid, Vizcaya, Guipuzcoa et dans d'autres villes comme Valence, Alicante et Saragosse s'est poursuivi. La plus grande dépopulation s'est produite dans les provinces de Grenade, Badajoz (en dépit du plan tellement vanté par la propagande franquiste), Jaen et Cordoue. Voici quelques chiffres du bilan des migrations entre 1961 et 1963.

Le bilan le plus favorable est celui de Barcelone avec une augmentation effective de 213.357 personnes en 3 ans, suivie de Madrid avec 67.058, Vizcaya avec 42.579 et Valence avec 35.015.

Les bilans les plus défavorables sont ceux des provinces de Grenade (35.038 personnes de moins en trois ans), Badajoz (33.688), Jaen (29.626); Cordoue (30.719), Ciudad Real (24.085), Caceres (21.951), Séville-province (21.198).

Il est évident que le plus grand dépeuplement se produit dans les zones de grande propriété terrienne et qui ont le plus grand nombre de salariés agricoles. Mais ce qui est surtout impressionnant, c'est que 15 provinces seulement enregistrent une augmentation de population par les migrations alors que 35 sont victimes de l'hémorragie de l'émigration.

Aux faits signalés, il faut ajouter que ces tendances se sont maintenues au cours du premier trimestre 1964 (dernière date pour laquelle nous disposons de données statistiques). Barcelone, en trois mois seulement, présente un bilan favorable de 15.000 migrations et Madrid de 11.000; les plus grandes pertes par émigration sont enregistrées dans les provinces de Grenade (4.000 personnes), Badajoz (4.800), Cordoue (plus de 3.500), et l'on trouve encore Caceres et Ciudad Real avec des chiffres supérieurs à 3.000.

l'hémorragie

Sur l'émigration on manque de données précises, parce que les organismes officiels espagnols ne disposent que des chiffres concernant les personnes qui ont quitté l'Espagne

(1) L'augmentation pour la province de Barcelone dans son ensemble a été de 32 %.

avec un contrat de travail, mais non de celles qui sont parties avec un passeport de « tourisme » et sont restées travailler en pays étranger. Cependant, en tenant compte des évaluations sur la main-d'œuvre étrangère des pays d'Europe occidentale, on estime à plus d'un million le nombre de travailleurs espagnols qui s'y trouvent actuellement.

Les chiffres fournis par les organismes officiels espagnols donnent les estimations suivantes: en 1961, 110.209 émigrants; en 1962, 149.955; en 1963, 160.825. Cependant on comprend dans ces chiffres les « travailleurs saisonniers » qui viennent en France pendant quelques mois de l'année. Selon ces informations, la plus grande émigration en 1963 s'est faite en France (98.319), en Allemagne de l'ouest (35.364) et en Suisse (19.052) (1).

En ce qui concerne le premier trimestre de 1964, les organismes espagnols ont donné le chiffre de 23.709 travailleurs émigrés parmi lesquels 9.564 en Allemagne de l'ouest. Cependant des évaluations de source française estimaient à environ 14.000 les travailleurs espagnols arrivés en France pendant cette période alors que l'Institut espagnol d'émigration indiquait seulement 5.255 émigrés en France.

Toujours à partir de cette base très restreinte des données espagnoles, il est cependant intéressant d'indiquer les provinces d'où partent les émigrants en 1964: 9 % viennent de Madrid,

12 % de Galice, 7 % de Séville, plus de 8 % d'Estremadure, 7 % de Valence.

On observe ici un phénomène différent: émigrent vers l'étranger des ouvriers de grandes villes (Madrid, Valence), mais non des plus industrialisées, où la main-d'œuvre est plus qualifiée et les salaires actuels relativement plus élevés. On remarque aussi la grande émigration de Galice, région dont les paysans ont toujours émigré (en Amérique surtout); bien qu'en Andalousie l'émigration soit importante, elle est proportionnellement inférieure à la migration vers les grandes villes espagnoles (ouvriers agricoles qui ne se décident pas à quitter leur pays) à l'exception de la province de Séville, dont la capitale canalise chaque semaine l'émigration à l'étranger par trains et autocars.

L'émigration vers l'Amérique latine est encore très importante (68.841 personnes dans les trois années 1961-1963). Le tiers de ces émigrants vient de Galice et plus de 15 % des Iles Canaries. Les autres pourcentages importants sont ceux de Barcelone, des Asturies et de Madrid. Nous devons noter que l'hémorragie annuelle de la force de travail espagnole équivaut à peu près à 2 % du total de la population active des travailleurs (salariés et petits paysans).

(1) D'après les données du Ministère du Travail, reprises par l'O.C.D.E., le nombre des travailleurs ayant émigré en 1963, a été de 203.000, dont 180.000 dans les pays d'Europe occidentale.

VILLAGE A VENDRE

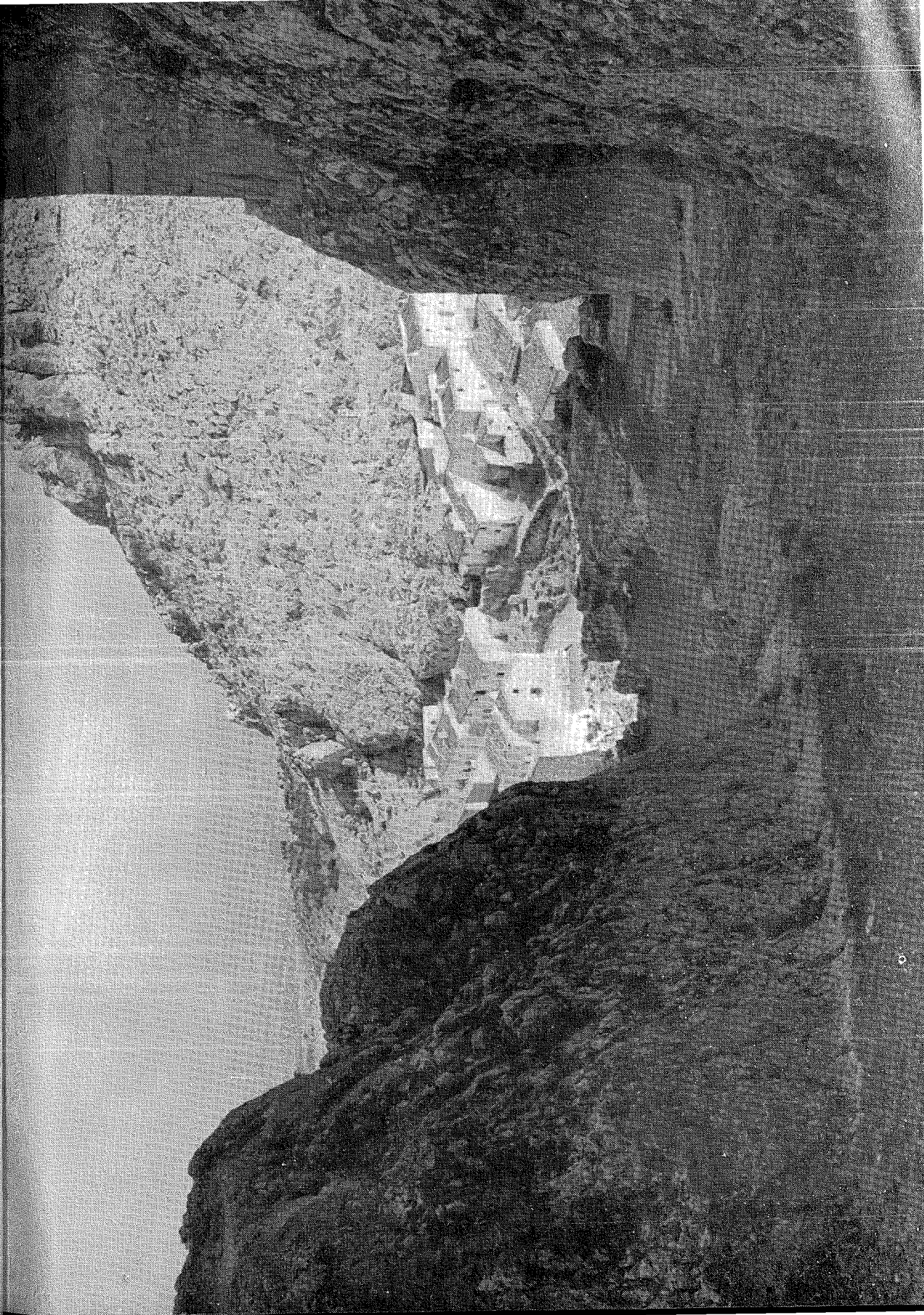
Guadalajara 30 octobre. Ce n'est pas la première fois qu'une offre de cette nature paraît dans les journaux. Le fait est nouveau pourtant à Guadalajara, bien que l'on puisse craindre, si la vente en question aboutit, que de nouveaux cas de vente de villages soient enregistrés dans la province.

Le village que l'on propose en ce moment au plus offrant est Torrenteras, hameau de 20 habitants, commune du district de Sacedon, à 3 ou 4 kilomètres du lac d'Entrepénas. Il comprend quelques vingt maisons et un territoire

communal de 825 hectares de bois, d'oliveraies, de vignobles et autres cultures des terres sèches. Il est situé à 1.036 mètres d'altitude.

Torrenteras se dépeuple à un rythme impressionnant. Sur ses vingt habitants, onze vont quitter le village. On ferme les maisons, on abandonne les terres. Rien d'étonnant par conséquent à ce que l'on songe à vendre les unes et les autres.

(Publié par « ABC » de Madrid, le 31 octobre 1964).



Le fait est qu'en Italie le problème a été saisi avec ses mesures et ses dimensions statistiques, sociologiques et économiques. Tandis qu'en Espagne la prise de conscience des déséquilibres régionaux se trouve encore dans une phase de « problématisation », c'est-à-dire de discussion. Les économistes préoccupés par ce problème parviennent petit à petit, avec beaucoup de difficulté, à inquiéter l'opinion et les éléments responsables des grandes décisions économiques par la gravité — et même en certains cas la priorité dans l'ordre des urgences — de ces déséquilibres.

Mais la question se trouvant dans une phase de discussion, c'est à peine si nous avons des faits et des statistiques précises qui nous permettent de mesurer la portée et l'acuité du problème. Nous avons des efforts isolés et des renseignements sur tel ou tel aspect. Par exemple, grâce à la Banque de Bilbao, nous avons certains renseignements sur les inégalités dans la distribution par province du revenu national espagnol. De même les analyses comparatives, réalisées par quelques économistes, sur l'évolution des recensements de 1950 et 1960, nous permettent de savoir que 18 provinces espagnoles se sont dépeuplées entre les deux recensements, ce qui nous révèle aussitôt la dramatique situation sociale et économique de ces provinces en déclin. Mais ces faits et plusieurs autres que nous pouvons tirer de telle ou telle étude ou statistique ne suffisent pas à une analyse authentique de la réalité de nos zones retardées.

indices de déséquilibre

Un des indices généralement utilisés par les économistes est la répartition du revenu national par habitant et par province. Grâce aux rapports de la Banque de Bilbao, on connaît maintenant en Espagne, avec un minimum de valeur des statistiques, les données de cette répartition pour les années 1955, 1957 et 1960. Au cours de cette dernière année, le revenu national par tête était de 18.057 pesetas. Le Guipuzcoa, province du Pays basque, avec 31.270 (soit 173 % du revenu national par tête) était la province au revenu le plus élevé, et Orense (Galice) celle au revenu le plus faible, avec 9.416 pesetas. Seules 17 provinces offraient un revenu supérieur à la moyenne de 18.057 pesetas. Les autres étaient en dessous; ce qui veut dire que les 8 provinces d'Andalousie, les 2 d'Extrémadoure, celles de la Vieille Castille, etc., n'atteignaient pas la moyenne nationale. Autrement dit, les

revenus moyens des provinces industrialisées — la Catalogne, les Provinces basques, le Levant, les Asturies, Madrid, etc. — étaient environ trois fois plus élevés que les revenus moyens des provinces en retard.

Mais la valeur du revenu par tête est un indice statistique à la signification limitée; à lui seul, il ne nous décrit pas la véritable situation économique et sociale d'une région ou d'une zone retardataire qui, soumise à l'analyse, offre des problèmes de structure qu'il ne peut traduire.

La F.I.D.E.S.A. (Fédération d'initiatives pour le développement économique, société anonyme), entité privée d'inspiration patronale, dont le service d'études est dirigé par le professeur Sampedro a examiné quelques indices socio-économiques, et un **indice FIDES**, qui est la moyenne des niveaux socio-économiques, et que nous avons utilisé sur la carte de la p. 18, a été établi. Les indices correspondant aux provinces d'Andalousie, des deux Castilles — sauf Madrid, Santander, Valladolid et Logrono — de Galice, d'Extrémadoure, etc., font ressortir une fois de plus la situation difficile des régions espagnoles retardataires.

Un des aspects de structure les plus remarquables dans le cas des régions en retard est la prédominance du secteur agricole dans la distribution par secteurs du produit intérieur brut. D'après les études faites par les Nations-Unies les pays fortement industrialisés assurent 24 % de leurs richesses par leurs industries manufacturières, 11 % par leurs services de base et seulement 13 % par le secteur agricole. L'économie espagnole obtient autour de 27 % de sa production intérieure brute de l'agriculture et seulement 24 % des industries manufacturières. Dans le tableau n° 1, nous donnons une série de valeurs de cette répartition pour l'Espagne et pour les provinces andalouses: nous pouvons apprécier l'importance de l'agriculture pour la majeure partie d'entre elles, le peu d'importance des industries manufacturières — sauf pour Cadix et Cordoue — et en tous cas, la singulière importance des services (due à l'inflation touristique) à Malaga, Séville et Grenade, qui, ajoutée à l'industrialisation médiocre, indique de graves « distorsions sectorielles ».

de nombreuses agricultures

Le jeune économiste Ramon Tamames a réalisé un travail d'analyse sérieux et systématique sur le secteur agricole, et nous pouvons trouver dans ses travaux des éléments suffisants pour

comprendre la situation douteuse de ce secteur. Tamames a pu indiquer que « l'on a dit et répété souvent qu'en Espagne il n'y a pas une, mais de nombreuses agricultures ». Et, dans cette affirmation, il y a une part de vérité incontestable. Il est impossible de résumer en une seule formule les solutions des problèmes de notre agriculture pour la simple raison qu'il existe une grande variété de types d'exploitation. Lorsqu'a commencé la réforme agraire cubaine — ajoute Tamames — on a dit qu'elle était la plus simple du monde à cause de l'homogénéité des exploitations de canne à sucre et de tabac, presque toutes étant de grands domaines où travaillaient des ouvriers salariés. En Espagne, le tableau est fort différent. Il existe une série de composantes variables (orographie, climat, irrigation, distribution de la propriété de la terre, forme d'exploitation), qui, selon leurs nuances et leurs combinaisons, déterminent une multitude de types d'exploitation. (1)

En étudiant les diverses variantes qui déterminent le type d'exploitation, Tamames est arrivé à distinguer dix types de base d'exploitations agricoles. Dans le tableau 2 nous reproduisons ces 10 types de base.

On remarquera que les zones en retard ne correspondent pas toujours à des structures agraires incapables de se développer: dès lors qu'elles offrent des richesses en puissance, il faudra chercher l'explication de leur retard dans d'autres facteurs relevant des institutions et de l'état politique et social.

En ce qui concerne concrètement la majorité des provinces agraires espagnoles, et particulièrement celles d'Andalousie, nous pouvons résumer les problèmes qui pèsent sur la campagne en en détachant deux, fondamentaux, qui conditionnent tous les autres: **le régime de la propriété et le retard technique**. Concrètement, l'Andalousie est une région de grandes propriétés agraires: sa structure est celle des latifundia. Selon les données du cadastre de 1954, il existe en Espagne 10.548 propriétés d'une étendue supérieure à 250 hectares et qui occupent un total de 6.635.470 hectares, c'est-à-dire 14,3 % de la surface enregistrée au cadastre. Mais le problème est encore plus profond du fait que les latifundia occupent précisément les terres les plus riches et les plus ensoleillées du sud espagnol.

Si nous considérons les 12 provinces dans lesquelles les propriétés de plus de 250 hectares couvrent une superficie supérieure à 200.000 hectares, nous trouvons parmi elles six des huit provinces andalouses (Séville, Cadix, Cordoue,

Grenade, Huelva et Jaen), en plus de celles d'Extrémadoure (Caceres et Badajoz), de Tolède, Albacète, Salamanque et Ciudad Real. A Séville par exemple, les grandes propriétés de plus de 250 hectares occupent 43,3 % de la surface enregistrée; à Cadix, 41,9%; à Cordoue, 32 %, etc. Comme l'a indiqué fort justement Tamames lui-même, les « conséquences de l'excessive concentration de la propriété de la terre sont généralement le régime extensif des cultures, les bas rendements, la distribution fort inégale du revenu, l'absentéisme et l'exode continu du capital vers les villes pour s'investir dans l'industrie ou être utilisé dans l'achat de biens somptueux. Les conséquences sociologiques et politiques de la grande propriété foncière sont encore plus importantes; l'analphabétisme est particulièrement intense dans les zones de latifundia, et les revendications sociales et politiques peuvent y atteindre une intensité particulière. » (2)

Ainsi la nécessité de la réforme agraire — réforme qui touche aux deux problèmes, celui de la propriété et celui du progrès agraire technique — est peut-être la question la plus angoissante du Sud espagnol. Les résistances que les grands propriétaires ont toujours opposées à n'importe quel type de réforme agraire et qu'ils continuent d'opposer, constituent un des graves phénomènes nationaux. Les timides essais entrepris par l'Institut national de colonisation, ce que l'on a appelé les plans régionaux — plan Jaen et plan Badajoz — n'ont pratiquement rien changé. On ne voit pas comment on pourra améliorer substantiellement le niveau de vie de la population rurale sans parvenir à assurer un développement réel à la campagne. Et celui-ci se trouve entravé par l'actuel régime de la propriété.

une économie désarticulée

De la même façon que l'analyse de l'agriculture espagnole exige une prise en considération attentive des diverses variables qui la conditionnent, en étudiant les déséquilibres existant dans le secteur industriel il faut aussi examiner les divers facteurs qui influent sur son développement. Car, certainement, les régions en retard d'Espagne offrent un certain niveau d'industrialisation, plus ou moins élevé, selon les cas, et les problèmes sont fort différents au moment d'affronter le développement.

(1) « Problèmes de l'agriculture espagnole », dans « Tiempo de Espana » II, consacré à « L'Espagne dans le développement méditerranéen ».

(2) « Structure économique de l'Espagne », Société d'Etudes et de Publications. Madrid.

L'Andalousie, pour parler de la région à laquelle on pense lorsqu'on considère le sous-développement espagnol, présente un certain niveau d'industrialisation, et, malgré sa prédominance agraire, compte des éléments industriels de plus ou moins grande importance. Toutes les provinces andalouses n'offrent pas la même physionomie; ainsi Cadix présente un niveau d'industrialisation acceptable du point de vue espagnol; et Séville a amorcé, au cours de ces dernières années, une croissance rapide en ce domaine. Par ailleurs, tous les secteurs industriels ne présentent pas le même retard dans la production, et ainsi, au moment de comparer le niveau technique et la productivité du secteur alimentaire, de la métallurgie, ou du pétrole, nous trouverions des différences accusées.

Par exemple, tandis que la valeur nette de la production par ouvrier et par an pour l'ensemble de l'industrie minière espagnole était d'environ 58.900 pesetas pour l'année 1960, l'ensemble de l'industrie minière andalouse donnait une valeur de 61.500 pesetas, et, si l'on envisageait celle de Huelva — province spécifiquement minière — on trouvait une valeur de 81.121 pesetas, ce qui nous indique la richesse potentielle des zones retardées du point de vue industriel. Tandis que quelques secteurs industriels montrent des chiffres infimes de productivité en Andalousie, d'autres, comme par exemple la métallurgie des dérivés du cuivre à Cordoue, ont donné des chiffres très élevés; pour l'année 1960, nous obtenons les chiffres suivants: productivité par ouvrier et par an pour la métallurgie espagnole: 72.150 pesetas; pour la métallurgie de Cordoue: 176.000 pesetas.

Ainsi donc, à l'intérieur de l'ensemble des industries andalouses, nous trouvons, du point de vue des divers groupes industriels, une mosaïque variée de niveaux de développement et de structures. On a défini des **critères de sous-développement** — comme la faible consommation d'énergie par habitant, l'insuffisance du régime alimentaire, la prépondérance du secteur primaire, l'existence d'un « chômage masqué », etc. — qui nous permettent de situer le niveau de développement d'un pays ou d'une région. L'Andalousie souffre, en grande partie, de ces problèmes de base. Récemment, François Perroux a établi la notion d'« économie désarticulée ». D'après Perroux, ce concept exprime « la juxtaposition, sur un même espace, d'une économie traditionnelle (pré-capitaliste) et d'une économie moderne ». Il montre que les différents secteurs de l'activité économique ont une existence

presque autonome par manque de relations entre eux (caractère rudimentaire des transports matériels, des réseaux de crédit, caractère imparfait des impulsions dues aux prix et aux courants monétaires, etc.). Il existe aussi, de l'un à l'autre, des décalages de développement qui apparaissent nettement si l'on compare la valeur relative de la production par branches d'activité (1).

En suivant le concept défini par Perroux, nous avons élaboré le tableau 3, qui nous donne la valeur relative du produit obtenu par ouvrier-année selon les diverses branches de l'activité économique, toutes se rapportant au produit de l'agriculture pris comme base 100.

Nous avons pris 4 pays étudiés par Perroux, auxquels nous avons ajouté les valeurs correspondantes pour l'Espagne, l'Andalousie, et nous avons détaché celles qui étaient propres aux 8 provinces andalouses. Nous voyons comment les valeurs du Royaume Uni apparaissent équilibrées (valeurs proches de 100), en même temps que les valeurs de la Rhodésie, du Chili et de l'Inde présentent de larges variations de structure qui confirment la thèse de Perroux sur l'« économie désarticulée ». Et l'Andalousie, ainsi que toute l'Espagne, offrent de notables variations d'un secteur à l'autre, qui s'amplifient encore si l'on analyse les indices provinciaux.

pôles de croissance ou îlots de modernisme ?

Ce phénomène de désarticulation nous amène à considérer un autre aspect de la question. Comme l'ont indiqué fort justement Balandier et Mercier, quand on parle du processus d'industrialisation dans les zones en pleine crise de développement, il ne faut pas oublier que ce processus « s'inscrit encore, fréquemment, dans des limites fort étroites, qui n'intéressent que certains îlots de modernisme médiocrement liés à l'ensemble du pays » (2). C'est là un phénomène vérifiable en Andalousie, où l'implantation de la société industrielle est encore précaire dans la majeure partie du pays.

A ce propos, nous ne devons pas confondre le brillant essor de certains complexes industriels disséminés sur l'étendue de l'Andalousie, avec un authentique développement industriel. Les efforts réalisés par quelques groupes privés — peu nombreux — et les efforts plus grands de l'I.N.I. pour obtenir un développement

(1) Dans « Traité de sociologie du travail », œuvre collective dirigée par Friedman et Naville, Armand Colin, édit.
(2) Ibidem.

industriel du pays s'exercent au milieu d'une mer pré-industrielle qui ne permet que de véritables « îlots de modernisme ». Pour ce qu'on a appelé les « pôles de croissance » mis en place par l'I.N.I. — que ce soit grâce à des complexes industriels comme ceux d'Escombreras ou de Puertollano, ou bien en impulsant la production et le transport de l'énergie électrique par un réseau de centrales thermiques, ou bien grâce à des installations industrielles comme celles créées à Linares, Malaga, Séville ou Cadix — il est à craindre qu'ils ne puissent actuellement réussir à communiquer leur dynamisme à l'ensemble de la région.

Si les investissements ne sont pas accompagnés d'authentiques « plans sociologiques », si l'on n'affronte pas les problèmes humains et sociaux que posent nos zones retardataires, peut-être parviendra-t-on, dans le meilleur des cas, à réduire les dramatiques problèmes du chômage et de la stagnation, mais on ne pourra pas mettre en œuvre de vrais facteurs de développement.

est-ce au moins tolérable ?

Si nous nous orientons vers d'autres domaines de la structure, nous pouvons faire dériver notre analyse vers quelques aspects socio-économiques de l'industrie andalouse. Par exemple nous pouvons nous demander quelle partie de la richesse industrielle créée va rester dans les mains du travailleur et quelle partie va rester entre celle des entrepreneurs. A ce sujet Velarde Fuertes faisait remarquer, en commentant le coût social du développement économique et en donnant quelques faits concernant les industries dérivées de l'huile, industries par ailleurs significatives pour l'Andalousie, qu'« à chaque heure de travail, la valeur ajoutée nette — c'est-à-dire la valeur nette ajoutée par le travail, le capital et l'activité d'entreprise — fut en 1958 de 70,30 pesetas en moyenne générale. Les frais de personnel par heure de travail étaient de 15,90 pesetas ». Et Velarde Fuertes se demandait: « Est-ce que chaque heure, est-ce que chaque ouvrier, doit produire justement 54,40 pesetas pour les entrepreneurs et les capitalistes? Ces chiffres ne sont-ils pas excessifs? Cela est-il même tolérable? » (1)

En suivant cette ligne et grâce aux faits fournis par la Banque de Bilbao pour l'année 1960, nous avons pu calculer les valeurs des productions de chaque province et de l'Andalousie (productions exprimées en valeurs nettes ajoutées) et les revenus par tête, c'est-à-dire les sommes encaissées par le personnel rémunéré. Selon ces

calculs nous obtenons les données du tableau n° 4, dans lequel nous nous limitons à donner les valeurs moyennes de l'Andalousie et de l'Espagne sans inclure les autres valeurs provinciales pour ne pas alourdir la lecture. Nous voyons dans ce tableau la différence annuelle considérable qui existe entre les valeurs nettes de production par tête et les revenus annuels tant en Andalousie qu'en Espagne, spécialement dans l'industrie et les services.

En ce sens nous pouvons nous demander, si nous suivons l'enquête de Velarde Fuertes, s'il est juste et s'il est même tolérable que chaque travailleur andalou produise pour les patrons et les capitalistes la quantité annuelle de 35.347,86 pesetas quand il ne perçoit comme salaire que 23.474,60 pesetas. Nous pouvons naturellement nous poser la même question en ce qui concerne l'Espagne et les autres secteurs de la production.

Ces faits nous prouvent encore l'inégalité foncière de participation des divers facteurs de la production à la richesse produite, à la création de laquelle ils contribuent tous d'une façon décisive. Cette inégalité influe sur les problèmes du retard industriel, et lorsqu'on prétend faire purement abstraction d'eux, on commet une grave erreur non seulement sociale, mais aussi économique. Le fait est que les inégalités sociales, paradoxalement, se trouvent plus accentuées dans les zones retardataires que dans les zones développées. Et en ce sens nous pouvons affirmer que développement social et développement économique doivent aller de pair et qu'il ne sert à rien de poser les problèmes en simples termes de variables économiques.

discontinuité et alternance

En dehors des particularités de chaque pays et de chaque cas une série d'aspects communs caractérisent l'aventure industrielle des zones traditionnellement agricoles et retardataires.

Un des traits distinctifs du travail industriel y est la discontinuité. « L'industrialisation ne se présente pas comme une phase dans l'évolution propre des systèmes techniques et économiques qui caractérisent les pays en question. Elle apparaît, au contraire, en discontinuité par rapport à ces systèmes. C'est une mutation — technique, économique, sociale et culturelle — d'une grande ampleur et d'un rythme rapide » (2)

(1) « Aspects sociaux du développement économique ». XX^e Semaine sociale d'Espagne, Grenade 1961. Thèse de Velarde Fuertes, professeur de l'Université de Barcelone.

(2) Œuvre citée: « Traité de Sociologie du Travail ».



Et, généralement, ajoutent Balandier et Mercier, « l'ouverture des sociétés traditionnelles aux processus de développement économique et social entièrement nouveaux s'effectue souvent, au moins dans sa phase initiale, sous les effets d'actions ou de pressions extérieures ». Ce phénomène est clairement visible dans le sud, où la majorité des grands investissements provient de sources étrangères à la zone. Sur la Côte du Soleil, par exemple, on peut facilement percevoir ce phénomène; la majorité des investissements touristiques d'un commerce qui paraît à la fois fabuleux et confus, provient d'entreprises ou bien étrangères, ou bien nationales, mais pour la plupart non andalouses. Nous pouvons dire la même chose d'une bonne partie des investissements industriels qui, comme nous l'avons déjà signalé, proviennent de l'I.N.I. et, plus récemment, de capitaux étrangers qui espèrent bénéficier du bas prix de revient de la main-d'œuvre et d'un marché encore loin de la saturation.

Les conséquences sociologiques et humaines de ce phénomène de la discontinuité sont incontestables. L'entrée presque soudaine dans le milieu industriel provoque chez les travailleurs qui lui étaient jusqu'alors étrangers, un choc intense, dû au nouveau contexte socio-économique que le monde industriel porte avec lui et qui oblige les « ruraux transplantés » à « de pro-

fonds changements de comportement qui ne se limitent pas, il s'en faut, au niveau de l'activité technique »

Pour évoquer de tels changements, on a même pu utiliser le terme de conversion, entendu en son sens sociologique, bien sûr.

Ce phénomène de discontinuité, d'apparition brusque d'un nouveau moyen de travail, qui s'insère dans le milieu primaire traditionnel, — agriculture et pêche — mais qui s'y insère sans harmonie, en coexistant en déséquilibre avec le milieu naturel et primaire, fait que le travailleur vit en état d'alternance. C'est-à-dire qu'il se voit obligé de passer d'un secteur à un autre — de l'agriculture à l'industrie et de nouveau à la pêche et demain à la construction ou au tourisme, etc. — et, comme ces secteurs se trouvent à un niveau de développement fort différent, cela provoque chez lui des chocs constants et des changements violents. Par ailleurs, même s'il reste pendant une période stable dans le milieu industriel, tout au moins en ce qui concerne la journée de travail, en de nombreux cas, le milieu social où il vit est un milieu encore implanté dans la tradition pré-industrielle. Ces phénomènes de discontinuité et d'alternance peuvent être clairement perçus à Malaga, par exemple, où beaucoup d'ouvriers originaires de la campagne ou bien d'anciens pêcheurs font alterner leur travail industriel avec

la pêche nocturne ou encore, après avoir travaillé un temps à la construction de la Côte du Soleil, ou dans un hôtel comme plongeurs ou comme garçons, reviennent quelque temps au village pour participer à la récolte. Il y a des quartiers ouvriers dont il est difficile de savoir s'ils sont vraiment ouvriers ou si ce sont des quartiers de pêcheurs. En définitive, ces phénomènes et leurs conséquences se répercutent sur la vie industrielle de la région et ont des conséquences aussi bien sociales qu'économiques. Malheureusement nous les connaissons mal encore et les recherches à ce propos ont à peine commencé.

commerce, tourisme, bureaucratie

En ce qui concerne l'analyse du secteur des services, le problème est plus complexe. On sait que le commerce espagnol, sous de nombreux aspects, est un commerce inadapté et archaïque, et que le nombre d'intermédiaires qu'il présente est considérablement supérieur à celui des pays européens industrialisés. Dans les zones agricoles en particulier prédomine un commerce traditionnel et improductif, et les méthodes d'achat à crédit que l'on y pratique couramment rappellent les systèmes d'usure. Dans de nombreuses villes andalouses existent encore ceux que l'on appelle « perrilleros », individus qui prêtent de l'argent ou facilitent les achats à crédit dans les quartiers les plus pauvres, mais avec des intérêts très élevés. Dans l'ensemble l'irrationalité des réseaux de distribution commerciale dont souffre le pays s'accroît dans les zones les plus défavorisées. Dans les villes du sud, ce sont les quartiers les plus pauvres qui, commercialement, sont les moins bien pourvus et où, paradoxalement, l'on achète le plus cher. Les gens s'habituent difficilement aux Supermarchés qui commencent à s'installer dans ces zones, mais qui sont encore inadaptés à la pratique des prix réduits; et les Supermarchés des quartiers bourgeois sont plus économiques que ceux qui sont installés dans les quartiers ouvriers.

Mais le nouveau phénomène qui est en train de jouer un rôle décisif dans l'économie espagnole et qui appartient au secteur tertiaire, c'est le tourisme.

La politique espagnole a fait de lui « la première industrie exportatrice », selon les mots du ministre de l'Information et du Tourisme, M. Fraga Iribarne. Le tourisme s'est développé sur les côtes espagnoles, spécialement sur celles

de la Méditerranée et si, sur quelques-unes d'entre elles, il s'est ajouté à un certain développement général de l'économie — comme c'est le cas de la Costa Brava pour la Catalogne — dans d'autres zones il est devenu le moteur actif du développement, avec tous les dangers que cela suppose. C'est le cas de Malaga par exemple, dont le revenu provincial dépend pour plus de 60 % du tourisme, concentré sur sa Côte du Soleil. Etant donné la sensibilité particulière de ce secteur aux événements nationaux et internationaux, on comprendra les risques qu'il y a à axer le développement économique presque exclusivement sur lui. On est ainsi en train de créer le phénomène des zones touristiques de grand luxe à côté d'immenses régions en retard. De nombreux Espagnols travaillent dans ce secteur où ils côtoient le mode de vie que se permettent les riches Européens pendant 15 ou 20 jours de l'année, avant de revenir, le soir ou en fin de semaine, à leur quartier misérable où ils retrouvent le niveau de vie qui leur est accordé, à eux et à leur famille.

Une analyse de la bureaucratie espagnole, officielle et privée, est pratiquement à faire; elle nous permettrait de comprendre comment évolue ce secteur de la vie sociale et économique. Le professeur Murillo a élaboré une approche initiale de ce thème dans son récent ouvrage « Essais de sociologie politique »: dans le chapitre consacré à leur bureaucratie, il apporte certaines observations intéressantes. En se basant sur les rares données statistiques dignes de foi en ce domaine, Murillo parvient à déterminer « la proportion d'un fonctionnaire pour 60 Espagnols et de 5 pour 100 personnes actives ». Etudiant la distribution de la bureaucratie officielle et privée dans les divers secteurs du territoire national pour déterminer les déséquilibres possibles en ce domaine, Murillo parvient à la conclusion que c'est précisément dans les provinces aux bas revenus par habitant (Albacete, Almeria, Avila, Badajoz, Caceres, Ciudad Real, Cuenca, Grenade, etc...) que « la relation entre revenus par habitant et revenus par bureaucrate est beaucoup plus grande, ce qui signifie que dans ces provinces, ces derniers sont relativement mieux payés par rapport au contexte social », tandis que dans les zones industrialisées le revenu moyen du bureaucrate — tout en maintenant supérieur à la moyenne par habitant — ne s'écarte pas autant que dans les zones pauvres. Ainsi le rapport revenu par bureaucrate — revenu par habitant est à Barcelone par exemple, de 2,6 et en Biscaye de 1,8, tandis qu'à Grenade il est de 6,3, à Caceres de 5,2, etc...



Le poids plus lourd et le niveau de vie plus élevé de la bureaucratie des provinces espagnoles en retard reflètent une réalité administrative non adaptée au progrès économique. Murillo souligne à juste raison que « l'on devrait prendre en considération l'hypothèse qu'il existe une élite bureaucratique provinciale qui doit être un facteur très important dans les processus de décision en enregistrant la poussée des groupes de pression (et des « seigneurs de pression ») provinciaux ». Le « caciquisme » régnant dans les villes de province espagnoles, particulièrement en Andalousie, et dont les intellectuels espagnols ont parlé en tant d'occasions, a une expression sociologique déterminable dans une structure bureaucratique fonctionnant grâce au maintien de ce « caciquisme », à l'encontre du nécessaire progrès administratif si urgent pour les zones retardées du pays. Cette structure est un nouveau frein du développement, et, une fois de plus, nous nous trouvons devant le paradoxe d'une institution sociale qui, violant en partie les buts pour lesquels elle existe, fonctionne en retardant les interventions possibles qui aideraient au progrès social. En tout cas, comme dit Murillo lui-même, « l'étude sérieuse de la bureaucratie en Espagne est absolument nécessaire pour comprendre non seulement la structure sociale, mais aussi les processus de pouvoir qui se déroulent en son

sein. Et certainement, il faudra compter sur les différences considérables qui existent entre les diverses zones espagnoles ». Une fois de plus, la structure du secteur tertiaire explique de nombreux facteurs qui contribuent aux déséquilibres régionaux.

politique des pôles

En analysant la structure et le comportement de la classe dirigeante espagnole, nous pouvons comprendre bien des origines du retard espagnol et trouver des explications aux déséquilibres régionaux. L'industrie espagnole est articulée sur une structure clairement monopoliste et le groupe qui la contrôle opère dans l'ensemble du pays à travers les institutions traditionnelles du système capitaliste. Les groupes financiers qui tournent autour des grandes banques espagnoles tiennent pratiquement l'industrie nationale, et utilisent les phénomènes de l'inégalité régionale pour opérer avec une plus grande liberté d'action. L'économie espagnole entre rapidement dans la structure technocratique et cela produit de curieux phénomènes de distorsion des structures. Les groupes financiers opèrent dans les zones retardées du pays pour utiliser les ressources potentielles — physiques et humaines — qui s'y trouvent et ils le font en ce moment en créant des entreprises

d'un haut niveau technique — généralement aux mains de « managers » — en les présentant comme des entreprises modernes et progressistes. Mais, comme ces entreprises se trouvent inscrites sur des plans privés d'action économique, où prédominent les intérêts étrangers aux besoins propres de la zone, et que leur activité est généralement intégrée à des réseaux extrarégionaux, les effets attendus de la création de grandes entreprises ne sont pas toujours obtenus; bien souvent d'ailleurs ces entreprises utilisent les services d'industries du même groupe financier non situées dans la zone correspondante. Les « îlots de modernisme » qui prolifèrent dans les zones retardées du pays acquièrent en fait leur sens économique à l'intérieur du groupe financier correspondant, et, bien que personne ne nie qu'ils produisent sur place des effets positifs, dans la mesure où ils diminuent le chômage chronique et où ils contribuent à une certaine élévation des très bas salaires, on ne peut pas dire qu'ils constituent un facteur dynamique du développement accéléré de ces zones.

Les groupes dirigeants espagnols n'agissent plus aujourd'hui comme il y a quelques années, d'une façon dispersée et anarchique, mais opèrent au moyen d'un plan indicatif — celui qu'on appelle plan de développement économique et social 1964-1967 — avec toutes les nécessités technocratiques et politiques qu'il implique. Par exemple, en ce qui concerne les déséquilibres régionaux, on offre aujourd'hui une politique appuyée sur la création de sept pôles, cinq pôles de développement industriel (La Corogne, Séville, Valladolid, Vigo et Saragosse) et deux pôles de promotion industrielle (Burgos et Huelva).

Evidemment, la politique des pôles reste subordonnée dans le plan à d'autres critères économiques prédominants. En ce qui concerne les investissements publics, les seuls sur lesquels le plan soit impératif, puisque, pour les privés, il ne peut être que purement indicatif, le texte du plan éclaire les critères de priorité suivants :

- a) la rentabilité des projets
- b) la création de postes de travail
- c) la répercussion favorable sur la balance des paiements
- d) une action efficace de développement des aires géographiques et des secteurs les plus dans le besoin.

Ainsi, c'est l'initiative privée qui, par ses investissements, devra surtout assurer la création et le développement des pôles, stimulée par les avantages indirects classiques des plans indicatifs, avantages d'ordre fiscal, licences d'importation, etc...

Il semble qu'actuellement le succès des appels à l'investissement dans les pôles soit remarquable et que le nombre des offres dépasse les prévisions les plus optimistes. Vers eux est accouru aussi bien le capital privé national qu'un volume considérable de capitaux étrangers. Il est possible que plusieurs des pôles choisis atteignent donc un niveau d'industrialisation acceptable.

Mais il convient de ne pas trop se laisser impressionner par l'afflux actuel des investissements privés vers les pôles. Avant tout, il convient de se demander si le choix de ces sept pôles correspond à une authentique politique de développement régional. C'est-à-dire que nous devrions trouver une réponse à deux questions : pourquoi sept pôles et pas plus ? pourquoi ces pôles-là ? c'est-à-dire, pourquoi sont-ils localisés aux endroits indiqués ? Et ces deux questions sont la conséquence d'une question générale de la plus grande importance : qui prend les décisions dans le plan de développement ?

Dans le cas de l'Andalousie, il est indubitable que Huelva et Séville ne correspondent pas aux zones les plus défavorisées de la région. L'Andalousie orientale — Grenade, Malaga, Almería et Jaen — est restée en marge de la politique des pôles du fait que ce sont les 4 provinces de plus faible revenu par tête de la région et celles qui ont indubitablement besoin d'une impulsion « exogène » pour « démarrer » leur processus d'industrialisation. Mais, comme le nota un certain personnage de la haute direction du plan, « il ne faut pas tout attendre de l'industrialisation ; plusieurs provinces andalouses connaîtront le développement grâce à la politique d'irrigation, à l'intensification du tourisme, etc... ».

la dialectique de l'inégalité

Il ne fait pas de doute que les critères réels qui ont déterminé les grandes décisions du plan n'ont pas été seulement les objectifs et les besoins du développement du pays. Ce n'est pas livrer un secret que d'indiquer que l'élaboration du plan espagnol n'a absolument pas été démocratique et que les instances authentiques du plan ont cherché leur inspiration dans l'élite financière, politique et militaire. En ce qui concerne les déséquilibres régionaux, la stratégie du pouvoir a connu des épisodes multiples et a rencontré des difficultés, des conjonctures difficiles.



Mais le gouvernail a été bien orienté pour retirer les fruits pratiques de la dialectique de l'inégalité. En tout cas les riches propriétaires fonciers, associés aux magnats des corporations et à leurs alliés de l'administration ont su maintenir la priorité de leurs intérêts particuliers; et cette réalité a eu sa dernière expression dans le choix des pôles de promotion et de développement.

Je crois que l'on peut appliquer à l'Espagne — en tenant compte bien entendu des différences de moment historique et de lieu — ces phrases de Lucio Magri à propos des problèmes du développement capitaliste italien: « l'Italie se trouvant dans une situation internationale exceptionnelle, les milieux les plus dynamiques et les plus actifs du capitalisme italien, déjà puissants et sélectionnés par une concentration poussée du capital, aidés par un contexte politique qui leur est favorable, se sont emparés progressivement de toutes les ressources nationales, et ont utilisé en leur faveur l'existence de la partie retardataire de l'économie nationale. En fait, ce dualisme de l'économie a permis au capital monopoliste italien, dès la fin de la guerre:

1) d'exploiter systématiquement les secteurs les plus faibles de l'économie et ainsi, en s'emparant d'une partie de la plus-value produite par

ces secteurs, d'accélérer son propre processus d'accumulation;

2) d'avoir une vaste réserve de main-d'œuvre et une armée de chômeurs qui maintenaient les salaires à un bas niveau, même dans les secteurs à productivité élevée;

3) d'avoir autour de lui un large secteur retardé de petites et de moyennes industries, capables d'absorber et d'atténuer les répercussions des oscillations cycliques de la demande et des prix du marché ».

Plus loin Magri se résume: « l'exploitation du Sud et de l'agriculture, et surtout la compression des salaires, ont donc été, pendant une décennie, le secret du miracle italien » (1).

Dans notre pays apparaissent pratiquement les mêmes conditions d'exploitation et, actuellement, nous assistons seulement à un certain amortissement du problème du chômage grâce à l'émigration massive; la minorité espagnole pense pouvoir compter aussi sur des facteurs de stabilité politique et de pouvoir institutionnel favorables au processus d'accumulation; elle compte sur le strict contrôle de l'institution syndicale organisée fort à propos et sur une législation du travail qui, en interdisant le droit de grève, lui laisse les mains libres pour les plus grands

(1) Lucio Magri, « Le modèle de développement capitaliste et le problème de l'alternative prolétarienne », dans « Les Temps Modernes », sept-oct. 1962.

abus, ce que le capitalisme italien n'a pu réaliser par crainte de la force des syndicats ouvriers.

planifications privées

La multiplicité des accords, des cartels, des holdings, etc., établis au niveau européen a abouti à couvrir l'espace de la C.E.E. d'un « réseau de plans » parfois coordonnés, souvent en concurrence, et les centres de décision se sont déplacés du cadre national vers de nouvelles chambres européennes qui échappent partiellement au contrôle des pouvoirs nationaux.

Ce phénomène a son reflet dans la planification espagnole. Les exigences de la Banque mondiale, résumées comme des recommandations dans son fameux rapport, mais suivies fidèlement dans l'élaboration du plan, présupposent l'existence de « plans » privés. Les investissements des groupes financiers internationaux doivent assurer les niveaux de rentabilité prévus dans leurs « plans privés » et, dans le champ d'action espagnol cela exige des priorités qui vont à l'encontre du développement de plusieurs des zones les plus retardées du pays.

Par ailleurs les groupes financiers nationaux qui contrôlent l'économie du pays et l'industrie andalouse, ne rencontrent pas de graves difficultés à aider cette stratégie générale. Le champ de leur action atteint le Sud et les autres zones retardées, mais pas de la même façon. C'est-à-dire qu'à l'heure de l'élaboration des critères de la planification régionale, les rédacteurs du plan durent avoir présente à l'esprit la multiplicité des « planifications privées » préalablement établies par les « brain trust » des groupes monopolistes.

Au nom du respect de l'initiative privée, la planification indicative devait installer les pôles en des lieux que le capital intéressé considère comme « acceptables ». Dans le sud, cette politique de « planifications privées » avant la « planification nationale » devait conduire à des choix précis. Séville et Huelva sont des lieux où les groupes financiers ont des intérêts très particuliers et où une impulsion économique appropriée leur convient.

Séville, comme centre urbain où un plus grand développement des économies externes assure une plus grande rentabilité des investissements et Huelva, zone où les ressources potentielles médiocrement exploitées ces derniers temps offrent un champ à un progrès accéléré et immédiat de la production, étaient en

outre des zones appropriées pour profiter des avantages fiscaux et de crédit que le plan devait accorder aux pôles de développement. Les investissements prévus par les groupes financiers dans l'une et l'autre zone antérieurement à la rédaction du plan permettaient d'utiliser à leur profit les besoins les plus criants que l'on devait mettre en avant lors de la présentation à l'opinion publique. La planification régionale, largement débattue, se plaçait « en son lieu » approprié; on désignait des pôles mais on les choisissait en fonction de la stratégie de l'inégalité.

L'actuel plan de développement vise donc à intégrer quelques zones retardées — celles pour lesquelles on peut le faire le plus rapidement — au marché de consommation, en en maintenant d'autres dans l'état de retard nécessaire au développement déséquilibré que l'on cherche, de manière à permettre le maintien d'une politique de bas salaires, en comptant sur des réserves suffisantes de main-d'œuvre indigente et de chômeurs camouflés, ce qui facilitera toujours les courants d'émigration si bénéfiques pour les intérêts privés. Une expansion de cette sorte, basée sur le déséquilibre régional, sur l'inégalité sociale et sur l'intensification anarchique de la consommation productive, provoquera sans doute de fortes tensions; mais les groupes dirigeants espagnols sont habitués à contrôler et à dominer d'une façon rigide les tensions de l'inégalité. Ils ont de longues années d'expérience en ce domaine.

depuis la guerre civile

En définitive, sous d'apparentes contradictions, l'orientation centrale du plan de développement est en parfaite harmonie avec la nouvelle compréhension du progrès économique — de son progrès économique — récemment acquise — avec un retard qui s'explique par son propre retard relatif — par la classe dirigeante espagnole.

Enfin le plan de développement est l'expression dernière et la plus explicite des plus récents compromis entre les groupes financiers, les hauts fonctionnaires, les grands propriétaires, les hautes directions et d'autres membres importants de la classe dirigeante, expression qui compte sur le consentement d'importants représentants des institutions religieuses. Pour renforcer les compromis établis la minorité est parvenue à pouvoir compter sur certains appuis internationaux, spécialement sur l'appui du grand capital américain et européen.

Depuis la guerre civile la classe dirigeante du pays n'était peut-être jamais parvenue à s'entendre pour présenter un cadre socio-économique aussi clair et aussi logique que celui qu'offrent les 350 pages du plan de développement. L'appui apporté à la politique espagnole d'accès au Marché commun par la technocratie financière et militaire du général De Gaulle, est l'expression évidente de ce que, aujourd'hui, les processus de coordination des divers groupes dirigeants débordent les cadres nationaux étroits. Et l'attitude favorable du capitalisme international, qui a besoin pour son expansion de la main-d'œuvre et des marchés espagnols, ajoutée aux nécessités stratégiques qu'impose au bloc occidental la tension internationale, favorise les projets de la minorité espagnole.

Nous pouvons ainsi conclure :

a) que l'Espagne est un pays de déséquilibres sociaux et régionaux fort accentués, déséquilibres qui, précisément, sont à la base de son actuelle dynamique de croissance.

b) que la réalité des déséquilibres régionaux, réalité que, pendant longtemps les économistes

néo-libéraux et les technocrates ont essayé de négliger, a été reconnue — au moins partiellement — et que, si les analyses élaborées à propos des déséquilibres régionaux ne sont pas cohérentes et totales, le plan espagnol essaie cependant d'offrir une réponse partielle à travers la politique des pôles de promotion et de développement.

c) une analyse détaillée et attentive de cette politique de pôles permet de découvrir la connexion des décisions du plan avec des décisions qui répondent aux « planifications privées », soit de caractère national, soit d'ordre international. On donne ainsi à la politique des pôles des apparences de cohérence, le fait étant que les décisions fondamentales qu'elle présuppose ne sont pas en accord avec les besoins authentiques du développement régional espagnol.

d) Mais il faut être conscient de la nouvelle manière d'agir des groupes dirigeants espagnols, basée sur les moyens technocratiques et sur la rhétorique libérale d'usage.

emilio moreno

TABLEAU 1
DISTRIBUTION PAR SECTEURS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT. MOYENNE POUR GROUPES DE PAYS A MEME NIVEAU DE REVENU PAR HABITANT ET POUR L'ESPAGNE ET L'ANDALOUSIE

Groupes de revenu par habitant	Biens et services de base					
	en %					
	Total	Industries manuf.	Services de base	Constr. truction	Prod. primaire	Services
Pays moins développés avec revenu par habitant de :						
1) Moins de 25 dollars	19	11	5	4	47	33
2) De 125 à 249 dollars	25	14	6	5	40	35
3) De 250 à 374 dollars	26	16	6	5	30	45
4) De 375 dollars et plus ..	28	17	6	5	27	46
Pays industrialisés à hauts revenus	49	32	11	6	13	37
ESPAGNE	35,9	24	6,9	5	26,8	37,05
ANDALOUSIE						
Almeria	23,9	10,92	7,5	5,5	42,9	34,76
Cadix	35,4	21,4	6,3	7,7	26,2	38,01
Cordoue	32,8	23,5	5,2	4,2	42,6	30,30
Grenade	21,7	11,7	5,8	4,2	37,6	41,04
Huelva	21,2	11,7	6,1	3,4	56	28,69
Jaen	25,1	14,2	4,6	6,3	54,7	24,41
Malaga	26,0	12,3	10,3	3,4	29,2	45,62
Séville	29,2	17,5	6,2	5,5	27,9	42,24

Sources : Etude sur l'Economie Mondiale 1951, Nations Unies. Indices espagnols calculés sur renseignements de la Banque de Bilbao.

TABLEAU II

J'ai tenté d'ordonner les principaux types possibles d'exploitation agricole en tenant compte des caractéristiques de chacun d'eux. Voici la liste des différents types que j'ai obtenue :

1. Exploitation familiale d'élevage avec stabulation et production propre de fourrage. (Nord-Ouest et Nord : Cantabrique et Galice. Prototype : Santander.)
2. Exploitation familiale d'agriculture atlantique d'auto-suffisance. (Pays Basque, Asturies et Galice. Prototype : ferme basque.)
3. Petite exploitation de céréaliculture en terrain sec difficilement mécanisable par les caractéristiques orographiques. (Bordure du plateau.)
4. Petite exploitation de céréaliculture en terrain sec plat, facilement mécanisable. (Plateau central, surtout dans sa partie nord. Prototype : Terre de Campos.)
5. Hautes terres irriguées de l'intérieur. (Partie sud du plateau central et vallée de l'Ebre. Prototype : plaine d'Aranjuez et terres irriguées du plan Badajoz.)
6. Grand domaine facilement mécanisable (Salamanque, Estrémadure, partie sud du Plateau central, Andalousie occidentale. Prototypes : fermes de la région de Cordoue ou de Ciudad Rodrigo à Salamanque.)
7. Grand domaine non mécanisable. (Monts de Tolède, Sierras d'Estrémadure, Sierra Morena, Cordillère Plénibética. Prototype : châtaigneraies de la Sierra de Aracena et forêts de chênes-lièges des Sierras andalouses.)
8. Terres irriguées du littoral méditerranéen et du Guadalquivir. (Depuis la Catalogne jusqu'à Malaga, les Baléares et certaines zones de Guadalquivir. Prototype : Huerta de Valence.)
9. Monts boisés des Pyrénées et des systèmes orographiques de l'intérieur. (Navarre, Aragon, Vieille Castille et une partie des monts de la Nouvelle Castille. Prototype : communauté de terres de Ségovie.)
10. Agriculture canarienne de produits sub-tropicaux et de primeurs. (Provinces de Ténériffe et de Grande Canarie. Prototype : la vallée bananière de Orotava, Ténériffe.)

Fuente : Ramon Tamames. Problemas de la agricultura (in « Tiempo de Espana », n° 2.)

TABLEAU III

VALEUR RELATIVE DU PRODUIT CREE PAR OUVRIER-ANNEE ET PAR BRANCHE D'ACTIVITE (Base 100 valeur du produit de l'agriculture)

	Année	Mines	Ind. manuf.	Constr. Transports et communic.	Commerce
Royaume-Uni	1949	91	101	94	114
Rhodésie du nord	1946	2.640	480	380	—
Chili	1948	451	260	207	374
Inde	1948-49	—	340	380	300
ESPAGNE	1960	211	236,7	178,2	640,5
ANDALOUSIE	1960	236,8	281	185,2	547,5
Almeria	—	174	317,5	250	1.055
Cadix	—	203,7	284	182	607
Cordoue	—	206	380	212	636
Grenade	—	457	313	257	820
Huelva	—	362	292	216	795
Jaen	—	178	270	156,4	626
Malaga	—	272	285	267,5	804
Séville	—	134,6	148,3	143	426

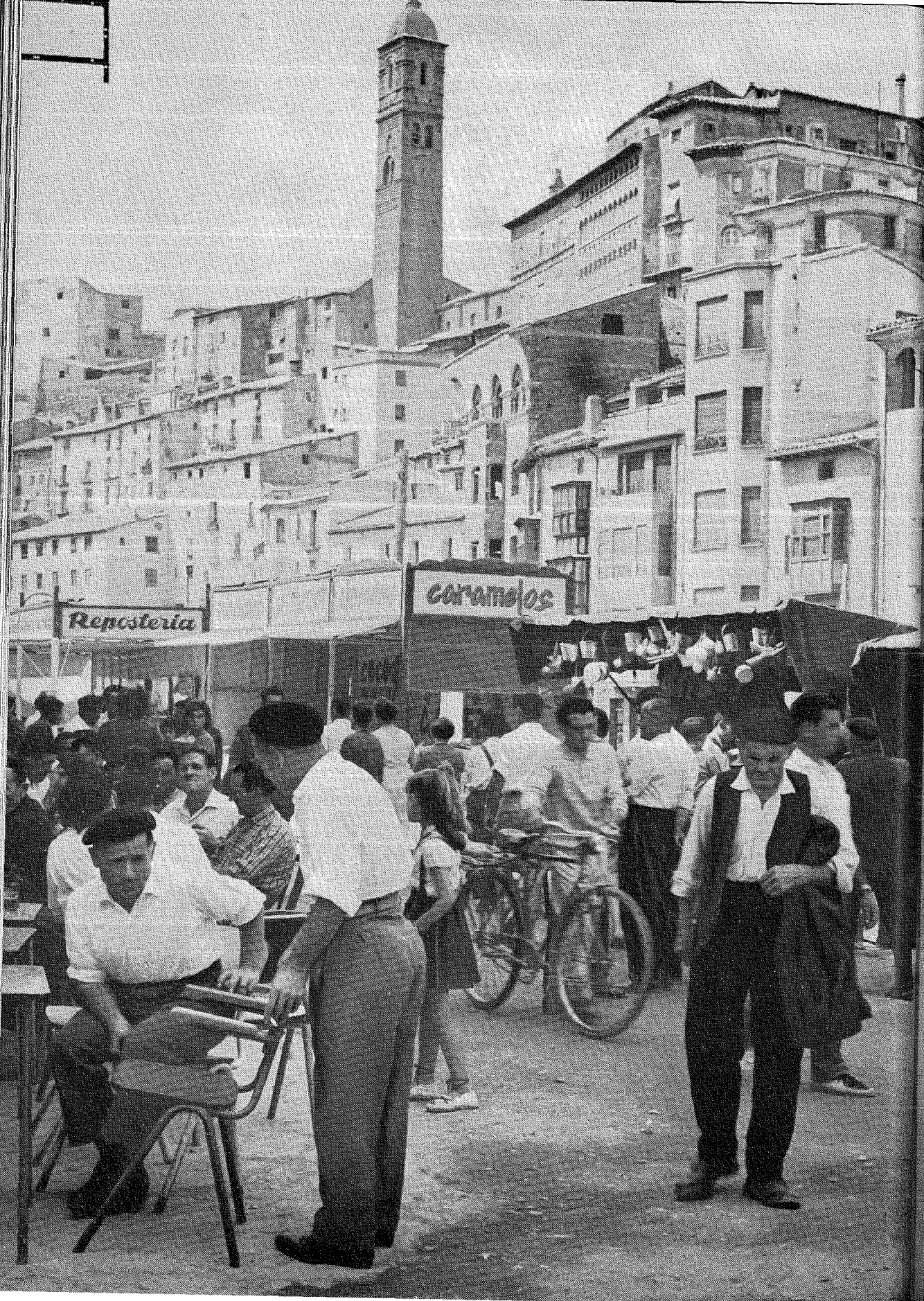
Sources : Traité de Sociologie du Travail. Rapports de la Banque de Bilbao.

TABLEAU IV

VALEURS DE LA PRODUCTION ET DES REVENUS PAR TETE, PAR SECTEURS POUR L'ANDALOUSIE ET L'ESPAGNE

	Industrie		Services	
	Production par tête	Revenus par tête	Production par tête	Revenus par tête
Andalousie	58.822,46	23.474,60	75.796,60	41.591,90
Espagne	62.086,27	28.976,60	85.674,20	44.696,60

Les valeurs de production sont des valeurs nettes par tête et par année exprimées en pesetas. Les revenus par tête sont également annuels et en pesetas. Chiffres élaborés sur la base du rapport de Bilbao de l'année 1960.



structures politico-juridiques du franquisme

Chacun sait que le régime franquiste repose sur des bases « constitutionnelles » telles que le « droit de croisade », le « caractère divin de la mission du Chef », et, de façon générale, le refus des formes juridiques que supposent les régimes de démocratie bourgeoise. Cependant le franquisme a été progressivement amené à trouver une position de repli, et il a essayé de donner l'allure de « Lois constitutionnelles » (ou « fondamentales », car l'indécision s'étend jusqu'au vocabulaire !) à une mosaïque désordonnée de textes, la plupart créés pour la circonstance, et qui revêtent l'aspect imposant et légal de bases institutionnelles. Naturellement, le franquisme n'a jamais reconnu le principe de la souveraineté du peuple, par conséquent il ne peut admettre que ceux qui remplissent les hautes fonctions gouvernementales soient démocratiquement élus. De même, il refuse la classique séparation des pouvoirs de la démocratie libérale, et il s'oppose aux libertés et aux droits les plus essentiels des personnes. Cependant, il s'efforce, depuis de nombreuses années, de donner l'apparence (plutôt confuse, évidemment !) d'une légalité normale, d'une réelle représentativité des organismes d'Etat, et il tente même d'apparaître comme un « Etat de Droit », ainsi qu'ont pu le définir les idéologues classiques de la démocratie bourgeoise libérale. Il convient donc d'examiner attentivement ces diverses « Lois fondamentales » afin de mieux voir, sous l'apparence légale, leur désordre et leur nature profondément fasciste. Il y a tout d'abord les « Principes du Mouvement national », expression de la doctrine phalangiste ; le « Code des Espagnols » et la « Loi des Cours », destinés à donner au franquisme un aspect soi-disant « démocratique » ; la « Loi de Succession » ; enfin le « Code du Travail », bréviaire du syndicalisme vertical. Chacun de ces textes a été élaboré à une date différente, ainsi que le lecteur pourra le vérifier, et l'ensemble ne peut en aucun cas revêtir l'aspect d'une véritable constitution au sens classique, malgré tous les efforts faits par le régime franquiste pour y parvenir.

les « Principes »

Les « Principes du Mouvement national » sont venus, le 17 mai 1958, remplacer les « vingt-six articles de la Phalange », où l'on parlait de « volonté d'empire » et où il était dit : « Notre Etat sera un instrument totalitaire au service de l'intégrité de la Patrie ». On y trouvait aussi tous les slogans fascistes habituels. La loi de 1958 commence par un préambule qui montre bien le véritable caractère de l'Etat espagnol :

« Moi, Francisco Franco Bahamonde, Chef de l'Espagne, conscient de ma responsabilité devant Dieu et devant l'Histoire, en présence des Cours du Royaume, je promulgue, comme Principes du Mouvement national, cette communion des Espagnols qui animèrent la Croisade, ce qui suit... »

Dans ces Principes, l'accent est mis sur la religion officielle :

« La Nation espagnole s'honore de respecter la Loi de Dieu, telle qu'elle est révélée par la Sainte Eglise Catholique, Apostolique et Romaine, seule vraie religion, et foi inséparable de la conscience nationale, qui saura s'en inspirer dans sa législation. »

L'article IV est particulièrement important. On y voit le refus définitif qu'oppose le régime aux aspirations nationales catalane, basque et galicienne, ainsi que le rôle capital qu'il assigne à l'armée :

« L'unité des hommes et des provinces d'Espagne est intangible. L'intégrité de la Patrie et son indépendance sont les bases essentielles de la communauté nationale. Les armées espagnoles, responsables de la sécurité du pays, et vivante image des vertus héroïques de notre peuple, devront être en mesure de servir la Patrie au mieux de leurs forces. »

Plus loin, il est dit que la Famille, la Municipalité et le Syndicat sont les cellules de base de la communauté nationale ; c'est à travers eux que se réalisera « la participation du peuple aux travaux législatifs et aux autres fonctions d'intérêt général ».

Sur le plan économique et social, les Principes du Mouvement chargent le Code du Travail (dont nous parlerons plus loin) d'« inspirer la politique et les lois ».

La propriété privée est reconnue dans sa fonction sociale, mais on prend bien soin d'ajouter la déclaration suivante : « L'initiative privée, fondement de toute activité économique, devra être stimulée, dirigée, et éventuellement remplacée par l'Etat ». (En d'autres termes : libre entreprise et capitalisme d'Etat dans le seul but d'aider ceux qui monopolisent les moyens de production). Le slogan habituel « l'entreprise, communauté d'intérêts » est fréquemment répété. Enfin, le dernier paragraphe précise que « seront nuls et non avenue les lois ou les décrets, quels qu'ils soient, qui lèseraient et contrediraient les Principes proclamés par cette Loi fondamentale du Royaume ». Celle-ci est purement et simplement édictée par le Chef de l'Etat, qui « répond seulement devant Dieu et devant l'Histoire » (doctrine fasciste), et ne fait qu'une seule concession aux Cours : celle de légiférer en leur présence...

le code des Espagnols

Le « Code des Espagnols » est une autre Déclaration des Droits, faite en 1945, au moment où la fin de la seconde guerre mondiale obligea le régime à un certain travail de camouflage. Ce Code se définit lui-même comme « texte fondamental établissant les droits et les devoirs des Espagnols, et assurant leurs garanties ». Trente-deux articles sont consacrés à l'énoncé des divers droits et devoirs des personnes ; cependant l'essentiel se trouve dans les articles 33, 34 et 35.

Article 33 : « L'exercice des droits reconnus par ce Code ne pourra porter atteinte à l'unité spirituelle, nationale et sociale de l'Espagne ». (En d'autres termes, il est interdit de soutenir les ouvriers et les paysans

contre les féodalités, de défendre les nationalités opprimées, ou d'exposer un système philosophique portant soi-disant atteinte à « l'unité spirituelle ».

Article 34 : Les Cours voteront les lois nécessaires à l'exercice des droits reconnus dans ce Code.

Or, vingt-neuf ans après, seul le droit de requête a été précisé. A l'heure actuelle, un projet de loi d'Association est mis à l'étude. D'après ce projet, « le libre droit d'association est proclamé à des fins licites et limitées. Sont considérées comme illicites : celles qui tombent sous le coup des lois pénales ; celles qui sont contraires aux Principes fondamentaux du Mouvement ; celles qui portent atteinte à la morale et à l'ordre public ; enfin, celles qui pourraient mettre en péril l'unité politique et sociale du pays ». (On en vient à se demander si une association de pêcheurs à la ligne serait « licite » !)

Article 35 : Cet article capital précise que le gouvernement peut, par décret-loi, suspendre l'exercice des droits fondamentaux tels que : l'expression de la pensée, le secret de la correspondance, la liberté de résidence, l'inviolabilité du domicile, le droit d'association, et les garanties judiciaires de la détention et de l'instruction. Le pouvoir de l'Etat n'est soumis à aucun contrôle.

la loi de succession

La « Loi de Succession à la direction de l'Etat » est une loi de circonstances, soumise à un genre de référendum assez particulier en 1947, et c'est un mélange de déclarations de principe et de lois organiques. Selon l'article 1^{er} « l'Espagne, en tant qu'unité politique, est un Etat catholique, social et représentatif, qui, en accord avec sa tradition, se déclare constitué en Royaume ». L'article 2 établit que la direction de l'Etat incombe au Chef de l'Espagne et de la Croisade, Généralissime des Armées, Francisco Franco Bahamonde. Mais, comme le Chef n'est pas immortel, un « Conseil de Régence », formé du Président des Cours, du plus haut Prêlat Conseiller du Royaume, et du Capitaine général des Armées, doit assurer l'intérim.

Un « Conseil du Royaume » est également désigné pour assister le Chef de l'Etat « pour les affaires d'une haute importance ». Y figurent :

- le plus haut Prêlat Procureur auprès des Cours ;
- le Capitaine général des Armées ;
- le Chef du Haut Etat-Major ;
- le Président du Conseil d'Etat ;
- le Président du Tribunal Suprême ;
- le Président de l'Institut d'Espagne ;
- un Conseiller élu par les Procureurs, à l'intérieur de chacun des groupes suivants : syndicat, municipalité, recteurs d'universités, collèges d'avocats ;
- trois Conseillers désignés par le Chef de l'Etat.

la loi des Cours

Tout ceci nous amène à examiner la « Lois des Cours » du 17 juillet 1942 (devenue Loi fondamentale en 1947), qui règle l'organisation et le fonctionnement de ce simulacre d'organe législatif que sont les Cours. Il convient de souligner tout d'abord que selon le Préambule le Chef de l'Etat détient seul le pouvoir suprême de légiférer et que les Cours ne sont rien d'autre qu'un « efficace instrument de collaboration dans cette fonction ».

D'après l'article 1^{er} de cette Loi, « Les Cours sont l'organe supérieur de participation du peuple espagnol

aux tâches de l'Etat. La principale mission des Cours est de préparer et d'élaborer les lois sans préjuger de la décision qui revient au Chef de l'Etat ». Les Cours n'ont d'ailleurs aucun contrôle politique sur l'exécutif. Tout ce que peut faire un Procureur, est de formuler une requête par écrit...

Cependant si on veut bien comprendre la nature profonde de ce pseudo-organe législatif, il faut en analyser la composition ainsi que les méthodes de désignation de ses membres, qui reçoivent, nous l'avons déjà dit, le titre de « Procureurs auprès des Cours ». C'est à partir de cette analyse que nous pourrions juger du bien fondé de la belle définition « participation du peuple aux tâches de l'Etat »... Il y a deux sortes de Procureurs : les Procureurs « par nature », c'est-à-dire ceux qui sont nommés automatiquement parce qu'ils exercent certaines fonctions, et les Procureurs « par élection ».

Sont Procureurs par nature : les ministres, les membres du Conseil National du Mouvement (la Phalange), les maires des cinquante chefs-lieux des Provinces, plus ceux de Melilla et de Ceuta ; les Présidents du Conseil d'Etat, du Tribunal Suprême, et du Conseil Suprême de Justice Militaire ; les Recteurs des Universités, le Président de l'Institut d'Espagne, le Président du Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique, et le Président de l'Institut des Ingénieurs Civils.

Sont Procureurs par élection : les représentants des Syndicats nationaux (moins du tiers du nombre total de Procureurs) ; un représentant de chaque Province élu par les membres des conseils municipaux, et un autre élu par les membres de l'assemblée provinciale ; deux représentants des Académies Royales et deux autres élus par les membres du Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique ; un total de quinze représentants élus par les comités directeurs des divers Collèges d'Avocats, de Médecins, d'Architectes, etc. et par les Chambres de Commerce.

Enfin, il y a cinquante Procureurs désignés directement et personnellement par le Chef de l'Etat.

Mais voyons de plus près encore le fonctionnement de cette étrange « démocratie organique ».

a) Les membres du Conseil National du Mouvement sont en fait désignés par le Chef de l'Etat en sa qualité de Chef du Mouvement. (Depuis peu le Conseil National comprend en plus les membres désignés par les phalangistes de chaque province, dits « militants du Mouvement »).

b) Les maires des villes importantes sont désignés par le chef de l'Etat. D'autre part, toute la structure municipale est basée sur la représentation « familiale et syndicale » ; aussi, seuls sont élus les conseillers (un tiers du Conseil) désignés par les chefs de famille de chaque localité, par des élections d'où sont absentes les garanties plus élémentaires.

Plus grave encore est le problème de la « représentation syndicale », qui voudrait faire croire que les travailleurs peuvent être représentés aux Cours. Essayons d'éclaircir cette question assez embrouillée. Tout d'abord, sur ce tiers des Procureurs (200 environ), il y en a une cinquantaine qui ne sont pas élus, mais sont Procureurs à cause des hautes fonctions syndicales qu'ils occupent, fonctions auxquelles ils n'ont pas été désignés par l'élection non plus : il s'agit de toute la Direction Nationale de l'Organisation Syndicale, des Chefs de Services, des Chefs des Syndicats nationaux, et de ceux de Madrid et de Barcelone. Quant aux autres, comment sont-ils élus ? Ils doivent tout d'abord

être proposés par la Junte Nationale des Elections Syndicales qui peut opposer son veto à n'importe quel candidat. Six listes sont ainsi constituées : trois pour les sections sociales (ouvriers et techniciens) et trois pour les sections économiques (patrons). Les délégués de ces sections, qui, soulignons-le, doivent déjà leur poste à une élection au troisième degré, élisent alors sur le plan national leurs Procureurs.

une étrange « démocratie organique »

Tel est donc ce magnifique instrument démocratique. De plus, on a récemment décidé qu'il y aurait également des « Représentants élus par les Associations Familiales ». Ces Associations sont aussi une création de l'Etat, pratiquement contrôlée par la Phalange, comme l'a même souligné un journal espagnol de tendance catholique, le « Ya » de Madrid. On peut donc affirmer sans aucune exagération que les seuls Procureurs dont l'élection repose sur des bases démocratiques (c'est d'ailleurs une élection au second degré) sont les représentants des professions libérales. Voici à titre d'exemple la composition exacte des Cours, pendant la session qui débuta en juin 1961 :

Total des Procureurs	586
Conseillers du Mouvement (sur titres)	92
Conseillers du Mouvement (désignés par Franco) ..	50
Ministres	18
Autres Procureurs « par nature »	3
Représentants syndicaux (sur titres)	50
Représentants syndicaux (élus)	140
Maires	52
Représentants municipaux	54
Recteurs	12
Représentants des provinces	52
Représentants des Académies, etc.	6
Représentants des Collèges professionnels	16
Procureurs désignés par Franco	50

Le total est de 595, mais en fait il n'y avait que 586 Procureurs, certains ayant une double représentativité, par exemple M. Solís, comme Ministre et Délégué national des Syndicats. Voilà à quoi se réduisent la « démocratie organique » et la « participation du peuple aux tâches de l'Etat ». Il est d'ailleurs impressionnant de constater que les mêmes personnes apparaissent partout, que ce soit dans le « Conseil National du Mouvement », les Commissions des Cours, la direction des Syndicats, les Gouvernements Civils des Provinces, les postes de commandement militaire, etc. Une étude sociologique sérieuse permettrait de mieux connaître cette « élite du pouvoir », ces groupes familiaux (bourgeoisie capitaliste, aristocratie, chefs militaires, profiteurs du régime, etc.) qui monopolisent tous les leviers de commande dans le pays.

Mais revenons aux Cours : cet étrange organisme ne désigne même pas son comité directeur ni ses commissions. Le Comité (président, vice-présidents et secrétaires) est désigné par décret du Chef de l'Etat, et les commissions sont nommées par « le Président en accord avec le Gouvernement » ; de même, les Cours ne se réunissent que sur la convocation du « Président en accord avec le Gouvernement ». Il est donc bien évident que ces Cours ne sont qu'un instrument aux mains du pouvoir exécutif. Elles correspondent à la tactique de mystification souvent employée par le régime : on crée une série d'organismes divers, apparemment différents les uns des autres, mais tous soumis au même pouvoir central ; on établit des systèmes de représen-

tation compliqués ou fragmentaires, qui camouflent la réalité, à savoir qu'aucun corps de l'Etat n'est soumis à la volonté démocratique des Espagnols, et le tour est joué.

le code du travail

Cependant, cette étude serait incomplète si nous laissons de côté la plus ancienne des « Lois fondamentales » : le « Code du Travail » (1938, ratifié comme loi fondamentale en 1947). Il est indispensable de citer le Préambule de ce Code : « L'Etat National, instrument totalitaire, au service de l'intégrité de la Patrie, et syndicaliste de par sa réaction contre le capitalisme libéral et le matérialisme marxiste, renouvelant la tradition catholique de justice sociale et d'humanité qui a inspiré la législation de notre empire, s'engage à mener à bien la Révolution entreprise par l'Espagne, qui rendra une fois pour toutes aux Espagnols la Patrie, le Pain et la Justice ». Cette terminologie peut paraître ridicule mais il faut la replacer dans le contexte historique ; le Code du Travail était une transaction entre les groupes conservateurs classiques et les phalangistes qui luttaient contre la République, protégés par Hitler et Mussolini. Il est inspiré d'un bout à l'autre par la « Carta del Lavoro » mussolinienne, et il reproduisait les principales consignes d'agitation franquiste.

Il serait trop long d'examiner dans le détail ce très long texte, dont l'analyse mettrait en évidence l'échec et le mensonge des fameuses « vingt-cinq années de paix ». Il nous faut cependant reproduire quelques articles qui parlent de l'organisation syndicale, car, en dépit des violentes polémiques actuelles, ils sont toujours en vigueur et montrent toute l'hypocrisie des « syndicats » actuels.

Article XIII n° 3 : « Le syndicat vertical est une Corporation de droit public qui regroupe dans une seule et même organisation tous les éléments qui consacrent leurs activités au processus économique, dans une branche ou un secteur particulier de la production, le tout étant placé dans l'ordre hiérarchique sous la direction de l'Etat. »

Article XIII n° 4 : « Les postes dirigeants du Syndicat seront automatiquement confiés à des militants FET ou JONS » (Phalange).

Article XIII n° 5 : « Le Syndicat vertical est un instrument au service de l'Etat qui l'utilisera dans la réalisation de sa politique économique. »

Tout ceci est encore en vigueur aujourd'hui même, et a force de loi.

Il faudrait pouvoir continuer cette brève incursion à travers les structures incohérentes du régime franquiste. On pourrait, entre autres, étudier la transformation de la Phalange en « Mouvement » soi-disant ouvert à tous, alors que sa nature fasciste n'a pas changé. Mais un examen rapide des principales lois « constitutionnelles » du régime actuel suffit à montrer que le franquisme, au cours des dernières années, a cherché à entretenir la confusion de façon à passer pour un « Etat de droit » et une « démocratie ». Cependant chacun peut voir, en dépit de ces affirmations, que le franquisme est une dictature sans frein, et l'étude des textes légaux permet de mieux apprécier la sinistre comédie que joue Franco quand il déclare à un journaliste que son « pouvoir est inférieur à celui de n'importe quel président du continent américain » ou encore « moindre que celui du président des Etats-Unis ».

claudio juarez



LES GRANDES FAMILLES

« Ce qui est à l'Espagne appartient aux Espagnols ». Voici un proverbe exceptionnel : il n'est pas l'expression d'une réalité mais celle d'un désir ; ne vérifie pas un fait, il exprime un souhait.

Nous sommes trente millions d'Espagnols. Dix mille personnes possèdent les principales richesses agricoles ; les 200 hommes qui prennent place dans les fauteuils de plus de huit cents sociétés sont les propriétaires de fait de la plus grande partie du capital de l'Espagne. Et ce n'est point là de la rhétorique de pamphlétaire : ce n'est que l'énoncé de faits établis par les statistiques, les recensements, les annuaires.

vieux et nouveaux riches

Des liens étroits unissent les divers groupes qui détiennent le pouvoir économique, politique, militaire. Les « vieux riches » et les « nouveaux riches », ceux qui amassèrent leur fortune en « reconquérant » le sud du pays sur les musulmans, ceux qui la constituèrent aux Antilles et aux Philippines, ceux qu'enrichit la livraison des fournitures aux armées et aux factions des guerres carlistes, ceux qui grossirent leurs affaires avec les gisements de minerai, et ceux qui, plus ou moins secrètement liés aux capitaux étrangers, lancèrent la sidérurgie et l'énergie hydroélectrique, ceux qui « prospérèrent » lors de la première guerre mondiale et ceux qui se firent de splendides situations après la « Croisade » avec le « marché noir », et la spéculation sur les licences d'importation, etc.

Il y a, en premier lieu, les grands propriétaires fonciers. Le territoire national couvre 50.348.000 hectares dont 20.738.700 sont cultivés. 99 Grands d'Espagne possèdent plus de 577.000 hectares. Tout le monde les connaît : le duc de Médinacéli, le duc d'Albe, le duc de Vistahermosa, le duc de Penaranda, le duc de Fernan-Nunez. Plus de 6 millions d'hectares appartiennent à 100.000 personnes, tandis que près de quatre millions d'Espagnols (soit, avec leur famille, 12 millions, c'est-à-dire quarante pour cent de la population espagnole) travaillent sur des terres qui ne leur appartiennent pas. La différence a de quoi faire frissonner quand on sait que, selon les données

de l'impôt foncier, 1,2 % des propriétaires possèdent 33,6 % du revenu imposable, tandis que 65,3 % de propriétaires modestes n'obtiennent que 14,7 % de ce revenu.

La notoriété publique désigne 6 grandes banques comme l'image même du capital monopoliste financier : la Banque Espagnole de Crédit, la Banque Centrale, celle de Vizcaya, de Bilbao, la banque Urquijo et l'Hispano-américaine, ces deux dernières ne constituant en réalité qu'un seul groupe financier ; ces banques possèdent 58 % du capital et des réserves de toute la banque espagnole, 65,59 % des dépôts, 70 % des effets commercialisables ; elles accordent 58 % des crédits : leurs conseils d'administration disposent des leviers qui gouvernent l'économie espagnole : l'industrie électrique, la sidérurgie, les industries chimiques, la construction navale, les ciments, les pétroles, etc.

130 hommes, 6 banques et 745 sociétés

On sait moins qu'une poignée d'hommes, 130 conseillers au total, contrôlent, par l'intermédiaire de ces banques, 745 sociétés qui représentent près de 65 % des capitaux souscrits des sociétés anonymes en Espagne. Cette même poignée d'hommes fait partie de la direction de l'Institut National de l'Industrie (I.N.I.) qui se présente comme n'appartenant qu'au seul Etat, et placé au-dessus du bien et du mal. Ce sont encore ces mêmes groupes économiquement puissants, ce sont ces mêmes hommes qui maintiennent les principaux liens avec les compagnies américaines de pétrole, avec les grands trusts « Dow Chemical », « General Electric », « Westinghouse », « Montecatini », « Péchiney », « Pirelli », « AEG », Krupp. Ces banques contrôlent 745 sociétés dont dépend, en réalité, l'existence économique de l'Espagne.

Les cinq entreprises les plus fortes contrôlent :

77,69 % de la sidérurgie (secteur privé) ; 47 % de l'électricité (en fait les entreprises d'électricité sont toutes reliées aux grandes banques) ;



María Luisa Prata Palomares, que ha contraído matrimonio con don José Antonio Hernández Tabernilla en Madrid. (Foto Amor Ventosa.)



Eugenia Kirkpatrick y Mendaza, que ha contraído matrimonio con don Claudio Hornaumballos y Murcia en Madrid. (Foto Amor Ventosa.)



María del Pilar Usotza Martín, que ha contraído matrimonio con don Ignacio Saura Mendizabal en Madrid. (Foto Amor Ventosa.)

GALERIA DE SOCIEDAD



Pilar Rojas-Marcos de la Viñosa, que ha contraído matrimonio con don Rafael Ocasio Vorey en Liendo (Burgos).



María Victoria Agudo Barrios y don Juan Litona Perdigón, después de su boda, celebrada en Málaga. (Foto Velasco.)



María Esther Serrate Olalde, que ha contraído matrimonio con don Pedro Arzaga Echeverría en Madrid. (Foto Amor Ventosa.)



Laura Martínez de Pinillos y don Félix Muñoz Delgado, después de su boda, celebrada en Madrid. (Foto Tola.)



Paloma Larrea Santiago, que en el próximo diciembre contraerá matrimonio con don Juan Gómez Arjona en Madrid.



Conchita Mendaza Corral, que contraerá matrimonio con don José Luis Calvo Ruiz en Madrid. (Foto Amor Ventosa.)



Julia Martín-Baronillo Romero y don José Luis Borrego y Vieta, después de su boda, celebrada en Madrid. (Foto Antonia.)

la «galería» del beau monde, ou le carnet mondain dans la presse espagnole

72,56 % de la production de ciment; 71,65 % de la production de sucre; 72 % de la production de vitres; 42 % de la production de papier; 52 % de la production de coton.

18 entreprises rassemblent 78 % de la production de charbon, tandis que l'industrie chimique et l'industrie électromécanique sont pratiquement entre les mains des monopoles étrangers. Parmi les derniers exemples de pénétration du capital monopoliste étranger, on relèvera surtout l'accord de la plus grande entreprise de sidérurgie « Hauts-fourneaux de Bizcaye » (des financiers basques) avec la « U.S. Steel », qui prend officiellement 25 % des actions, donne des brevets, des crédits, participe au conseil d'administration, bref, s'assure le contrôle de l'ensemble de l'entreprise et, par là, se taille la part du lion dans la sidérurgie espagnole. On notera aussi l'accord de Barreros avec Chrysler-Simca, pour les camions et les automobiles, et la formation d'« Euro-Machine », par la Banque Urquijo et des capitaux étrangers.

Depuis 1962, par suite d'une loi qui divise les établissements bancaires en banques classiques de dépôt et crédit et banques d'affaires, chaque groupe financier a créé une banque filiale chargée des investissements industriels. Le trait essentiel de ces filiales est la très forte participation des groupes monopolistes étrangers (Morgan, Rothschild, Deutsche Bank, Lehman Brothers, etc.); les exigences d'investissements et de concentration du capital monopoliste à l'heure actuelle précipitent plus que jamais les entreprises espagnoles dans les bras des grandes sociétés étrangères.

Aux « Six » il convient d'ajouter d'autres groupes bancaires qui pèsent de tout leur poids sur l'économie nationale: la Banque de Santander, la Banque Ibérique, la Banque Populaire Espagnole, la Banque du Commerce et de l'Industrie. Toutes les industries-clés dépendent d'elles directement, toutes les autres industries et le commerce en dépendent indirectement puisqu'elles sont les maîtres absolus du crédit et des effets commerciaux.

1.377 familles

Les « grandes familles » d'autrefois, monopolisatrices de la richesse agraire, admirent parmi elles, il y a un peu plus d'un demi-siècle, les hommes d'affaires arrivés. Ceux-ci prirent place dans les conseils d'administration en recevant, chacun leur tour, un titre de noblesse accordé par la monarchie. Plus tard se joignirent à eux ceux qui amassèrent leur fortune grâce aux spé-

culations de la première guerre mondiale, puis, après 1939, les parvenus, les nouveaux riches du régime, ceux des licences d'importation, les usagers couverts par des fonctions officielles, les militaires qui n'avaient que leur solde en 1936 et qui, quelques années plus tard, firent leur apparition par dizaines dans les conseils d'administration, ceux qui passent des emplois officiels aux sièges des sociétés anonymes... Ils forment maintenant les 1.377 familles qui, selon le professeur Murillo, constituent « l'aristocratie économique de notre patrie ».

Pour les « gens bien » les années de la misère et du rationnement furent des années de gros bénéfices, et à partir de 1950, celles de l'inflation, le furent encore davantage. De 1950 à 1955 les « Six grands » doublèrent leurs profits et certaines de leurs entreprises (Hauts-fourneaux de Bizcaye, Unquinosa) les triplèrent et plus. Lorsque, en 1960, ce que l'on nomme la « stabilisation » réduisit le revenu national, ces groupes et ces entreprises continuèrent à accroître leurs bénéfices, de sorte que pendant un quart de siècle la distribution de ce revenu n'a cessé d'évoluer à leur profit. Aujourd'hui même ces gens ont leurs entrées, sans antichambre, dans les bureaux ministériels, s'ils ne les occupent eux-mêmes; ce sont eux qui peuvent écrire ou faire écrire dans la presse, eux aussi qui s'extasient devant les excédents de la balance des paiements.

On ne peut comprendre la réalité espagnole lorsqu'on ne sait pas que ces cercles de famille, ces « groupes de pression » minoritaires et au pouvoir, manient à leur gré tous les fils de l'écheveau national.

C'est un trait essentiel de cette réalité structurale que le lien étroit qui unit les monopolisateurs de la richesse agraire à ceux de la richesse industrielle. La vieille noblesse terrienne détient de gros paquets d'actions dans la banque et l'union de la banque et des exploitations agricoles prend véritablement corps dans les familles de Luca de Tena, Osborne, Salgado, Domecq, Carbonnel, Zarraluqui, Iborra, Reig, Figueroa, Gamazo, etc. La famille Comillas-Ruisenada domine ainsi les finances et compte, en outre, parmi les premières du groupe terrien.

D'après une enquête fort intéressante réalisée par les professeurs Juan Linz et Amando de Miguel, 13 % des chefs d'entreprise sont mariés à des filles de gros propriétaires fonciers (teratenientes), ce qui éclaire un lien très important entre ceux-ci et la grande industrie. Les mêmes auteurs ont d'ailleurs décelé 15 % d'ap-

M. Villalonga, apparenté, en outre, à la famille du capitaine général Munoz Grandes! Et M. Villalonga a aussi marié son fils à une nièce de Juan March.

De la Banque Commerciale Transatlantique, fondée en 1950, on doit rappeler qu'elle n'est que l'ancienne Banque Allemande Transatlantique; parmi ses membres éminents figure don Demetrio Carceller, ancien et fidèle ami des Allemands pendant les longues années où il fut ministre du Caudillo (il s'y fit pour beaucoup d'autres raisons une réputation à laquelle ne sont pas étrangères les licences d'importation, la concession des quote-parts, etc.). Autour de la table du même conseil d'administration s'asseoient M. Fierro, un certain Otto Maier, ainsi que le Docteur Abs, vice-président de la Deutsche Bank.

Des cas particuliers valent encore la peine d'être signalés, tels que celui de la famille Fierro. M. Ildefonso G. Fierro, originaire d'un village des montagnes de Leon, avait fait de bonnes affaires avec les exportations de charbon pendant la première guerre mondiale. Plus tard, il élargit ses entreprises et, grâce à la guerre civile, put créer la Banque Ibérique (1946) avec un capital de cinq millions de pesetas. Quand il est mort, en 1961, ses enfants ont hérité d'une banque avec **222 millions** de capital et réserves mobilisant 4.390 millions de capitaux. La famille Fierro est devenue une partenaire de premier ordre dans la FASA (Renault) de Valladolid, dans la très officielle Banque Extérieure d'Espagne; elle a le monopole des allumettes dans le pays et au Venezuela; elle l'avait — c'est fini! — à Cuba. Par liens de famille, elle participe aux affaires portugaises et a ses entrées auprès du gouvernement de Salazar. Très récemment, le groupe de la Banque Ibérique (toujours Fierro) a obtenu la concession d'une raffinerie de pétrole en Galice, en combinaison avec l'« Ohio Oil Co » et l'Etat espagnol.

Il faudrait dire aussi un mot sur la Banque Mercantile et Industriale dont le président est un vieux phalangiste, M. Salgado Blanco, lié aux propriétaires d'oliveraies et aux producteurs d'huile, et son vice-président M. Mahou, déjà cité. Cette Banque a d'importantes attaches avec « L'Aluminium Ibérique » (Nicolas Franco) et contrôle l'usine d'armements de Placencia.

C'est aussi à l'ombre du régime que s'est développée la Banque Rurale Méditerranéenne, créée par des phalangistes pour profiter de la clientèle de l'ancienne Confédération Catholique Agraire. Quant à la Banque de Madrid, tout le

monde en parle, car son président est M. Martinez, compte d'Argillo qui, comme par hasard, est le beau-père de Mme Carmen Franco Polo, épouse du Dr Martinez Bordiu, marquis de Villaverde. Des intérêts américains sont très influents dans cette banque.

le « club »

Nobles possédant d'immenses propriétés foncières et des taureaux « bravos », chefs de l'industrie qui amassèrent leur capital quand les mineurs et les ouvriers de la métallurgie faisaient des journées de onze heures et qui reçurent ensuite leurs titres de noblesse pour mieux marier leurs rejetons aux filles de l'aristocratie, politiciens qui virent récompensées de longues années de fidélité au service de la caste au pouvoir... voilà le « club » distingué qui monopolise les richesses, le pouvoir et qui prétend monopoliser toutes les valeurs de l'Espagne.

Les grands propriétaires terriens ont, organisée et florissante, leur « Association de grands propriétaires ruraux ». En outre, il existe dans l'Espagne d'aujourd'hui, parfaitement légales, des associations patronales de classe, qui sont autant de groupes de pression. Voici leurs noms : « Unesa » de l'Electricité, la Centrale Sidérurgique des Ventes, l'Association des Fabricants de Ciment, ainsi que d'autres analogues pour les patrons des banques privées, ceux des sucreries.

Selon M. Aicaide Inchausti, plus de huit millions de salariés (sur une population active de 12 millions de personnes) reçoivent 30,4 % du revenu national; et on n'inclut pas dans ce calcul les paysans qui gagnent moins qu'un salaire avec leur bout de terre!

Les données fournies par la Banque de Biscaye, données qui furent utilisées lors de la XX^e Semaine Sociale de l'Eglise, ne sont pas moins édifiantes : les classes dites basses de la société espagnole (73 % de la population) touchent 25 % du revenu national, avec une moyenne annuelle de 6.000 pesetas par personne. Et les classes dites hautes, 30 %, avec un revenu moyen annuel de 500.000 pesetas par personne. Comme ce pourcentage représente (chiffres de 1957-1958) approximativement 130 milliards, il en résulte que ce sont 250.000 personnes (sur 30 millions d'Espagnols) qui perçoivent de si coquets revenus; soit, en prenant en considération les données démographiques, environ 50.000 familles.

josé osuna.



catholiques et vie politique

La participation des ouvriers catholiques aux grèves, des intellectuels catholiques à la lutte pour l'amnistie et la liberté d'information, a mis en évidence dans l'Espagne d'aujourd'hui — malgré la propagande du régime — le fait qu'être catholique ne signifie en aucune manière s'identifier aux positions politiques de la dictature. Il y a plus: une partie importante des forces d'opposition est formée de catholiques, y compris de membres du clergé. Ce fait est d'une importance capitale si l'on veut comparer le rapport des forces politiques à l'heure actuelle et celui qui existait pendant la guerre civile. Il est vrai qu'alors déjà, nombre de catholiques — y compris une minorité de prêtres — combattirent dans le camp républicain, mais le franquisme, avec la complicité du haut clergé, réussit à tromper des masses considérables de catholiques en présentant comme une défense de leur religion ce qui en réalité n'était que l'offensive brutale de l'oligarchie financière et terrienne.

sécularisation et participation à la vie politique

Vingt cinq ans de franquisme ont produit ce que l'on pourrait appeler une « sécularisation » de l'attitude politique des catholiques; bon nombre d'entre eux adoptent désormais des positions politiques entièrement indépendantes de leurs croyances religieuses.

La participation d'organisations catholiques — en particulier des H.O.A.C. (Groupes Ouvriers d'Action Catholique) et de la J.O.C. (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) aux grèves, manifestations et autres actions, est le meilleur témoignage de cette prise de position.

On ne peut évidemment parler aujourd'hui d'une attitude politique unique des catholiques en Espagne; le problème est beaucoup plus complexe, et les facteurs de classe, idéologiques et politiques qui s'y rattachent expliquent qu'on soit en face d'une pluralité d'attitudes et de comportements.

Un phénomène émerge ces dernières années: c'est l'existence de frictions et de relatives contradictions entre l'Eglise et le régime, à propos des problèmes syndicaux, de la répression, des garanties juridiques, etc... Il est certain que l'Eglise essaie de se « démarquer » nettement de la dictature et qu'elle prépare déjà ses cartes en vue de l'avenir. S'il est vrai que l'immense majorité du haut clergé est liée aux classes dominantes, une partie de celles-ci cherchent à « se ménager une issue » sous la forme d'un régime non fasciste mais qui garantirait le pouvoir des monopoles. Des prélats et de hauts dignitaires de l'Eglise reflètent fidèlement cette position; par contre, d'autres se trouvent toujours parmi les « ultras » du franquisme.

On constate en même temps une évolution de l'Eglise dans son ensemble (évolution à laquelle n'est pas étrangère la politique du Vatican) qui vise: en premier lieu à effacer la tache de plusieurs années de complicité avec le franquisme; en second lieu, à **continuer à intervenir dans la vie politique espagnole** en pensant à l'avenir, et pour cela à agir non pas directement comme elle l'a fait traditionnellement jusqu'ici, mais par l'intermédiaire des organismes politiques qui se réclament de la démocratie chrétienne et d'organismes syndicaux d'obédience chrétienne.

Entendons-nous bien: nous ne voulons pas dire que tous les hommes politiques qui font partie des différentes tendances de la démocratie chrétienne sont des instruments de la hiérarchie catholique, et encore moins les cadres des organisations ouvrières catholiques. Beaucoup agissent par sentiment de classe, d'autres sous l'impulsion de sentiments démocratiques propres aux classes moyennes, et d'autres même parce qu'ils interprètent d'une manière progressiste les valeurs du christianisme. Mais il n'en est pas moins vrai que l'Eglise se prépare déjà à tirer les ficelles dans la nouvelle situation politique, le jour où disparaîtra une dictature avec laquelle elle a collaboré étroitement. Elle prétend se laver les mains des fau-

tes de cette dictature dans les années de décadence.

Il existe donc, d'une part, une tendance à la « sécularisation politique » des catholiques, et, d'autre part, une tendance à leur participation à la vie politique « en tant que catholiques »; cette dernière tendance pouvant être, soit réactionnaire (« Opus Dei », traditionalistes, intégristes divers, « social-christianisme » à la manière de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Martin Artajo et de l'évêque de Malaga, Herrera, etc...), soit située dans les divers courants de la démocratie bourgeoise. En outre, l'Eglise participe très activement aux mouvements nationalistes du Pays basque et de Catalogne.

En somme, il faut distinguer l'Eglise comme structure de pouvoir, de l'Eglise, expression de l'ensemble des catholiques du pays; de même il faut distinguer le clergé des laïques. A l'intérieur même du clergé, les différences sont essentielles entre les évêques, nommés par le pouvoir politique (concession faite par le pape Pie XII à Franco et contre laquelle se prononce aujourd'hui le Concile) et les simples prêtres qui sont pour la plupart des curés de campagne liés aux paysans ou des curés vivant dans les quartiers ouvriers. Nombreux sont déjà les cas de curés qui ont aidé et aident activement les travailleurs anti-franquistes, qui participent aux manifestations, se prononcent en faveur de l'amnistie, aident les prisonniers, etc... Parmi les simples prêtres, des différences profondes existent qui tiennent aussi bien à leur origine de classe et à leur formation qu'au milieu dans lequel ils vivent, il y a une grande différence entre un prêtre ouvert au dialogue avec les militants ouvriers et un curé franquiste qui joue aux cartes avec le maire et le chef de la Garde civile; entre un prêtre attaché aux anathèmes caducs du Saint-Office et un curé qui discute par exemple à la Cité Universitaire... On pourrait multiplier les exemples à l'infini.

Nous ne pouvons ici, faute de place, faire une étude socio-économique et idéologique du comportement politique des catholiques espagnols (tant des membres du clergé que des laïques). Nous voudrions simplement montrer la complexité du fait politique suivant: face au catholicisme traditionnel réactionnaire a pu se dresser en Espagne un autre secteur catholique qui lutte contre la dictature.

Pour plus de concision, nous limiterons l'exposé des faits à un « historique » des douze derniers mois.

L'attaque de l'abbé mitré de Monserrat

Nous prendrons comme point de départ le mois de novembre 1963: c'est alors que furent publiées dans « Le Monde » les déclarations implacables de l'abbé mitré de Monserrat, Mgr Aureli Escarré: « Nous n'avons pas 25 ans de paix, mais 25 ans de victoire ». « A la lumière de « Pacem in Terris », la première subversion en Espagne, c'est celle du gouvernement ».

Les déclarations de l'abbé s'inscrivaient dans la polémique des intellectuels espagnols — solidaires des mineurs asturiens — contre le ministre de l'Information. Mgr Escarré s'élevait contre la répression et signalait le cas de « la lettre des intellectuels », comme un exemple de l'absence de liberté d'information. En outre, il défendait les droits de la nationalité catalane.

L'attitude de l'abbé n'était pas nouvelle. Son opposition à la dictature s'était déjà manifestée en diverses occasions... Il interprétait les sentiments de la majorité de la population, en particulier de la population catalane. Sa prise de position n'était pas isolée, elle était soutenue par de nombreux prêtres et religieux catalans (comme on le vit par la lettre de 400 d'entre eux adressée à leurs évêques, quelques mois plus tard).

Le gouvernement, après quelques semaines d'hésitation et après qu'eurent échoué les tentatives de pressions directes sur Mgr Escarré, lança une grossière campagne contre le prélat, dans l'hebdomadaire officieux « El Espanol » et avec l'aide de Fray Justo Perez Urbel, abbé mitré du Valle de los Caidos, où Franco s'est édifié un grandiose monument, franquiste de la première heure qui, en 1961 encore, approuvait et justifiait en ces termes l'exécution de prêtres basques par les forces de Franco: « C'étaient des prêtres qui se servirent de leur autorité pour tromper leurs fidèles et les conduire à la mort, pour les faire combattre aux côtés des ennemis de la foi, aux côtés des traîtres à la patrie et à Dieu. Ils durent répondre de leurs crimes devant la justice humaine ».

Tandis qu'affluaient les témoignages de solidarité envers le prélat catalan, le gouvernement faisait fermer les locaux de l'« Omnium » catalan, institution culturelle patronnée par le monastère de Monserrat, interdisait les conférences du professeur Aranguren, censurait la revue « Cuadernos para el Dialogo » dirigée par M. Ruiz-Gimenez, c'est-à-dire prenait des mesures



Francisco Franco Bahamonde, « chef de l'Espagne » (photo Ruedo Iberico)

sures contre toutes les tendances catholiques à caractère simplement libéral ou non conformiste susceptibles de manifester des réserves face à la dictature. En vain: les catholiques de l'opposition passaient à la contre-attaque. Plusieurs d'entre eux, avec, à leur tête, les professeurs Gimenez Fernandez, Aguilar Navarro et Jimenez de Parga (porte-paroles de la gauche de la Démocratie Chrétienne) adressèrent une lettre au ministre de l'Information M. Fraga Iribarne au sujet de la répression dans les Asturies et du débat avec les intellectuels. Il faut citer ici un extrait de cette lettre d'une grande fermeté:

« Nous croyons voir dans votre réponse aux intellectuels, un système et des procédés politiques que nous aimerions voir effacés pour toujours. Le ton discriminatoire et partisan d'autrefois reste très vif dans votre lettre... Vous avez gardé l'habitude de « classer » la personne avant de considérer les faits. Vous évoquez l'activité d'un intellectuel au milieu de la guerre (il s'agissait du cas de l'intellectuel catholique de gauche, José Bergamín), vous avez tendance à exposer avec une précision presque policière les antécédents de quelques victimes présumées de mauvais traitements et dans un cas — c'est trop triste, car il s'agit d'une

femme — vous allez jusqu'à parler des délits et de la fin tragique de son père... L'intellectuel doit être jugé comme intellectuel bien sûr, aussi comme un homme intégré à la société... Etant donné qu'il n'y a pas de moyens constitutionnels pour le dialogue politique, pour que l'intellectuel puisse exprimer son manque de conformisme, il se voit obligé — et le prêtre aussi — à combler cette lacune en assumant la tâche pénible de parler, de dénoncer, d'élever sa voix pour empêcher que le silence soit total ».

La prise de position était claire, puisque les 25 personnalités signataires précisaient qu'elles parlaient « au nom d'un groupe de chrétiens ayant une conception bien arrêtée de la vie politique contemporaine ».

En même temps circulait une lettre collective signée par des prêtres basques et adressée aux pères conciliaires, faisant allusion au document bien connu de 339 prêtres basques (mai 1960) critiquant durement l'absence de libertés, la violation des droits de l'homme, l'oppression des minorités nationales, etc... La thèse principale de cet écrit était qu'il y a un abîme creusé entre l'Eglise et le peuple provenant principalement du lien étroit qui unit l'Eglise et

l'Etat, « ce pourquoi l'on rend responsable l'Eglise des agissements du régime ».

Et c'est bien là l'un des plus grands dangers ressentis par les milieux les plus lucides de l'Eglise, même s'il faut aussi tenir compte du fait que le clergé basque et catalan participe plus activement aux mouvements d'opposition parce qu'il est pénétré de l'idéal national de la Catalogne et du Pays basque.

A Barcelone, l'agitation continuait : les locaux des « scouts » de Monserrat furent attaqués par des « hommes de main » de la Phalange et parmi ceux qui furent arrêtés pour propagande contre les fêtes de l'anniversaire de la « libération » de Barcelone (26 janvier) se trouvaient plusieurs jeunes catholiques des deux sexes. Les étudiants catholiques s'adressèrent alors à l'archevêque, Mgr Modrego, lui demandant de s'élever contre la répression comme l'avait déjà fait Mgr Escarré, mais le prélat de Barcelone, fidèle à son attitude d'opportunisme et de soumission à la dictature, préféra se taire.

Par contre, le professeur Jimenez Fernandez, avocat défendant la cause de plusieurs socialistes, affirmait à Madrid que « de nombreux points de la doctrine socialiste ont été empruntés à la doctrine de Souverains pontifes ».

Au Pays basque se tenait alors le procès du prêtre Carlos Aguirre, accusé d'avoir favorisé une émission-pirate de Radio-Tolosa. Au même moment le cardinal Cicognani rendait visite à Franco et inaugurait le Jubilé de St-Paul. Mais les relations entre l'Etat et le Vatican étaient déjà très différentes de l'ancienne idylle et quelques mois plus tard le Caudillo jugeait nécessaire d'envoyer au Vatican son plus subtil ambassadeur, Garrigues, qui, jusqu'alors, l'avait représenté à Washington.

Les contradictions entre l'Organisation syndicale officielle et les mouvements ouvriers catholiques s'étaient amplifiées après la polémique de la fin de l'année 1960 entre Mgr Pla y Daniel et le ministre Solis. La participation massive des ouvriers catholiques aux grèves de 1962 et de 1963 ne fit qu'aggraver ce problème, déjà assez complexe. Car les ouvriers catholiques, au cours de la lutte, s'opposaient aux « syndicats » fascistes et à leurs fonctionnaires. Et la hiérarchie ecclésiastique et de nombreux politiciens catholiques commencèrent à se rendre compte du fait que, s'ils n'obtiennent pas un minimum de liberté syndicale qui leur permette de grouper les ouvriers dans des organisations syndicales appelées « chrétiennes », ils finiront par perdre définitivement tout contrôle

sur les travailleurs. D'autant que de nombreux catholiques défendent la liberté syndicale pour se maintenir dans le courant de l'actuelle doctrine pontificale sur ce point.

Aussi la réunion du Conseil syndical de mars 1964 fut-elle l'occasion pour les organisations ouvrières catholiques de protester à nouveau contre le caractère anti-ouvrier et anti-démocratique de l'Organisation syndicale. Même le quotidien « Ya » publia un éditorial réclamant la création de syndicats ouvriers distincts, face aux organisations patronales. C'était le moment où les ouvriers madrilènes, influencés surtout par l'Opposition syndicale, manifestaient contre le Conseil syndical fabriqué par Solis et Cie, pendant que les étudiants, sous la direction de la F.U.D.E., luttèrent à l'Université et se battaient dans les rues contre les forces de l'ordre. Dans les deux cas, de nombreux ouvriers et étudiants catholiques appuyèrent le mouvement. La « Semaine de Rénovation Universitaire », dont l'interdiction fut une des causes des manifestations estudiantines, avait été activement soutenue par les professeurs catholiques Aranguen et Ruiz-Gimenez.

la hiérarchie prend ses distances

Lorsque, au moment du 25^e anniversaire de la fin de la guerre civile, la conjoncture politique se compliquant, le gouvernement lança le mot d'ordre trompeur des « 25 années de paix », la hiérarchie voulut marquer, une fois de plus — timidement — ses distances par rapport au gouvernement. Un éditorial de « Ecclesia » (hebdomadaire de l'Action catholique qui sert de porte-parole à la hiérarchie espagnole), bien que parlant de « l'œuvre fertile » du régime, formulait à son tour les exigences suivantes : a) la pacification des esprits, « ce qui ne signifie ni renoncer à l'idéologie de chacun, ni l'imposer par la violence à son prochain, mais une coexistence basée sur les principes du Droit naturel, de la civilisation et de la culture »; b) l'adoption de lois définitives pour assurer la succession du chef de l'Etat (ce qui laisse entendre que l'actuelle « Loi de succession » ne paraît pas une chose sérieuse à l'Eglise), l'autonomie des pouvoirs civil et militaire, exécutif, législatif et judiciaire; c) un régime représentatif des Cortes (« Assemblées ») et des syndicats, en insistant beaucoup sur « l'authentique représentativité de ceux-ci » et d) quelques généralités sur la justice sociale.



photo Ruedo Iberico

Cette prise de position coïncidait avec l'élévation au rang d'archevêchés des diocèses de Madrid et de Barcelone, et la nomination comme archevêque de Madrid (avec la perspective de devenir le chef de l'Eglise, lorsque disparaîtra Mgr Pla y Daniel, malade et âgé de 89 ans) de Mgr Morcillo, crédité d'une certaine réputation de « libéral », c'est-à-dire considéré comme n'étant pas complètement inféodé au régime. Dans les milieux officiels, on aurait préféré un autre soit-disant « libéral », Mgr Herrera, évêque de Malaga, mais on céda ensuite en comprenant que le mal n'était pas si grand.

Il y eut d'autres nominations d'évêques, entre autres celle de Mgr Mauro Rubio, conciliaire de la Jeunesse d'Action catholique, à Salamanque. Sa désignation fut due à une erreur d'information dans les milieux officiels. Lorsque le ministre des Affaires étrangères, Castiella, s'en rendit compte, il était trop tard. Il envoya alors à l'évêque un projet de déclaration dont il aurait dû s'inspirer pour son discours d'entrée en fonction. Mais Mgr Rubio jeta le projet à la corbeille et entrant à Salamanque déclara : « C'est les mains propres que je viens ici... N'attendez de moi aucune compromission avec les forces de l'argent ou du gouvernement. »

Enfin, 400 prêtres et religieux de Catalogne

s'adressant à leurs évêques, se solidariserent avec l'abbé de Monserrat, dénonçant : « le caractère de croisade religieuse que l'on continue à donner à notre guerre civile » et « la violation des droits fondamentaux énoncés par la doctrine de l'Eglise ».

Sur ces entrefaites se produisirent les nouvelles grèves des Asturies, les manifestations de masse du 1^{er} Mai à Bilbao et à Saint-Sébastien. Les ouvriers catholiques (par l'intermédiaire de leurs organisations H.O.A.C. et J.O.C.) y participèrent d'une manière très active et furent, comme leurs frères de classe, victimes de la répression. Plusieurs prêtres prirent part à la manifestation de Bilbao; certains d'entre eux furent ensuite interrogés par la police. Dans d'autres provinces les réunions de la J.O.C. et de l'H.O.A.C. le 1^{er} mai eurent un caractère combatif et « Juventud obrera », organe de la J.O.C., donnait ce même caractère de classe à la fête des travailleurs.

Plusieurs semaines après c'était, à Barcelone, la XXIII^e Semaine Sociale de l'Eglise. Normalement se retrouvent alors des prélats paternalistes, des experts en opportunisme d'Action catholique, des candidats aux postes de cadre de la future démocratie-chrétienne, mais aussi des gens sincères, croyants, nourris d'inquié-

tudes sociales. Dans la hiérarchie domine généralement un esprit conformiste, au point que les interventions sont soumises au préalable à la censure ecclésiastique (dans le but politique qu'elles n'apparaissent pas trop vigoureuses). En 1964, en partie pour des raisons de politique interne, et en partie comme reflet de l'opinion des masses catholiques, les résolutions devaient se placer sur des positions et présenter des programmes non fascistes, en contradiction avec le régime. Voici par exemple quelques extraits des résolutions :

« La socialisation doit avoir pour but la transformation des structures et une distribution plus juste de la terre... »

« On doit tout spécialement mettre en relief, dans les circonstances présentes, l'obligation qui pèse sur tout homme de collaborer à la vie publique et, en conséquence, la nécessité pour les gouvernants de créer les moyens adéquats à cette participation effective », en évitant « le danger de les mettre dans la situation absurde de ne pas disposer du plein exercice de ces droits dans le seul but de protéger les droits des citoyens ».

Une autre décision réclamait encore la création de syndicats authentiques.

Pendant l'été, la déclaration des secrétariats ruraux de l'Action catholique et le rapport présenté par sept ouvriers asturiens des H.O.A.C. accentua le caractère d'opposition des secteurs et organismes catholiques à vocation populaire.

Mais, en même temps, l'évêque de Santander proclamait le caudillo « Frère très Eminent de la Confrérie de la Sainte Patronne du Diocèse » et applaudissait quand le dictateur proclamait, dans une de ses envolées aussi hérétiques qu'incontrôlées : « Dieu est avec nous » ; l'évêque de Badajoz, en Extrémadure, célébrait un Te Deum avec les autorités pour commémorer le 28^e anniversaire des massacres commis par les légionnaires de Yague, massacre dont la cathédrale, avec les arènes, fut un des hauts lieux et dont furent victimes nombre de combattants républicains.

« La troisième force » de l'Eglise, dans son style opportuniste s'exprimait à Radio-Madrid par la bouche de Martin Artajo, offrant avec des talents d'illusionnistes un « programme constitutionnel » pour « après Franco », avec une monarchie et « un gouvernement responsable devant les Cortès mais qui ne pourrait être renversé par elles » (?).

réformisme et... prudence

Plus importantes encore, en raison de leur signification centriste et de leur habileté, furent les déclarations de l'archevêque de Madrid à la télévision, le 27 août. Après le numéro habituel « l'Eglise veut vivre au niveau des pauvres » vint cette confession de taille :

« L'éloignement des humbles de l'Eglise est un fait malheureusement réel. L'explication n'en est pas facile. Je crois néanmoins qu'entre autres causes on peut citer le fait que l'Eglise a cherché, a voulu plus l'évolution que la révolution dans les domaines sociaux et économiques tandis que les masses travailleuses, avec une impatience parfaitement explicable, ont fait appel ou voulu faire appel souvent à la révolution. »

On a là une image du « réformisme » de l'Eglise, qui semble être la théorie adoptée aujourd'hui par la hiérarchie espagnole (je ne fais pas allusion au secteur ultra qui livre au Concile, derrière Ottaviani et Ruffini, la bataille de l'intégrisme, mais au secteur le plus proche de l'orientation officielle du Vatican) à en juger par l'intervention au Concile de l'évêque Herrera, approuvée par « Ya » et les milieux modérés de l'Action catholique. Pour Herrera il s'agit de mieux « répartir les richesses », de faire appel aux chefs d'entreprise et aux propriétaires « dans le même amour paternel, mais avec la plus grande sévérité ». Il s'agit, et il le dit, d'empêcher la contagion marxiste dans les masses travailleuses. (Mgr Morcillo, peut-être plus lucide, dit dans la déclaration précitée que « pour que l'Eglise regagne les travailleurs il lui faudra peut-être des siècles »).

Le divorce entre les travailleurs et l'Eglise est d'ailleurs un problème qui mériterait un travail à part ; de toutes les enquêtes et sondages pratiqués, il ressort que la majorité des ouvriers — et celle des travailleurs agricoles dans nombre de régions — ont peu de contacts avec l'Eglise et sont ouvertement opposés à la conduite politico-sociale de la hiérarchie ecclésiastique espagnole. Ce qui ne signifie d'ailleurs pas qu'ils se considèrent comme non catholiques. Les attitudes sont d'ailleurs différentes selon le sexe, l'âge et surtout l'habitat : selon qu'ils vivent dans des concentrations industrielles, des zones de grande propriété agraire ou de petite propriété et de petites entreprises.

Pour en revenir au réformisme de Mgr Morcillo et autres (on pourrait aussi étudier le vœu particulier présenté au Concile par Mgr Benavent, évêque coadjuteur de Malaga), on observe que



photo Ruedo Iberico

les prélats en question critiquent désormais sans hésitation « la possession unilatérale des moyens de production » et le « grand capitalisme national et international qui se refuse à appliquer les principes évangéliques ». Ce qui ne les empêche pas de se couvrir du drapeau discrédité de l'anticommunisme, de faire ainsi obstacle à la lutte de masse et de chercher à faire oublier que le renversement de la dictature est indispensable pour briser le pouvoir de ce « grand capitalisme », pour l'exercice authentique des droits démocratiques avec lesquels ils se proclament en accord et qu'a défendus la doctrine de Jean XXIII.

L'écheveau des contradictions n'a fait que s'embrouiller au cours des derniers mois ; la lutte pour et contre un statut juridique des protestants, les problèmes dérivés du Concile, la célébration du centenaire de la naissance de Miguel de Unamuno, autant de problèmes qui sont venus s'ajouter à ceux déjà existants et qui divisent encore davantage l'Eglise et les diverses tendances catholiques. D'autre part, la censure du ministère de l'Information que dirige Fraga Iribarne s'est abattue sur la revue « Signo », organe de la Jeunesse d'Action catholique et sur le professeur Aranguren, interdisant tous ses articles et toutes ses lettres à la presse dans les-

quelles il attaquait « l'Opus Dei ». Le malaise a été d'autant plus grand que Mgr Rubio, ancien conciliaire et Mgr Guerra, évêque auxiliaire de Madrid, ont pris parti en faveur de « Signo ». Pour en finir avec la censure, celle-ci est maintenant en guerre permanente contre la revue « Cuadernos para el dialogo » que dirige le professeur Ruiz Gimenez, ancien ministre de l'Education nationale, et qui recherche la collaboration de tous ceux qui veulent dialoguer, quelles que soient leurs idéologies et croyances. La censure, mois après mois, mutile le tiers ou la moitié des textes de cette revue !

La question du statut des protestants a eu et a une grande importance. Les évêques espagnols ont beaucoup discuté et les « libéraux » ont finalement réussi à convaincre les intégristes de la nécessité d'accepter un texte modéré, cadrant avec l'esprit de tolérance religieuse qui s'est manifesté au Concile. La hiérarchie ecclésiastique et le gouvernement discutèrent ensuite pour parvenir à un accord. A Rome, Mgr Morcillo parla du statut en le présentant comme un triomphe... jusqu'à ce que tout à coup on fasse machine arrière. Un ministre ultra et du proche entourage de Franco, le contre-amiral Carrero Blanco, présenta un rapport défavorable au statut et, après une

réunion plus qu'animée du Conseil des ministres, sa mise en vigueur a été ajournée. La thèse de Carrero Blanco ne manque pas de logique fasciste : nous commençons par la liberté religieuse, mais nous serons contraints d'accorder d'autres libertés ; si les protestants peuvent se réunir librement, comment pourrions-nous empêcher les réunions de catholiques ? (il fallait allusion allusion aux catholiques antifranquistes de plus en plus nombreux). Carrero Blanco a l'appui d'autres ministres ultras (celui de l'Intérieur, de la Marine, des Travaux publics, opus deïstes, tous militaires) et compte sur le silence ou l'approbation des opusdeïstes Ullastres (Commerce) et Navarro Rubio (Finances). D'autres ministres, surtout celui des Affaires étrangères, Castella, et de l'Information, Fraga, comprennent que cette position est aujourd'hui insoutenable.

les forces de l'intégrisme

L'attitude du gouvernement est appuyée par les carlistes, par la presse intégriste « Cruzado espanol », « Cristiandad », qui argumentent de la manière suivante : « la liberté religieuse signifie la rupture de l'unité nationale et la trahison des principes fondamentaux de notre Mouvement ». Qu'y a-t-il derrière tout cela ? Le cardinal Bueno y Monreal, archevêque de Séville, s'est élevé au Concile contre la liberté religieuse en disant qu'elle « expose à de graves périls les fidèles et, au-delà d'eux, les nations catholiques ». Le très franquiste cardinal Quiroga, archevêque de Saint-Jacques-de-Compostelle, s'est exclamé devant le Concile : « le libéralisme a été condamné par l'Eglise à maintes reprises. Allons-nous maintenant dire le contraire ? » Un autre évêque particulièrement fidèle à Franco, celui de Lérida, a fait rire les pères conciliaires en apostrophant ceux qui défendent la liberté religieuse et en clamant que pour les non-croyants il n'existe d'autre espoir que l'enfer et que la propriété privée est un des moyens d'honorer Dieu. L'enfer et le purgatoire marquent aussi les interventions de l'archevêque de Burgos et de l'évêque de Sigüenza, tandis que Mgr Beitia, prélat franquiste de Santander, prenait le parti des intégristes dans le débat sur le contrôle des naissances en louant « ces familles nombreuses qui donnent tant de leurs fils à l'Eglise et à la Patrie » (il faut dire qu'en Espagne, pays dont l'Etat se proclame catholique, l'information sur les débats conciliaires a été des plus incomplètes. Un lecteur espagnol pourrait croire que les intégristes constituaient la majorité au Concile, et il n'aura pas pu

prendre connaissance de nombre d'interventions).

L'Opus Dei, procédant prudemment, ne veut pas se compromettre dans cette opération et joue différents chevaux. L'organisation mise aujourd'hui autant sur le Conseil privé du fils d'Alphonse XIII, Don Juan de Bourbon, que sur le gouvernement, tandis que ses hommes sont à la fois des pions du capital monopoliste et les défenseurs des points de vue de la technocratie, de l'apolitisme, de « la fin des idéologies ».

L'Opus Dei prétend ne pas intervenir dans la vie politique espagnole précisément parce que ses fréquentes ingérences dans la politique, l'économie et la culture lui ont valu l'opposition de la majorité de l'opinion (1). Son Université de Pampelune (qui jouit des mêmes droits que celles de l'Etat grâce à l'appui que lui prêle l'ancien nonce Antoniutti — ami de Franco depuis l'époque de la guerre civile) étend de plus en plus ses services au détriment de l'Université officielle. Elle a empêché tout dernièrement l'ouverture à Saint-Sébastien d'une école d'architectes. Et la réaction contre l'Opus Dei s'est exprimée jusque dans le journal « Diario Vasco ».

Avec son Université pour riches, son école de chefs d'entreprise de Barcelone, ses hommes du groupe « Banque Populaire Espagnole », son réseau de journaux et revues, l'Opus dispose de cartes décisives dans la politique espagnole. Ses théoriciens ne défendent plus, comme c'était le cas il y a quelques années, l'autoritarisme traditionnel. Son principal théoricien, Calvo Serer, affirme une admiration béate pour la démocratie américaine ; il est aujourd'hui préoccupé par la défense des Etats-Unis : « s'ils sont présents en Europe, en Asie et en Afrique, ce n'est pas seulement parce que l'esclavage communiste leur répugne, mais surtout parce qu'ils se sentent menacés » (2). Calvo Serer, non seulement regrette que Truman n'ait pas écrasé sous les bombes atomiques l'Union soviétique avant que celle-ci ne possède l'arme nucléaire, mais il demande aujourd'hui que les pays occidentaux « préparent leurs forces conventionnelles et la guerre de guerrilla afin de s'opposer aux possibles guerres de libération », tout en « s'intégrant dans l'ordre mondial de l'ère américaine ». Après quoi le professeur opusdeïste recommande aux Etats d'être prudents et de ne pas accepter la pluralité des partis politiques !

Tout dernièrement, à l'occasion du centenaire du grand philosophe Unamuno, une bataille s'est

(1) Voir « Démocratie Nouvelle », juillet-août 1964.

(2) Affirmation de son dernier livre « Las nuevas democracias », Madrid, 1964.



photo Ruedo Iberico

engagée au sein même du catholicisme espagnol. Les évêques Gurrupide et Pildain, la presse intégriste, le quotidien « ABC » par la plume de l'intégriste Fernandez de la Mora, ont attaqué grossièrement Unamuno comme hérétique et mauvais espagnol. L'évêque de Bilbao, Gurrupide, pouvait dire dans une pastorale :

« Ecartez-vous de la fréquentation de cet homme revêtu de qualités splendides mais qui peut empoisonner vos cœurs avec le venin de ses doctrines erronées et hérétiques... Conservez votre foi et ne la mettez jamais en danger par la lecture de livres interdits ou dangereux. Unamuno n'est pas un auteur que nous puissions recommander. Le serpent venimeux se cache entre les pages de ses écrits. »

Par contre « Cuadernos para el dialogo », « Ciervo » de Barcelone, de nombreux professeurs, catholiques ou non, des étudiants, se sont attachés à défendre la mémoire du philosophe basque, si contradictoire, mais dont l'apport à la culture espagnole est hors de question.

Le Concile a décidé de demander aux gouvernements qui le détiennent encore de renoncer au droit de « choisir, nommer, présenter ou désigner » les évêques. Sommes-nous proches de la fin de l'ère constantinienne de l'Eglise ? C'est là, dans sa généralité, une question étrangère à l'objet de notre article. Mais ce qui, cependant,

est évident, c'est qu'en Espagne le secteur qui continue à considérer l'Eglise comme un facteur de pouvoir, reflétant une position de la classe dominante, s'oppose désormais à un grand bloc dans lequel peuvent se retrouver momentanément les masses catholiques qui ne mêlent pas croyances et attitude politique, les catholiques qui interprètent leurs sentiments religieux d'une manière progressiste et aussi d'autres catholiques et membres du clergé qui, sans aller aussi loin, estiment nécessaire un régime de libertés et ne veulent plus que l'Eglise soit mêlée à l'action de l'Etat.

Ce vaste front peut s'unir à l'autre, très puissant, des hommes et femmes qui ne croient pas et qui luttent pour la démocratie.

Les expériences d'un passé relativement récent ont guéri les Espagnols de l'anticléricalisme, rideau de fumée qu'utilisa la bourgeoisie espagnole pour détourner une partie des travailleurs de la lutte.

De leur côté, les masses catholiques doivent rejeter sans hésiter la marchandise anticommuniste qui, reflet de l'idéologie de classe, leur est offerte à travers mille canaux, afin de les utiliser au service de la politique des classes exploiteuses.

pablo de talleria.



la parole, personne ne nous la retire

Ces longues années d'après-guerre servirent
à nous donner rendez-vous aujourd'hui
la foi et le pouls en alerte,
arbres déjà hauts de la patrie...
ils furent levain et cible,

du haut du rocher
la source jaillissante où traîne
tant de boue inscristée, tant de...
Tu vois, ce temps est révolu.
Aujourd'hui l'Espagne parle avec des mots à nous,
aujourd'hui la main naît d'une sève jeune, reverdie,
et la voix de la terre est voix de
terre

Ecoute,
la dignité s'exprime en noms propres,
Mieres, Rio Tinto, Puertollano, (1)
Julian Viejo y Vidal, Sanchez
Montero...

Géographie faite de noms drus, construite
par des ouvriers en paroles.
En Biscaye, la ville des franchises (2)
n'est plus à l'écart de ce grave concert.

Espagne,

Espagne, tristesse enfouie
terre du malheur innombrable ;

les proverbes

la grammaire obscure
la vie sombre et grise
l'extrêmement dure
dureté tourmentée des champs, dur,
ardent soleil d'Espagne,
prouesse de hautes franchises,
nom propre et nom commun de mon espérance.

carlos alvarez

(1) Bassins miniers, théâtres de grèves importantes.

(2) Guernica.

terre

Pourquoi suis-je donc né sur cette terre.
Je prie qu'on me donne une excuse. Quelque chose
à manger à vivre, enfin. Horreur de ne pas
savoir marcher sur cette terre, air, mer, et feu
inconnus. Si un boiteux guide un aveugle,
que feront-ils sinon tomber, tomber, tomber ?
Mais j'ai vu, moi, j'ai touché. Etre
ou ne pas être. Pile ou face. Jeu tragique.
Tragique amour, amour jusqu'à la lie.
Espagne, fille de parents connus,
dés-accordés une, cent, mille fois.
Pourquoi suis-je donc né sur cette terre.
Enfoncés sont mes yeux. Mais gare aux faux-pas, mère,
nous ne nous tenons pas encore pour vaincus.

sans armes

Nous ne nous tenons pas encore pour vaincus.
Une guerre, dit-on, fut perdue. Je ne sais
rien d'hier. Je veux une Espagne demain née ;
la haine et le présent dénoueront leurs mains.
Illustres guerres misérables, sang
stérile. Perdue. (moi, je ne sais rien,
rien). Gagnée (je ne sais rien, rien) :
tel est le sec écho du sang.
Pourquoi suis-je donc né sur cette terre.
Je prie qu'on efface le sang à jamais. Puis
nous parlerons. Je parle avec la terre
sans armes. Et comme je suis un pauvre ouvrier
de la parole, un minime mineur
de la paix, je ne sais rien de la guerre.

jeunesse invaincue

Tu passais, tu passais oiseau aux cent couleurs,
peuplier haut dressé au bord d'une tranchée.
En d'horribles camions hérissés de fusils
tu trouveras la patrie.

Alcaniz Morella

Nules Guadalajara
Il en fut ainsi — Un jour la paix résonna comme un glas
et l'air vint à manquer, les sources se tarirent,
et tu passais oiseau gris tu passais
sous l'aile blessé
tu infléchis ton vol vers le puits d'une mine
tu exaltas la lutte en pleine nuit
pour une patrie
de joie, d'acier et de beauté.

blas de otero

Léon Sanchez est
pour le moment en prison,
mais libre, invincible,
vivant dans les autres, et il lutte
dans la personne de tant d'autres, que l'air
clame à grande voix : « Merci, Sanchez ».
Oh, permanence de l'espoir !
Là où manquent les uns, d'autres sont à la tâche,
et c'est la pulsation cordiale, l'élan continu.
L'incorruptible diamant cristallise
le système secret de la lumière tremblante,
et le joyau caché luit dans les ténèbres
de l'Océan.
Un ordre clandestin s'élabore.
Un amour se réserve, et tout d'un coup s'affirme
et là où rien ne se passe
palpite la convergence de mille efforts,
la conjonction armée,
la gloire collective, l'espérance active,
la vie à chaque instant perdue et retrouvée.
Je ne suis pas seul. Je ne suis
pas seulement en ce que je suis.
Tout ce qui existe m'accompagne et m'aide,
mon « non moi » et la douleur
comme un cœur multiple.
Une blessure se ferme, une autre s'ouvre.
La vie, tenacement,
régénère son tissu.

gabriel celaya

Extraits de « Episodios Nacionales ».
Ed. Ruedo Ibérico.
Traduction Marie Chevallier.

l'affaire carlos alvarez

Le Tribunal de l'Ordre Public de Madrid a condamné le poète Carlos Alvarez à trois ans de prison et à 50.000 pts d'amende. On lui reprochait d'avoir adressé au journaliste franquiste M. Fernandez-Cuenca une lettre dans laquelle il prenait la défense de la mémoire de Julian Grimau, lettre qu'il a également fait parvenir à des journaux nationaux et étrangers.

Après cette condamnation un fait nouveau, très grave, est intervenu : une autre instruction judiciaire a été ouverte contre le jeune poète, et ce devant la juridiction militaire, car il est accusé « d'injures à l'armée » pour avoir réaffirmé les termes de sa lettre devant les juges. Si l'instruction se poursuit, Carlos Alvarez sera entraîné devant un conseil de guerre.

En agissant ainsi les autorités les plus terroristes de l'Espagne veulent créer un précédent afin d'appliquer la justice militaire à tous les opposants politiques, qui sont déjà jugés par un tribunal d'exception, dit de « l'ordre public ». La juridiction militaire, les sinistres tribunaux du colonel Aymar, ne manqueraient pas d'intensifier la répression. Nous publions ci-après le texte de la lettre envoyée par Carlos Alvarez, le 10 mai 1963. Carlos Alvarez a été arrêté le 17 juillet de la même année. On trouvera ensuite des extraits des minutes du procès, notamment une partie des déclarations du poète et de la plaidoirie de son avocat, maître Amandino Rodriguez Armada.

Carlos Alvarez à Fernandez-Cuenca

En ma qualité de critique de « Cinéma universitaire », mais à titre personnel et, bien entendu, sans autorisation préalable de la direction de la revue, je m'adresse à vous pour vous exprimer ma déception devant le commentaire insultant pour la mémoire de Julian Grimau paru dans votre critique du film d'Orson Welles, « Le procès », publié dans le journal « Ya » de Madrid, le 9 mai. Vous faisant savoir que je ne trouve pas votre attitude correcte, je crois de mon devoir de vous signaler ma totale solidarité avec l'opinion publique mondiale qui, de façon indiscutable, a condamné l'assassinat commis sur la personne de Julian Grimau, après une farce digne du guignol, absolument en marge de toute justice et de toute légalité. En dehors de considérations d'ordre purement personnel, il m'est difficile de comprendre votre inqualifiable comparaison entre Grimau et Eichmann, ce dernier ayant été jugé, d'ailleurs, en pleine lumière et avec toutes les garanties; je ne comprends pas une telle comparaison venant de quelqu'un qui, par son attitude publique, s'est toujours parfaitement identifié aux conceptions du gouvernement du général Franco qui, comme vous le savez, s'est admirablement entendu avec l'Allemagne d'Hitler (et d'Eichmann), pendant les jours amers où furent commis par l'Etat allemand les crimes inqualifiables qu'aujourd'hui seulement, bien des années plus tard et quand le jeu politique extérieur a changé de signe, vous semblez regretter et haïr. Ce n'est pas seulement en tant qu'intellectuel — par conséquent au service de la liberté — mais en tant qu'homme et en tant qu'Espagnol que je désapprouve votre attaque, derrière l'invulnérabilité que vous donnent les colonnes d'un journal au service d'une structure politique qui n'accepte pas le libre dialogue, contre un homme qui a été, impunément jusqu'alors, calomnié, torturé et assassiné.

Madrid, 10 mai 1963.

Fernandez-Cuenca à la barre

Cité comme témoin par la défense, M. Fernandez-Cuenca dut répondre aux questions de l'avocat de Carlos Alvarez.

Défenseur. — Est-il exact que dans « Ya » de telle date, vous avez signé un article où l'on disait telles et telles choses (il les cite textuellement) sur M. Grimau Garcia ?

Témoin. — Oui, c'est exact, et je maintiens ce que j'ai dit.

D. — Le témoin veut-il dire au Tribunal où il se trouvait pendant la guerre civile espagnole de 1936-39 ?

T. (soudain plein de fierté et d'orgueil). — Pendant toute la guerre de Libération, je suis resté en zone rouge, où j'ai été arrêté dès les premiers jours du Mouvement; je suis allé de prison en prison jusqu'au moment où les nationaux m'ont libéré.

D. — Le témoin veut-il expliquer au Tribunal dans quelle partie de la « zone rouge » il se trouvait et dans quelles prisons il fut détenu ?

T. — Je suis resté pendant toute la guerre de Libération espagnole à Madrid. (Il énumère toutes les prisons par où il déclare être passé.)

D. — De toute la guerre mondiale 1939-45, le témoin a-t-il quelquefois entendu parler des millions de crimes que les nazis commettaient à travers toute l'Europe, ou a-t-il eu connaissance de ces faits en quelque occasion ?

T. — Pas du tout. A cette époque, je n'ai eu aucune connaissance de ces crimes. La propagande nazie était si parfaite que l'on ne savait absolument pas hors d'Allemagne que de telles choses se passaient en Allemagne et dans les régions d'Europe occupées par ses armées.

D. — Est-il possible que le témoin jusqu'en 1945 n'ait absolument pas eu connaissance de ces crimes nazis ?

T. — Absolument pas. Je l'ai appris comme tout le monde après la défaite de l'Allemagne.

D. — Le témoin affirme dans son article de « Ya » qu'il avait eu connaissance des prétendus crimes commis par M. Grimau. Le témoin a-t-il lu dans la presse espagnole les informations relatives au procès de M. Grimau ?

T. — Oui, je les ai lues à cette époque.

D. — Je veux attirer l'attention du Tribunal sur le fait que le témoin menant une vie tout à fait normale à partir de 1939, et se déplaçant en toute liberté dans notre pays, n'a pas eu le moins du monde connaissance des millions de crimes que les nazis commettaient dans toute l'Europe, alors que pendant la guerre civile espagnole, bien qu'il restât toujours en prison et à Madrid, très exactement, il a eu connaissance des prétendus crimes que M. Grimau, totalement inconnu à cette époque, aurait commis alors à Barcelone. Je n'ai rien à ajouter Messieurs les Juges.

L'avocat de Carlos Alvarez, dans sa plaidoirie, déclara notamment :

« Ni l'Etat espagnol, ni les Espagnols n'ont intérêt à faire silence sur l'illégalité du procès qui a condamné Grimau. Ce que nous devons faire, c'est le mettre en pleine lumière pour éviter que l'infection ne se gangrène. C'est pourquoi, en apportant une contribution spontanée à cette œuvre, le poète Carlos Alvarez, loin de

porter préjudice aux intérêts de l'Etat, a agi dans le sens des véritables intérêts du pays, car enfin, Messieurs les Juges, nous sommes tous responsables et l'histoire n'a pas encore dit son dernier mot. Messieurs les Juges, un poète qui n'est pas en contact avec les sentiments de la nation, n'est pas un poète. Carlos Alvarez est l'interprète de ces sentiments »...

L'avocat de la défense parle ensuite du commandant Fernandez Martin, du procès qui condamna Julian Grimau sans apporter une seule preuve. Il cite le libelle « Crime ou châtement », où l'on citait comme principal témoin l'avocat M^e Avilés, qui eut d'ailleurs le droit de plaider devant les tribunaux de la République. Arrivé à cet endroit, Rodriguez Armada fait remarquer que, dans ce libelle, M^e Avilés parle de Julian Grimau comme d'un « jeune homme intelligent et de petite taille ». Or, tous ceux qui ont connu Grimau savent que c'était un homme de grande taille, au-dessus de la taille moyenne des Espagnols en général. Il poursuit en parlant de la spécialité, qui semble être celle de Fernandez Cuenca, de calomnier des hommes qui ne peuvent se défendre. Il continue : « Si à l'époque où le fascisme imposait sa dictature à l'Europe avec « l'Ordre Nouveau » tellement vanté, M. Fernandez-Cuenca avait eu le courage de dénoncer les crimes de Eichmann, il n'aurait évidemment pas eu l'occasion par la suite de calomnier le défunt Grimau, puisque ses os auraient alimenté les fours crématoires ».

Les derniers mots du défenseur furent les suivants : « Et vous, Carlos Alvarez, poète de l'éveil, pardonnez-moi si ma plaidoirie n'a pas été aussi brillante que vous le méritiez. Pardon et merci, merci infiniment d'avoir défendu dans toute la mesure de vos forces, qui sont grandes, la mémoire de mon client M. Grimau (il l'est encore puisque je suis le fondé de pouvoir de sa famille pour la révision du procès). Merci donc en son nom, au nom de son épouse et de ses filles. J'ai terminé, Messieurs les Juges ».

QUESTIONS POSEES AU POETE PAR SON DEFENSEUR ET REPONSES APPROXIMATIVES PRISES EN STENO

1^o) Quand avez-vous écrit la lettre qui a motivé le procès ?

Réponse : le 10 mai 1963.

2^o) A qui l'avez-vous adressée ?

R. — A divers journaux de Madrid et de l'étranger.

3^o) Quand avez-vous été arrêté ?

R. — En juillet 1963.

4^o) Craigniez-vous d'être arrêté pour avoir écrit cette lettre ?

R. — Je ne me faisais pas beaucoup d'illusions à ce sujet, car, malheureusement, je connais les procédés de la police franquiste.

5^o) Etes-vous resté en prison depuis ?

R. — Oui, pendant quinze mois.

6^o) Avez-vous été poursuivi d'abord par le Tribunal d'Ordre Public ?

R. — Non, je l'ai été par le Tribunal spécial de propagande illégale.

7^o) Quand êtes-vous passé au Tribunal d'Ordre Public ?

R. — Au mois de février lorsque la juridiction spéciale fut déchargée de la cause au profit de ce Tribunal.

8^o) Avez-vous accepté de bon gré ce changement de juridiction ?

R. — Non, parce que cela lésait mes intérêts, et que je considérais cette mesure comme illégale; c'est pourquoi j'ai fait appel devant le Tribunal suprême.

9^o) Lors de votre arrestation la police fit une perquisition chez vous et saisit cinq livres qui sont cités dans l'acte d'accusation. Où vous êtes-vous procuré ceux de J.-P. Sartre ?

10^o) Et le livre « Yougoslavie, un pays démocratique et son économie » ?

11^o) Et le « Marxisme » de Lefebvre, manuel d'initiation philosophique ?

Note : à toutes ces questions sur les livres, il répond : « dans diverses librairies de Madrid ».

12^o) Et le livre intitulé « Le cosmonaute » ?

R. — C'est un cadeau d'un écrivain chilien.

13^o) D'où le connaissez-vous ?

R. — D'un voyage qu'il fit en Espagne.

14^o) Et les « Episodes Nationaux » de Celaya ?

R. — Je les ai achetés à la librairie Aguilar à Madrid.

15^o) L'acte d'accusation déclare que vous étiez porteur d'une coupure de presse, en français, où figuraient les paroles prononcées par Miguel de Unamuno à Salamanque peu avant sa mort, et que l'on peut considérer en réalité comme son testament politique. Pouvez-vous expliquer pourquoi vous aviez cela ?

R. — Parce que je considère que l'attitude de Miguel de Unamuno en cette circonstance fut digne et responsable, et qu'elle a donné un prestige nouveau au mot d'intellectuel.

Note : Ici l'accusé doit se hâter de répondre, car le président le menace d'ouvrir une nouvelle instruction.

16^o) Qu'est-ce qui vous a poussé à écrire votre lettre à M. Fernandez-Cuenca ?

Note : Il ne peut répondre parce que le président assisté de l'avocat général le lui inter-

dit en insistant sur ses menaces d'ouvrir une nouvelle instruction.

17°) Vous avez envoyé votre lettre à plusieurs journaux et avec votre nom. Pourquoi ?

R. — En envoyant cette lettre, j'ai obéi à ma conscience. Me taire, à ce moment-là, aurait signifié pour moi lâcheté et manque de conscience civique. C'était le moyen le plus approprié dont je disposais pour prendre la défense de Julian Grimau assassiné (nouvelles menaces).

18°) Etes-vous toujours d'accord avec les déclarations que vous faisiez le 10 mai dans cette lettre ?

R. — Je les revendique lettre par lettre.

19°) Avez-vous connu Julian Grimau ?

R. — Je n'ai pas eu ce privilège. Mais j'ai pu me faire une idée de lui à travers les conversations que j'ai eues avec son défenseur et avec les personnes qui l'ont connu.

20°) Obéissiez-vous aux instructions de quelque parti politique en écrivant la lettre qui vous a valu d'être poursuivi ?

R. — Pas le moins du monde. Je n'ai fait qu'obéir à ma conscience.

21°) Etes-vous membre du parti communiste espagnol ?

R. — Non.

22°) Vous avez pourtant déclaré devant la police et le juge que vous partagiez son idéologie. Voulez-vous expliquer ce que représente pour vous le communisme ?

Note : Nouvelle interruption, nouvelles menaces.

23°) Vous avez dit que vous revendiquiez un par un tous les points de votre lettre. Voulez-vous expliquer la phrase « farce de grand-guignol en marge de toute légalité et de toute justice » ?

R. — Le nom de Julian Grimau ne figurait pas au « procès général » fabriqué après la guerre par le parti vainqueur. En outre il a été jugé devant un Conseil de guerre sommaire; et M. Fernandez Martin, qui remplissait les fonctions d'avocat général, n'était pas licencié en droit, comme l'exige le Code de justice militaire. Et comme si cela n'était pas suffisant l'accusation n'apporta aucune preuve de sa culpabilité. « Farce de grand-guignol donc en marge de toute idée de justice ou de légalité ».

Le président réplique irrité : « Nous ne sommes pas ici pour réviser le procès de Grimau. Tenez-vous en aux faits. »

24°) Etiez-vous au courant de la non-qualification professionnelle du commandant Fernandez Martin, qui remplit les fonctions d'avocat général dans le Conseil de guerre sommaire qui

condamna Grimau Garcia à la peine de mort ?

Note : nouvelle menace; on lui interdit de répondre.

25°) Vous faites également allusion dans votre lettre à l'entente politique entre l'Espagne et l'Allemagne lorsque Hitler imposait ses volontés à l'Europe. Voulez-vous expliquer sur quoi vous vous fondez ?

R. — Je crois qu'il n'est pas difficile de trouver une explication. Mise à part l'existence de la Division Bleue, il y a... Ici le président harcelé par les magistrats, lui interdit de répondre.

26°) Pourquoi affirmez-vous que Julian Grimau a été calomnié ?

Note : Nouvelle menace. On l'empêche de répondre. Nouvelle protestation de son avocat.

27°) Pourquoi affirmez-vous qu'il a été torturé ?

R. — Il y a le témoignage de la lettre des intellectuels sur les tortures et en outre j'apporte le témoignage des prisonniers politiques qui sont avec moi à Carabanchel; plus précisément ceux qui viennent de Zaragoza et des Asturies. Le Tribunal essaye encore de couper la réponse, mais Carlos Alvarez énergiquement s'impose et poursuit: « Messieurs les Juges, nous connaissons tous, même si quelques-uns prétendent l'ignorer, les procédés employés par la police sociale du régime ».

28°) Pourquoi affirmez-vous qu'il a été assassiné ?

R. — Il s'adresse à son avocat: « Comment appelleriez-vous, maître, la condamnation d'un homme qui a été soumis à l'illégalité d'un Conseil de guerre sommaire où l'on n'a apporté aucune espèce de preuve, et dans lequel, comme si cela ne suffisait pas, l'avocat général, Fernandez Martin (unique membre avec le Procureur qui doit posséder le titre de licencié en droit), ne possédait pas ce titre qu'exige l'article 63 du Code de justice militaire? »

Réponse ostensible de l'avocat Rodriguez Armada: Evidemment.

29°) Vous terminez votre lettre en disant que le régime ne permet pas le dialogue. Voulez-vous expliquer pourquoi ?

R. — Une preuve évidente de cela est ma présence devant ce Tribunal. Une autre preuve c'est que tout au long du procès, j'ai dû subir la contrainte permanente du Tribunal. On peut en dire autant de mon défenseur... A quoi bon en dire plus...

A la fin du procès le président du Tribunal pose à l'accusé la question rituelle: a-t-il quelque chose à ajouter à ce qu'a déclaré son défenseur? La réponse fut la suivante:

« Le procureur m'a posé des questions de pure

forme, en faisant preuve du mépris le plus complet pour les motifs humains décisifs qui expliquent mon attitude. Le 24 juillet 1936, mon père qui était capitaine des gardes d'assaut fut assassiné à Séville (il est plusieurs fois interrompu, mais il continue). Cependant j'ai toujours fait effort pour que cet événement ne détermine pas ma formation humaine, mon attitude d'Espagnol. C'est pourquoi je sympathise avec toute ligne politique qui vise à faire disparaître le climat de guerre civile qui dure encore, et je condamne la politique qui tend à le perpétuer. A la mort de M. Grimau Garcia, je me suis demandé dans quelle mesure l'esprit de revanche que cela impliquait n'allait pas faire bouillir le sang de ceux qui sont comme moi orphelins

le procès sandoval

2 décembre 1964. Une foule nombreuse se presse autour du Palais de Justice de Madrid où va siéger le Tribunal d'ordre public. Dans la salle l'assistance a été triée sur le volet. Dans la rue (place Ville de Paris, rue du Marquis d'Ensenada) la foule ne cesse de grandir, mais depuis 9 heures et demie les portes du Tribunal sont fermées. Plus de 600 personnes essayent de pénétrer par la force, mais elles sont vite refoulées par un double cordon de policiers en uniforme (il y a même des familiers des accusés qui se voient interdire l'accès de la salle). Vers dix heures du matin les gens se regroupent et forment un cortège de plus de 800 personnes qui, aux cris de « liberté! » et « amnistie! », parcourent plusieurs rues jusqu'au « paseo Calvo Sotelo ».

Le président du Tribunal d'ordre public, M. Amat, est entouré de deux juges; à sa gauche, le procureur, M. Gonzalez Cuellar; à sa droite, les douze avocats des douze accusés: M^{re} Ruiz-Gimenez, professeur à l'Université de Madrid et ancien ministre de Franco, Tierno Galvan, professeur à l'Université de Salamanque, Robles Romero-Robledo, Castillo, Rato, R. Armada, le lieutenant-colonel Suarez de la Dehesa, du corps juridique de l'armée, etc.

Les accusés font face: José Sandoval, membre du Comité central du parti communiste d'Espagne, Antonio Montoya, Jesus Martinez Velasco, Luis Antonio Gil, Justo Lopez de la Fuente, qui fut commandant de l'armée républicaine, José Aníbal Rodriguez, José Ajenjo, Enrique Sandrio, Antonio Avillas, Silvano Morcillo, Juan Daniel Lacalle, ingénieur de l'aéronautique de 24 ans et fils du ministre de l'Air de Franco; enfin, une femme, Francisca Pinilla.

de guerre. Dans un parti comme dans l'autre, il y avait un père fusillé (interruptions constantes et furieuses du Tribunal). C'est pourquoi j'ai éprouvé le besoin humain de me soulager en manifestant publiquement mon indignation.

Signalons que Carlos Alvarez, tandis qu'il était en prison, a obtenu « Le Prix de la Crinière », décerné au Danemark à un poète d'avant-garde, et a publié un livre de poème, édité à Paris par les éditions « Ruedo Ibérico ». Quelques jours après sa condamnation une manifestation de masse a eu lieu à Copenhague, devant les locaux de l'ambassade franquiste, manifestation au cours de laquelle on a brûlé le dictateur Franco en effigie.

« Association illégale », et concrètement appartenance au parti communiste, « propagande illégale »: tels sont leurs « délits ». Pour le procureur ces faits « très graves » exigent de lourdes peines de prison: 33 ans pour Sandoval; 23 ans, 18 ans, 8 ans (pour Lacalle). D'après l'étrange conception juridique du procureur « être membre du Parti communiste est, en Espagne, un délit plus grave que celui d'appartenir à une autre association clandestine quelconque ». Et pour mieux étayer ses « arguments », M. Gonzalez Cuellar a sorti de sa poche la loi de mars 1940 sur « la répression de la franc-maçonnerie et du communisme ». Cette loi a été abrogée en 1963, mais ce « petit détail » semble n'avoir aucune importance pour le représentant de la justice de Franco.

Le public, dans la salle comble, est composé de journalistes, de diplomates, d'avocats, d'observateurs (dont M^{re} Delay, du barreau de Lyon, au nom du Secours Populaire Français) et de quelques prêtres, qui suivent les débats sans cacher leurs sympathies pour les accusés et pour les arguments de leurs défenseurs.

José Sandoval déclare être membre du Comité central depuis 1954, chaque fois réélu, et avoir demandé lui-même à revenir en Espagne (1). Justo Lopez: « La réconciliation nationale reste le principe fondamental de notre politique ». Francisca Pinilla déclare être communiste depuis 1935; elle a été déjà condamnée une fois à treize

(1) José Sandoval a lutté pour la défense de Moscou, pendant la guerre mondiale. « Mon amour pour l'Espagne est au-dessus de tout », a-t-il dit en réponse à une question de son avocat. Il est rentré dans son pays pour lutter aux côtés des travailleurs pour l'amélioration de leurs conditions de vie. C'est un homme de paix paradoxalement obligé de combattre pour effacer les haines engendrées par la guerre civile.

ans de prison. Antonio Montoya a adhéré au parti communiste en 1962. Quant au fils du ministre de l'Air, Daniel Lacalle, sur lequel on a exercé toutes sortes de pressions pour qu'il « rentre au bercail » (il a même été défendu d'office par un avocat militaire) il proclame, lui aussi : « Oui, je suis membre du parti communiste d'Espagne » (1). Trois accusés, par contre, déclarent n'avoir jamais appartenu au P.C. Les déclarations des accusés sont fréquemment interrompues par le président du Tribunal. Mais ils ne se laissent pas faire et ripostent ; Francisca Pinilla, quand le procureur lui demande : « Ecoutez-vous, quelquefois, la radio communiste ? », répond abruptement : « Quelquefois, non, je l'écoute toujours ».

L'audience reprend à cinq heures de l'après-midi pour entendre les plaidoiries. M. Ruiz-Gimenez (le seul laïc espagnol invité au Concile par Paul VI) détruit les bases juridiques de l'accusation. « La loi de répression de la franc-maçonnerie et du communisme — dit-il — fut promulguée dans la période passionnelle de l'après-guerre en raison d'une situation d'exception créée par la guerre civile. Cette loi a été abrogée en 1963 ». Et de déclarer « inadmissible » que le procureur base son accusation à la fois sur des lois de 1940 et sur le Code pénal.

Le professeur Tierno Galvan (de tendance socialiste), avocat de Sandoval, après avoir affirmé que son client « est un homme de comportement et de valeur humaine très peu fréquents », déclara qu'il s'agissait d'un procès politique où l'on essayait de confondre la personne de Franco et le régime avec l'Etat, sans tenir compte de ce que « finalement, le régime est transitoire », car « nous vivons une période de changements, de malaise social, économique et politique ». Le président interrompit Tierno Galvan pour lui dire : « La salle ne partage pas vos idées... Le pouvoir judiciaire, dans le cadre de la stabilité dont nous jouissons, c'est la joie dans les services de Dieu, de l'Espagne et de Franco ».

Tierno Galvan reprit : « M. Ruiz-Gimenez a déclaré que la loi de 1940 a été abrogée ; M. Ruiz-Gimenez est « procureur » des Cortès et fait partie de sa commission de la justice ; on a le droit de penser qu'il est qualifié pour connaître les intentions du législateur ».

M^e Antonio Rato expliqua également que la loi de 1940, « loi d'exception, mise en vigueur au lendemain de la guerre civile » n'a plus aucune valeur. Quant à M^e Mariano Robles Romero-Blodedo, il insista lui aussi sur le caractère

politique du procès : « Pas un seul des accusés n'a commis un délit de droit commun ; ils n'ont fait que lutter en faveur d'une évolution économique et sociale... votre sentence, messieurs les Juges, aura une répercussion sur cette Europe renaissante, qui, il y a vingt ans, se divisait en vainqueurs et vaincus... Allons-nous, les Espagnols, rester divisés 25 ans après la fin de la guerre civile ? » M^e Robles, qui, pendant cette triste guerre, fut commandant dans l'armée franquiste, déclara ensuite : « C'est pour moi un honneur de défendre M. Justo Lopez de La Fuente qui, pendant la guerre civile, fut commandant de l'armée républicaine ».

Le verdict fut attendu six jours, fait très peu commun dans la procédure franquiste. Il fut pourtant un verdict de haine et de rancune, un verdict inspiré par l'esprit de guerre civile au mépris des principes les plus élémentaires des Droits de l'Homme et même des lois promulguées par l'Etat franquiste. 28 ans de prison et 150.000 pesetas d'amende pour José Sandoval ; 23 ans et 3 mois et 125.000 pesetas pour Justo Lopez de La Fuente et Luis Antonio Gil ; 12 ans de prison et 100.000 pesetas d'amende pour Mme Francisca Pinilla ; 8 ans de prison pour J. Daniel Lacalle. D'autres peines de prison de 18 et 12 ans. Un seul acquittement, celui de Francisco Lopez.

L'opinion considère unanimement ce verdict comme un défi à la conscience espagnole et universelle. Le journaliste M. José A. Novais écrivait à ce propos dans le journal « Novedades » de Mexico : « Quels sont, en réalité, les délits des accusés dont la plupart ont déclaré avec une grande dignité, « nous nous affirmons avec fierté responsables de nos actes » ? « Appartenir au parti communiste, travailler pour une opposition syndicale pacifique, préparer ou diffuser des tracts appelant à un rassemblement pacifique le 1^{er} mai ; défendre des revendications sociales... ou simplement avoir lu la presse clandestine communiste ! »

La dictature et le régime fasciste sont déjà condamnés par le tribunal du peuple et de l'histoire ; de cette histoire qui gardera l'exemple de José Sandoval et ses compagnons.

(1) La déclaration d'un autre accusé, Ajenjo, a suscité une forte émotion : « A l'âge de onze ans, quand les troupes franquistes entrèrent à Madrid, je vis arrêter mon père et ma mère. Je restai seul avec mes quatre frères plus jeunes que moi. J'ai cherché de la nourriture dans les poubelles, dans les débris amassés aux halles, j'ai mendié, j'ai volé. Nous n'avions rien à manger. L'image de la famine est restée gravée à jamais dans ma mémoire. J'ai adhéré au parti communiste pour que plus jamais, nulle part, des enfants de onze ans ne connaissent cela. »

sur quelques particularités des luttes ouvrières

antonio mije

L'examen des luttes revendicatives de la classe ouvrière, durant ces dernières années, permet de dégager quelques conclusions intéressantes et riches de leçons. Il aide, en outre, à suivre le chemin parcouru, à réaliser les progrès de l'action et de la prise de conscience dans d'importants et toujours plus nombreux secteurs ouvriers.

Mon objectif est d'aborder cet examen en insistant sur la période récente à partir de 1962, où les luttes ouvrières se caractérisent par leur amplitude, leur ténacité et souvent leur durée. Ce sont des grèves de masse, très combattives, réalisées dans l'unité par des centres industriels comme les Asturies, le Pays basque et Guipuzcoa, Barcelone et d'autres provinces... Durant cette période, il s'est produit un saut qualitatif marquant, révélateur de l'élévation de la conscience de classe des travailleurs. Les luttes ne sont plus exclusivement économiques, elles sont politisées et les revendications de salaires sont étroitement liées aux revendications politiques. Avoir un syndicat de classe et le droit de grève pour tous deviennent des exigences, des revendications de premier plan, et qui sont reprises à la fois par la classe ouvrière, les autres travailleurs et les étudiants. Ces exigences s'expriment dans les réclamations adressées aux dirigeants verticaux, aux autorités, mais également dans les grèves et manifestations qui se sont déroulées, il y a quelques mois, dans les Asturies, dans le Pays basque et à Madrid.

conscience de classe et niveau d'organisation

La conscience de classe caractérise nombre de mouvements. C'est ainsi qu'on passe de grèves d'entreprises à des grèves de plus grande envergure englobant les ouvriers d'une industrie, d'une ville, d'une région, d'une province

entière. Les grèves des mineurs asturiens, des métallurgistes basques, des vendangeurs de la province de Cadix, fournissent des exemples caractéristiques. Elles soulignent l'intervention chaque fois plus nette du facteur « conscience » dans l'action ; elles soulignent aussi les progrès parallèles de l'organisation.

Les grèves entreprises par les mineurs asturiens et les manifestations des métallurgistes madrilènes ont mis un terme aux propos de ceux qui affirmaient le caractère spontané du mouvement revendicatif espagnol, tant il est clair que de telles actions n'auraient pu être possibles sans un certain niveau d'organisation et de conscience. Les travailleurs portent leur action dans la rue : il convient d'insister sur l'importance des manifestations qui viennent soutenir les revendications. Moyen de pression sur le gouvernement, la manifestation de rue a une signification politique considérable, elle popularise les objectifs de la lutte et rompt la barrière du silence imposée par la censure franquiste. Elle fait ainsi connaître aux autres couches de la population la réalité des conflits. Les manifestations que nous avons connues se préparent dans les usines. Elles naissent de la combativité des travailleurs et l'accroissent. Les participants apprennent à se défendre contre les « forces de l'ordre », à se disperser lorsqu'il le faut, à rendre parfois coup pour coup. Par sa volonté de conquérir la rue, la classe ouvrière affirme sa décision d'imposer ses revendications économiques et politiques.

Tel est le sens de la récente expérience des métallurgistes madrilènes, de la démonstration du 1^{er} Mai à Bilbao, de celles de Las Palmas et des Grandes Canaries.

Cette situation permet à des centaines de nouveaux dirigeants ouvriers, nés de la lutte, d'être promus à des responsabilités dans les commissions ouvrières. Et les nouveaux dirigeants, élus par leurs camarades, font leur propre expérience du combat dans des condi-

rêts. Ce sont les commissions ouvrières d'opposition qui ont leur confiance et qu'ils créent démocratiquement chaque fois que cela est possible. Les chefs syndicaux imposés par les gens de Franco parlent de « perfectionnement des structures syndicales », sans doute avec l'intention de paraître désireux d'introduire des changements dans ces structures syndicales fascistes. Ils n'arriveront pas à semer des illusions ni à éviter le développement des commissions ouvrières. Un effort intense est fait en ce moment pour accentuer ce développement. L'avant-garde de la classe ouvrière, une avant-garde qui se fortifie sans cesse, accumule les expériences. Par une tactique habile et souple, profitant des maigres possibilités légales, elle utilise différentes formes pour propager ses mots d'ordre et faire avancer son influence dans tout le pays sur le terrain de la lutte et de l'organisation extra-légale.

C'est dans les entreprises que les commissions ouvrières sont nées, mais elles s'étendent maintenant aux localités et provinces. C'est le cas en Pays basque où existe une commission provinciale qui s'adresse ouvertement au ministre de l'Information et à Franco lui-même. Cette commission a été déferée devant un tribunal pour y être jugée, mais les grèves et les manifestations des 13 et 18 octobre, la manifestation du 18 à Saint-Sébastien, ont montré l'autorité et la sympathie dont elle jouit.

le mouvement des commissions ouvrières

Les travailleurs progressent ainsi vers la création d'un mouvement syndical indépendant de l'Etat et des patrons, grâce à l'expérience et à l'action des commissions ouvrières, venues de la lutte et y opérant comme des organes de direction. Quoiqu'illégales, celles-ci s'imposent peu à peu comme constituant les véritables organisations représentatives des travailleurs. Ce sont elles qui discutent en leur nom. Au Pays basque elles ne sont pas seulement reconnues par les directeurs des grandes usines, certaines d'entre elles obtiennent même des locaux pour se réunir.

En vérité ni le gouvernement ni les gros capitalistes ne sont en mesure d'arrêter le processus de développement des commissions ouvrières. La répression qu'ils pourraient tenter, amènerait un affrontement avec la masse des travailleurs, au moment de l'apogée des luttes revendicatives.

Une unité sans distinction d'idéologie ou de

croyances religieuses, établie dans l'action et pour l'action, caractérise ces commissions. Les responsables sont élus sur la seule base de leur fermeté et de leur combativité. Les résultats obtenus ne peuvent qu'affermir la conviction de tous sur la nécessité de l'unité.

Cette unité est plus forte que toute tentative d'imposer des sigles, qui peuvent n'être qu'un souvenir du passé, sans contenu pour la nouvelle génération.

Qui n'étudierait pas de près le mouvement des commissions ouvrières et ses caractéristiques unitaires, éléments déterminants de l'action des travailleurs, pourrait être amené à négliger ce qui est nouveau dans les luttes actuelles et dans les formes d'organisation qui surgissent du pays lui-même. C'est ce qui risque d'arriver aux socialistes de l'exil qui ne veulent voir la situation actuelle qu'en fonction du passé: ils hésitent ainsi à s'intégrer à fond dans le vaste mouvement de luttes et dans les nouvelles formes d'organisation forgées par les travailleurs.

Nous pouvons affirmer que d'autres luttes se préparent pour les libertés syndicales, l'augmentation des salaires et le droit de grève. En ce moment même une infinité d'actions sont menées, dans le Pays basque comme à Barcelone, dans la métallurgie comme dans le textile ou les transports. Ces actions préparent l'extension du mouvement. Les mineurs asturiens agissent toujours en faveur des silicosés, des déteus, contre les représailles. Les métallurgistes madriléens veulent une nouvelle convention collective. C'est dire qu'une poussée du mouvement gréviste se profile au travers des multiples actions menées dans ces centres industriels.

Le mécontentement des masses est profond devant les hausses successives des prix qui absorbent les augmentations obtenues après des luttes sévères.

Cette ambiance exerce une forte pression sur les dirigeants du régime. Les ministres de Franco n'hésitent pas à se décharger de la responsabilité des hausses sur le dos d'autres dirigeants de la dictature. Ils tentent ainsi de se justifier devant l'indignation populaire.

Cette démagogie ne saurait les dédouaner. Le peuple d'Espagne veut vivre mieux. Il veut des augmentations de salaires, il veut la liberté syndicale, le droit de grève et il lutte pour arriver à ses fins. Dans la situation actuelle le développement du mouvement revendicatif crée les conditions nécessaires pour de nouveaux et importants changements vers le rétablissement de la démocratie.

la bataille des métallos madriléens

En mars 1964, l'action des métallos madriléens pour leurs revendications et pour les libertés démocratiques a pris un nouvel élan.

A l'occasion d'un soi-disant « congrès syndical », les travailleurs de la capitale ont manifesté par milliers dans et devant les locaux de « l'Organisation syndicale ». Ils se sont répandus dans les rues de la ville, à l'appel de l'Opposition syndicale, pour exiger que soient discutées leurs revendications et démasqués les « bonzes » des syndicats verticaux.

Lors de la réunion du 2 septembre, au Syndicat provincial, une nouvelle et dernière réunion avait été décidée pour le 16 septembre 1964; si, d'ici là, les pouvoirs publics n'accordaient pas une augmentation de 20% aux métallos madriléens, les délégués et représentants iraient présenter en bloc leur démission et appelleraient les ouvriers à la grève. Cependant le lieu de réunion n'avait pas été fixé. Les délégués et membres des comités d'entreprise décidèrent de se présenter les jours suivants au Syndicat provincial pour savoir où allait, en définitive, se tenir cette réunion.

A partir du 2, Figueras retarda constamment la fixation de l'endroit où devait se tenir la réunion du 16. Les délégués et représentants des comités commençaient à se lasser d'aller jour après jour au Syndicat provincial de la métallurgie pour connaître la décision. La réunion, finit-on pourtant par apprendre dans les couloirs, se déroulerait à la Maison des syndicats.

Dans diverses usines madriléens circulèrent alors de nombreux tracts appelant tous les travailleurs de la métallurgie à faire acte de présence le 16 septembre à 19 h 30 au siège central des Syndicats verticaux sur le Paseo du Prado. Dans le même sens un appel parut dans le journal clandestin « Metal ».

Mais précisément le 15, Figueras modifia de son propre chef le lieu de la réunion et le fixa...

En mai, les ouvriers obtenaient gain de cause: les salaires allaient être augmentés de 20% à partir de juin. Mais la délégation provinciale du travail, suivant les instructions du gouvernement, interdit cette augmentation. Les travailleurs manifestèrent alors à nouveau, par milliers, dans les rues de Madrid, les 2, 16 et 17 septembre.

Les témoignages que nous publions, et qui portent à la fois sur les manifestations et les diverses actions dans les usines, ont été écrits par des métallos eux-mêmes.

dans le salon des Actes du Syndicat provincial de la métallurgie, 69, avenue José Antonio; c'est-à-dire là où s'était tenue la réunion précédente, le 2 septembre.

La manœuvre des bonzes syndicaux était claire: semer la confusion, diviser les métallos pour que les uns aillent sur le Paseo du Prado et les autres avenue José Antonio et éviter ainsi que se répète, avec plus d'ampleur encore, le mouvement du 2 septembre.

au syndicat provincial...

Nous sommes arrivés au Syndicat provincial (69, avenue José Antonio) vers sept heures et demie du soir. Nous avons aussitôt remarqué la présence d'un nombre de gardes de la police armée bien supérieur à celui qu'on compte habituellement dans ces parages. Ils se promenaient par deux, d'un bout à l'autre des trottoirs de l'avenue José Antonio. Devant l'entrée du Syndicat provincial stationnaient dix ou douze gardes de la police armée, parmi eux un commandant et deux ou trois officiers, qui, de toute évidence, étaient ceux qui dirigeaient la force publique en uniforme disséminée aux alentours de cette zone.

Sur le trottoir même où se trouve le siège du Syndicat était stationnée une voiture de pa-

trouille de la police secrète. Contre cette même voiture s'appuyaient huit ou dix agents de cette police, reconnaissables à leur allure. Ils n'essayaient d'ailleurs pas de cacher leur qualité de policiers, au contraire.

Les jeeps de la police armée, qui avaient sans aucun doute amené tous ces gardes, ne se voyaient nulle part ; elles avaient dû être garées dans un endroit écarté.

Devant la porte d'entrée du siège du Syndicat provincial étaient de service un garde de la police armée et un agent de la police secrète qui demandaient leurs papiers à tous ceux qui voulaient pénétrer dans le bâtiment.

De sept heures et demie jusqu'à environ neuf heures, heure de notre départ, toute la zone de l'avenue José Antonio comprise entre la place d'Espagne et la rue de San Bernardo connut une affluence extraordinaire. Il en fut de même pour la partie de la place d'Espagne et de la rue des Rois proche de l'avenue José Antonio. Mais la foule qui affluait dans cette zone n'était pas, dans sa majorité, le public habituel de la grande avenue madrilène, il se composait de groupes importants d'ouvriers et d'employés qui arrivaient de toutes les directions. Ils essayèrent d'abord de se rassembler sur le trottoir devant l'entrée du Syndicat provincial de la métallurgie, parvenant à un moment donné à former une masse compacte de cent cinquante à deux cents personnes. Les gardes, très nerveux, obligèrent tout le monde à circuler et, à partir de ce moment-là, personne ne put stationner dans cette zone.

Les groupes d'ouvriers continuèrent à monter et redescendre les deux trottoirs de l'avenue jusque vers neuf heures du soir.

Dans certains cas, quand les gardes (avec correction, bien entendu) invitaient quelques groupes à circuler, certains ouvriers faisaient mine d'être distraits et, regardant les gardes, leur déclaraient « qu'ils ne comprenaient pas pourquoi ils devaient circuler » et demandaient « s'il se passait quelque chose ». Comme deux gardes s'approchaient d'un groupe de 4 ou 5 ouvriers qui étaient arrêtés, un de ces derniers fit semblant de regarder les affiches collées sur les maisons du trottoir opposé et, lorsque le garde l'invita à circuler, l'ouvrier parut surpris et demanda « si l'on ne pouvait même plus regarder les affiches du trottoir d'en face ». Un peu confus (les autres ouvriers du groupe attendaient sa réponse) le policier se borna à lui

répéter de circuler, que c'était un ordre, sans paraître d'ailleurs lui-même très convaincu. Les ouvriers se mirent alors en marche, mais d'un pas extrêmement lent.

...et à la maison des syndicats

Vers 19 h 10 une grande masse de travailleurs stationnait déjà dans le secteur central du Paseo del Prado, exactement devant la façade de la Maison des Syndicats. Un nombre important de gardes s'étaient déployés aux alentours. Les moyens de transport de la police armée, essentiellement des jeeps, avaient été cachés dans la rue qui se trouve derrière le Musée du Prado.

La zone centrale du Paseo du Prado, devant la Maison des Syndicats, était occupée par les travailleurs. 400 à 500 d'entre eux avaient réussi à pénétrer dans le hall.

Les gardes essayaient d'empêcher par tous les moyens l'entrée d'autres travailleurs. Ils interdisaient de stationner, mais, pour le moment, ils permettaient de circuler sur le trottoir même de la Maison des Syndicats. Plus tard seulement, quand eut grossi la masse des travailleurs dans la zone centrale du Paseo du Prado, ils entourèrent complètement l'énorme façade de la Maison des Syndicats et interdirent à toute personne de circuler sur le trottoir qui la longe.

Les ouvriers qui occupaient une grande partie du hall discutaient par groupes. Deux « dirigeants » apparurent et s'adressèrent à eux pour leur demander ce qu'ils désiraient. Les ouvriers répondirent à grands cris qu'ils étaient là pour tenir une réunion qui avait été décidée avec Figueras le 2 septembre. Les « dirigeants » leur rétorquèrent qu'il n'y avait ici aucune réunion et que par conséquent ils pouvaient s'en aller. La réponse des ouvriers fut unanime : « vous êtes des menteurs, nous avons décidé le 2 de nous réunir ici ». Les « dirigeants » leur dirent qu'ils s'étaient trompés et que la réunion se tenait place d'Espagne, au siège du Syndicat provincial de la métallurgie.

Les ouvriers refusèrent catégoriquement de sortir du hall et exigèrent la présence de Figueras. Les « dirigeants », jouant les idiots, leur demandèrent dans quel but ils voulaient tenir la réunion dont ils parlaient. Un des ouvriers dit à voix haute que c'était « pour savoir une fois

pour toutes si on nous accorde ou non les 20 % d'augmentation, et par conséquent savoir ce que nous devons faire dans les jours à venir ».

Les « dirigeants » répondirent que, si tel était le but de la réunion, ils pouvaient s'en aller tranquillement car les 20 % d'augmentation venaient d'être accordés par le gouvernement.

Les ouvriers : « Nous ne nous en irons pas tant que nous n'aurons pas eu des preuves officielles de l'octroi de cette augmentation, car ce que vous venez de nous dire peut être un piège pour que nous partions sans que rien ne soit décidé ». On entendit de nombreux cris parmi les ouvriers présents : « Que personne ne parte ! »

Un seul d'entre eux, après avoir dit à voix haute : « moi, je m'en vais » se dirigea vers une des portes et sortit. Tout le monde le regarda avec mépris. Peu après, il était arrêté par les gardes et emmené, pense-t-on, vers quelque commissariat. Personne d'autre ne sortit de la Maison des Syndicats. La discussion et l'épreuve de force contre les « dirigeants » dura jusqu'à huit heures moins vingt environ. Il faut remarquer que ce hall intérieur de la Maison des Syndicats est entouré dans sa partie supérieure par un palier bordé d'une rampe, tout autour de laquelle on voyait appuyés une série d'individus qui étaient sûrement des policiers.

en rang par quatre

Pendant que ceci se passait à l'intérieur, les groupes importants de travailleurs qui stationnaient à l'extérieur de l'édifice ou qui circulaient d'un bout à l'autre du trottoir regardaient avec insistance vers l'intérieur. On leur y faisait constamment des signes de la main pour qu'ils entrent. Ils tentèrent à plusieurs reprises de le faire, mais, à chaque fois, ils furent repoussés par le cordon de gardes de la police armée et par de nombreux agents de la police secrète qui stationnaient dans la cour extérieure.

Lorsqu'ils virent que les centaines d'ouvriers qui se tenaient dans le hall de la Maison des Syndicats ne partaient pas, les deux « dirigeants » décidèrent de s'en aller.

Peu après, et tandis que conversations et discussions continuaient parmi les ouvriers serrés dans le hall, ceux-ci purent remarquer que, du cordon de gardes qui bloquaient les

accès donnant sur la cour extérieure de la Maison des Syndicats se détachait vers les portes d'entrée un peloton commandé par un officier et composé de 24 gardes en rang par quatre. Les ouvriers pensèrent qu'on allait pénétrer dans le bâtiment pour tenter de les en déloger ; ils reculèrent jusqu'au fond du hall. Personne n'essaya de fuir, tout le monde cherchait des yeux quelque objet contondant pour faire front aux gardes s'ils tentaient d'entrer. Malheureusement, dans ce hall tout de pierre et de métal, il n'y avait pas de meubles ni d'objets qui pussent servir à de telles fins.

Les policiers appuyés à la rampe n'intervinrent jamais dans les discussions des travailleurs. A un moment donné, un individu, mêlé aux ouvriers, dit à voix haute : « Bon, puisqu'ils ne nous ont pas accordé les 20 % d'augmentation, qu'est-ce que nous faisons ici ? Rentrons chez nous ». Un ouvrier qui était près de lui se retourna rapidement et lui dit : « Vous êtes un policier, n'est-ce pas ? ». Ces dernières paroles furent soulignées par l'approbation générale. L'individu en question ne sut quoi répliquer.

Pendant ce temps les gardes arrivèrent devant les portes, mais ils s'y arrêtèrent, sans pénétrer à l'intérieur. On vit clairement qu'il s'agissait d'une manœuvre pour voir si, de cette façon, les ouvriers qui se tenaient courageusement dans le hall se laisseraient effrayer.

Il faut souligner que, parmi les ouvriers de l'intérieur, se trouvaient dix ou douze femmes d'âges divers. L'une d'entre elles appelait avec insistance son mari qu'elle n'arrivait pas à localiser. Une autre, perdue dans la foule, dit que son mari était en prison, mais qu'il fallait continuer à lutter pour que les enfants puissent manger. Quelqu'un demanda à cette femme comment s'appelait son mari, mais rapidement des ouvriers écartèrent les curieux et conseillèrent à la femme de ne rien dire, car il était évident que, mêlés à eux, devaient se trouver de nombreux policiers.

Tous les travailleurs qui se trouvaient à l'intérieur se rendaient compte qu'il était très important pour eux de rester là le plus longtemps possible, et qu'il fallait trouver un moyen de faire entrer les milliers de compagnons qui attendaient dehors. Il y eut de nombreuses discussions, on avança plusieurs suggestions, mais, malheureusement la masse des gardes qui se trouvaient dans la cour repoussait à chaque fois les tentatives des travailleurs de l'extérieur.

Vers huit heures moins le quart, Figueras apparut dans le hall, accompagné par un de ceux qui étaient assis à ses côtés à la table présidentielle lors de la réunion du 2 septembre 1964. Il monta quelques marches, du haut desquelles il s'adressa aux ouvriers présents, pour leur dire : « Je n'avais prévu aucune réunion ici ». Après avoir été violemment interrompu, il annonça : « Puisque vous êtes là, et bien que je n'aie prévu aucune réunion, je vais vous dire ce qui a été décidé à propos des 20 % d'augmentation des salaires ! » Sous les huées il poursuivit : « l'affaire a été portée devant le ministre du Travail qui l'a portée devant le Conseil des ministres : l'augmentation de 20 % a été obtenue ». Devant les cris des ouvriers, Figueras reprit : « Vous n'avez pas de souci à vous faire, puisque la disposition agira avec effet rétroactif. Je vous donne ma parole que l'accord sur les 20 % d'augmentation est certain et qu'il ne manque plus que la signature ».

encore des histoires

Les gens se mirent alors à crier : « si l'accord n'est pas signé, il n'y a rien de décidé. Tu nous racontes encore des histoires pour gagner du temps ».

Figueras poursuivit : « Puisque vous avez ce que vous vouliez, rentrons tous chez nous ; nous avons tous certainement encore beaucoup à faire ». De la masse des ouvriers jaillirent des cris accusant Figueras : « Que va-t-on faire pour les impôts qui nous accablent ? Et pour les heures de travail ? Il n'y avait pas que les 20 % qui étaient en question ! »

Un des ouvriers dit à Figueras : « Il faut faire connaître tout ça à la presse pour qu'elle informe le pays, car notre problème n'est pas seulement celui des métallos madrilènes, mais celui des métallos de l'Espagne entière. »

Quand nous sortîmes, la grande masse des ouvriers et ouvrières de la métallurgie s'était déplacée le long du terre-plein central du Paseo del Prado jusqu'au passage clouté qui se trouve en face de la place des Murillo. La foule qui stationnait sur la chaussée formait un énorme bouchon qui coupait toute circulation dans les deux sens. Les cris unanimes de « Des syndicats libres ! » éclataient de toutes parts. Le public, très dense à cette heure (il était environ 20 h 15) s'arrêtait pour voir ce qui se passait. De nombreux étrangers qui se promenaient par

là regardaient tout surpris ce « spectacle » inattendu !

Rapidement l'embouteillage, d'où sortait un vacarme infernal de coups d'avertisseurs et de cris, prit des proportions gigantesques. Cela dura environ dix minutes, exactement le temps nécessaire aux gardes pour venir de la Maison des Syndicats et commencer à disperser la foule en distribuant des coups de matraque à droite et à gauche. Il y eut des chutes et des arrestations au milieu des cris de « Liberté syndicale ! », auxquels se mêlaient ceux d' « Assassins ! ». Les ouvriers et ouvrières commencèrent leur course vers le rond-point d'Atocha en criant : « Assassins ! », « Liberté syndicale ! », « Journaliers ! », cette dernière exclamation faisant allusion à l'origine paysanne de la plupart des gardes.

Selon les diverses informations qui nous sont parvenues, il semble que le total des employés et ouvriers qui s'étaient rassemblés devant la Maison des Syndicats devait osciller entre 6.000 et 7.000.

Ceux qui atteignirent le rond-point d'Atocha occupèrent le milieu de la chaussée où un grand nombre d'entre eux décidèrent de s'asseoir par terre et de couper à nouveau la circulation. Pendant dix minutes environ, un nouvel embouteillage monstre se forma. Un peu plus tard, la même scène se reproduisit sur le Paseo du Prado à la hauteur de l'Hôtel national où le trafic fut interrompu pendant vingt minutes. Un autobus qui tentait de rompre le cordon des manifestants fut martelé à coups de poing, tandis que quelques gardes, qui voulaient s'opposer à la manifestation (un d'entre eux menaçait même la foule de son pistolet), étaient hués et molestés par les travailleurs, au milieu des cris de « Grève, grève, grève ! ».

Vers huit heures trente de nombreux gardes apparurent sur le terre-plein central du Paseo del Prado, ainsi que plusieurs jeeps qui allèrent stationner à Atocha, face aux principaux moyens de communications (carrefour, bouches de métro, etc.). Les gardes s'élançèrent, matraque en main, sur les ouvriers qui les entraînaient dans un véritable rodéo au milieu des voitures qui surgissaient de partout. Finalement, devant l'arrivée de nouveaux contingents de gardes, les manifestants durent se disperser par petits groupes dans des directions différentes. Il semble qu'au cours des chocs avec la police armée, il y ait eu quatre ou cinq blessés parmi les ouvriers et quelque quarante arrestations, dont on ne sait pas si elles ont été maintenues ou non.



un témoignage... une œuvre de solidarité

ASTURIAS

œuvre collective d'un groupe d'artistes espagnols, peintres, sculpteurs, écrivains et poètes autour de **picasso, ortega, lobo, alberti...**

un livre d'une qualité exceptionnelle vendu au profit des mineurs des asturies et de leurs familles

un livre d'art au format 28 × 30 sous couverture rempliée
45 lithographies originales : 50 F, franco de port

enrichissez votre bibliothèque en aidant les victimes des représailles et les mineurs des asturies,

commandez ce magnifique album à

démocratie nouvelle

8 cité d'hauteville - paris 10° - c.c.p. paris 5739.11
joignez à votre commande un chèque, chèque postal ou mandat-lettre de 50 F

données sur le niveau de vie

(Extraits d'un travail encore inédit d'un économiste espagnol)

Quelle est la situation de la population salariée et comment évoluent les salaires ?

A en croire le recensement de 1960, la population active de l'Espagne est de 11.634.200 personnes. D'après le calcul de la Direction générale de l'emploi, elle est de 11.229.300 et, selon l'Organisation syndicale, de 12.079.000.

Il est intéressant de connaître le détail des personnes qui reçoivent un salaire ou une paye, tel qu'il est établi par l'Institut national de la statistique :

ouvriers agricoles	1.955.986
directeurs d'entreprises	13.944
cadres supérieurs	104.684
cadres moyens, employés, vendeurs contremaîtres, ouvriers qualifiés, semi-qualifiés et spécialisés	1.346.349
manœuvres, ouvriers sans qualification	2.534.199
personnel des services	1.148.668
divers, non spécifiés	689.378
divers, non spécifiés	117.351
Total	7.910.559

Le recensement du monde du travail de mars 1961, qui ne comprend ni les ouvriers agricoles, ni les fonctionnaires, ni la force publique, ni le personnel domestique, donne le chiffre de 3.923.356 salariés de l'industrie et des services. La bâtiment (603.776), la petite

métallurgie (386.380) et le textile (335.394) sont les groupes les plus importants.

L'établissement du salaire par les contrats collectifs de travail a changé le système plus uniforme de la réglementation officielle en vigueur pendant vingt ans. Cependant les hausses importantes des salaires de base, résultant de contrats collectifs, n'ont commencé qu'en 1962, pour se développer en 1963. Le mode de rétribution à partir du salaire de base, auquel on ajoute les primes de rendement, l'emporte de jour en jour davantage.

En 1960, selon un sondage portant sur 100.000 travailleurs, réalisé par l'Institut national de la prévision, 95 % de ces travailleurs ont un salaire de base ne dépassant pas 2.500 pesetas par mois (c'est-à-dire 96 pts par jour ouvrable et 12 pts par heure de travail), et 80 % ont des revenus réels ne dépassant pas ces limites.

En septembre 1961, sur un total de 5.567.000 salariés recensés (parmi lesquels 2.839.666 manœuvres) le salaire de base maximum est, en moyenne, de 90,83 pts par jour (11,35 par heure) et le minimum moyen est de 28,03 pts (3,50 de l'heure) ; la moyenne nationale étant de 50,35 (6,29 de l'heure). Dans ces moyennes sont comprises les rémunérations agricoles.

Il nous paraît intéressant de reproduire ici un tableau des rémunérations horaires des techniciens, administratifs et ouvriers pour l'année 1961 :

	Techniciens			Administratifs	
	a)	b)	c)	employé	auxiliaire
Industries extractives	62,76	35,43		18,45	12,46
Sidérurgie	62,03		31,37	21,17	11,97
Industries chimiques	42,18			22,07	11,60
Céramique, verre, faïence	46,20		19,45	17,88	9,60
Bois	43,44			15,45	8,62
Textiles			14,91	16,14	9,12
Livre et presse				19,18	11,27
Bâtiment	45,05	35,05		14,92	9,72
Eau, gaz, électricité	78,15	35,84		21,35	13,71
Chemins de fer	49,43	28,62		12,82	8,68
Transports				15,16	10,06
Commerce (détail)				13,97	12,84
Banques et assurances	55,43			27,53	16,83

La colonne a) des techniciens est faite d'ingénieurs, licenciés et architectes ; le b) d'aides ingénieurs, topographes et contremaîtres ; le c) de chefs d'ateliers, contremaîtres, ouvriers professionnels de première catégorie, etc...

Les rémunérations horaires des ouvriers (qualifiés et manœuvres) que nous donnons ci-dessous sont des moyennes pondérées de la majorité des catégories qualifiées sauf en ce qui concerne la sidérurgie où elles se réfèrent aux ouvriers de 1^{re} et 3^e catégories, les industries chimiques pour lesquelles il s'agit d'ouvriers de 1^{re} catégorie, eau, gaz et électricité (1^{re} catégorie et spécialistes), chemins de fer (chef d'équipe et ouvriers de 1^{re} catégorie), commerce (serveur).

	ouvriers qualifiés		manœuvres	
	hommes	femmes	hommes	femmes
Extraction	17,06		7,74	
Sidérurgie	13,45		10,11	
Chimie	13,28	8,27	10,07	5,60
Verre, céramique	11,98		8,86	6,40
Bois	9,31	7,38	7,51	
Textiles	9,68	8,37	7,13	
Livre, presse	14,74	8,20		
Bâtiment	10,46		7,15	
Eau, gaz, électricité	14,36		9,63	
Chemins de fer	8,94		6,33	
Transports	11,23		8,58	
Commerce	10,53			

Il faut en outre signaler que la hausse des salaires dans les chemins de fer en 1962 fut des plus importantes. L'établissement du salaire minimum a amené, avec les nouveaux contrats collectifs des industries du bois, textiles et en général de toutes celles qui emploient beaucoup de main-d'œuvre féminine, la moyenne des salaires à augmenter considérablement par suite de la hausse des plus basses rémunérations.

Au début de 1963, la fixation du salaire minimum interprofessionnel à 60 pesetas (7,50 de l'heure) a signifié une hausse considérable des salaires de nombreux travailleurs. D'après l'Organisation syndicale, elle a affecté environ 8 % de la main-d'œuvre, surtout des femmes et des ouvriers agricoles, pour lesquels elle a entraîné une augmentation moyenne des salaires de 25 %. Selon d'autres estimations, le pourcentage de la main-d'œuvre touché par cette mesure fut encore plus grand.

En 1963, le salaire de base maximum était, en moyenne, de 94,35 pesetas par jour (ou 11,79 de l'heure) et la moyenne nationale de 84,61 (10,57 de l'heure). La hausse des salaires minima a donc conduit à une augmentation notable de la moyenne tandis que le maximum s'est beaucoup moins accru.

L'Organisation syndicale estime que le nombre des travailleurs dont les salaires avaient été déterminés par des contrats collectifs était à la fin de 1963 de 4.351.000. Selon les mêmes sources, l'augmentation des salaires en 1963, dans le cadre des conventions, varie entre 15 % et 25 %, la moyenne pondérée de ces aménagements de salaires pouvant être fixée à 10 %. En 1963, des négociations collectives importantes ont eu lieu dans la banque privée, l'électricité, le livre et la presse, le verre, la résine et, secteur le plus important, le textile. Il n'y eut au contraire pas de nouveaux contrats dans plusieurs des industries de base, telles que la sidérurgie, la métallurgie et le charbon, dont les contrats remontent à 1961 et 1962. Les négociations collectives de 1963 ont porté sur 1.699.218 emplois.

Enfin, selon la direction générale de l'emploi, les hausses de salaire nominal furent en moyenne, pour 1963, de 24,5 % dans l'agriculture et de 17,3 % dans l'industrie. Il apparaît ainsi que les relèvements ont bouleversé fondamentalement les bas salaires.

Quelques exemples concrets : les salaires dans la métallurgie des zones industrielles du pays se sont établis entre 100 et 115 pesetas par jour, dans le bâtiment entre 90 et 100 pesetas.

Dans les mines de charbon des Asturies, le salaire brut, avec primes et gratifications, variait pour les piqueurs, entre 190 et 230 pesetas par jour (en moyenne, car il y a des exemples de salaires au rendement plus élevés) ; le salaire, tout compris, des manœuvres variait entre 100 et 150 pesetas par jour.

Quant aux salaires agricoles, on a vu en Andalousie des salaires quotidiens de 75 pesetas et, dans la vigne, des salaires de 120 pesetas.

En ce qui concerne les prestations sociales, il convient de signaler l'extension du bénéfice de la sécurité sociale aux travailleurs ruraux. Par contre, et bien qu'il soit difficile d'être précis sur ce point, il semble que les pourcentages des allocations familiales selon le système espagnol des « points », soient moins importants avec les nouvelles réglementations. Selon l'Institut National de Prévision, dont les sources remontent à 1961, la moyenne des bénéficiaires des allocations familiales a été de 2.222.222 travailleurs (un peu moins de 30 % de la population salariée) avec une moyenne journalière de revenus sous cette rubrique de 17,90 pesetas (1).

Enfin le petit producteur de blé obtient, ces derniers temps, des rendements de 11 quintaux, et plus, à l'hec-

tare, et ce blé lui est payé 6 pesetas le kilo. En dépit de la double hausse du rendement et du prix, il reste le plus mal loti. Lorsque le remembrement le sert, un nouveau problème se présente à lui, car les propriétaires aisés labourent et moissonnent déjà avec des machines qu'il lui faudra, quant à lui, louer.

Les prix de gros, en prenant pour base 100 en 1955, ont évolué de la manière suivante :

1950 : 145,2 ; 1961 : 149 ; 1962 : 156,8 ; 1963 : 167,1.
Le coût de la vie s'est élevé à nouveau de 10 % entre janvier et septembre 1964.

Les principales hausses ont porté sur les produits alimentaires, l'énergie électrique et les combustibles.

L'Institut national de statistiques donne un indice du coût de la vie en prenant pour base 100 l'année 1958, mais nous pouvons rappeler que, de 1955 à 1958, la hausse a été, selon les estimations du même Institut, de 33 %. En voici l'évolution :

	1959	1960	1961	1962	1963 (1)
Indice général ...	107	109,6	110,8	117,4	126,9
Alimentation			108,2	116,8	128,8
Vêtements			108,3	113,1	122,5
Logement			106,1	114,1	119,3
Dépenses du foyer			110,4	112,7	117,8
Divers (1)			120,6	124,4	130,7

(premier semestre)

Des estimations provisoires sur les prix de détail des produits alimentaires pour 1963 situent leur hausse entre 7 et 8 %. On peut supposer, sans trop s'avancer, que la promulgation de la loi sur les loyers urbains entraînera une hausse dans la rubrique « logement » qui figure dans l'indice du coût de la vie.

Voici un répertoire des prix depuis 1961. Il permettra au lecteur d'établir des comparaisons avec les époques antérieures :

	décembre 1961	décembre 1962	avril 1964
Viande de bœuf :			
1 ^{er} choix	80,00	82,00	100,00
2 ^e choix	38,19	44,06	60,00
Agneau	46,19	52,14	66,00
Lard	24,50	22,99	
Lait (le litre)	4,73	5,24	
Œufs (douzaine)	28,30	35,64	(1) 28,00
Sardine (kilo)	7,95	8,59	15,00
Colin	50,50	54,30	80,00
Colinot		42,50	56,00
Morue			12,00
Riz	4,81	5,17	5,35
Pois chiches	12,19	12,58	
Haricots	9,49	13,10	16,00
Huile d'olive (litre)	28,51	33,23	
Sucre	11,46	11,46	
Pommes de terre	2,19	3,46	4,50
Tomates			16,00
Oranges			13,50
Pommes	5,17	8,61	(1) 20,00

Voir enfin le budget familial minimum publié dans le Bulletin d'action sociale patronale, en janvier 1964, et qui concerne décembre 1963, pour un ménage ouvrier avec deux enfants :

(1) Dans ces cas il convient de tenir compte de la variation saisonnière des prix.

Les prix de 1961 et 1962 sont empruntés à la publication de la Banque extérieure d'Espagne « Hechos y cifras de la economía española 1962 ». Ceux de 1964 ont été relevés dans la presse quotidienne madrilène, moyenne calculée sur plusieurs jours.

budgets ouvriers dans la capitale

alimentation : 80,01 ptas ; combustibles : 12,20 ; logements et dépenses du foyer : 21,52 ; vêtements et toilette : 39,71 ; dépenses diverses : 14,81 ; total : 168,25 pesetas par jour. Dans ce budget type sont portées des dépenses comme la lecture de journaux deux ou trois fois par an (1), le cinéma, la radio (taxe), etc. L'indice général, en prenant pour la base 100 en mars 1959, s'élève ainsi à 137,3 pour décembre 1963 ; il est plus élevé que celui fourni par les services officiels.

Les dépenses quotidiennes d'alimentation ont été estimées à 94,04 pesetas à Barcelone, 82,95 à Bilbao, 81,42 à Oviedo, 85,73 à Vigo, 74,27 à Jaen, zone agraire de l'Andalousie.

emploi, éducation

Le nombre d'ouvriers en chômage était, en 1963, de 110.359 (le chômage saisonnier à la campagne constitue un problème à part). En partant de 1958 = 100, l'indice de l'emploi en 1961 était de 102,2 et, en 1962, de 104,2. La sécurité sociale note une augmentation de 85.651 emplois alors que l'Organisation syndicale ne relève pas d'augmentation sensible. Mais le quasi-plein emploi est aujourd'hui atteint par l'émigration.

Cependant, si, en 1963, 103.022 emplois ont été créés, le problème du travail reste posé, car le rythme actuel suffit à peine à compenser la simple croissance démographique. Le plan de développement estime nécessaire, même sans éliminer complètement l'émigration, la création de 242.500 emplois par an durant les quatre années à venir : on attend le déplacement vers la ville de 340.000 travailleurs ruraux. Pour la seule année 1963, les mouvements migrateurs internes ont affecté 175.000 personnes qui, pour l'essentiel, convergent vers Barcelone, Madrid, Valence et le pays Basque à partir de l'Andalousie et l'Estrémadure.

18 % de la population active est composée de femmes, chiffre très bas, si on le compare avec celui des autres pays européens, et dont le détail est particulier compte tenu de la proportion élevée des femmes employées dans les services domestiques.

En 1962, 2.998.720 élèves étaient scolarisés, pour le primaire, dans l'enseignement officiel. Il existe 78.000 classes, il en faudrait 10.000 de plus pour arriver à une scolarisation complète.

La formation professionnelle à la charge de l'Etat continue à être déficiente. Les 20.000 élèves de 1955 sont devenus 25.800 en 1962. Les 13.000 élèves des centres de formation professionnelle de l'Eglise, les 17.000 des centres du « Mouvement » ainsi que les 27.500 de l'enseignement technique secondaire aident à couvrir cette carence. Néanmoins, en chiffrant au minimum les besoins techniques du développement industriel du pays, il faudrait augmenter de 100 % les chiffres des élèves de la formation professionnelle.

L'enseignement technique moyen a progressé et les 11.800 étudiants de 1955 étaient, en 1962, 22.800 tandis que les élèves agronomes sont passés de 859 à presque 3.000. Ces chiffres sont cependant insignifiants comparés à ceux des pays développés d'Europe occidentale.

Le nombre des médecins est passé, entre 1953 et 1961, de 29.138 à 36.562. Celui des infirmiers, de 20.502 à 21.815. Ces chiffres traduisent un niveau encore modeste.

On observe dans la population salariée actuelle une tendance à l'élévation du pourcentage des cadres,

experts, ouvriers qualifiés et ouvriers spécialisés. Cette diversification des fonctions salariées — liée à la complexité croissante des processus de production — élargit l'éventail des salaires et traitements. Avant l'établissement du salaire minimum interprofessionnel, les différences de salaires entre manœuvres et ouvriers hautement qualifiés étaient souvent du simple au double. Bien que cette différence ait diminué — et nous l'avons déjà signalé — en 1963, la nature même de l'économie contemporaine tend à une différenciation des salaires qui rend quelque peu artificielle les moyennes, même pondérées (2).

la masse salariale

L'accroissement du revenu national et de la masse salariale au cours des dernières années sont donnés par les chiffres suivants :

Revenu national (selon le Conseil national de l'économie)	
1960	(millions de pesetas) 469.118
1961	516.274
1962	578.952
1963	(chiffre provisoire) 641.547

Revenu national selon la Comptabilité nationale (source utilisée par les rédacteurs du plan de développement)	
1960	(millions de pesetas) 527.453
1961	590.424
1962	670.605

(On ne peut mieux dire les déficiences de l'appareil statistique espagnol.)

Quand à la part de la masse salariale dans le produit national brut, voici son évolution, selon la comptabilité nationale :

1958	42,1 %
1959	42,1 %
1960	41,4 %
1961	42,2 %
1962	42,3 %

Le niveau le plus bas est celui de 1960 mais la part de la masse salariale est toujours restée inférieure à celle de 1955, même en comptabilisant les augmentations de 1963.

Quant à la part des salaires dans le revenu national, on la chiffrait pour 1960 à 49,5 %, pourcentage inférieur également à celui de 1955. Cette même année selon les estimations de la Banque de Bilbao (qui avait calculé un pourcentage de 37,09 % du produit intérieur brut pour la masse salariale en 1957) le pourcentage descend à 36,30 %.

(1) Il faut tenir compte du fait que la part du travailleur pour la sécurité sociale s'élève à 4,30 % du salaire de base.

(2) Le plan de développement, se référant à la distribution fonctionnelle du revenu en 1960, signale que 39,3 % de la population salariée percevaient 60,9 % du revenu salarié tandis que les 60,7 % restants ne recevaient que 39,1 %.

L'enquête dont nous publions ici l'essentiel a été menée avec un grand souci de la valeur des sources. Ce sont les familles ouvrières elles-mêmes qui nous ont fourni — parfois sur du papier d'emballage, au crayon — des renseigne-

ments de première main, que nous avons, de plus, contrôlés directement avec les feuilles de paye et les prix des divers éléments du budget familial.

Quatre ouvriers du bâtiment : 140 pts par jour de moyenne, 10 heures de travail.

Ouvrier cordonnier de deuxième catégorie : 130 pts.

Maçon qualifié de deuxième catégorie : 65 pts, plus 20 pts de primes, etc.

Soudeur, ouvrier qualifié de première catégorie : 171 pts, primes comprises, 11 heures de travail.

Chauffeur de première catégorie : 190 pts, primes comprises.

Ouvrier laveur à la R.E.N.F.E. (Chemins de fer d'Etat) : 139 pts.

Soudeur, ouvrier qualifié de deuxième catégorie : 114 pts.

Garçon de salle dans un hôpital : 60 pts, plus 20 pts de primes, etc.

Employé administratif (chef de bureau) de la R.E.N.F.E. : 3.635 pts mensuels, paies extras comprises et impôt sur le revenu personnel décompté (il est décompté sur la feuille de paie pour la plupart des employés).

Maçon qualifié de première catégorie : 110 pts, plus 15 pts de primes.

Ces personnes ont en moyenne une famille de quatre ou cinq membres à nourrir.

Budget quotidien — Famille de cinq personnes :

Pain	15 pts
Lait condensé, orge grillé, sucre	8 »
Déjeuner : pot-au-feu, lentilles, haricots, pommes de terre, riz avec abats	35 »
Dîner : soupe, œuf ou poisson, ou viande en conserve	30 »
Goûter des enfants ; extras, charcuterie et fromage	10 »
Loyer, électricité, eau, combustible ; médecin, médicaments, enterrement (assurance pour frais de)	20 »
Huile, sel, ail, oignons, épices	15 »
Habillement	17 »

Entretien et nettoyage	10 »
Transports	12 »
Ecole, livres des enfants, etc.	10 »
Linge, chaussures, réparations	10 »
Journal	2 »
Loisirs (ciné, football)	8 »
Vacances enfant	3 »

205 pts

Ce budget ne comporte pas l'achat de viande de bœuf de première qualité, de colin ou colinot, de café ni de fruits. (Plus de la moitié des familles, objet de l'enquête ne mangeaient de dessert que les dimanches). La seule dépense culturelle (si on ose s'exprimer ainsi), c'est un journal par jour ; pas de revues, pas de livres... On n'a pas inclus les frais d'amortissement du poste de radio qui, pourtant, est très répandu.

Un autre budget établi sur les dépenses d'une famille d'un ouvrier maçon (4 personnes).

Petit déjeuner	25 pts
Déjeuner	40 »
Dîner	30 »
Habillement	25 »
Loyer	16 »
Ecole des enfants	5 »
Café, apéritifs, vin, etc.	20 »
Loisirs (ciné, football, etc.)	15 »
Transports	5 »

181 pts

Ces budgets ne tiennent pas compte des frais de médecin et de pharmacie. En réalité, nombreuses sont les familles qui n'utilisent pas le « médecin des assurances » mais le leur, et en ce qui concerne les médicaments, seule une partie d'entre eux est remboursée. Le plus grave est l'absence totale de sécurité sociale. C'est le cas de plusieurs des personnes interrogées. Cela tient à la nature de certains contrats de tra-

vail. Dans plusieurs branches de la production — le bâtiment surtout — les entreprises emploient un petit nombre d'ouvriers permanents. Parfois la loi l'autorise, dans d'autres cas, non. Mais on cherche toujours des subterfuges pour maintenir cette situation. Dans certains cas l'absence d'assurances sociales est due à une embauche en dehors de la loi. Ce sont des contrats verbaux « aux pièces ». La durée quotidienne du travail est très longue, mais le gain est plus grand.

Cette situation entraîne donc des frais élevés pour le médecin et le pharmacien. On compte une moyenne de 75 pts environ par mois, mais parfois, on dépasse largement les 100 pts.

Les dépenses pour le loyer sont très inégales. La moyenne des familles touchées par notre enquête est de 375 pts par mois. Il s'agissait des vieilles maisons et parfois de vrais taudis de banlieue sans eau ni électricité, mais les maisons décentes et de construction relativement récente ont des loyers mensuels dépassant les 500 pts.

Ces budgets sont « minimum » et pourtant ils dépassent toujours les revenus d'une famille ouvrière. D'ailleurs, l'« Action Sociale Patronale » a avoué, dans ses estimations pour le mois de septembre 1964, qu'un ménage ouvrier de Madrid ayant deux enfants a besoin de 182,90 pts par jour comme minimum vital (1).

Comment ces familles arrivent-elles à combler le déficit ?

dans la banlieue de madrid

A Vallecas, l'industrie compte 2.200 établissements et près de 30.000 travailleurs, soit de 13 à 16 par entreprise. Ce qui montre déjà qu'il s'agit de petites industries. Les produits métalliques dominent, ainsi que les industries de la chaussure et du vêtement, du bois, du liège, etc... Les employés de commerce sont 8.000, avec une moyenne de 2 ou 3 employés par établissement. On leur prête de l'argent et le crédit des commerçants est parfois une aide, mais aussi on prête l'indigent. Les opérations d'achat et de vente et même les prêts sur gage sont un poids inévitable pour l'instant dans ce secteur, s'ils rapportent d'énormes bénéfices à ceux qui se lancent dans ce trafic.

La majorité des ouvriers de cette zone n'est pas spécialisée : ce sont de simples manœuvres et la plupart d'entre eux travaillent dans la construction, avec tous les aléas que cela entraîne. Plus de 50 % des édifices de cette zone ont été construits au cours des 10 dernières années. Ce qui signifie que 40 % des immeubles sont inadéquats et pratiquement inhabitables.

Mais si tout ceci est grave, accablant, que dire de l'urgente nécessité d'un équipement planifié du quartier ? L'indice culturel du district est très bas et ce n'est pas être pessimiste que de dire qu'il y a près de 17 % de la population qui est analphabète et parfois plus encore.

Voici quelques réponses :

- « par le travail de ma femme qui vend de l'eau de cologne à domicile » ;
- « ma femme fait des ménages » ;
- « des salaires extras comme manœuvre » ;
- « bricolage » ;
- « en vendant à un brocanteur des robinets ou des objets encore en bon état ».

(Cette dernière réponse soulève le problème du vol de matériel qui, semble-t-il, est assez fréquent dans la branche « construction »).

Dans de nombreux cas les dépenses mensuelles pour l'eau atteignent 80 pts, dans d'autres cas, 20 ou 25 pts. Cela tient aux conditions propres à certains faubourgs de Madrid où l'eau fait défaut et, comme les camions citernes de la municipalité sont insuffisants, ces familles doivent acheter l'eau à des particuliers. Dans ce cas concret il s'agit d'un secteur du quartier du Pont de Vallecas, mais le problème se pose aussi pour d'autres agglomérations (2).

On remarquera des frais d'école ; il s'agit bel et bien, dans la plupart des cas, de l'école municipale théoriquement gratuite. Une école privée, même la plus modeste, ne coûte pas moins de 500 pts, par mois et par enfant.

(1) Notre enquête a été faite pendant les mois de juillet et août.

(2) Depuis que l'enquête a été faite la situation du ravitaillement en eau de Madrid s'est aggravée. A un tel point que la dernière semaine de novembre, la municipalité a décidé de couper l'eau pendant la nuit pour l'ensemble de la ville.

Une école pour 250 habitants, c'est légal et obligatoire ? Si seulement nous en avions une pour 2.500 habitants !

L'Etat dispose de plus de 90 centres avec 250 maîtres qui éduquent près de 10.000 enfants. L'Eglise dispose de 12 centres, avec 55 maîtres pour 2.500 enfants. L'enseignement privé dispose de plus de 100 centres avec près de 250 maîtres pour 10.000 enfants. Mais, dans le district de Vallecas il y a près de 80.000 enfants d'âge scolaire : il est aisé de calculer le déficit.

Il manque des centres dans le primaire, dans l'enseignement moyen, dans l'enseignement professionnel. Il manque des écoles gratuites et des écoles dotées de réfectoires, de cours de récréation, de garderies ; il manque un apport humain à une telle quantité d'enfants dont certains ont de réelles qualités intellectuelles, mais n'ont aucune chance d'ascension, car ils ne savent rien de rien, et vivent près de leurs parents dans une apathie totale.

Les « Javerianas », l'« Opus Dei », possèdent vers le « Cerro del Tío Pio », des sections qui sont des filiales d'instituts avec des cours diurnes et nocturnes et un total de plus de 500 élèves.

15 % seulement de la population de Vallecas suit des études moyennes. Le fait, quand on y réfléchit bien, confond et déconcerte.

Les cantines pour les vieillards sont accessibles à 200 personnes, alors qu'elles devraient être multipliées par 20 au moins. Dans ce domaine les paroisses et l'assistance sociale font beaucoup. Mais elles ne traitent pas les problèmes en profondeur. Les vieux invalides sans économies, sans place au foyer, sans famille, sont écartés comme de vieux objets inutiles...

L'incorporation forcée de la femme au monde du travail, qui a été si souvent un remède partiel, a entraîné ici, comme conséquence, de nombreuses ruptures dans les foyers, la mort d'enfants et la délinquance juvénile. Le chômage, les bas salaires, les maladies, l'émigration, l'abandon du mari, ont obligé la femme à gagner sa vie comme elle peut. Le manque de garderies, comme nous l'avons vu, aggrave la situation. Les assistantes sociales s'occupent de 800 enfants quand plus de 10.000 exigent leurs soins. Il faudrait plus de

100 garderies pour diminuer au moins l'urgence du problème. Si les femmes pouvaient travailler à la maison, sans abandonner leur foyer, il n'y aurait pas ce terrible conflit de désaccords et de séparations dans tant de familles.

Les maladies les plus courantes dans cette région sont le rachitisme et la tuberculose. La mortalité infantile est plus prononcée ici que dans la banlieue de Madrid.

Une grande partie de ces quartiers n'a pas l'eau courante. Il existe encore de grandes zones sans égouts, sans urbanisation. Il manque totalement de zones vertes et de jardins. Les tas de fumier abondent, ainsi que des tas de vieux chiffons et des milliers de vieilles barriques.

(Extraits d'un reportage de J.-L. Castillo-Puche, publié sous le titre « Madrid inédit », dans « YA »).

Un livre clef sur un haut lieu de la culture espagnole

LE MUSÉE DU PRADO

« Le Musée du Prado nous offre un panorama de l'histoire d'Espagne composé de chefs-d'œuvre d'une qualité telle que nulle autre collection n'y peut prétendre »

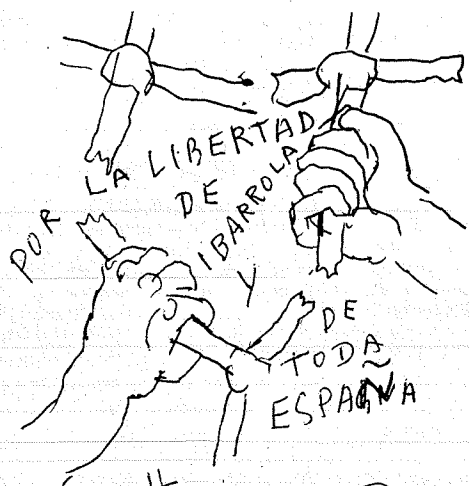
J. Sanchez Canton

UN ALBUM D'ART RELIÉ PLEINE TOILE AU FORMAT 27 x 32, 212 PAGES,
114 REPRODUCTIONS DONT 64 EN COULEURS 120 F

EN VENTE DANS TOUTES LES LIBRAIRIES ET CHEZ L'ÉDITEUR

LES ÉDITIONS CERCLE D'ART

90, RUE DU BAC, PARIS-7^e — C.C.P. PARIS 10 669-51

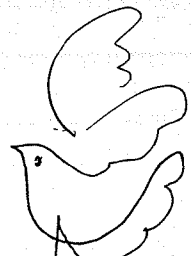


Gutierrez
mini



Un abrazo
No te olvidamos
ORTEGA

Por un fuerte Saludo
de los Hermanos



Con gran
estimación y
amistad
Julio Alvarez del Vayo

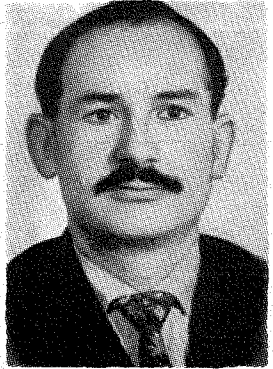
Con mi gran
admiraçion y cariño.
Rafael Alberti

A Agustín
HERMANO DEL CORAZÓN
LA ESPERANZA

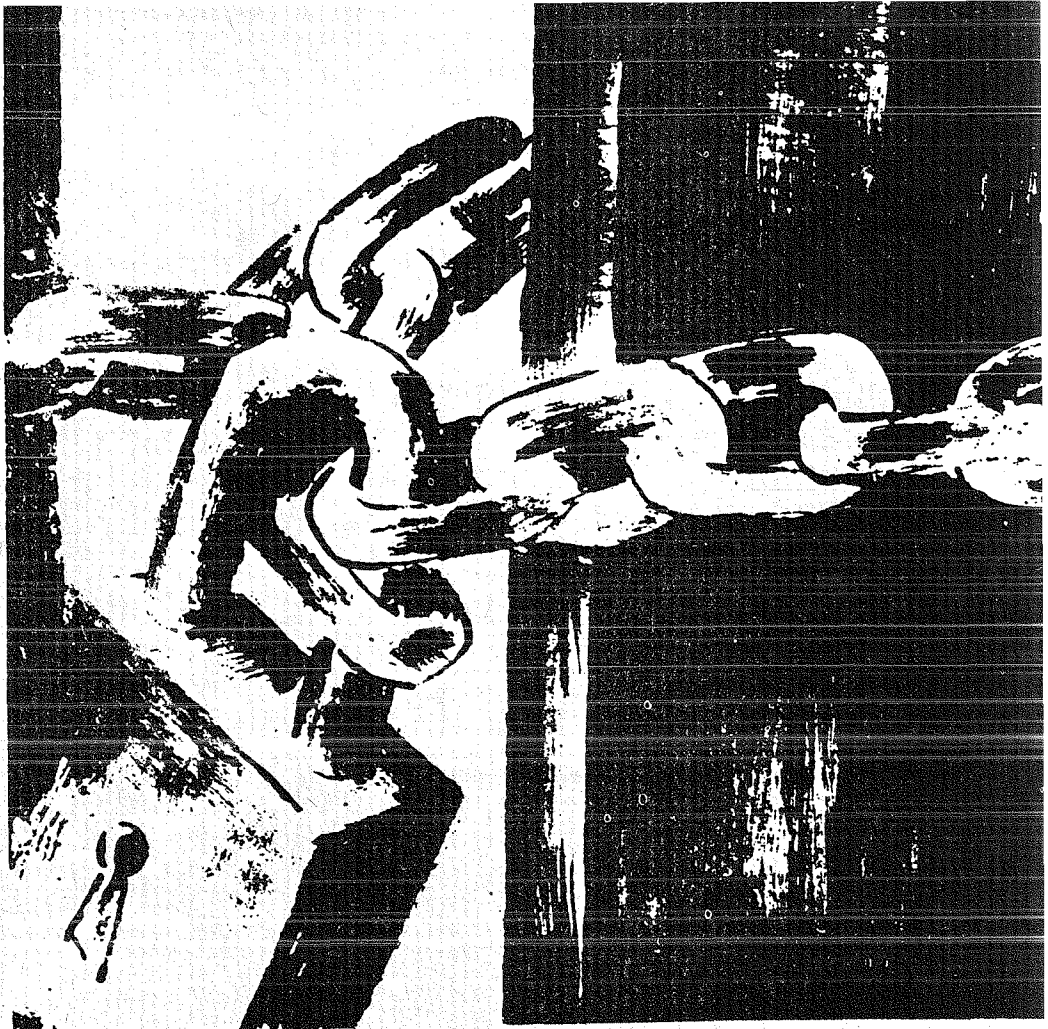
MARCO ANTONIO

Con mis felicitaciones
por tu valiosa obra
tan viril, tan humana
tan conmovedora. Abadía

AGUSTIN IBARROLA

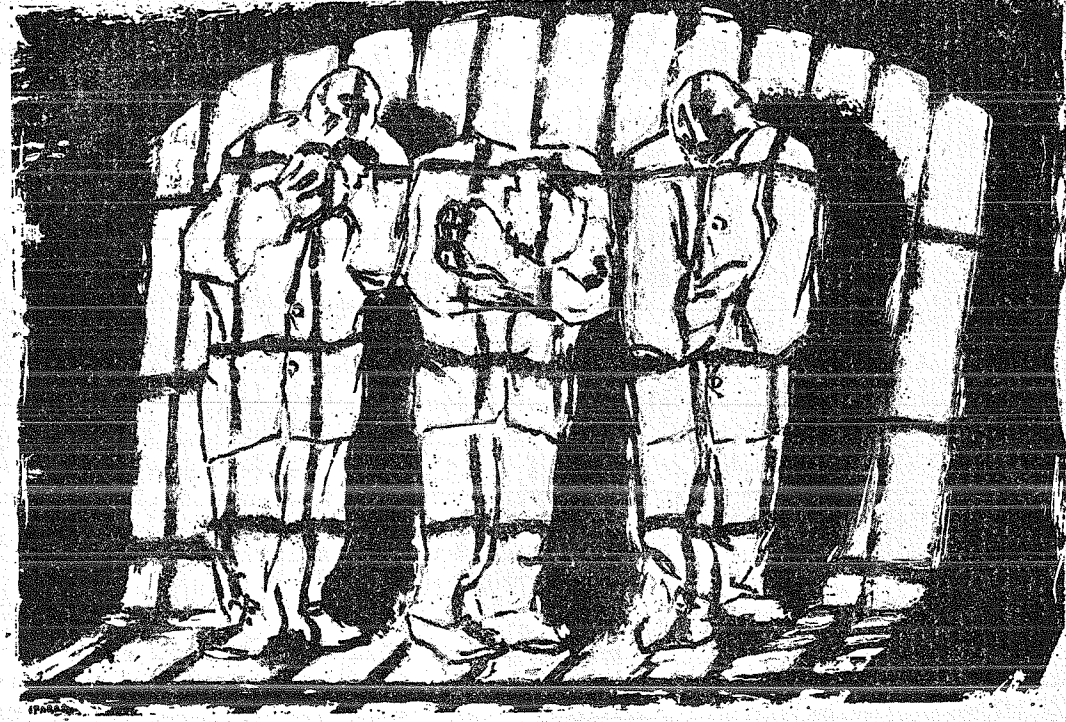
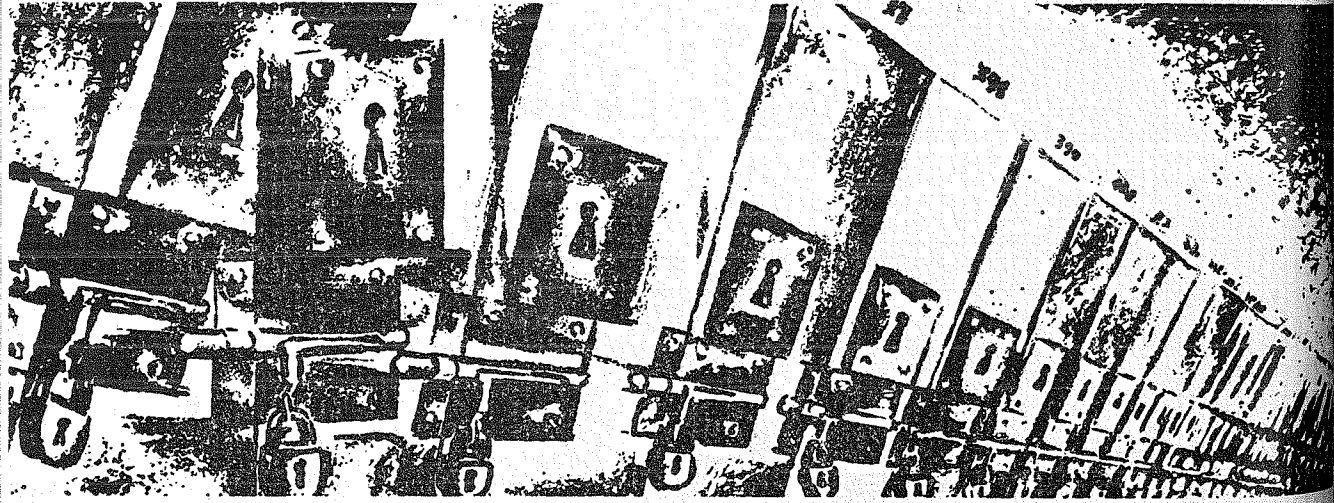


Agustín Ibarrola Goicoechea est né à Bilbao en 1930, de parents ouvriers. Son père prit part à la guerre civile dans les rangs républicains, ce qui lui valut d'être condamné à plusieurs années de prison. Agustín travailla d'abord dans une exploitation agricole et il commença à peindre à quatorze ans. En 1946, il obtient deux prix et, deux années plus tard, une bourse d'étude. Il vient alors à Madrid et entreprend le combat contre la répression culturelle ; à la faveur d'une polémique avec le critique d'art du quotidien « Unidad de S. Sebastian » au sujet des fresques de la basilique de Aranzazu, Ibarrola est enfermé dans une cellule près de la caserne ou il accomplit son service militaire. En 1955, avec María Dapena et le peintre Fidalgo, il participe à une exposition itinérante, dans des villages de mineurs et de métallurgistes. En 1956, il s'établit à Paris, où se forme le « Groupe 57 » ; il se livre à une intense activité de propagande antifranquiste et participe au mouvement « Estampa Popular ». Rentré en Espagne, il est arrêté et torturé. En 1962, il peint, et expose, un ensemble sur le thème des grèves en Asturies. Mis en accusation, il proteste en faveur de la liberté de l'art espagnol provoquant ainsi son expulsion de la salle. Il est condamné à neuf ans de prison qu'il purge actuellement à Burgos.



CARNETS DE PRISON





CINQ ANS DE CACHOT





L INVITATION A CONFESSE

ASTURIES



LA DELEGATION SYNDICALE

1934 - 14. LAS COMISIONES OBRERAS EN LAS HUELGAS PARCIALES
¡trabajo prometido y alacantado a la en. resion!





IL NE PARLERA PAS



manifestation anti-américaine à madrid

Dans la première quinzaine de septembre, un navire espagnol, le « Sierra Aranzazu », qui se rendait à La Havane, était attaqué par des unités de contre-révolutionnaires cubains basés à Miami (U.S.A.). Trois membres de l'équipage étaient tués, 6 blessés. Le navire fut finalement sauvé par les marins de la flotte cubaine. Le gouvernement de Franco se contenta d'un simulacre de plainte. L'indignation, par contre, souleva de

nombreux Espagnols : des ouvriers et étudiants de Madrid, des paysans d'Andalousie, des fonctionnaires même exprimèrent leur colère par des lettres adressées à l'ambassade américaine. La presse espagnole ne dissimula pas le mécontentement national. Les Etats-Unis furent nettement mis en cause.

Le 19 septembre, des tracts appelaient à manifester devant l'ambassade des Etats-Unis.

Ce même jour, vers 19 heures, des groupes importants commencèrent à se former aux abords de l'ambassade des Etats-Unis, au numéro 75 de l'élégante rue Serrano. L'ambassade était close. A l'extérieur un grand déploiement de forces de la police armée qui patrouillaient dans la rue. Devant l'ambassade, trois jeeps de la police.

Au début, la plupart des gens étaient rassemblés face à l'ambassade, sur la chaussée et le trottoir. Environ 400 personnes. Plus tard on compta entre 1.500 et 2.000 personnes, presque toujours réparties en plusieurs groupes. Une certaine indécision régnait. Les policiers faisaient circuler sans grande énergie. Cinq ou six personnes, l'air décidé, traversèrent la rue en direction des grilles, mais à ce moment précis, avant que quiconque ait pu les suivre, le feu se mit au vert et les voitures arrivèrent. Ceux qui s'étaient engagés restèrent isolés face aux photographes qui les mitraillèrent depuis l'intérieur des grilles de l'ambassade. Au changement de feu sept cents personnes environ, étudiants, jeunes, intellectuels, quelques groupes d'ouvriers — changèrent alors de trottoir.

Vers 19 h 20, un policier parlant par radio avec la Direction générale de sécurité (1) signalait : « Ils sont environ 400. Nous sommes encore maîtres de la situation ».

Plus les gens traversaient, plus les policiers devenaient nerveux et pressants.

Quelqu'un commença à frapper dans ses mains et à lancer le slogan bien connu « Cuba sí, Yankee no ». Ce cri de la révolution cubaine fut

dans la rue de Serrano, jusqu'au carrefour de Diego de Leon. D'autres groupes arrivaient, qui se joignaient aux manifestants : ouvriers d'usines ou simples passants. Les trottoirs étaient noirs de gens qui observaient.

Dans le bar qui fait face à l'ambassade, « El Pinchito », se trouvaient le journaliste Olano avec un groupe de confrères du « Pueblo », organe des syndicats officiels, ainsi que des policiers de la brigade político-social, qui se contentèrent d'ailleurs de rester spectateurs.

Dans la rue, les gens allaient de droite à gauche, déconcertant la police et toujours criant : « Yankee no », « Américains, assassins », « Torrejon espagnol » (2). De temps en temps un orateur improvisé demandait le silence et, désignant du doigt l'ambassade s'écriait : « A la porte les assassins, pas de bases américaines en Espagne ! », slogans qui étaient repris par la foule.

Une pancarte surgit, on ne sait d'où : « Nous sommes les descendants de Cascorro, vous nous avez coulé le « Marne » et attaqué le « Sierra Aranzazu », à la porte ! » (3).

Les policiers, arrivés par petits groupes des jardins du Musée Lazaro Galdano, devaient être entre 100 et 150. Puis de grands autocars de 70 à 80 places déversèrent de nouveaux venus qui se déployèrent rapidement et, au coude à coude, s'efforcèrent de déloger les manifestants qui se trouvaient aux abords des grilles.

Petit à petit, la foule fut refoulée sur le trottoir opposé à l'ambassade. Un groupe dut re-

l'étonnant renouveau culturel

D'autres, bien que totalement entourés par les policiers, continuaient leur : « Cuba si, Yankee no ». Un troisième groupe prit la rue des frères Becquer.

Le premier de ces groupes, entraîné par un intellectuel et un ouvrier, redescendit la rue de Serrano jusqu'à la rue d'Alcala puis la Castellana (1) vers la place de Cibèle et de Colomb. La police ne réussit à le disperser que vers le palais des Communications. Sur la Castellana les voitures furent bloquées, une automobile américaine de Virginie fut renversée après que les occupants en aient été extirpés. Quatre ou cinq autres véhicules américains eurent leurs vitres brisées et leur carrosserie abîmée.

Sur la Castellana, d'une auto qui passait des cris fusèrent : « Rouges, communistes ». La voiture fut stoppée et le chauffeur secoué de belle manière ; à l'intérieur des femmes éclatèrent en sanglots.

Les manifestants du premier groupe semblaient vouloir gagner l'ambassade de Cuba pour y manifester leur sympathie mais ils furent interceptés par la police sur la grande place de Cibèle. L'embouteillage à cette heure de grande circulation et en un lieu aussi central fut extraordinaire. Seuls quelques manifestants réussirent à gagner les abords de l'ambassade cubaine, rue Juan de Mena, mais cette rue était occupée par la police.

Le groupe parti par la rue des frères Becquer, moins nombreux que le précédent, rejoignit la Castellana mais la parcourut dans la direction du stade Bernabeu où se déroulait un match en nocturne. Le dernier groupe, isolé face à l'ambassade, comprenait deux à trois cents personnes ; il descendit la rue de Serrano par le trottoir des numéros impairs (il semblait vouloir

aussi gagner l'ambassade cubaine). Les manifestants continuèrent à crier : « Cuba si, Yankee no », on entendit plusieurs fois : « Vive Fidel Castro ». Le petit groupe de phalangistes déjà mentionné reprit aussi les cris de « Vive Fidel ». Les gens sortaient des cafés et applaudissaient. Ce groupe fut rejoint rue Goya par d'autres petits groupes revenant de la place de Cibèle. Tous ensemble ils traversèrent la place de l'Indépendance, puis la place de Cibèle par le palais des Communications. Ils prirent ensuite la rue d'Alcala par le trottoir de la Banque d'Espagne jusqu'à la station de métro Sevilla. Pour éviter la Puerta del Sol où s'étaient concentrées les forces de police, les manifestants se dirigèrent vers le ministère des Affaires étrangères, traversant ainsi la moitié de Madrid.

Sur la place Santa Ana où se trouve le Théâtre national, apparurent des jeeeps de la police. Les manifestants décidèrent de se disperser. Il était alors 21 h 20. Quelques groupes d'étudiants continuèrent cependant à défiler.

Cette manifestation courageuse et importante, tant en raison du nombre des participants que du formidable moyen de diffusion des idées que représenta le parcours à travers Madrid, avait été précédée dans la nuit du 18 au 19 par une diffusion de tracts (plusieurs dizaines de milliers) non signés, et qui étaient ainsi rédigés : « Un bateau espagnol a été lâchement attaqué dans la mer des Antilles. A bas les bases américaines en Espagne ! Peuple de Madrid, montre ton indignation contre les Américains en venant manifester le 19, à 7 heures du soir, devant l'Ambassade des Etats-Unis. »

(1) Grande avenue plantée d'arbres, les Champs-Élysées de Madrid.

je suis vraiment un grand admirateur du général franco

New York 17. « Je suis vraiment un grand admirateur du général Franco, de ce qu'il a fait pour l'Espagne et de ce qu'il a fait pour arrêter le communisme » a déclaré James A. Farley, ancien président du parti démocrate, ex-ministre des Communications des Etats-Unis, une des têtes les plus populaires et les plus prestigieuses du mouvement qui soutint le président Johnson au cours de sa campagne électorale.

Farley a fait ces déclarations dans une conférence de presse présentée à la télévision de New York. Mme Bender, représentante du « New York Times », rappela à Farley que, dans une interview de l'an passé, il avait incliné le nom du général Franco dans la liste des hommes les plus grands qu'il avait connus dans sa vie. Puis la journaliste demanda à l'ex-ministre des Communications s'il n'y avait pas quelque chose de

contradictoire entre son opposition à l'extrémisme aux Etats-Unis et son admiration pour ce gouvernant européen.

M. Farley répondit : « Absolument pas. A mon avis, le général Franco a réalisé une grande œuvre en Espagne. J'étais dans ce pays dans les moments difficiles et s'il n'y avait pas eu Franco, nous aurions actuellement un gouvernement communiste. Maintenant c'est, sans aucun doute, l'unique nation d'Europe où nous n'ayons pas eu et n'aurons jamais aucun souci tant que l'actuelle administration restera au pouvoir. Nous dépensons des millions de dollars dans le monde entier pour essayer de combattre le communisme. L'unique pays où il n'y a aucune possibilité que le communisme lève la tête est l'Espagne et cela est dû aux efforts du général Franco et de ceux qui travaillent avec lui. » (LA VOZ DE ESPANA - 18-9-64.)

Il n'est pas possible de saisir la culture espagnole dans son mouvement, en tant qu'ensemble où se retrouvent le travail scientifique, la création littéraire et artistique, le dessein des idées et le jeu des sentiments de la société espagnole contemporaine, sans tenir compte, constamment, du complexe économique, social et politique, support déterminant de cette culture, laquelle à son tour agit sur le tout. Et nous ne pensons pas seulement aux faits évidents tels que la division de la société en classes sociales, le pouvoir des monopoles et des gros propriétaires terriens, mais aussi aux interventions plus immédiates de l'Etat, de la législation (fasciste) de l'Etat, de l'Eglise, de l'idéologie réactionnaire, de l'impérialisme américain, etc... La culture espagnole s'inscrit dans cette réalité historique complexe qui est faite aussi des luttes des travailleurs et des intellectuels, de l'exemple des pays socialistes, etc...

C'est entre 1952 et 1955 que se situe le grand tournant de la vie culturelle espagnole. Un climat de fermentation se développe qui va changer en profondeur le panorama culturel du pays, avec l'échec de la littérature d'évasion et la poussée d'une littérature attachée à la réalité nationale, la floraison des revues non conformistes, en dépit des interdictions fréquentes et des interventions de la censure, l'entrée en scène des étudiants qui refusent les slogans officiels, exigent la discussion, la recherche et les échanges, le réveil de certains intellectuels qui s'étaient tus pendant les quinze années qui suivirent la guerre civile. Il faut citer ici, en particulier les luttes des étudiants, en 1956-57, la grande mobilisation pour commémorer le XX^e anniversaire de la mort de Machado (1959), les combats des intellectuels contre la censure et pour l'amnistie (1960 et 1961)... toutes prises de parti qui ont atteint une expression plus « politique », un degré plus haut de conscience, au cours de la campagne de solidarité avec les grévistes, en 1962 et surtout dans la polémique avec le gouvernement pour défendre les mineurs asturiens contre les tortures, et pour la liberté d'information; on se souvient de la « Lettre des 102 intellectuels » à M. Fraga, le 30 septembre 1963, qui ouvrit cette polémique.

Toute cette évolution est marquée au départ par la faillite des idéologies officielles : le phalangisme et « la volonté d'Empire », la « suppression de la lutte des classes », « la justice sociale », « l'Espagne unité de destin dans l'universel », autant de constructions qui furent diffusées avec de puissants moyens de propagande, au moment où les armées hitlériennes déferlaient sur l'Europe et où les organisations démocratiques espagnoles étaient écrasées et muettes.

Déjà mises en cause dans les consciences par l'impuissance de plus en plus évidente de l'Etat « national-sindicaliste » à les mettre en pratique, elles ne devaient pas survivre longtemps à la défaite de l'hitlérisme et à la reculade du franquisme.

la faillite des idéologies officielles

L'Eglise, plus concrètement son aile de droite menée par les théoriciens de « l'Opus Dei » et leurs amis, essayèrent alors de créer une idéologie officielle de revanche (exprimée d'ailleurs dans les Principes du Mouvement promulgués par une loi de 1958 pour remplacer les 26 points de la Phalange de caractère nazi-fasciste). On tenta de mutiler l'héritage culturel en gardant seulement les valeurs partisans de l'extrême-droite (Menendez Pelayo), souvent médiocres et nullement représentatives de la création culturelle espagnole (Vazquez de Mella, Balmes, Donoso Cortés). Sous la direction des Calvo Serer, Perez Embid, Marrero et d'autres « Opusdistes », on voulut identifier la nation et sa culture avec la tradition cléricalle et réactionnaire, identifier « religion et nation », et rejeter de la culture nationale tous ceux qui ont apporté des éléments de valeur depuis un siècle (Giner, Sanz del Rio, Costa, Vera, Unamuno, Baroja, Valle Inclan, Machado, Ortega, Altamira, etc.); on repoussait ainsi avec intransigeance même les « maîtres à penser » de la bourgeoisie, susceptibles de fournir une base à « l'idéologie de repli » des classes dominantes. La tentative devait rapidement échouer devant le refus opposé par

la grande majorité des intellectuels et des étudiants espagnols.

Nous assistons aujourd'hui à une troisième étape: l'oligarchie monopoliste au pouvoir essaie de «lutter contre les idéologies» au nom de la «technocratie», de la «dépolitisation», de la mise en cause de la culture, remplacée par des savoirs spécialisés, parcellaires, agnostiques. Ce sont encore des hommes de l'Opus Dei (G. F. de la Mora), du ministère de l'Information, etc. qui mènent cette offensive, qui se heurte déjà à l'opposition agissante de l'immense majorité des intellectuels et des étudiants.

Ceux-ci viennent pour la plupart des classes moyennes. Les uns sont issus des familles des vainqueurs de la guerre civile, ce qui leur a permis de vivre mieux et de profiter de nombreux privilèges; les autres ont connu, par contre, le drame des familles brisées par la défaite et la répression, les visites aux prisons, les longs jours sans pain, la recherche de n'importe quel travail pour survivre. Cependant, les années ont passé et certaines différences ont disparu, ou presque, pour ceux qui n'étaient pas des adultes à l'époque de la guerre. Quant aux intellectuels eux-mêmes, ils ont toujours eu à lutter avec les bas traitements, la vie chère, les conséquences de l'inflation; ils ont connu le «double travail» (souvent peu qualifié et mal payé).

De ces milieux vont surgir les hommes qui essayent de changer l'orientation de la culture espagnole. Plusieurs générations se mêlent dans cette tâche, mais cette diversité n'est pas la plus importante pour donner un sens à leur œuvre.

philosophes, sociologues et juristes

La philosophie ne sort pas sans difficulté d'une longue période d'hégémonie scolastique. Autour des années cinquante, le «culturalisme» d'Ortega y Gasset (mort en 1955) faisait figure de philosophie d'opposition. Aujourd'hui, les exigences d'une plus grande rigueur et d'une plus grande fidélité à la réalité sociale, ont détourné les jeunes de son influence. Julian Marias — qui fait de «l'orteguisme» quarante ans après son maître — n'a pas réussi à assurer un apport original à la pensée espagnole. Procédant du phalangisme, Pedro Lain Entralgo, pourrait être qualifié d'«orteguien catholique». Il est surtout estimé par ses prises de position libérales. José L.L. Aranguren, professeur d'éthique à l'Université de Madrid, est, sans doute, le phi-

losophe le plus marquant de la génération en place. Il cherche à dépasser l'éthique individuelle de la bourgeoisie du 19^e siècle vers la morale sociale du 20^e. Son analyse de l'Etat déborde de la conception formaliste du droit bourgeois. Cependant Aranguren, sous l'influence de l'idéologie dite «occidentale», n'a pas réussi à comprendre le marxisme, dont il trace une caricature sans en avoir étudié les éléments. Enfin, on ne peut pas ne pas citer le nom de Xavier Zubiri, très éloigné pourtant des réalités actuelles: ses travaux d'ontologie, d'un certain «heideggerianisme chrétien», sont remarquables.

Hors de l'Espagne, José Gaos a suivi les traditions de Husserl et de Heidegger; Garcia Bacca représente bien l'existentialisme chrétien, mais son œuvre est profondément marquée par un dévouement à la démocratie et à la liberté... expression. «Ce n'est pas le Christ qui revint sur terre pour prêcher la fierté aux humbles et pour restaurer la dignité des hommes. Ce fut Marx qui le fit», n'a-t-il pas hésité à écrire dans un travail sur «Philosophie et Economie». Et nous nommerons encore Adolfo Sanchez-Vazquez, dont les travaux s'inspirent du matérialisme dialectique.

Parmi ceux qui pratiquent la logique mathématique avec une méthodologie scientifique, on distingue Manuel Sacristan, professeur à l'Université de Barcelone. Dans la même discipline on remarque l'œuvre de Miguel Sanchez-Mazas, exilé en Suisse.

En sociologie, Enrique Tierno Galvan, professeur de Droit constitutionnel à l'université de Salamanque, a réalisé une œuvre copieuse. Il a subi nettement l'influence du positivisme, ainsi que de la manière un peu fragmentaire de la «génération de 1898», mais il cherche la voie du marxisme et s'efforce de poser les problèmes culturels d'un point de vue de classe, à travers d'innombrables hésitations dont nous n'avons pas ici à traiter. Des spécialistes tels que Pinillos, P. de Las Heras et, avec un effort de pensée plus large et plus pénétrant, José Aumente et F. Fernandez Santos, axent leurs travaux sur le rôle essentiel des classes sociales, sous l'influence du marxisme. Dans un sens analogue, et bien que l'auteur, croyant, se réclame de la foi, se placent les remarquables travaux d'Alfonso C. Comin; et il faut nommer à ses côtés quelques propagateurs de la «sociologie religieuse» (le P. Vazquez, Larranaga, Iruretagoyena...), qui poursuivent des recherches de grande valeur sur la réalité sociale.

Dans les disciplines juridiques, on doit citer des démocrates tels que Aguilar Navarro, pro-

fesseur de droit international à l'université de Madrid, pour ses travaux sur la coexistence pacifique et, très récemment, sur les droits de l'Etat de Cuba et le «nouveau monroïsme des Etats-Unis», ainsi que Jimenez de Parga, professeur de Droit constitutionnel à l'université de Barcelone. Plus à l'avant, les jeunes professeurs Elias Diaz et Raul Morodo ont fait des études sur «l'Etat de droit», pour montrer que cet Etat basé sur des rapports juridiques n'existe pas en Espagne — où l'Etat est fasciste —; ils critiquent en même temps ses limites et débouchent sur la perspective d'un Etat démocratique qui en finisse avec les privilèges de l'oligarchie et repose sur une base «sociale» (bien entendu, en Espagne on ne peut pas écrire noir sur blanc qu'il s'agit d'un Etat socialiste; tout cela crée d'ailleurs un certain confusionnisme et l'on sent aisément le rôle de la censure). M. Vazquez, auteur d'un livre courageux, «Rapport sur l'Information», est dans ce domaine l'un des chercheurs qui a été le plus loin dans le travail d'éclaircissement.

esprit critique, esprit scientifique

L'Histoire, qui subit le contre-coup de l'exil d'éminents professeurs tels que Claudio Sanchez-Albornoz et Américo Castro, de l'emprise phalangiste et obscurantiste, a connu un regain extraordinaire dans les dix dernières années. On remarque, avant tout, les travaux de C. Valdeavellano, professeur à l'université de Madrid, qui étudie scientifiquement les institutions, notamment celles du moyen-âge, et d'un autre professeur, Montero Diaz. A Barcelone, Vincens Vices (décédé il y a trois ans), professeur de l'université, anima une équipe d'historiens penchés sur l'histoire de l'économie et des classes sociales. (Lui et ses disciples ont publié des livres qui sont aujourd'hui des instruments de travail essentiels pour les jeunes Espagnols); de cette école sont issus des historiens comme Nadal, axé sur la démographie, Nuria Sales, Jutglar et Martí, orientés vers l'histoire du mouvement ouvrier. Hors d'Espagne, Tunon de Lara et N. Sanchez-Albornoz (fils) ont fait des travaux sur l'histoire de l'économie et du mouvement ouvrier, diffusés dans le pays même malgré les difficultés. Il faudrait citer aussi des travaux effectués dans un esprit novateur comme ceux de J.A. Maravall sur les «Comunidades de Castilla», de M. Cuadrado sur la sociologie électorale du siècle dernier, etc...

Juan Goytisoló

JEUX DE MAINS
DEUIL AU PARADIS
FIESTAS
CHRONIQUE D'UNE ILE
POUR VIVRE ICI
DANSES D'ÉTÉ
LA CHANCA
précédé de
TERRES DE NIJAR

nrf

En ethnologie, relevons l'œuvre immense de Julio Caro Baroja, dont les recherches historiques sur les Basques, sur les Juifs espagnols, ainsi que sur la vie rurale, etc., font autorité en la matière.

Les œuvres citées dans ces diverses disciplines sont sans doute assez diverses en ce qui concerne les méthodes employées, leur base philosophique et même les perspectives qu'on peut en dégager. Cependant l'esprit critique, le souci de partir des données précises de la réalité et de traiter des sujets vivants liés, directement ou indirectement, aux inquiétudes des classes et couches progressistes de la société espagnole, s'affirment généralement.

Une discipline s'est développée de manière frappante ces dernières années, tant par le nombre des étudiants et des licenciés qu'elle a suscité, que par les professionnels qui l'animent: l'économie. Le fait peut paraître étrange, étant donné que, malgré un certain développement, l'Espagne reste un pays économiquement en retard. Mais il s'explique d'une part par les

sonnalité de F. Cordon, directeur de recherches de l'Institut « Ibsy », dont les travaux théoriques sur l'évolution et les recherches sur l'origine de la vie ont passé les frontières. Sur un autre plan, puisqu'il a profité de l'aide officielle, il est juste de signaler la personnalité scientifique du professeur Bustinza, ses recherches sur la physiologie végétale et sur les antibiotiques.

les nouvelles générations

Le panorama littéraire a également changé à partir de 1952-55, avec ce qu'on a appelé — un peu arbitrairement d'ailleurs — « la génération du demi-siècle ». Ce sont des hommes et des femmes dont l'enfance a été marquée par la guerre, l'adolescence, par un lourd climat où régnait l'esprit de guerre civile, mais aussi par la faillite des mythes de l'avant-guerre: ils ont connu l'écroulement du mythe nazi et du mythe national syndicaliste, démenti par la contre-réforme agraire et les gros profits de la banque. Ces jeunes écrivains, originaires de la bourgeoisie et des classes moyennes, appartenant — comme nous l'avons déjà signalé, aux deux groupes — les vainqueurs et les vaincus — se sont mis à lire, plus ou moins en cachette, les trois grands de la poésie, qui furent nos trois martyrs: Machado, Lorca et Hernandez, mais aussi Neruda et Guillen. Ils ont lu le roman américain d'abord, l'italien ensuite. En dépit du rideau de silence, ils ont connu Faulkner, Hemingway, Aragon, Eluard, Camus, Pavese...

Une première période met en lumière les poèmes révélant la maturité de deux hommes qui ont vécu la guerre: Blas de Otero et Gabriel Celaya, les pièces de théâtre qui rompent avec le conformisme: « Histoire d'un escalier » de Buero Vallejo (1949); « Escouade vers la Mort » d'Alfonso Sastre (1953). C'est l'époque du roman de Camilo J. Cela, « La Ruche », non conformiste, d'un réalisme discutabile puisque fragmentaire et de miroir déformant, mais poursuivant les bonnes traditions de l'art picaresque et de Baroja. Vient ensuite une pléiade de jeunes romanciers: Sanchez Ferlosio (« El Jarama », 1956), Juan Goytisolo (« Deuil au Paradis », 1956, « Le Ressac », 1959), et son frère Luis, Ana Maria Matute, Jesus Fernandez Santos. Et, en poésie, avec Blas de Otero et Gabriel Celaya, avec ceux de la génération de 1927, Vicente Aleixandre et, en exil, Rafael Alberti, Jorge Guillen, et tant d'autres: citons seulement encore Eugenio de Nora, Angela Figuera, Ramon de Garciasoi...

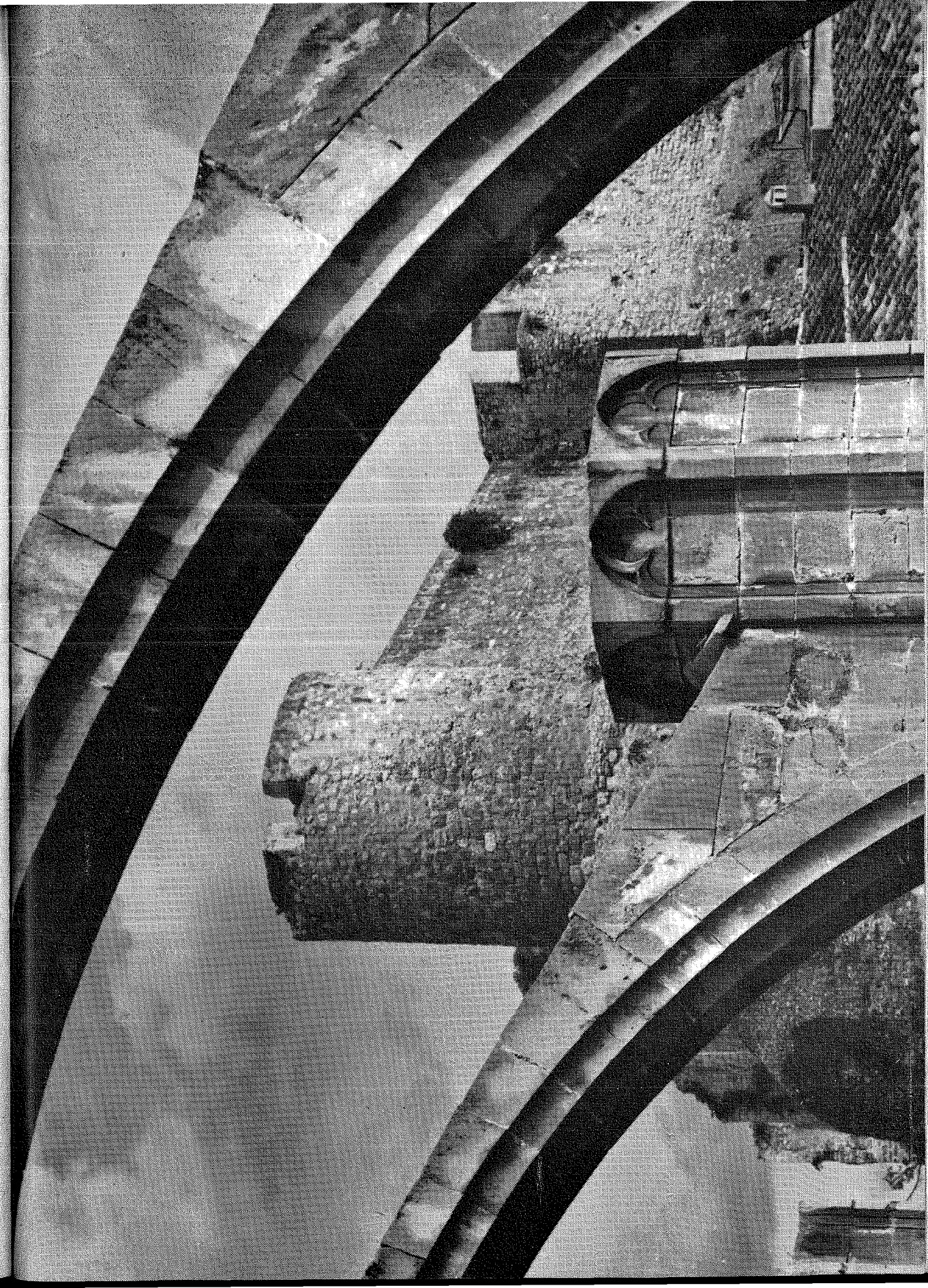
Vers 1960, la jeune génération de poètes tels que Gil de Biedma, Valente, J. Agustin Goytisolo, Lopez Pacheco, Angel Crespo, Angel Gonzalez, Carlos Alvarez, prend la parole, ainsi que les nouveaux romanciers: Armando Lopez Salinas (« La Mine », « Une année après une autre »), Alfonso Grosso (« Le fossé », « La procession »), Antonio Ferrer (« La pioche », « Les vaincus »), Garcia Hortelano (« Nouvelles Amitiés », « Orage d'été »), Martin Santos (« Les demeures du silence »), Caballero Bonald (« Deux jours de Septembre »), Corrales Egea (« L'autre face »), Miguel Salabert (« L'exil intérieur »). En même temps, hors de l'Espagne, des romanciers de la génération de la République poursuivent leur œuvre de création liée à la réalité du peuple espagnol, parmi lesquels, notamment Max Aub et Jesus Izcaray.

Enfin, dans le théâtre, « La Chemise », de Lauro Olmo (1962), acclamée par un public populaire (qui, pour la première fois, voyait ses problèmes mis en scène) pendant des centaines de soirées à Madrid et à Barcelone (et aussi par les ouvriers espagnols à Paris et à Genève), marque un tournant décisif.

l'engagement

Le trait le plus frappant de cette nouvelle littérature, est, sans doute, son divorce avec le régime. Un fait restera dans l'histoire: la rupture avec la dictature de Franco de tous les écrivains espagnols d'une certaine valeur à partir de 1950 environ. Mais si nous serrons de plus près, nous pouvons dégager d'autres traits communs; par exemple, le sujet des romans est toujours actuel, espagnol et « social ». (Ce mot « social » doit être placé dans le contexte de l'Espagne contemporaine; il signifie l'inquiétude de l'écrivain devant les grands problèmes de son peuple, son attachement aux travailleurs, son refus de la littérature aseptique et « neutre » souhaitée par le régime, l'opposition à l'intimisme, à la solitude). Les plus hauts sommets de cette création (« En Castellano » et « En que habla de Espana », de Blas de Otero, « Episodios Nacionales » de Celaya), interdits par la censure, ont atteint la plus haute qualité littéraire dans la mesure même où il s'agissait d'une poésie ouvertement engagée. Et même si l'on relève un certain flottement du côté du roman dans les deux dernières années, une tendance à rester dans l'équivoque qui ne saurait s'expliquer par la seule crainte de la censure, nos écrivains restent tous des réalistes; certes, leur réalisme est très divers: descriptif, criti-

la citadelle de Tortosa



que, historique, d'avant-garde... mais il est toujours enraciné dans le peuple. Le contact avec la réalité amène l'écrivain à une position non conformiste, puis à une critique plus poussée de la réalité, cherchant un débouché sur l'avenir.

Des analystes doués d'un esprit aigu et se servant d'une méthode scientifique ont tiré la critique littéraire de l'impasse, du subjectivisme où elle vivait. Il faut citer le travail lucide de J.M. Castellet; celui de Marra et de Marichal, et, dans un sens plus classique, celui de José L. Cano.

On ne saurait enfin passer sous silence l'essor de la littérature catalane, qui se développe grâce à l'appui de tout un peuple, malgré la répression, l'intransigeance et les fréquentes tracasseries du centralisme franquisme : citons Maria Aurelia Capmany, Espinat, Pedrol, parmi les romanciers; Salvador Espriu, Pere Quart, Joaquim Horta parmi les poètes.

Nous n'allons pas révéler ici le cinéma espagnol, exemple tout aussi éclatant de refus opposé à la dictature et à l'idéologie qu'elle a essayé d'imposer : l'œuvre d'un Bardem et d'un Berlanga est suffisamment connue pour que nous ayons besoin d'y insister. C'est aussi le cas de Bunuel, dont le « Viridiana », a été fait ici en Espagne (et interdit par la suite). Nous voulons signaler seulement de jeunes réalisateurs comme Saura (« Los golfos »), Picazo (« La tia Tula »), Diamante, etc., qui ne peuvent pas donner la mesure de leurs talents du fait de la contrainte conjuguée du gouvernement et des entreprises capitalistes du cinéma.

Enfin, l'affirmation d'après laquelle « on ne peut pas écrire quatre pages sur l'histoire des arts plastiques sans parler de l'Espagne » reste entièrement valable. Si Picasso a porté dans le monde entier le nom de notre pays, ici même, sur notre terre, de nouveaux peintres continuent nos meilleures traditions sous des formes parfaitement originales. Nous nous en voudrions de ne pas citer quelques noms comme ceux de Saura, Tapiès, Ortega, Millares, Ibarrola, dont les œuvres resteront essentielles pour la connaissance de cette période de l'histoire de l'art espagnol.

le rôle des revues

En général, la diffusion culturelle est extrêmement faible, et les conditions générales de la vie espagnole (double métier, bricolage ou heures supplémentaires réduisant le temps de

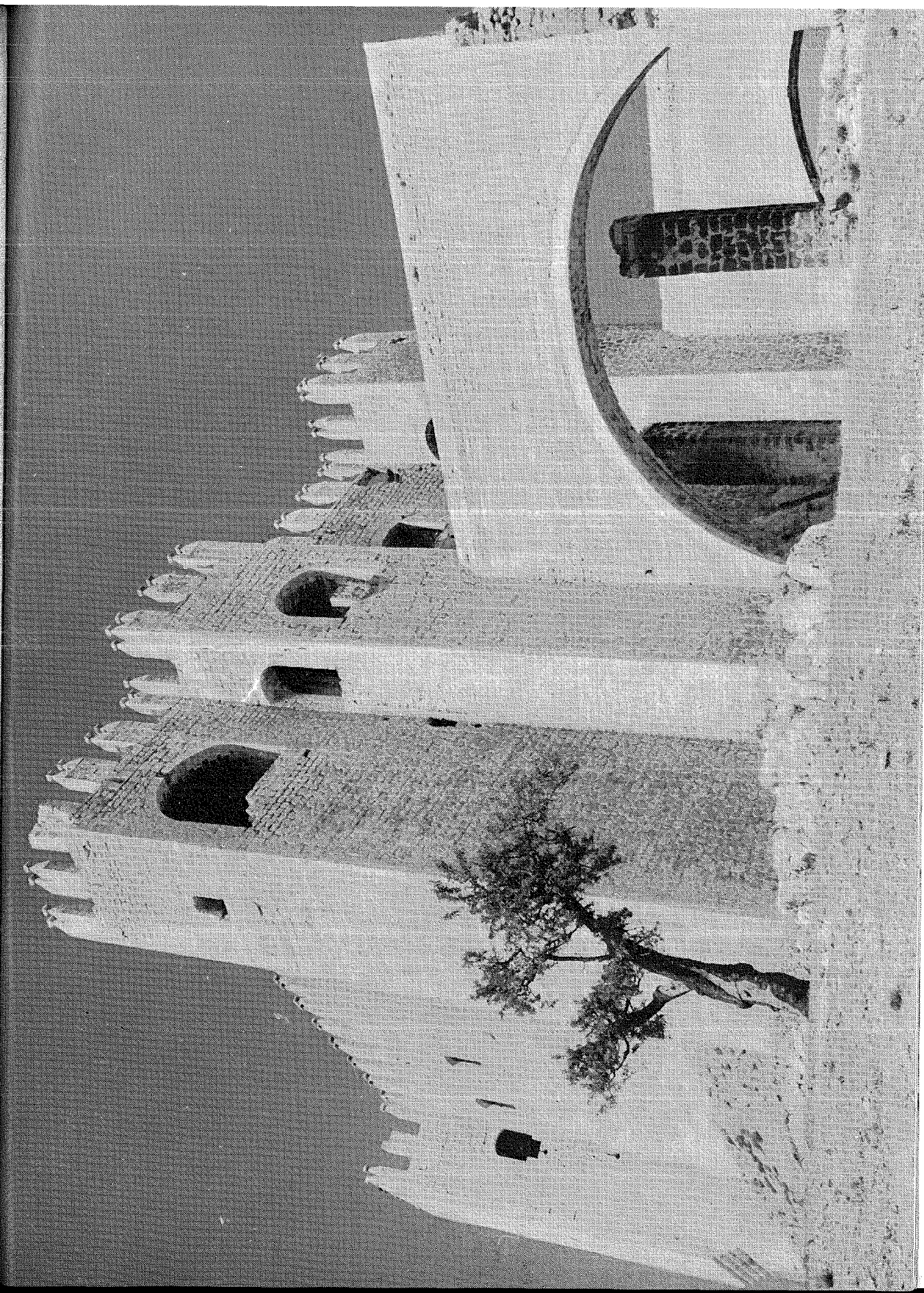
loisir) ne facilitent guère cette diffusion. L'étroitesse de la presse quotidienne sous le contrôle du ministère de l'Information, son niveau très bas, ainsi que la très mauvaise qualité des émissions radiophoniques et télévisées, ne sont que des facteurs supplémentaires d'avitissement culturel.

Il y a par contre des revues non conformistes ou des revues qui, par suite de contradictions au sein de leurs directions, permettent la publication dans leurs pages de quelques articles progressistes.

Il faut souligner le rôle important joué dans la vie culturelle espagnole de ces dernières années par des revues comme « Insula », et, malgré une confusion savamment entretenue, comme « Indice » ou « Papales de Son Armandans », et, depuis un an, par « Cuadernos para el Dialogo », dirigée par des catholiques, mais avec des collaborations de non croyants. Dans la mesure où ces revues veulent être indépendantes, elles ont des démêlés, de plus en plus graves, avec les services de la censure du ministère de l'Information. C'est le cas aussi d'une revue comme « Aun » et d'autres strictement catholiques, telles que « Serra d'Or », du monastère de Montserrat, ou « Signo » de la jeunesse d'Action catholique. Par contre, la « Revista de Occidente » (qui eut une grande période entre 1923-1936 sous la direction d'Ortega y Gasset) et qui veut se présenter comme « libérale », n'est en fait qu'un essai de plus pour chercher cette idéologie de rechange indispensable à la grande bourgeoisie après l'échec du franquisme, et dont nous parlions plus haut.

Est-il besoin de dire enfin le rôle joué par certaines publications clandestines et par des revues progressistes venant de l'étranger ?

Les tirages des livres sont faibles et les prix élevés. En général un livre à succès est tiré à 3.000 exemplaires; un très grand succès, à 5.000. Un roman de format ordinaire, de quelques 250 pages, est vendu à 120 pts, c'est-à-dire le salaire d'un jour d'un ouvrier qualifié, de deux jours de manœuvre. Naturellement son prix de revient est élevé avec un marché très restreint. La vente, faible, obéit à des causes très complexes : d'abord, le temps de loisir consacré à la lecture est minimum et, naturellement, les circuits commerciaux et la publicité font vendre surtout des romans policiers et d'aventures ainsi que de la littérature fade à l'usage des vieilles demoiselles; mais la raison peut-être la plus forte est que le budget de la plupart des familles espagnoles ne permet d'autres dépen-



misère de l'enseignement

ses de « culture » que l'achat des journaux et la séance hebdomadaire de cinéma (je parle de la population des villes; à la campagne, on ne peut parler que de la radio, et on commence seulement à se poser le problème de la télévision).

On ne saurait terminer ce tour d'horizon sans essayer de dégager les lignes de force de cet essor culturel. Il ne suffit pas de dire que cette création a surgi face à la dictature de Franco. Il faut savoir d'où vient et où va l'élan actuel.

Le point de départ a été une reprise de la tradition libérale et non conformiste de 1898, de la pensée d'Ortega y Gasset, de la poésie de Lorca et de la génération littéraire de 1927. C'était la période de simple refus du fascisme, du tomisme, de l'intégrisme, etc...

Puis les conquêtes scientifiques des pays socialistes, notamment de l'Union soviétique, ont commencé à être connues; l'apport de la littérature italienne, française, soviétique, latino-américaine... s'est fait également sentir. Et surtout, ces faits: de la grève de Barcelone de 1951 aux grandes grèves de 1962, un long chemin a été parcouru; et, hors de l'Espagne, l'histoire a vu la libération de tant de peuples coloniaux, les progrès de l'Union soviétique depuis le XX^e Congrès, l'exemple exaltant de Cuba (essentiel pour les Espagnols) et de l'Algérie.

Des nouvelles générations sont entrées en scène et des nouveaux problèmes se sont posés (qui étaient, parfois, ceux de toujours, mais plus nettement et plus vigoureusement affrontés). Les intellectuels ont fait la découverte de Marx, d'Engels, de Lénine... ils ont commencé à comprendre l'importance du matérialisme dialectique pour leur travail. Sur le plan de l'héritage espagnol, il est caractéristique que la seule personnalité de la génération de 1898 dont on se réclame aujourd'hui est celle d'Antonio Machado, prototype de l'intellectuel attaché au peuple dans sa vie et son œuvre, de l'intellectuel qui prend parti avec toutes les conséquences de l'engagement.

des idées maîtresses

Il n'existe pas en Espagne d'idéologie cohérente de l'opposition: les diverses forces sociales qui y militent ont des idéologies fondamentales forcément contradictoires. On peut souligner cependant l'existence d'idées maîtresses qui se fraient une voie et qui peuvent jouer un rôle important pour l'avenir:

a) La nécessité d'un changement radical des rapports de production, d'une liquidation du pouvoir économique et politique des monopoles et des gros propriétaires terriens est une donnée de base admise presque à l'unanimité.

b) En rapport avec cette prise de conscience, le rôle de la classe ouvrière dans la nation est reconnu par des économistes, des juristes, sans parler des poètes comme Otero, Celaya, etc., des romanciers comme Salinas, Grosso, Ferrer, Caballero, de cinéastes comme Bardem, des peintres comme Ortega et Ibarrola, des historiens, etc...

c) Le réalisme est quasi général sur le plan de l'esthétique. Non pas un réalisme étroit, dogmatique, mais une diversité de créations littéraires et artistiques qui refusent l'évasion et s'efforcent toutes d'interpréter la réalité.

d) L'humanisme, enraciné dans les meilleures traditions espagnoles, prend une nouvelle forme et lie l'épanouissement de la personnalité humaine à l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. Les « 103 intellectuels » se réclamaient de l'humanisme pour défendre les mineurs asturiens et il faudrait un livre pour rassembler les plus importantes manifestations de cet humanisme dans la création culturelle de l'Espagne de nos jours. Il ne s'agit pas d'un semblant d'humanisme qui propose une « éthique de la résignation », mais de la défense et de l'exaltation des valeurs humaines, de la priorité de l'homme, qui va de Cervantès à Unamuno et à Machado, qui s'incarne dans des héros comme Grimau.

e) Les prises de position des intellectuels contre la censure, pour l'amnistie, contre les tortures, pour la liberté d'information et pour les droits de grève, d'association, etc., ont liquidé la fausse scission entre culture et politique. Personne n'ignore aujourd'hui que la passivité et l'évasion sont les pires formes de politique. L'invite: « vous devez faire de la politique, sans quoi la politique sera faite contre vous », adressée par Machado aux jeunes et aux étudiants, est admise maintenant par tous les intellectuels.

Ces traits communs, qui créent un état d'esprit bien défini, s'achèvent par la conscience de la nécessité de changements démocratiques profonds — qui présupposent naturellement le renversement de la dictature.

(étude d'un groupe d'intellectuels de Madrid)

Malgré la diminution du nombre d'analphabètes, le fait qu'en 1960 leur pourcentage était encore de 9,2 % démontre qu'on n'a pas fait dans ce domaine ce qu'il eût été possible au rythme désirable. On peut en dire autant des pourcentages de scolarisation aux niveaux élémentaire, moyen et supérieur de l'enseignement.

Dans cet ordre d'idées, il est un chapitre très important: celui de la rémunération des enseignants qui est, comme on le verra dans le tableau n° 4, scandaleusement insuffisante.

Si l'on dépasse ces aspects partiels, on peut souligner, dans le panorama qu'offre aujourd'hui l'éducation en Espagne, les problèmes suivants, généraux et permanents:

1) CARACTERE DE CLASSE DU SYSTEME D'ENSEIGNEMENT

C'est le cas de l'enseignement universitaire et, on s'en doute, les classes dirigeantes s'efforcent de le maintenir à tout prix. Sur cent étudiants, on en compte à peine cinq qui soient fils d'ouvriers, ainsi que cela apparaît dans le tableau n° 5.

Du caractère de classe de l'enseignement « moyen », un bon exemple est fourni par la prolifération et la concentration des établissements scolaires privés dans les grandes agglomérations, surtout là où les revenus sont les plus élevés, et parallèlement une insuffisance radicale des lycées officiels (publics) d'enseignement secondaire. En mars 1961, on affirmait dans les pages de « I.C.E. » que « l'enseignement privé, ce qu'on appelle familièrement le collège payant, est réellement devenu en Espagne l'un des signes extérieurs les plus apparents de la position sociale ».

Les conséquences de cet état de fait sont très claires: à la fois un grand gaspillage de talents et une entrave à la promotion sociale.

2) NIVEAU TRES BAS DE LA CULTURE POPULAIRE

C'est un phénomène qui apparaît à l'évidence dans le caractère fermé et minoritaire que présentent, en Espagne, certaines activités de type culturel: littérature, théâtre, art, etc.

On n'a pas instruit le peuple, le simple peuple.

3) MANQUE D'ORGANISATION

Comme dans beaucoup d'autres secteurs de l'activité économique et sociale, l'éducation se ressent d'un manque de coordination et d'organisation générale; depuis la pénurie d'écoles pour l'enseignement primaire et professionnel jusqu'à la façon de pourvoir les chaires de l'Université.

LE PLAN DE DEVELOPPEMENT

Ce plan prévoit une augmentation considérable des sommes affectées au titre des dépenses d'enseignement — elles atteindraient 6 % du total des investissements publics — et ceci à tous les niveaux. On prolongerait de onze à quatorze ans la scolarité obligatoire, en précisant que l'on construira de nouveaux locaux pour l'enseignement primaire. L'on prévoit aussi 465.000 nouvelles places dans l'enseignement moyen et 120.000 dans l'enseignement professionnel (1).

Tout cela suppose véritablement un effort gigantesque afin de pallier l'insuffisance des moyens matériels dans le domaine de l'éducation, mais, en pratique, tout semble indiquer que l'on a confondu l'investissement en capital humain avec la construction d'établissements scolaires. Si l'on n'utilise pas le plan de développement pour coordonner de façon judicieuse les différentes étapes du système d'enseignement, on ne mettra pas un terme aux décalages qui existent aujourd'hui.

(D'après J.L. Garcia Delgado.)

L'article reproduit ci-dessus a été publié par la revue mensuelle catholique « Aun » dans son n° 64, de septembre 1964. Il est suivi de cinq tableaux dont nous supprimons le premier, car il s'agit d'une comparaison remontant à plusieurs années entre les budgets consacrés à l'enseignement par l'Espagne et par plusieurs pays d'Europe occidentale, qui confirme, bien entendu, la nette infériorité de l'Espagne sur ce chapitre.

Nous reproduisons à la suite les tableaux n°s 2, 3, 4 et 5.

Tableau n° 2
POURCENTAGES DE L'ANALPHABETISME

1935	32,4 %	d'analphabètes (2)
1960	15,7 %	»
1960	9,2 %	»

Tableau n° 3
POURCENTAGES DE SCOLARISATION

(sur le total de la population scolaire)	
De 6 à 10 ans	80 %
De 11 à 13 ans	68 %
De 14 à 17 ans	15 %

Tableau n° 4
TRAITEMENT DES MAITRES

Première catégorie : 2.272 maîtres (sur un total de 75.000)	32.280 ptas par an
Nouvième catégorie : 5.358 maîtres	15.720 ptas par an
Traitement moyen total des 9 catégories de maîtres	24.000 ptas par an

Tableau n° 5
PROFESSION DES PARENTS D'ETUDIANTS

Entrepreneurs, intellectuels, hauts fonctionnaires	75,1 %
Population inactives et orphelins de père	9,3 %
Propriétaires fonciers, éleveurs et armateurs	7,3 %
Forcés armées	4,9 %
Ouvriers et salariés des « services »	3,4 %

(1) Nous pourrions préciser que les 112.848 places prévues exactement par le Plan pour la période quadriennale 1964-67 au titre de la formation professionnelle, pour l'industrie et pour la pêche, apparaissent nettement insuffisantes en regard des 240.000 nouveaux emplois d'ouvriers qualifiés que l'Organisation syndicale (franquiste) tient comme le minimum nécessaire pendant 4 ans. (N.D.L.R.)

(2) En 1930, le taux d'analphabétisme était de 44,37 %. L'effort de la République avait fait baisser de 12,34 % le taux d'analphabétisme en cinq ans. (N.D.L.R.)

SUR L'UNIVERSITE ET SES PROFESSEURS

Nombre de professeurs et d'élèves de la section Sciences physiques de la Faculté des Sciences.

Seconde année : 600 élèves 1 professeur
Troisième année : 400 élèves (titulaire d'une chaire)
Quatrième année : 250 élèves ou 1 chargé de cours
Cinquième année : 100 élèves par discipline

Quand on connaît le petit nombre de ceux qui se consacrent aux mathématiques en Espagne et que l'on sait que, d'après M. Suances (« ABC » du 18 mai 1962), on consacre à la recherche scientifique 0,1 % du revenu national, contre 2 % en France ou en Belgique, le jugement que mérite la modestie de l'œuvre se change en une profonde et respectueuse admiration pour ceux qui l'accomplissent. Dans le « World Directory of Mathematicians » de 1961, édité par le Tata Inst. of Fund. Research, Bombay — publié sous les auspices de la Intern. Math. Union, on prétend donner la liste de tous les chercheurs de mathématiques du monde. Le Japon y figure avec 550 noms, l'Italie 294, la Pologne 154, la Suisse 53, l'Argentine 33, et l'Espagne 26. La moyenne des pays européens est de 6,1 chercheurs par million d'habitants ; en Espagne, elle est de 0,86.

Pour 600.000 élèves candidats au baccalauréat le nombre de professeurs titulaires de mathématiques de l'enseignement secondaire est de 130. Près de 200 chaires ne sont pas pourvues, et bien que l'on crée beaucoup moins de lycées qu'il n'en faudrait, le nombre de postes non pourvus tend à augmenter. Cela est grave et il n'existe aucun plan connu pour modifier la situation. Le nombre de professeurs de l'Université dans toutes les disciplines mathématiques (Géométrie, Analyse, Statistique, Astronomie, Mécanique, Algèbre, etc.) est de 32, sur l'état nominatif de 1959.

Pourquoi n'a-t-on pas établi de plan pour la création de lycées, pourvus d'un personnel qualifié qui posséderait les titres requis par la loi et ceci afin d'absorber les 300.000 élèves que possède aujourd'hui l'enseignement secondaire libre (privé) ?

Pourquoi, par exemple, plus de la moitié des chaires de mathématiques de lycée ne sont-elles pas pourvues, pourquoi n'existe-t-il aucun plan pour résoudre ce problème ?

Pourquoi l'Espagne fait-elle exception en Europe et n'a-t-elle pas la possibilité d'engager des professeurs étrangers pour des années scolaires complètes dans ces disciplines où nous ne disposons pas ici de professeurs qualifiés ?

Pourquoi, en Espagne, se défie-t-on de la science,

LES PROFESSEURS ÉMIGRENT

Pour peu que le diplômé soit doué, il trouve un poste vacant dans n'importe quelle université d'Amérique du nord où il est payé quatre cents dollars par mois; mais s'il est connu, s'il a publié un ou deux livres, s'il fait partie des corps officiels des universités ou instituts, sa rémunération atteint assez facilement mille ou mille cinq cents dollars pour un travail de neuf mois par an, à raison de six heures par semaine. Et il n'y a pas que les Etats-Unis. Il est plusieurs pays en Europe où nos professeurs trouvent accueil. Celui qui connaît l'électronique, la physique, l'atome ou une quelconque de ces

pourquoi donc l'Université mène-t-elle cette vie languissante et médiocre, avec des traitements de très loin inférieurs même à ceux d'autres établissements espagnols ?

(Extraits d'un article du professeur de l'Université de Saint-Jacques-de-Compostelle, M. Vidal Abascal, publié dans la revue « Cahiers pour le Dialogue », n° 12, septembre 1964.)

CHOMAGE ET SOUS-EMPLOI

DANS LES PROFESSIONS UNIVERSITAIRES

« Une fois terminées nos études supérieures, nous nous retrouvons pratiquement avec des carrières qui n'ont pas de débouchés.

Alors l'étudiant se voit contraint de poursuivre d'autres études et exige — comme c'est logique — qu'on lui tienne compte des études déjà faites (validation), ce qui occasionne des rivalités artificielles entre les étudiants eux-mêmes.

Un autre barrage important est celui du système d'exams et concours où, indépendamment du facteur chance, interviennent surtout les recommandations.

Il y a ensuite le chômage intellectuel et le sous-emploi chronique. Les universitaires connaissent ces problèmes depuis longtemps, mais ils tendent maintenant à s'aggraver et à gagner toutes les professions.

Voici quelques données statistiques sur le chômage et le sous-emploi universitaires, d'après l'organe officiel du S.E.U. (Syndicat Espagnol Universitaire, officiel de Madrid). Nous considérons les titres délivrés de 1941 à 1962.

Facultés	Nombre de titres délivrés	% de chômage	% de sous-emploi
Droit	23.366	35	45
Philosophie	3.966	52	36
Médecine	17.677	22	45
Ecole vétérinaire	5.311	85	—
Sciences	6.947	—	20

En fin de compte, il nous reste l'émigration. Un grand nombre d'étudiants et de licenciés n'ont pas d'autre choix. Aussi n'est-il pas difficile de trouver de nombreux étudiants espagnols en France, en Allemagne, en Suisse, en Belgique, dans d'autres pays européens ou d'Amérique travaillant comme de simples manœuvres.

(Extraits de la revue « Critica », publiée clandestinement par les étudiants du Parti socialiste unifié de Catalogne.)

branches scientifiques aujourd'hui nécessaires, a de vastes possibilités dans les Universités ou ailleurs... Nous, les professeurs de l'enseignement public, ne sommes d'aucune utilité en Espagne; c'est pourquoi on nous paie si mal. Les besoins de l'Espagne en culture et formation technique sont largement couverts par les Instituts d'enseignement privé. Et maintenant qu'il y a aussi des Universités libres, qu'est-il besoin de nous ? Les classes dirigeantes espagnoles sont toujours sorties des écoles libres, celles que les riches payent. Dorénavant, même les Universités seront abandonnées aux pauvres.

quand les étudiants occupent l'Université

La suspension, en mars dernier, de la Semaine de rénovation universitaire organisée par les étudiants des Facultés de droit, philosophie et lettres, sciences politiques et économiques de Madrid, a provoqué d'importantes manifestations publiques des étudiants madrilènes. Après les conférences des professeurs catholiques libéraux Ruiz Gimenez et Aranguren, le rectorat interdit brutalement celle — très attendue — que le professeur socialiste Tierno Galvan allait faire et dont le titre était : « Le compromis politique ».

Cette suspension de dernière heure — le Grand Amphithéâtre de l'Université était déjà rempli de plus de 2.000 étudiants — détermina une violente protestation, tout d'abord à l'intérieur de la Faculté des sciences politiques et économiques, puis dans la rue de San Bernardo, où plus de 600 étudiants sortirent malgré les voitures de la police qui la fermaient. Aux cris de « Tierno, Tierno ! » et « Liberté syndicale ! » ils manifestèrent jusqu'à ce que, violemment, ils fussent dispersés par la force publique. Ils se retirèrent alors dans l'Université durant toute la matinée et l'après-midi. Un groupe de 120 étudiants s'enferma dans l'amphithéâtre, décréta la grève permanente et constitua une Assemblée d'étudiants libres.

Entre autres déclarations, ils demandaient :

— que le professeur Tierno Galvan donne sa conférence, poursuivant ainsi la Semaine de rénovation universitaire ;

— la liberté syndicale pour les étudiants et la solidarité avec les travailleurs ;

— la démocratisation de la vie universitaire et intellectuelle espagnole.

Les 120 étudiants communiquèrent à leurs 100 camarades qui attendaient dehors les déclarations approuvées. En signe de protestation, et jusqu'à ce que leurs conditions soient acceptées par le rectorat et le ministère, ils décidèrent

de rester sur place et lancèrent un appel à la grève générale dans toutes les Facultés et à des manifestations publiques.

Celles-ci se déroulèrent les 14, 16 et 17. Le 14 elles eurent lieu devant la Maison syndicale, où le général Franco devait aller clore un congrès; il dut y renoncer et se faire remplacer par le capitaine général Munoz Grandes. Auparavant, dans la nuit du 13, plus de 2.500 policiers armés furent concentrés dans les rues de Madrid et plus particulièrement dans les environs de l'université et de la Maison des Syndicats. A 6 heures du matin, violant le statut de l'Université, le recteur, le professeur Royo-Villanova autorisa l'entrée de la force publique dans les bâtiments universitaires et l'expulsion des étudiants.

A la manifestation du 14, comme au cours des suivantes, la police chargea brutalement et arrêta un grand nombre d'étudiants. Le 16, ils étaient plus de 1.500 à manifester devant la S.E.V. syndicat phalangiste), demandant la liberté syndicale et la libération des étudiants arrêtés. La police procéda à 15 nouvelles arrestations. Le 17 une nouvelle manifestation, groupant un millier d'étudiants, parcourut la grande rue de Madrid jusqu'au ministère de l'Education nationale; elle se heurta aux forces de police qui blessèrent des étudiants et procédèrent à de nouvelles arrestations.

Devant cette situation, 31 professeurs de différentes Facultés adressèrent, le 20, une lettre collective au ministère de l'Education nationale qui, entre autres choses, faisait savoir :

— qu'ils protestaient contre la suspension injustifiée de la Semaine de rénovation universitaire ;

— que l'entrée de la force publique dans l'Université, dans la nuit du 13, était illégale puisqu'il s'agissait d'un acte intérieur à l'Académie ;

— qu'ils espéraient que des mesures disciplinaires ne seraient pas prises contre les 120 étudiants délogés par la force publique.

des instituteurs parlent

1. CONCHITA EST INSTITUTRICE. Mais elle vient de gagner un concours d'employée à la Compagnie des Téléphones. Elle semble heureuse.

— Et alors ?..
— Oui. Finie la misère. Il était grand temps de pouvoir s'acheter une paire de bas.

(Son cas n'est pas le seul. Les enseignants « fuient » vers des emplois dans les banques ou dans les téléphones.)

— Depuis quand êtes-vous employée dans l'administration ?

— Il y a déjà cinq mois.
— Combien de temps êtes-vous restée dans le corps enseignant ?

— Un an et demi.
— Pourquoi l'avez-vous quitté ?

— Parce que je n'avais pas, avec mon traitement, le minimum indispensable.

— Vous vivez seule ou avec votre famille ?

— Toute seule.

— Combien gagniez-vous à l'école ?

— Mille six cents pesetas. Avec cet argent je devais payer la pension que je partageais avec une amie ; puis, les repas, les transports et le minimum pour s'habiller.

— Votre famille vous envoyait de l'argent ?

— Oui, parfois, en dépit du fait que ce sont des paysans, sans beaucoup de ressources. C'était le plus désespérant pour moi... penser que j'avais fait des études pour ça ! Comment pourrais-je me rendre économiquement indépendante ?

— Il y a d'autres jeunes filles comme vous à la compagnie des Téléphones, qui viennent du corps enseignant ?

— Oui. Pas mal. Dans mon bureau, il y en a trois.

— Combien pensez-vous que doit avoir une institutrice comme traitement minimum ?

— Etant donné le coût de la vie et le fait que nous avons fait des études, pas moins de quatre mille pesetas par mois.

— Vous êtes heureuse dans votre travail ou pensez-vous que votre vocation était l'enseignement ?

— Vous venez de me poser la question la plus triste. Non, je ne suis pas heureuse. Ma vocation, ce sont les enfants et je ne peux pas les oublier. Mes meilleurs moments, je les ai passés à l'école, avec eux. Mais... c'est la vie. Et me voici, au milieu de tous ces bruits de machine à écrire dans un bureau !

2. JOAQUIN MARIN A VINGT ANS.

— Vous êtes instituteur ?

— Pas encore, je suis auxiliaire et prépare les examens de l'école normale en même temps que j'enseigne déjà. C'est ainsi que je peux payer ma pension et les frais des études.

— Combien gagnez-vous par mois ?

— Mille cinq cents pesetas. Le soir, je fais deux cours supplémentaires pour ajouter un peu plus d'argent.

— Avez-vous une « novia » (1) ?

— Non.

— Pourquoi pas ?

— Sincèrement ; ce serait pour moi un article de luxe.

Il faudrait que je l'amène à la dernière séance du cinéma, celle qui est la meilleure marché. Ce n'est pas possible.

— Vos parents vous aident économiquement ?

— Parfois. Et ça me fait honte, à vingt ans.

— Quand terminez-vous vos études ?

— Cette année.

— Pensez-vous exercer la profession ?

— Je ne sais pas... mais je ne le crois pas. Je garderai mon diplôme pour avoir quelque chose de sûr... On ne sait jamais... mais je pense trouver une place d'employé dans une bonne firme de commerce.

3. « DON » ANDRES PEREZ, DIRECTEUR DU COLLEGE NUMANCIA, INSTITUTION PRIVEE.

— Comment voyez-vous le problème du corps enseignant ?

— Mal. Très mal. C'est une profession tellement nécessaire et tellement négligée en Espagne !

— On a besoin d'instituteurs ?

— Oui et non. Oui, car il y a encore beaucoup d'analphabètes et beaucoup de villages sans école. Non, car en réalité il y a des instituteurs, mais ils n'exercent pas la profession et préfèrent travailler dans des bureaux et ailleurs, où ils gagnent toujours davantage.

— Alors, vous pensez que la cause de la désertion ?..

— Oui — interrompt « Don » Andrés — c'est la rétribution ridicule des enseignants. On a beau avoir une vocation, le moment arrive où la réalité de la vie s'impose.

— On parle d'une hausse des traitements. Qu'en pensez-vous ?

— En effet, on en parle, mais... le chemin est long de la coupe aux lèvres.

— En somme, quelle pourrait être la solution ?

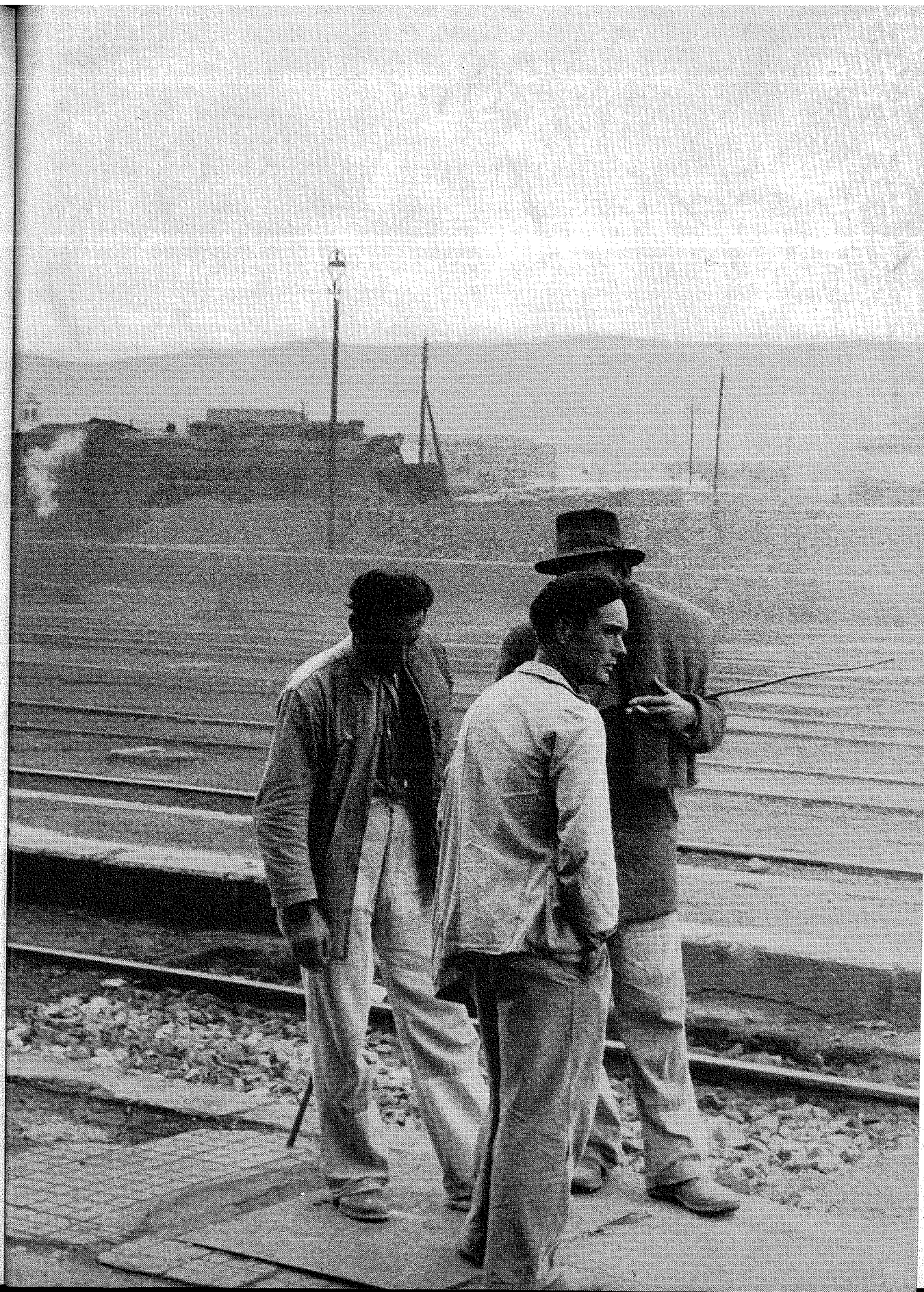
— Pour l'instant, une seule solution urgente : la hausse des traitements. Tant que cela continuera, les emplois dans la banque seront le refuge des enseignants et le peuple restera sans culture.

(Ce reportage a été publié dans « Signo », hebdomadaire de la Jeunesse d'Action Catholique, le 21 novembre 1964.)

(1) Le mot « fiancée » ne serait pas une traduction tout à fait exacte ; la « novia » est, en général, plus qu'un « flirt », mais moins qu'une fiancée ; celle-ci s'appelle « novia formal ».)

Même si l'aile le renverse
et si l'Espagne le disperse
l'encorne et le blesse,
Don Quichotte est
un redoutable chevalier ..

Blas de Otero



LES CHANTAGES DU GÉNÉRAL

JACQUES DUCLOS

L'habitude commence à se prendre de voir, en fin d'année, le général-président se livrer au chantage dans de très serrées parties de poker internationales.

Sorti victorieux d'une opération chirurgicale qui lui a fait subir une dure épreuve physique, puis du périple latino-américain qu'il s'était imposé, De Gaulle se sent en état de briguer le renouvellement de son mandat.

Et il a aussitôt remis sur le métier cette grande œuvre de son règne : l'alliance franco-allemande, en laissant entendre qu'à défaut d'aboutir sur la question du Marché commun agricole à un accord qui dépendait de l'Allemagne de Bonn, invitée à baisser le prix du blé qu'elle produit, la France pourrait reprendre son indépendance. Dans son discours de Strasbourg, le 22 novembre dernier, il précisait de la façon la plus nette : « La France attache une importance capitale aux échéances imminentes qui vont montrer s'il est possible ou non aux États signataires du traité de Bonn de créer entre eux une réelle communauté économique en y faisant entrer l'agriculture, c'est-à-dire en fixant, au même titre pour tous les Six, les règlements et les prix ».

En se montrant aussi pressant, De Gaulle ne perdait pas de vue le mécontentement des masses paysannes qui s'est manifesté en France. Et, de son côté, le chancelier Ehrhard, en faisant obstacle à l'abaissement du prix du blé allemand, tenait compte du mécontentement qu'une telle décision pouvait provoquer parmi les paysans d'outre-Rhin.

La partie fut donc dure et bien qu'une solution de compromis ait été trouvée finalement dans ce domaine, nul n'oserait prétendre que le contentieux franco-allemand est liquidé pour autant.

Lorsque De Gaulle signa le traité d'alliance franco-allemand avec le chancelier Adenauer, il ne pensait pas, dans l'effusion des accolades et des « serments éternels », que, peu de temps après, ce traité apparaîtrait comme vidé de son contenu ; car il en est ainsi si l'on excepte les quelques mesures prises concernant la jeunesse des deux pays.

Le général-président avait cru qu'avec sa réputation de grand homme d'Etat, avec son auréole

de « capitaine de l'Occident », il serait d'emblée le chef de file de l'alliance franco-allemande et, en raison de la place prééminente que tiennent la France et l'Allemagne en Europe, il pensait pouvoir, par le truchement de cette alliance, dominer la partie occidentale du continent européen.

Quand De Gaulle évoqua à Strasbourg « l'esprit et l'attrait profonds que se portent mutuellement les peuples européens assemblés jadis par Rome, puis par Charlemagne... » peut-être pensa-t-il avec une certaine amertume au rêve qu'il avait caressé d'être une sorte de Charlemagne du XX^e siècle. Prononcée peu après la signature d'un accord militaire américano-allemand par M. Mac Namara, ministre de la Guerre des États-Unis, et son homologue de l'Allemagne occidentale, M. von Hassel, l'allocution de la capitale alsacienne ne pouvait négliger ce fait dont la signification essentielle est de marquer un nouveau pas du gouvernement de Bonn vers la disposition d'armements nucléaires par le truchement d'une force de frappe multilatérale constituée sous l'égide de l'O.T.A.N.

Ce n'est pas un hasard si cette question fut au centre des discussions du Conseil de l'O.T.A.N. au cours de la session qui s'ouvrit à Paris le 15 décembre 1964.

A la conception d'une force multilatérale dépendant des États-Unis, de Gaulle veut opposer une conception de caractère européen. Parlant des pays du Marché commun — toujours dans son discours de Strasbourg —, il devait affirmer considérer comme indispensable « une organisation, alliée certes au nouveau monde, mais qui soit proprement la leur avec ses objectifs, ses moyens et ses obligations ».

Puis, s'adressant plus particulièrement à la République fédérale allemande, le général-président déclarait que « renoncer en fait à cette union et, moyennant un rôle d'auxiliaire, s'en remettre décidément de sa vie à une puissance assurément amicale, mais située dans un monde différent et dont le destin, de par la nature et l'histoire, ne saurait être identifié avec celui de l'Europe, ce serait blesser bien grièvement une grande espérance ».

C'est dire que, jugeant sévèrement la partici-

pation de l'Allemagne de Bonn avec les États-Unis à la mise sur pied de la force multilatérale, le général condamne non pas l'accès des militaires de Bonn à l'armement atomique, mais seulement la façon dont cet accès se produit.

Chacun sait que les revanchards allemands se fixent des objectifs expansionnistes visant, en définitive, à reconstituer le grand Reich hitlérien, mais ils ne peuvent espérer atteindre de tels objectifs sans le recours à la force. Et cela souligne le danger d'une politique mettant à leur disposition des armes nucléaires.

La création de la force multilatérale prendrait inévitablement le caractère d'une provocation dirigée contre les pays qui ont été victimes de l'agression nazie, l'Union soviétique, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et d'autres pays, parmi lesquels la France, dont la sécurité serait mise en cause.

Le caractère provocateur de la force multilatérale est d'ailleurs reconnu par les gaullistes eux-mêmes, mais la condamnation portée à juste titre contre cette entreprise américano-allemande ne saurait pour autant légitimer l'offre implicite faite par De Gaulle aux gouvernants de Bonn de constituer avec eux une force de frappe européenne, car c'est à cela que tendent en définitive paroles et actes du président français.

Sans doute De Gaulle n'a-t-il pas explicitement parlé d'une force de frappe européenne, mais l'idée est apparue sous-jacente dans son homélie strasbourgeoise. Et, malheureusement, sur ce point, on trouve un élément de rencontre entre le chef de l'Etat et Gaston Defferre, candidat à la présidence de la République qui, dans son discours de Clermont, prit lui aussi position en faveur d'une force de frappe européenne.

le prix de la force de frappe

Pour l'instant en tout cas, De Gaulle se préoccupe de mettre sur pied sa propre force de frappe qui a fait l'objet d'un projet de loi-programme relative à certains équipements militaires. Ce texte présente un programme qui s'étend du 1^{er} janvier 1965 au 31 décembre 1970 et comporte 5.489 milliards d'anciens francs d'autorisations de programme constituant la partie principale d'une planification dont le montant financier s'élève à 8.000 milliards d'anciens francs.

Notons qu'on trouve dans cette loi des sommes destinées à payer les avions ravitailleurs américains sans lesquels la force de frappe gaulliste

ne pourrait être mise en mouvement, ce qui témoigne du caractère relatif et précaire de l'indépendance dont De Gaulle se vante tant.

En matière de politique intérieure, De Gaulle a sans doute, avec son plan de stabilisation, freiné la hausse des prix, sans pour autant réussir à l'empêcher, mais il a surtout fait obstacle à l'augmentation des salaires.

Un des objectifs du pouvoir est d'accroître le volume de l'épargne et l'ancien secrétaire général de l'U.N.R., M. Albin Chalandon est même allé jusqu'à préconiser de la rendre obligatoire pour réduire la consommation des masses. Il a déclaré, à ce sujet, que la stabilité « ne peut être obtenue que par un bond en avant dans la productivité des entreprises et par un ralentissement dans la croissance de la consommation des particuliers ».

La vérité est que, dans tous les domaines, la politique du pouvoir tend à la réduction du pouvoir d'achat, c'est-à-dire à la diminution de la consommation des masses laborieuses. C'est vrai pour les travailleurs dont le pouvoir d'achat ne se développe nullement au rythme de l'accroissement de la production. C'est vrai pour les fonctionnaires dont les traitements ne cessent de prendre du retard par rapport aux salaires du secteur privé, ce qui explique l'ampleur de la grève du 11 décembre dernier. C'est vrai pour les vieux, pour les anciens combattants et pour les assurés sociaux.

Et c'est vrai aussi pour les masses paysannes, victimes de l'écart grandissant entre les prix des produits agricoles et ceux des produits industriels.

Une telle politique ne peut évidemment manquer de se traduire par un rétrécissement du marché intérieur avec toutes les conséquences qui en découlent. Cela, le gouvernement le sait. Et quand pour expliquer cet état de choses, il prétend que la consommation ne doit pas dépasser la production, il passe sous silence le fait qu'une partie importante de la production nationale n'est destinée à produire ni des biens d'équipement qui accroîtraient la richesse du pays, ni des biens de consommation, mais tend, au contraire, à produire des engins dont la fabrication est à la fois négative du point de vue économique et dangereuse du point de vue de la sauvegarde de la paix, puisqu'il s'agit d'armements nucléaires.

A tout cela s'ajoute la situation créée pour l'industrie aéronautique française du fait qu'il a été question d'abandonner la construction de l'avion supersonique « Concorde ». Les travail-

leurs de l'industrie aéronautique civile française craignent, non sans raison, de perdre leur emploi et, si l'abandon de la construction de « Concorde » était décidé, un coup mortel serait porté à l'industrie aéronautique civile de notre pays.

Ces travailleurs savent aussi combien les interdictions d'exportation sont gravement dommageables pour leur industrie. C'est ainsi que des « Caravelle » pourraient être vendues à divers pays, notamment aux pays socialistes. Or les Etats-Unis s'y opposent, et leur interdiction se fonde sur le fait que les équipements électroniques de la « Caravelle » sont d'origine américaine, ainsi que certains moteurs, les autres étant d'origine anglaise.

Dans une telle conjoncture, les travailleurs de la fédération des travailleurs de la métallurgie C.G.T. ont raison de demander que les sommes englouties dans la création de la force de frappe soient consacrées à des œuvres de vie et de progrès. Et l'on ne saurait contester que l'industrie aéronautique civile tient une place importante parmi les œuvres d'intérêt national.

L'intérêt de la France est de se dégager des contraintes discriminatoires en matière de commerce extérieur qui lui sont dommageables. C'est si vrai que le gouvernement se voit obligé, dans certaines circonstances, de passer outre à de telles interdictions, comme on l'a vu récemment pour la conclusion de l'accord de commerce franco-soviétique. Mais ce qui, en cette matière, n'est encore que l'exception, peut et doit devenir la règle.

« allons-nous accepter...? »

L'orientation du pouvoir est précisée par le V^e plan dont on peut dire qu'il ne prévoit ni une amélioration sérieuse du pouvoir d'achat de la population laborieuse, ni une solution valable à la crise du logement, ni la réduction de la durée du temps de travail. Il tend en réalité à relever le taux de profit des entreprises, en leur permettant de créer un courant favorable aux investissements qui, depuis un certain temps, avaient été freinés. Il s'agit, en définitive, sous prétexte de donner un élan nouveau à l'activité économique, sans que cela soit appelé à se traduire concrètement par une amélioration de l'existence des travailleurs, de créer des conditions permettant l'accroissement des profits capitalistes.

Sur le plan social, on se contente de parler d'une réduction plus symbolique que réelle de

la durée du temps de travail et de promettre que l'on construira un peu plus de logements, mais ce qui est caractéristique, c'est que l'incidence des dépenses militaires considérables figurant au budget de l'Etat sur la vie économique du pays n'est pas prise en considération.

Rien n'est prévu en matière de changement à intervenir dans les structures économiques de la France, ce qui, d'ailleurs, ne saurait nous surprendre. Il est évident en effet que si les branches industrielles essentielles et les banques d'affaires étaient nationalisées, les investissements publics cesseraient de favoriser les intérêts privés. Ils seraient effectivement au service de la nation et permettraient de donner à l'économie française un équilibre qui tend de plus en plus à disparaître, ce qui se traduit par la création de zones désertiques dans notre pays.

Pour ce qui est des investissements étrangers qui s'effectuent en France, le rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, le député U.N.R. Louis Vallon a été amené à déclarer : « Allons-nous, faute d'initiative, nous laisser coloniser par le truchement d'investissements étrangers, faits d'ailleurs à nos frais sous l'effet d'une politique monétaire internationale que nous persistons à accepter alors qu'elle nous est contraire et que nous avons les moyens, en droit et en fait, de la refuser ? Allons-nous accepter que toutes les grandes sociétés qui, dans vingt ans, assureront la production industrielle mondiale soient américaines, même si elles sont situées en France ou en Europe ? »

En conclusion d'une telle critique, Louis Vallon aurait dû normalement appeler les députés à voter contre le V^e Plan et contre le gouvernement qui l'a fait préparer : c'est exactement le contraire qu'il a fait.

Sans doute les monopoles capitalistes français sont-ils les rivaux de leurs homologues américains, mais en même temps qu'ils sont rivaux, ils sont aussi complices. Et dans une telle situation, alors que l'avenir de la France et l'avenir de la paix sont en jeu, le problème de la substitution d'une démocratie réelle au pouvoir personnel se pose avec une extrême acuité.

Afin qu'il n'y ait ni équivoque, ni ambiguïté sur ce que fera une telle démocratie, il est indispensable que les partis et formations démocratiques élaborent ensemble un programme commun pour ensuite l'appliquer ensemble. La clarté tant en ce qui concerne les objectifs que les moyens de les atteindre est la condition première de la victoire de la démocratie.

les premiers pas d'Harold Wilson

R. Palme-Dutt

Les problèmes britanniques ne peuvent être envisagés isolément. Non seulement les récentes élections législatives ont marqué le début d'une phase nouvelle de la vie politique en Grande-Bretagne, mais de nouvelles conditions politiques commencent également à apparaître à l'échelle internationale.

La déroute de Goldwater et de ses partisans, lors des élections de novembre aux Etats-Unis, corrobore la défaite subie un mois plus tôt par les conservateurs britanniques. En France se développe un climat favorable à la coopération entre socialistes et communistes. En Allemagne occidentale les dernières consultations électorales indiquent un net progrès de la social-démocratie, dans les limites imposées par un système essentiellement bi-partite et par la persécution de la gauche. Au sein même de l'O.T.A.N., les structures militaires rigides héritées de la guerre froide commencent à se fissurer. En Espagne, l'opposition démocratique se renforce; en Grèce, la défaite électorale subie au début de l'année par la réaction et l'alliance conclue entre le centre et la gauche ont permis la libération de la plupart des détenus politiques (mais non de leur totalité); enfin les élections belges et scandinaves ont été marquées par des gains communistes, modestes mais significatifs. Tous ces faits illustrent les courants qui se développent à l'heure actuelle au sein des masses populaires des pays capitalistes.

Si l'on se tourne vers le Tiers-monde et les mouvements de libération nationale, on relève également plusieurs indices du progrès des forces populaires à l'échelle internationale : succès de la conférence du Caire, victoire du Front national démocratique sur la dictature militaire au Soudan, lutte héroïque et victorieuse du peuple uni du Sud-Vietnam, qui a conduit au bord de la faillite politique et militaire la formidable agression perpétrée par les envahisseurs américains.

Grandes sont donc les promesses. Mais les dangers ne le sont pas moins. Au moment où les peuples du monde entier, comme l'indiquent clairement les résultats des consultations électorales, se prononcent clairement pour la paix, la coexistence pacifique et la réduction de la tension internationale, contre la guerre atomique fraîche et

joyeuse chère à MM. Goldwater et Home et pour l'amélioration des conditions de vie dans leurs pays respectifs, de nouveaux nuages s'amoncellent à l'horizon international, à la fois dans l'ordre économique avec la guerre des tarifs douaniers et des devises, et dans l'ordre stratégique avec l'aggravation de la course aux armes nucléaires.

En ce qui concerne la situation économique, dès que prit fin, vers 1960, la phase du relèvement et de la modernisation des économies capitalistes touchées par la guerre (pays du Marché commun et Japon), les contradictions fondamentales réapparurent, plus aiguës que jamais, avec l'opposition entre le prodigieux développement de la capacité productive et les possibilités restreintes du marché, notamment entre les principales puissances impérialistes et la plupart des pays sous-développés, pays coloniaux ou récemment libérés, encore exploités par l'impérialisme. Cette contradiction, hautement symptomatique du capitalisme actuel, s'exprime par le déséquilibre officiellement reconnu aujourd'hui entre nations pauvres et nations riches, qui s'est manifesté avec acuité lors de la récente conférence de Genève sur le commerce international, où le bloc des 77 nations a tenu tête aux pays impérialistes et où les recommandations, officiellement publiées aujourd'hui sous forme de Livre blanc, ont donné lieu à un vote des plus significatifs. La lutte entre monopoles rivaux s'intensifie et aboutit à la constitution de blocs douaniers opposés (Marché commun, A.E.L.E., etc.) qui recourent au contingentement, à l'élévation des barrières douanières, à la guerre des devises et à bien d'autres méthodes, ce qui n'est pas sans entraîner des conséquences d'ordre politique dans le domaine des relations entre puissances.

Les vives réactions suscitées par la décision du gouvernement travailliste d'accroître considérablement les droits de douane prélevés sur les importations donnent une idée de cette tension toujours plus forte. Mais n'y a-t-il pas une certaine ironie dans le fait que les mesures économiques adoptées par le gouvernement travailliste pour réduire temporairement le déficit de la balance des paiements de la Grande-Bretagne risquent d'être l'étin-

celle qui pourrait déclencher la catastrophe économique mondiale ?

Ces conflits d'ordre économique se doublent d'une aggravation des antagonismes politiques (affaiblissement de l'emprise américaine sur l'Europe occidentale ; défi non déguisé lancé par De Gaulle aux Etats-Unis ; fissures à l'intérieur du Marché commun révélées par le différend entre De Gaulle et l'Allemagne occidentale). Ils vont de pair avec la poursuite ou l'extension des guerres et des agressions coloniales dans l'Asie du sud-est, la région du Golfe persique ou au Congo ; avec le maintien de la situation stratégique la plus dangereuse (basée sur la théorie insensée de la paix par l'équilibre de la terreur), avec l'accroissement annuel des dépenses d'armement, le perfectionnement et la multiplication des armes atomiques. Jusqu'à présent l'accord sur l'arrêt partiel des essais nucléaires n'a été suivi d'aucun progrès dans la voie du désarmement. Au contraire, les puissances occidentales, après avoir rejeté la proposition soviétique demandant aux détenteurs de l'arme atomique de renoncer à la stratégie dite de l'attaque « préemptive », ou la proposition chinoise en faveur d'une conférence mondiale sur l'interdiction et la destruction des armes nucléaires, sont allées de l'avant dans la voie opposée. En effet, quelle que soit la formule qui serait en définitive choisie, le projet dû aux impérialistes américains et ouest-allemands et tendant à doter l'OTAN d'une force nucléaire multilatérale ou mixte à seule fin d'assurer la participation officielle des impérialistes d'Allemagne occidentale au pouvoir de décision concernant la stratégie et l'emploi de l'arme nucléaire, ne laisserait subsister qu'un très fragile obstacle (aussi facile à renverser que toutes les prétendues assurances et garanties dont on fit si grand bruit quand fut décidé le réarmement allemand et qui furent tour à tour balayées) avant le stade final où les militaristes de Bonn exerceraient un pouvoir de décision direct sur la stratégie et l'emploi de l'arme nucléaire. Une telle politique signifierait la fin de tout espoir de désarmement nucléaire, la fin de la détente en Europe et dans le monde. C'est là le plus grave problème du gouvernement travailliste.

Quelle sera à cet égard la ligne de conduite de ce gouvernement ? Il était dit dans le programme électoral du parti que les travaillistes « s'opposeraient aux actuels projets américains de force nucléaire de surface à équipage mixte (M.L.F.) ». Cependant, tout en opposant un refus d'ailleurs très nuancé aux projets alors mis en avant par les Etats-Unis, les travaillistes réclamaient « des propositions constructives tendant à intégrer toutes les armes nucléaires de l'OTAN en les plaçant

sous une autorité politique effective afin d'assurer la participation légitime de tous les membres de l'Alliance au pouvoir de décision concernant le déploiement et l'emploi de ces armes ».

On laissait entendre que ces propositions serviraient de base de discussion lors des entretiens que Gordon Walker devait avoir à Washington, puis à Bonn, et lors des conversations prévues pour le mois de décembre entre le Premier ministre et le président Johnson. Ces propositions constituaient en fait une version élargie du projet de force nucléaire multilatérale avec participation de l'Allemagne occidentale au pouvoir de décision concernant l'emploi de l'arme nucléaire, comme il ressort nettement de l'article publié par une personnalité aussi autorisée que le correspondant militaire du « Times », M. Gwynnes-Jones, dans le numéro du 23 octobre de ce journal, c'est-à-dire la veille du jour où fut officiellement annoncée sa promotion au poste de ministre du Désarmement du nouveau gouvernement travailliste.

pouvoir de décision

En quoi consistent ces propositions dont on nous dit qu'elles reflètent les conceptions du gouvernement et qu'elles sont accueillies avec faveur par Washington ? Elles ne tendent pas seulement à affecter à une force commune de l'OTAN placée sous commandement mixte toutes les forces nucléaires britanniques, y compris les futurs sous-marins Polaris que l'on se promet d'obtenir aux termes de nouveaux accords de Nassau, mais elles conduisent à soumettre l'emploi de cette force à un double droit de veto. Le pouvoir de décision, que les Etats-Unis exercent aujourd'hui sans partage, serait assorti d'un droit de veto collectif conféré aux pays d'Europe occidentale, chacun d'eux disposant d'un nombre de votes proportionnel à sa participation à la force commune, « de telle sorte qu'aucun Etat européen ne puisse à lui seul s'opposer à l'emploi de cette force ».

D'après certaines évaluations, qui ne figurent pas dans l'article précité du « Times », l'emploi de la force multilatérale devrait être décidé à la majorité des deux tiers. Or 67 % des votes seraient entre les mains des Etats-Unis et de l'Allemagne occidentale. Il en résulterait, comme le dit M. Gwynnes Jones, « qu'aucun pays européen, par exemple la Grande-Bretagne, ne pourrait s'opposer à l'emploi de la force multilatérale ». En d'autres termes, si les Etats-Unis et l'Allemagne occidentale jugeaient le moment venu de déclencher une guerre atomique avec les forces nucléaires de l'OTAN, y compris les forces britanniques, et à

partir de bases nucléaires situées en Grande-Bretagne, rien ne les en empêcherait, et l'opposition minoritaire au sein de l'Alliance atlantique ne pourrait même pas faire entendre sa voix. Ainsi l'Angleterre risquerait d'être en quelques minutes rayée de la surface du globe, sans que le gouvernement ni le peuple britanniques aient leur mot à dire. Ce plan effarant, qui fait l'objet des discussions actuelles entre l'administration américaine, les militaristes d'Allemagne occidentale, Gordon Walker et Gwynnes-Jones, porte-paroles du gouvernement travailliste, aboutirait en fait à une alliance militaire américano-germano-britannique, avec la Grande-Bretagne dans le rôle de « la dame de Riga » conviée à chevaucher le tigre. Il est évident que tout pas en avant dans l'application de ce plan constituerait un danger mortel pour la Grande-Bretagne, le plus grave danger qui l'ait jamais menacée au cours de son histoire. Quelle que soit la gravité des problèmes intérieurs, il faut d'urgence appeler le mouvement travailliste et le peuple anglais à conjurer ce péril.

les cent jours

Plus on examine attentivement les problèmes de politique étrangère (et bien d'autres questions mériteraient encore de retenir l'attention : politique militaire et coloniale dans les anciens territoires d'outre-mer, guerre en Malaisie, continuation de la dangereuse politique conservatrice en Guyane britannique), plus ils apparaissent étroitement liés aux graves problèmes intérieurs qui requièrent une solution d'autant plus urgente qu'ils grèvent lourdement les conditions de vie des masses populaires. De même que sous le précédent gouvernement travailliste, la politique économique de Cripps fut le prix payé pour la politique étrangère de Bevin, un danger semblable nous menace aujourd'hui. L'énergie dont la nouvelle équipe ministérielle a donné la preuve, dès son entrée en fonction, en proposant ou en adoptant un ensemble de mesures législatives ou administratives destinées à traduire dans les faits les réformes promises par le programme électoral du parti travailliste, tout en s'efforçant d'assainir la difficile situation économique héritée du gouvernement conservateur, suscite la sympathie des masses populaires qui sont prêtes à coopérer à une audacieuse politique de mouvement.

Certes, les résultats des élections générales traduisent une méfiance et un scepticisme encore très largement répandus, puisque la participation électorale a été moins élevée qu'en 1959 et que le net fléchissement des voix conservatrices ne s'est

pas accompagné d'une augmentation correspondante des voix travaillistes. Néanmoins, la composition du gouvernement travailliste, qui comprend des représentants d'une large gamme de tendances, et le fait que ce gouvernement est visiblement résolu à appliquer son programme, bien qu'il dispose d'une majorité parlementaire limitée, tout cela a élevé le niveau général de la conscience politique et créé un nouveau climat caractérisé par la volonté des masses populaires d'aller de l'avant. Il serait très regrettable que cette atmosphère nouvelle fût viciée par une politique étrangère réactionnaire s'inspirant de l'anticommunisme. Car cette politique extérieure rétrograde, véritable talon d'Achille de tous les gouvernements travaillistes, viderait de toute signification les réformes progressistes envisagées sur le plan national.

Les cent jours de Napoléon conduisirent l'empereur de l'île d'Elbe à Waterloo puis à Sainte-Hélène. Soyons certains qu'Harold Wilson, en annonçant avec éclat qu'il s'accordait un délai de cent jours, n'avait pas en vue ce précédent historique. Sans doute voulait-il rappeler l'exemple du président Franklin Roosevelt, qui se servit du même mot d'ordre pour inaugurer son mandat, en 1933, au moment le plus grave de la grande dépression. En réalité l'Angleterre d'aujourd'hui affronte un problème d'un type entièrement nouveau, sans analogie avec ces précédents historiques. La situation actuelle de la Grande-Bretagne est aussi différente de celle des Etats-Unis à l'époque de Roosevelt que de celle de la France sous Napoléon. Les Etats-Unis de 1933, enfermés dans l'état de leur propre système économique, regorgeaient à la fois de richesse, de ressources et de capacités productives. Même dans ces conditions, il ne fut pas possible, pendant les années 30, de mettre fin au chômage endémique et massif qui fut interrompu non par le « new deal » mais par la seconde guerre mondiale. En revanche, la Grande-Bretagne, terre d'origine du capitalisme classique et premier pays dirigeant de l'impérialisme mondial, offre aujourd'hui l'exemple non moins classique du stade final d'une puissance impérialiste mondiale parvenue à son extrême déclin. La classe dirigeante anglaise, refusant d'admettre que son heure est passée, s'acharne à grever et épuiser une économie nationale déjà affaiblie, afin de conserver sa position de puissance impérialiste mondiale et de maintenir outre-mer un vaste appareil d'exploitation, reconstruit et porté à un niveau sans précédent malgré la décolonisation et la perte d'une partie des capitaux exportés pendant la guerre. C'est cette contradiction que traduit le déficit périodique de la balance des paiements. Ce déficit, qui constitue de-

puis vingt ans le trait le plus caractéristique de l'économie britannique, avait déjà commencé d'apparaître, mais à plus petite échelle, dans les dix années qui précédèrent la seconde guerre mondiale. Depuis lors il n'a jamais cessé de réapparaître, avec toujours plus d'ampleur et de gravité, après chaque redressement solennellement et victorieusement annoncé par les hommes au pouvoir. Il est le point névralgique où sont mis à nu les liens inéluctables entre la politique extérieure britannique et les conditions de vie du peuple anglais. La politique étrangère est un aspect décisif de la politique intérieure.

quel soulagement ?

Le déficit de la balance des paiements n'est pas une conséquence spécifique de la politique pratiquée par les conservateurs depuis leur arrivée au pouvoir en 1951. Il n'est pas davantage l'une des nombreuses variantes des mesures d'austérité auxquelles il est fait périodiquement appel et qui sont parfois présentées comme un des aspects de la politique dite du « coup d'arrêt » destinée à le résorber. Un tel tableau appartient à la mythologie de la propagande électorale, tout comme l'argument mis en avant par les conservateurs quand ils rendent les théories travaillistes « doctrinaires » responsables de la pénurie d'après-guerre et des mesures de rationnement imposées par les destructions subies pendant le conflit. Depuis la guerre, notre balance des paiements souffre d'un déficit périodique, que le gouvernement soit travailliste ou conservateur. Avant 1964 le déficit le plus élevé fut enregistré en 1947, sous le gouvernement travailliste, avec un débit de 443 millions de livres. C'est alors que Cripps adopta son plan d'austérité, bloquant les salaires et stimulant la production et les exportations. La victoire à peine proclamée, avec le solde positif de 1950, qui n'était qu'une conséquence du boom provoqué par la guerre de Corée, le déficit réapparut en 1951, atteignant 419 millions de livres. Après son avènement, le gouvernement conservateur connut la même alternance de bulletins de victoires et de déficits renouvelés, jusqu'au déficit record de cette année, qui atteint 341 millions de livres pour le premier semestre, soit 682 millions pour 12 mois (le Livre blanc fournit une évaluation alarmiste de 800 millions de livres, mais il s'agit probablement là d'une surestimation délibérée destinée à faciliter l'acceptation de mesures rigoureuses et à préparer l'heure du soulagement et de la victoire, lorsque la situation commencera à se rétablir et que les chiffres définitifs seront publiés). Le déficit de la balance des paiements n'est donc pas

l'apanage de tel ou tel parti. Il est le symptôme caractéristique de la crise de l'impérialisme britannique.

Dans une brochure parue en 1949 sous le titre « La crise de l'Empire britannique », l'auteur de ces lignes a cherché à mettre en garde le gouvernement travailliste d'alors sur la nature du déficit de la balance des paiements, qui provoqua en 1947 la panique que l'on sait. Il faisait observer que ce déficit ne constituait pas un phénomène temporaire dû aux déséquilibres de l'après-guerre, comme on l'affirmait alors, mais qu'il était le fruit de l'orientation impérialiste et réactionnaire d'une politique étrangère et militaire ruineuse, qu'il réapparaîtrait périodiquement et rendrait caduques tous les projets de réforme sociale, si l'on n'adoptait pas une autre conduite. Il est inutile de dire que ces avertissements n'ont pas été entendus, car cette année-là le gouvernement travailliste célébra le redressement de la balance des paiements, dont le solde positif atteignit 297 millions de livres en 1950. Mais, l'année suivante, le déficit s'élevait à 419 millions de dollars, et ce fut la chute du gouvernement travailliste. En 1953, cet auteur têtard développa sa thèse dans un volume intitulé : « La crise de la Grande-Bretagne et l'empire britannique », renouvelant sa mise en garde qui s'adressait également au gouvernement conservateur. Une fois encore, cet avertissement ne fut pas entendu. Car le gouvernement conservateur célébra à son tour le redressement avec un excédent de 170 millions de livres en 1952, de 151 millions de livres en 1953 et de 121 millions de livres en 1954. Mais, en 1955 la balance des paiements était de nouveau déficitaire. C'est pourquoi, en 1957, dans une nouvelle édition révisée de son livre, l'auteur tentait de tirer quelques conclusions de cette expérience, et faisait observer :

« Quand parurent la première version de cette étude en 1949 puis une nouvelle version plus complète et plus développée en 1953, peu de gens étaient disposés à admettre l'existence de ces graves problèmes étroitement liés à la position de la Grande-Bretagne dans le monde moderne. Le prétendu redressement annoncé comme une grande victoire par le gouvernement travailliste en 1949, et par le gouvernement conservateur en 1953, dissimulait la véritable nature des difficultés économiques de la Grande-Bretagne. On ne peut exorciser le fait. On a voulu rétablir l'équilibre sans s'attaquer aux racines du mal, mais à deux reprises déjà ce beau rêve a conduit à l'échec. On peut espérer que le moment est enfin venu d'examiner plus sérieusement les problèmes fondamentaux que le peuple britannique doit affronter et résoudre » (mars 1957).

Une fois de plus des mots en pure perte. En 1960 le déficit avait réapparu. Et 1964 est l'année du déficit record. Comme tant de fois depuis dix-sept ans, on s'obstine à aborder le problème selon la vieille méthode superficielle, comme s'il s'agissait seulement d'un excédent des importations par rapport aux exportations. Ce faisant, on dissimule soigneusement la vraie cause du mal, qui est le gonflement des dépenses gouvernementales à l'étranger, d'ordre militaire principalement. Ne pouvant régler ses dettes de jeu, le chef de famille invite toute la maisonnée à économiser et à travailler plus dur pour que la communauté puisse joindre les deux bouts.

On n'insistera jamais trop sur ce simple fait : ce sont les dépenses gouvernementales à l'étranger, dans le domaine militaire principalement, qui sont la cause directe du déficit. Le problème de la Grande-Bretagne n'est pas celui d'une nation prospère important toujours davantage et n'exportant pas suffisamment pour payer ses importations, et qui doit par conséquent travailler plus dur, produire et exporter davantage pour payer ses dettes. Cela, c'est le mythe officiel. En réalité, l'excédent des importations ou le déséquilibre entre les exportations et les importations (expression caractéristique du parasitisme impérialiste) était beaucoup plus important avant la dernière guerre et relativement beaucoup plus élevé encore avant la première guerre mondiale. L'encouragement apporté depuis vingt ans à la production a considérablement réduit l'écart entre les importations et les exportations, qui est beaucoup plus faible depuis plusieurs années qu'à aucun moment de l'histoire de l'impérialisme britannique (l'année dernière, le déficit du commerce visible ne dépassait pas 49 millions de livres ; les exportations de marchandises représentaient près de 99 pour cent des importations de marchandises). L'exportation des capitaux joue certainement un rôle, mais elle est largement compensée par l'investissement de capitaux étrangers en Grande-Bretagne. C'est ainsi que le montant net des exportations de capitaux privés exportés était de 50 millions de dollars seulement en 1963, soit une faible part du considérable tribut représenté par les revenus des capitaux exportés. D'après les statistiques officielles, le revenu brut représentant les intérêts, profits et dividendes provenant de capitaux britanniques placés à l'étranger a atteint 782 millions de livres en 1963, soit, après déduction de la somme correspondante versée aux propriétaires étrangers de capitaux placés en Grande-Bretagne, une somme de 377 millions de dollars représentant un tribut net sept fois et demie plus élevé que le montant global des capitaux exportés. Dans ces conditions

l'exportation nette de capitaux privés (50 millions de dollars) est moins un prélèvement effectué sur l'économie britannique que le réinvestissement destiné à maintenir et à accroître aux frais des peuples exploités le volume du capital exporté. Un déficit commercial et des exportations de capitaux ne dépassant pas respectivement 49 et 50 millions de livres — et avantageusement compensés par le montant net du tribut reçu de l'étranger — ce sont là des chiffres relativement modestes en comparaison du principal poste débiteur, les dépenses gouvernementales nettes à l'étranger. Ces dépenses, qui ne comportent aucune contrepartie, s'élevaient en 1963 à 387 millions de livres, dont 251 millions étaient affectés à des fins militaires. Les chiffres sont plus élevés cette année.

la cause principale

Cause principale du déséquilibre de notre balance des paiements, les dépenses gouvernementales à l'étranger, dépenses de caractère essentiellement militaire, représentent le prix que l'Angleterre doit payer pour se maintenir au rang de grande puissance impérialiste mondiale, c'est-à-dire pour poursuivre son entreprise d'exploitation impérialiste à l'échelle universelle et pour continuer de percevoir le tribut fourni par cette exploitation, base actuelle de sa structure politique et économique. Lénine a depuis longtemps montré que cette base impérialiste, et le parasitisme qu'elle engendre, paralysaient la croissance industrielle et productive de l'économie britannique, entraînant la décadence d'une nation qui fut autrefois le premier Etat industriel du monde. Mais, à l'époque dont parlait Lénine, le fardeau des dépenses militaires nécessaires à l'entretien de ce système de pillage retombait sur les pays vassaux de l'Empire, en premier lieu sur l'Inde. Les dépenses liées aux guerres coloniales et aux aventures militaires, pour lesquelles on utilisait des troupes Gurkhas encadrées par des officiers britanniques, étaient généralement inscrites dans le budget indien ; pratiquement aucune dépense militaire concernant des territoires d'outre-mer ne figurait dans le budget britannique : en 1938, par exemple, alors que le revenu net provenant de capitaux britanniques placés à l'étranger s'élevait à 192 millions de livres et le revenu des exportations invisibles à 232 millions de livres, les dépenses gouvernementales à l'étranger étaient de 16 millions seulement. Mais, après la seconde guerre mondiale, les progrès du mouvement de libération nationale entraînent l'accroissement des dépenses militaires à l'étranger : il fallait payer les guerres coloniales,

les garnisons et les bases militaires plusieurs fois transférées, sans parler des frais liés à l'entretien des forces d'occupation britanniques stationnées en Europe dans le cadre de l'OTAN. En outre, les pays libérés ne sont guère disposés à inscrire dans leur budget le coût de l'entretien de l'impérialisme britannique, de sorte que les dépenses militaires à l'étranger pèsent de tout leur poids sur l'économie nationale. En 1950, « les revenus de la propriété à l'étranger » s'élevaient à 337 millions de livres, les dépenses militaires outre-mer atteignaient 100 millions. En 1963 les « revenus de la propriété à l'étranger » s'élevaient à 587 millions de livres, mais les dépenses militaires outre-mer atteignaient 251 millions. Les statistiques ultérieures font apparaître un chiffre plus élevé encore, de l'ordre de 350 millions de dollars (« Financial Times », 25 août 1964). Cette somme ne représente que les dépenses en devises étrangères, et non le coût total de l'entretien des garnisons, des bases et du matériel militaire outre-mer, qui demeure un secret impossible à déterminer, comme l'a reconnu l'« Estimates Committee » de la Chambre des Communes. Bien que le montant total du butin se soit accru, le déséquilibre entre ce butin et le prix payé pour l'obtenir s'est radicalement modifié depuis la période de calme relatif que l'impérialisme britannique a connue avant la seconde guerre mondiale. De là tous ces grincements de dents. S'il est de plus en plus malaisé, hasardeux et coûteux, ce brigandage n'en demeure pas moins une entreprise lucrative pour les grands monopolistes qui récoltent le butin. Mais comme il impose au pays un fardeau de plus en plus lourd que traduit la crise de la balance des paiements, on a recours à des mesures d'urgence désespérées pour faire payer le peuple.

petits tableaux et petits cubes

La propagande officielle a recours à toutes sortes de moyens pour dissimuler cette vérité élémentaire, qui est la clef de la situation réelle de la Grande-Bretagne et de toutes nos difficultés. C'est ainsi que la B.B.C., dans une émission télévisée intitulée « Panorama » et destinée à servir d'introduction à un discours de Wilson consacré au déficit de la balance des paiements, tenta d'expliquer aux auditeurs les raisons de ce déséquilibre. Chaque rubrique constitutive de la balance des paiements était illustrée au moyen de petits tableaux et de petits cubes superposés de part et d'autre de l'écran, afin de montrer les différents éléments de recette et de dépense et le solde en résultant. On n'avait pas oublié d'illus-

trer comme il convenait les rentrées fournies par la tournée des « Beatles » aux Etats-Unis ou les dépenses effectuées par les touristes britanniques voyageant à l'étranger. On n'avait pas oublié non plus les exportations de capitaux et les importations correspondantes. Mais il n'a pas été tenu compte du poste débiteur le plus important de tous, les dépenses militaires à l'étranger, soit 350 millions de livres. Ce poste avait disparu, on l'avait escamoté. Après avoir consciencieusement récapitulé toutes les autres rubriques, y compris de très petites sommes de quelques millions de livres, et après avoir inscrit les chiffres en colonne, synoptiquement, de chaque côté de l'écran, on annonça brusquement le chiffre angoissant représentant le déficit total, bien que l'écart entre ce chiffre et les sommes inscrites sur l'écran fut absolument évident. Après quoi Wilson prit la parole en sa qualité de Premier ministre pour expliquer en termes clairs à l'opinion publique tout ce qu'il faut savoir sur le déficit de la balance des paiements et comment le gouvernement travailliste s'apprêtait à y remédier. Mais il ne dit pas un mot du principal poste responsable du déficit. Il reprit la vieille histoire de la nation qui importe trop et n'exporte pas assez, d'où la nécessité de réduire les importations, de travailler plus dur, de produire à meilleur marché et d'exporter davantage, pour permettre à la communauté nationale de joindre les deux bouts.

C'est finalement au gouverneur de la Banque d'Angleterre, Lord Cromer, qui prit la parole après le chancelier Callaghan lors d'un dîner offert à Mansion House, que fut laissé le soin de rappeler avec force que le « luxe » qu'il importait de réduire pour éviter la faillite, ce sont les dépenses gouvernementales à l'étranger et pas seulement la consommation et le volume trop élevé des importations.

Cette conception traditionnelle, fallacieuse et déformée du vrai problème de la Grande-Bretagne d'aujourd'hui, défendue à la fois par les ministres conservateurs et travaillistes, la presse (à l'exception du « Daily Worker » et de revues financières ignorées du grand public) et les augures de la radiotélévision, est un leurre à l'intention de l'opinion publique à laquelle on voudrait ainsi faire accepter des mesures inacceptables. Mieux encore, les ministres et les experts eux-mêmes fondent leurs recommandations sur cette analyse erronée, comme s'ils la croyaient juste. Confondant les symptômes et les racines du mal, ils tentent de résoudre la crise comme s'il s'agissait d'un simple problème commercial et d'un simple déséquilibre entre des importations excessives et des exportations insuffisantes. D'où l'adoption de mesures

économiques d'urgence : accroissement considérable des droits de douane sur les articles manufacturés importés et avantages fiscaux accordés aux exportateurs. D'après M. Wilson lui-même, ces mesures sont directement empruntées à la panoplie de M. Maudling (« nous pouvons nous réclamer de l'autorité de M. Maudling pour justifier les mesures prises ; ces mesures sont les siennes » ; Harold Wilson à la Chambre des Communes, 3 novembre 1964).

Mais cette politique, loin de guérir le mal, pourrait bien l'aggraver. En doublant le taux moyen des tarifs douaniers britanniques et en faisant de la Grande-Bretagne un Etat hautement protectionniste, on encourage pratiquement les industriels anglais à concentrer leurs efforts, non sur les exportations, mais sur ce marché domestique protégé caractérisé par des prix élevés. D'autre part, comme les machines et les biens d'équipements destinés à la production constituaient le tiers des importations d'articles manufacturés, les entreprises exportatrices seront privées d'installations essentielles à leurs fabrications (si l'interdiction est respectée), ou bien elles devront les acquérir à des prix beaucoup plus élevés, ce qui se traduira par l'augmentation du prix de leurs produits et par une plus grande vulnérabilité de leurs exportations dans les conditions de la concurrence étrangère. En même temps les pays étrangers, dont les exportations vont se heurter aux barrières douanières dressées par la Grande-Bretagne, chercheront à réduire leurs achats dans ce pays. Une telle politique fiscale comporte des dangers évidents, et les mesures économiques d'urgence adoptées par le gouvernement travailliste seront sans doute suivies d'amères déceptions à mesure qu'apparaîtra le décalage entre le problème à résoudre et les solutions retenues et que les répercussions internationales de ces mesures se feront plus durement sentir.

« l'étranger qui paie »

On a beau chercher à persuader l'opinion publique que cette politique n'a pas d'autres buts que de redresser la balance commerciale, de réduire des importations et de stimuler les exportations, ces mesures économiques d'urgence, tant par leurs conséquences que par l'objectif stratégique qu'elles dissimulent, s'apparentent aux vieilles politiques déflationnistes. Le gouvernement évalue à 175 millions de livres les recettes que l'augmentation des tarifs douaniers va procurer à la trésorerie. Cette somme correspond à un impôt indirect supplémentaire qui sera payé par le consommateur sous forme d'augmentation de prix (ce

n'est pas « l'étranger qui paie », sauf dans l'utopie protectionniste), et les revenus personnels se trouveront réduits d'une somme équivalant en gros aux rentrées obtenues hier par M. Selwyn Lloyd, à moins que les travailleurs n'arrachent des augmentations de salaires pour compenser cette perte. Et l'on touche ici à un autre aspect fondamental de la politique des revenus. J'écris ces lignes avant que soit connu le budget d'automne. Cependant il y a tout lieu de penser que ce budget fera droit à la nécessaire augmentation de certaines pensions et prestations mais en même temps et parallèlement à certaines taxations des profits ou des plus-values boursières, on peut prévoir une augmentation considérable de la cotisation des travailleurs aux divers services sociaux, et peut-être une augmentation d'autres impôts dont le fardeau retombe sur les masses populaires.

L'expérience a toujours montré que l'on peut se dérober à l'impôt sur les bénéfices et que cette forme de taxation ne parvient pas à enrayer l'augmentation du volume global des profits, tandis que les travailleurs ne peuvent échapper pareillement à l'augmentation de leurs cédules ou des impôts de diverse nature auxquels ils sont assujettis. Dans ces conditions, la bataille pour les augmentations de salaires revêt une importance accrue. C'est là que cette politique prend toute sa signification, quand, sous prétexte d'urgence nationale et de limitation supposée des bénéfices on voudrait persuader les syndicats de renoncer à leur combat pour les augmentations des salaires, ou de ralentir cette action.

Donc, en définitive, quelles que soient les différences de forme, on se trouve placé devant les mêmes options qu'au cours des vingt dernières années. Ou bien l'on modifie la désastreuse politique extérieure réactionnaire qu'expriment le niveau paralysant des dépenses militaires à l'étranger et le programme d'armements, cause directe et immédiate du déficit de la Grande-Bretagne et de ses difficultés économiques d'aujourd'hui. Ou bien le coût de cette politique pèse sur le niveau de vie du peuple et étouffe dans l'œuf les projets de réforme sociale. Telle fut la leçon de six années de gouvernement travailliste, sous la direction d'Attlee. Telle est la leçon que les masses populaires ont tirée de six années de gouvernement conservateur. Cette fois-ci, il appartient au mouvement travailliste tout entier d'agir pour que le résultat soit différent : pour que la lutte pour la défense et l'amélioration du niveau de vie des masses populaires soit poursuivie et renforcée, en étroite liaison avec la lutte pour imposer les changements de politique extérieure qu'exige la situation.

LA MARCHÉ DU MONDE

Congo : le sens vrai de l'opération Stanleyville

Devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le représentant nord-américain, Adlai Stevenson, ose dénoncer « le spectre du racisme », qui passionne les débats. Comme si les antagonismes entre noirs et blancs représentaient la signification essentielle des actuels événements du Congo. Comme si une intense campagne de haine et de racisme n'avait pas assailli l'opinion publique des pays occidentaux ! Il y a d'ailleurs là un des phénomènes les plus stupéfiants de ces dernières semaines. Certes, la méthode n'est pas nouvelle : utiliser massivement les techniques modernes d'information comme arme psychologique. Rarement cependant campagne fut plus délibérément sordide, mystifiant avec pittoresque et en couleurs, mélangant le grotesque et l'ignoble, réinventant un racisme vengeur. Pour couvrir une expédition de reconquête coloniale, il a donc été possible de ressusciter la mythologie et l'imagerie du XIX^e siècle le plus colonial et le plus ténébreux. De ressusciter les héros même de cette mythologie : les conquérants blancs, massacrant au nom de la civilisation et de l'humanité. De recréer le « nègre », sauvage et sanguinaire, couvert de plumes, drogué, anthropophage à ses heures... Vigoureuse entreprise ayant pour objet d'investir par la vision truquée d'une Afrique primitive et irresponsable. Brutalement, entre conscience africaine et conscience européenne, les distances menacent de s'approfondir.

Plus largement, l'intervention anglo-américano-belge à Stanleyville et les prolongements des

luttres nationales du peuple congolais imposent diverses constatations.

« Opération strictement humanitaire » ? Les explications embrouillées du ministre belge des Affaires étrangères, P.-H. Spaak, récusent d'elles-mêmes et de façon incontestable cet alibi. D'ailleurs, les objectifs militaires de l'intervention sont apparus parfaitement clairs : surprendre, désorganiser et briser la résistance nationaliste dans les grandes villes — classique mission de commando. En effet, les colonnes de mercenaires paraissent trop faibles pour affronter seuls une résistance organisée à Stanleyville ou à Paulis. L'issue de batailles de rues s'avérait singulièrement aléatoire ; dans tous les cas, le coût risquait d'être excessivement élevé pour les forces placées au service de Tschombé. Du point de vue militaire, l'action des parachutistes belges a donc joué un rôle décisif. A Stanleyville, la coordination entre parachutistes et mercenaires a été parfaitement réalisée. A Paulis, la jonction n'a pu s'effectuer, mais les commandos belges ont pris le temps de « nettoyer » la brousse environnant la ville dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres.

Belges, Américains et Britanniques ont participé directement à l'opération de Stanleyville que l'ensemble des pays de l'O.T.A.N. approuvait et soutenait. La vigueur, la brutalité des interventions impérialistes au Congo ne sont d'ailleurs pas pour surprendre. Cuivre, cobalt, diamant, uranium, or, cultures de plantations... Les intérêts économiques en jeu sont considé-

rables. Il eût été à l'évidence illusoire de songer que les puissances impérialistes courraient le risque de voir leur échapper l'exploitation agricole et minière du pays ainsi que le contrôle de son immense potentiel industriel. Il y a plus : au point de vue politique, l'importance du Congo est devenue capitale. De par sa position géographique, de par l'existence à Léopoldville d'un régime réactionnaire étroitement lié à l'impérialisme américain, de par l'essor des luttes nationales qui s'y déroulent, le Congo est devenu pour l'Amérique d'aujourd'hui un problème majeur. C'est autour de la question congolaise que les gouvernements africains de l'O.U.A. s'opposent et se partagent : Madagascar, la Nigéria, le Sénégal... proclament leur appui à l'intervention impérialiste. A l'opposé, l'Algérie, la R.A.U., le Ghana, le Soudan... apportent leur soutien aux forces nationales en lutte au Congo. Révélateur des contradictions africaines, la question congolaise accentue également les rivalités entre impérialismes : ainsi, De Gaulle s'engage dans de subtiles manœuvres afin d'entamer les positions américaines en Afrique centrale.

Déjà le Congo est devenu le point de ralliement de forces ultra-réactionnaires : anticastroïtes, racistes d'Afrique du sud et de Rhodésie, O.A.S. s'y retrouvent. La consolidation du Congo de Tschombé, c'est une menace dramatique pour les forces de progrès en Afrique. Isolées par la barrière massive d'une République congolaise réactionnaire, les luttes nationalistes en Angola, en Afrique

du sud, au Sud-ouest africain et en Rhodésie risqueraient inmanquablement l'asphyxie. Pour les Etats progressistes d'Afrique, le triomphe de l'impérialisme et de la réaction au Congo représenterait un danger mortel. Les gouvernements avancés les plus proches (Congo-Brazzaville, Soudan...) sont les plus directement visés ; mais le danger d'un Congo utilisé comme base de départ pour des actions contre-révolutionnaires retentit à l'échelle de l'Afrique entière. Et dans l'immédiat, le régime de Tschombé représente un facteur de division employé à briser les réalisations de l'unité africaine.

L'enjeu est donc considérable — et tout n'est pas joué. Le régime de Tschombé a reconquis militairement les grandes villes, mais moins encore aujourd'hui qu'hier il n'a pris sur le peuple congolais. La vigueur des aspirations nationales.

même si celles-ci s'expriment souvent sous des formes élémentaires, n'a pas manqué de stupéfier tous les observateurs. La reconquête des villes par les mercenaires de Tschombé appuyés par les parachutistes belges ne représente qu'un épisode particulièrement spectaculaire certes, mais non décisif d'une lutte qui sera longue et âpre. La prise de Stanleyville, c'est surtout l'échec du gouvernement provisoire de Gbenye et Soumialot, la fin d'une illusion qui consistait à penser qu'en s'appuyant sur la colère congolaise sous sa forme élémentaire, il était possible de balayer Tschombé et son régime. C'était faire trop de part à la personne même de Tschombé ; c'était sous-estimer le poids des intérêts impérialistes au Congo et la virulence des forces réactionnaires qui s'y cristallisent. Si l'action du C.N.L. et de Pierre Mulélé a été très large-

ment estompée par le retentissement des événements récents, il apparaît que celle-ci se développe très largement. Patiemment, les villageois s'organisent pour la lutte nationale. L'organisation de cette lutte est entreprise dans la perspective d'une guerre longue et c'est dans la lutte même que progressivement la conscience nationale et des structures sociales nouvelles s'élaborent. C'est au cœur du Congo les débuts d'un très long combat.

Déjà, il ne suffit plus de crier « Tschombé assassin ! » dans les rues de Paris, de Rome ou de Munich. Une bataille s'est engagée dont la portée est immense : la solidarité pour le peuple congolais en lutte devient une nécessité vitale pour l'Afrique progressiste, un devoir majeur pour les anticolonialistes du monde entier.

M. V.

Italie : échec au centre-gauche

L'action montée par la « démocratie-chrétienne », pensée, exécutée par certains éléments de ce parti, l'opération dite de « centre-gauche », n'a pas atteint ses objectifs. Avec la participation du parti socialiste italien de Pietro Nenni à une majorité gouvernementale qui comprend le parti social-démocrate de Sarragat et la démocratie-chrétienne, il s'agissait, en particulier, d'isoler le parti communiste italien. L'aval apporté par Nenni à une politique qui heurte les consciences ouvrières semblait répondre à de nombreuses visées des dirigeants de la D.C., et notamment : forcer un peu plus l'orientation du parti socialiste vers le centre, accentuer ainsi les divergences entre ce parti et le P.C.I., briser l'unité d'action

élaborée par les militants communistes et socialistes en de nombreux secteurs de la vie politique et sociale, ligoter une part de la classe ouvrière face aux entreprises économiques et politiques de la grande bourgeoisie. La situation économique de l'Italie, après l'essor des années 1950-1960, les changements intervenus en Europe et dans le monde, avaient été analysés par les penseurs démocrates de façon telle qu'ils paraissaient favorables à cette évolution, à ce nouvel équilibre des forces sur le plan intérieur.

La réalité a fait table rase de ces manipulations. Victimes de leurs propres concepts, celui, par exemple, qui lie l'influence d'un P.C. à la misère, les dirigeants D.C. et leurs alliés du

moment découvrent une série de faits : la combattivité des travailleurs n'a pas baissé, leur volonté unitaire demeure, les luttes syndicales n'ont pas faibli, la nouvelle alliance n'a pas apporté une stabilité plus sûre, la classe ouvrière conteste l'optimisme qui fut longtemps de mise quant à la situation du monde industriel.

Le gouvernement doit faire face à des problèmes urgents (dont le ralentissement de l'expansion économique, « Fiat », avec ses 65.000 travailleurs, ferme ses portes, en cette fin d'année, pour 15 jours, malgré la visite du ministre Colombo à Turin où il venait annoncer la suppression de la super-taxe sur les autos).

L'échec de l'alliance « centre-

gauche » vient d'être mis en lumière par les élections du 22 novembre, élections municipales et provinciales. Elles ont signifié sans ambiguïté le désaveu des travailleurs et des masses progressistes italiennes. Rappelons l'essentiel des résultats : le parti communiste italien, malgré des inégalités, dépasse le niveau atteint le 28 avril 1963, il progresse en suffrages, en pourcentage et en sièges par rapport aux élections de même caractère qui se sont déroulées en 1960, il renforce sa majorité absolue dans la province de Sienne, dépasse les 40 % des voix dans l'Emilie et la Toscane. Avec 26 % des suffrages exprimés le P.C.I. n'a jamais été aussi vigoureux. Cette progression est d'autant plus significative qu'elle s'est réalisée dans un contexte violent caractérisé par une campagne anticommuniste effrénée au cours de laquelle la presque totalité des organes de presse, la radio, la télévision firent flèche

de tout bois. La démission de Khrouchtchev fut utilisée, comme on pouvait le prévoir, et la venue de Chou-En-Lai à Moscou, et la délégation du P.C.I. dans cette même ville. Cette ambiance ainsi créée trompa jusqu'aux pronostiqueurs les plus habiles : le P.C.I. va perdre du terrain, annoncèrent-ils. Las, on déchantait aux résultats !

Ces derniers soulignent la défaite de l'anticommunisme. Ils éclairent également la défaite du « centre-gauche », dont les formations, à part celle de Saragat, sortent amoindries de la bataille électorale. Amoindries et divisées comme l'a montré l'élection du président de la République. L'extrême-droite s'affaiblit encore. La D.C. recule et le parti socialiste paie très cher son alliance avec elle.

Le P.C.I. s'affirme de plus en plus comme une grande force positive du pays.

Les formations de gauche devront s'entendre avec lui si

elles veulent changer l'orientation politique et sociale de la nation. Car ces élections ont marqué un nouveau déplacement à gauche du corps électoral. Les partis qui se situent à la gauche de la D.C. regroupent 48 % de ce corps électoral. Ce fait est sérieux. Il révèle un potentiel nouveau au service possible d'une politique différente. La pression des éléments progressistes du peuple italien se fait plus forte, plus évidente. Elle tend à rendre nécessaire une autre vision des alliances. La faillite du « centre-gauche » met à l'ordre du jour cette question fondamentale : comment ouvrir la voie à une nouvelle majorité ?

Le dialogue qui se tient actuellement entre les représentants des divers courants de gauche ne manquera pas d'être déterminé par cette clarté que les récentes élections ont faite sur la volonté populaire.

Henri DELUY.

et économie politique

dans le numéro 124, un document exceptionnel

le mouvement révolutionnaire et les problèmes du monde actuel par l'académicien A. Arzoumanian

Un texte de 100 pages imprimées qui expose, à la lumière des transformations survenues dans le monde depuis un siècle, les nouveaux problèmes posés aux trois détachements du mouvement révolutionnaire mondial, le système socialiste, le mouvement de libération nationale et la classe ouvrière internationale. Un document fondamental pour tous ceux qui veulent savoir sur quelles bases et par quelles méthodes le mouvement révolutionnaire s'efforce d'apporter une solution aux grands problèmes de notre temps.

le numéro : 4 f - commandes et abonnements à ECONOMIE ET POLITIQUE - 6, bd poissonnière, paris-9^e
c.c.p. 17.480-09 paris - abonnements 6 mois : 21 f - 1 an : 38 f

NOTRE CONCOURS D'ABONNEMENTS

SON BUT

Faire de « Démocratie Nouvelle » une revue dont la diffusion soit à la hauteur des possibilités et des besoins. A cette fin, nous avons déjà pris, sur le plan rédactionnel, une série de mesures qui nous ont valu les plus chauds encouragements : améliorations de la présentation ; accroissement du nombre de pages ; réalisation de 4 « spéciaux » par an d'un type totalement nouveau ; création de rubriques nouvelles. Ces efforts nous ont contraints à revoir notre prix : le ministère des Finances et des Affaires économiques vient de nous autoriser à porter le prix de l'**abonnement annuel à 40 F.** Que ceux de nos lecteurs qui, à notre appel, ont déjà souscrit à ce prix et au-delà soient ici remerciés !

A partir de janvier, notre Comité de rédaction sera sensiblement élargi. « **Démocratie Nouvelle** » peut et doit devenir la grande revue de tous les progressistes. Elle apportera ainsi à beaucoup plus de lecteurs les éléments de réflexion, les armes nécessaires à la lutte pour le progrès et la transformation démocratique du monde.

C'est-à-dire que notre concours d'abonnements n'est pas un simple concours, c'est **une action politique importante** à laquelle peuvent participer tous nos lecteurs français et étrangers. Une action que nous récompensons.

QUI DOIT-ON SOLLICITER ?

Pour commencer : le parent, l'ami, le voisin à qui on a déjà parlé de « Démocratie Nouvelle » ou auquel on a prêté la revue.

Il faut se dire en outre qu'innombrables sont autour de vous ceux qui ne connaissent pas encore « Démocratie Nouvelle » et qui s'intéressent aux problèmes qu'elle traite.

Présentation soignée et moderne, nombreuses photos vivantes, collection unique d'œuvres graphiques des meilleurs artistes d'aujourd'hui, textes clairs ouverts à tous les esprits, débats, discussions, enquêtes... **autant d'atouts** pour vous permettre de conquérir de nouveaux lecteurs.

Afin de pouvoir établir votre décompte d'abonnements gagnés, nous vous demandons de bien vouloir mentionner noms et prénoms en majuscules, ainsi que les adresses exactes dans l'ordre précis suivant : 1) de l'ABONNEUR — 2) de l'ABONNÉ.

Attention : seuls seront considérés comme valables les abonnements réglés à DEMOCRATIE NOUVELLE, 8, CITE D'HAUTEVILLE, PARIS (10^e) par mandat-poste, chèque bancaire ou chèque postal à C.C.P. PARIS 5739-11.

Il n'y aura pas de classement entre les participants. Vous pouvez ainsi vous-même fixer vos objectifs : vous êtes certain, en aidant votre revue, de gagner la récompense correspondante.

Deux abonnements de six mois auront la même valeur qu'un abonnement d'un an.

Date de départ du concours : 1^{er} janvier 1965.

La date de clôture est fixée au 30 avril 1965. Le cachet de la poste fera foi.

Il ne nous reste plus qu'à vous souhaiter bonne route !

Pour chacun, son prix !

- pour 250 abonnements annuels réglés...
une voiture RENAULT 4 L
- pour 150... un VOYAGE en avion et un séjour de deux semaines pour deux en TCHECOSLOVAQUIE
- pour 100... un TELEVISEUR entièrement équipé deux chaînes
- pour 80... une CAMERA d'une valeur de 1 200 F
- pour 60... un ELECTROPHONE stéréophonique
- pour 50... un APPAREIL PHOTOGRAPHIQUE d'une valeur de 800 F
- pour 40... un très beau poste radio à TRANSISTORS
- pour 30... la collection du LITTRÉ
- pour 20... un MEUBLE BIBLIOTHEQUE entièrement vitré
- pour 15... un briquet à gaz « SILVER MATCH » plaqué or
- pour 10... un LIVRE D'ART au choix d'une valeur de 150 F
- pour 5... un LIVRE D'ART au choix d'une valeur de 75 F
- pour 4... un briquet à gaz « SILVER MATCH » alumilite noire
- pour 3... un LIVRE au choix d'une valeur de 40 F
- pour 2... un LIVRE au choix d'une valeur de 32 F
- pour 1... un DISQUE au choix 30 cm - 33 tours



JACQUES DUCLOS, sénateur, directeur politique

COMITE DE REDACTION

Pierre Villon, rédacteur en chef

Paul Noirot, rédacteur en chef adjoint

Antoine Acquaviva, journaliste. Gilbert Badia, agrégé de l'Université
Joanny Berlioz, ancien député. Michel Bruguière, avocat à la Cour
Georges Cogniot, professeur. Jacques Couland, professeur
Jan Dessau, économiste. Paul Delanoue, professeur
Georges Fournial, instituteur. Jean Gacon, professeur
Pierre Hentges, journaliste. Robert Lamotte, journaliste
Max Léon, journaliste. J.-P. Meynard, économiste
Elle Mignot, ancien conseiller de l'U.F. Vladimir Pozner, écrivain
Marcel Roques, journaliste. Paul Rozenberg, professeur
Laurent Sallni, journaliste. Emile Tersen, professeur
André Wurmser, journaliste

CORRESPONDANTS PARTICULIERS A L'ETRANGER

Dr R. Gutermuth : Berlin. I. Darvasi : Budapest
L. Vydlasova : Moscou. Lance Samson : Londres
Dr Alexandre Ort : Prague. Professeur C. Grigorov : Sofia
Sergio Segre : Rome. Javer Malo : Tirana. Hideo Ikeda : Toyo
J. Groskiewicz : Varsovie

COMITE DE PATRONAGE

Pierre Cot, ancien ministre. Etienne Fajon, directeur de l'Humanité
Roger Garaudy, professeur. William Z. Foster (Etats-Unis) (1947-1961)
Gh. Gheorghiu Dej (Roumanie). Paul de Groot, député hollandais
Kim Chang Man, vice-président du Parti du Travail de Corée
R. Palme-Dutt, directeur du Labour Monthly
Jean Terfve, ancien député à la Chambre belge
Palmiro Togliatti (1893-1964), ancien vice-président du Conseil Italien
Vicente L. Toledano, directeur de l'Université ouvrière du Mexique
Ton Duê Thang, président de l'Assemblée nationale du Vietnam
Mme Tsai Chang, présidente de la Fédération des Femmes (Chine)
Wou Yu-chang, recteur de l'Université du Peuple chinois
Vicente Uribe (1947-1961), ancien membre du gouvernement espagnol
Roman Zambrowski, membre du Conseil d'Etat polonais
Vladimir Koucky, secrétaire du P.C. de Tchécoslovaquie

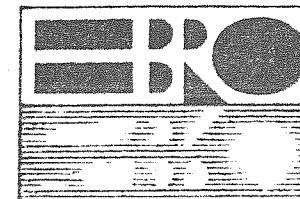
TARIFS D'ABONNEMENT

France et U.F.P.	1 an	30 F	6 mois	16 F
Etranger	1 an	35 F	6 mois	18 F

Règlements par mandats-poste à Démocratie Nouvelle

8, Cité d'Hauteville, Paris-10°, TAI 64-14 ou chèque postal à
C.C.P. Paris 5739-11

Service de publicité : 8, Cité d'Hauteville, Paris-10°. TAI 64-14



ébro

coleccion ébro est une collection en langue espagnole, publiée par les éditions de la librairie du globe à Paris.

coleccion ébro a l'intention de proposer, au public international intéressé à la connaissance de l'Espagne, une sélection d'œuvres qui, dans leur multiple diversité, auront un dénominateur commun : son enracinement dans la réalité espagnole, sa représentation littéraire ou l'analyse des différents aspects de cette réalité.

coleccion ébro publiera essentiellement des œuvres d'auteurs espagnols. La collection sera pour eux une brèche ouverte dans les barrières qui limitent leur liberté d'expression.

coleccion ébro comportera plusieurs séries : histoire-mémoire, romans, poésie, études, le monde d'aujourd'hui, témoignages, art, livre de poche, classiques.

déjà publiés :

IGNACIO HIDALGO DE CISNEROS,
ex-chef de l'aviation républicaine
MEMOIRES 1 - CAMBIO DE RUMBO
MEMOIRES 2 - LA REPUBLICA Y LA
GUERRA DE ESPANA

en préparation :

ANTONIO FERRES
LOS VENCIDOS (roman)
JESUS IZCARAY
LAS RUINAS DE LA MURALLA (roman)
JOSE ANTONIO PARRA
(prix guipuzcoa 1963)
TREN MINERO (roman)

2, rue de Lucie, Paris 6°
coleccion ébro